



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 150 N° 010
Le mardi 6 octobre 2020

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 6 octobre 2020

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

• (1005)

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement aujourd'hui pour répondre à une question soulevée hier, lors de la période des questions, à propos d'un commentaire que j'ai fait la semaine dernière concernant le temps consacré au dossier Phénix. Ayant moi-même consacré ma vie à déboulonner les mythes et à défendre les droits des personnes souffrant d'un handicap, quel qu'il soit, ou d'une maladie mentale, je regrette mon mauvais choix de mots et je m'en excuse.

Je sais pertinemment bien que le langage, de par l'importance qu'il revêt et le pouvoir qu'il peut avoir, peut contribuer à la suppression et à la création d'obstacles et de stigmates. J'assume la responsabilité de mon mauvais choix de mots et je m'engage à faire mieux.

Le Président: Je remercie la ministre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

Le Président: Je tiens à rappeler aux députés de se montrer précis, concis et aussi brefs que possible quand ils présentent des pétitions. Expliquez-en l'idée sans vous éterniser. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour les pétitions. Je ne montre personne du doigt. Je me contente de dire ce qu'il faudrait faire.

Le député de Courtenay—Alberni a la parole.

LE SAUMON CHINOOK

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter une pétition au nom des résidents de Port Alberni, Qualicum et Parksville.

Les pétitionnaires soulignent que, pour la deuxième année consécutive, les restrictions généralisées entourant la pêche avec rétenition du saumon chinook dans le Sud de la Colombie-Britannique ont des répercussions négatives sur la pêche récréative et les indus-

tries qui y sont associées. Les résidents de l'île de Vancouver et de la côte du Pacifique traversent déjà une période économique difficile.

Sur la côte Sud de la Colombie-Britannique, on peut pêcher le saumon coho marqué. Les États de Washington et de l'Oregon ont mis en place l'ablation généralisée des nageoires adipeuses dans leurs éclosiers, ainsi qu'une pêche sélective du poisson marqué. Ils croient que la production actuelle des éclosiers de saumon chinook est suffisante pour assurer le succès de cette pêche sélective.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de commencer à utiliser des machines pour l'ablation de la nageoire adipeuse des saumons provenant des éclosiers de la région du Pacifique. Ils demandent aussi que les pêcheurs puissent garder les nouveaux saumons marqués qui ont atteint la taille minimale prévue par la loi.

LA SÉLECTION EN FONCTION DU SEXE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je ne présenterai que trois pétitions aujourd'hui.

La première pétition porte sur les avortements sélectifs en fonction du sexe. Les pétitionnaires soulignent que cet enjeu pourrait faire l'objet d'un vaste consensus au Parlement, comme c'est certainement le cas au sein de la population. Ils demandent à la Chambre des communes de prendre des mesures en vue de mettre fin aux avortements sélectifs en fonction du sexe.

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur des mesures législatives visant le prélèvement forcé d'organes et leur trafic. Les pétitionnaires aimeraient que soit érigé en infraction le fait, pour un Canadien, de se rendre à l'étranger pour y recevoir un organe qui aurait été prélevé sans le consentement du donneur. Nous savons que c'est un problème en Chine et dans d'autres pays, où on prélève de force des organes, parfois sur des prisonniers politiques, parfois sur des personnes exploitées. Les pétitionnaires souhaitent que le Canada s'élève contre cette pratique qu'est le prélèvement forcé et le trafic d'organes humains.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la troisième pétition porte sur les droits de la personne des musulmans ouïghours en Chine, qui sont victimes d'horribles abus dans l'équivalent moderne des camps de concentration. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître que les Ouïghours de la Chine ont été et sont toujours victimes d'un génocide.

Affaires courantes

Tenant compte de la responsabilité de protéger qui découle de la reconnaissance d'un génocide, les pétitionnaires demandent aussi au gouvernement de recourir à la loi de Magnitski pour imposer des sanctions aux responsables de ces crimes horribles perpétrés contre le peuple ouïghour et leur demander des comptes.

Le Président: Avant que nous poursuivions, je remercie le député de faire preuve de concision et de précision.

Le député de Nickel Belt a la parole.

[Français]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer la pétition e-2542, lancée par le Lobby climatique des citoyens, visant à améliorer la politique fédérale de tarification du carbone.

[Traduction]

Ces citoyens canadiens demandent au gouvernement du Canada de maintenir un prix sur la pollution et de continuer à distribuer les revenus de la tarification du carbone aux Canadiens sous forme de chèques ou de dépôts bancaires au lieu d'un crédit d'impôt.

Le Président: Je rappelle aux députés que, lorsqu'ils présentent des pétitions, ils doivent venir les déposer au bureau.

• (1010)

[Français]

Cela contribuera à protéger la santé des pages.

[Traduction]

Le député de Selkirk—Interlake—Eastman a la parole.

LE FALUN GONG

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je présente la pétition e-2814 au nom des plus de 1 800 Canadiens qui l'ont signée.

Comme nous le savons tous, il est illégal en Chine de pratiquer le Falun Gong. Les personnes qui le pratiquent sont ciblées par le Parti communiste chinois pour le prélèvement d'organes et sont persécutées en raison de leurs croyances religieuses. Le Falun Gong est un mouvement très pacifique et discipliné dont l'enseignement est axé sur les principes de la vérité, de la compassion et de la tolérance.

J'ai parrainé la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus, la loi de Sergueï Magnitski, qui donne au gouvernement les outils nécessaires pour imposer des sanctions à certaines personnes. Les pétitionnaires donnent une liste de 14 dirigeants chinois auxquels, selon eux, le gouvernement du Canada devrait imposer de telles sanctions pour ce qu'ils font subir aux adeptes du Falun Gong depuis 21 ans: détention, persécution, exécution et prélèvement d'organes.

LA PÉRÉQUATION

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, les résidents de ma circonscription m'ont rappelé qu'une promesse rompue a des conséquences pour le reste d'une vie, un proverbe yiddish. Je présente trois pétitions au nom des habitants de ma circonscription aujourd'hui.

La première porte sur la péréquation. Les pétitionnaires attirent l'attention du gouvernement du Canada sur l'injustice inhérente du

système de péréquation. Cinquante-quatre personnes ont signé cette pétition.

LA SÉLECTION EN FONCTION DU SEXE

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente aujourd'hui a été signée par 53 personnes de ma circonscription. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada, aux citoyens du Canada et à la Chambre des communes d'adopter une disposition dans le Code criminel interdisant l'avortement sélectif en fonction du sexe. Ils attirent l'attention de la Chambre sur le fait que l'avortement sélectif est légal au Canada, puisque l'avortement ne fait l'objet d'aucune restriction légale. Ils soulignent également que les professions de la santé du Canada reconnaissent que l'avortement sélectif est un problème.

LE SERGENT TOMMY PRINCE

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, dans la troisième pétition que je présente, les 36 pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de rendre hommage au sergent Tommy Prince en ornant le billet de 5 \$ de son image dans le cadre de l'examen que fait actuellement la Banque du Canada, pour ainsi célébrer la vie d'un ancien combattant autochtone très important.

LA SÉLECTION EN FONCTION DU SEXE

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole au nom des habitants de ma circonscription et des autres Canadiens d'un océan à l'autre qui ont signé cette pétition pour demander au gouvernement d'interdire l'avortement sélectif en fonction du sexe. Ils le font en s'appuyant sur le fait que cette pratique est contraire à la volonté du Canada d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes. De plus, des organismes internationaux, dont l'Organisation mondiale de la santé, ONU Femmes et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, constatent que les rapports de masculinité des naissances sont un problème croissant dans le monde. Les pétitionnaires réclament que le gouvernement actuel prenne des mesures.

LA BANDE DE GAZA

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de présenter la pétition e-2565, qui a recueilli 2 686 signatures. Les pétitionnaires prient le gouvernement du Canada de demander la levée immédiate du blocus imposé à Gaza par Israël pour permettre l'envoi d'aide médicale et humanitaire pendant la pandémie de COVID-19, d'insister pour qu'Israël mette fin de façon permanente à son blocus contre Gaza, et de voter lors de l'Assemblée générale des Nations unies à l'instar de la majorité de la communauté internationale qui prend position conformément au droit international et aux droits fondamentaux des Palestiniens.

LE SERVICE DE TRAVERSIER

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter la pétition e-2652, qui a été signée par plus de 700 Canadiens pour appuyer l'île Campobello et ses habitants. Je me dois de mentionner et remercier Justin Tinker et le comité de défense pour cette proposition.

Les pétitionnaires mentionnent les pertes économiques et personnelles qu'entraînent les problèmes d'accessibilité qu'ont connus ces dernières années les habitants qui se déplacent à destination ou en provenance de leur résidence sur cette île du Nouveau-Brunswick située dans la baie de Fundy. Pendant la majeure partie de l'année, la seule façon d'accéder à l'île Campobello est de sortir du Canada, de conduire dans le Maine pendant presque une heure et de revenir au Canada sur un pont vers Campobello. Chaque fois qu'une famille ou une entreprise fait ce trajet, elle fait l'objet d'une inspection aux douanes américaines ainsi qu'aux douanes canadiennes.

Dans la pétition, on demande au gouvernement fédéral d'adopter une approche « Équipe Canada » et de faciliter une solution permanente qui permet aux habitants de Campobello d'accéder au reste du Nouveau-Brunswick sans avoir à entrer aux États-Unis, une chose que les Canadiens de partout au pays tiennent pour acquise chaque jour, qu'ils se déplacent dans leur province ou ailleurs dans notre magnifique pays.

Pour ce faire, le gouvernement fédéral peut, de concert avec la province, se procurer un traversier et le mettre en service 12 mois par année. Les résidents de Campobello ne demandent pas de traitement spécial. Ma circonscription compte trois autres îles superbes, l'île Deer, l'île White Head et l'île Grand Manan, qui sont toutes desservies par un traversier à l'intérieur du Nouveau-Brunswick. Il est temps qu'on offre le même traitement aux bonnes gens de Campobello.

* * *

● (1015)

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 5 octobre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

Le Président: Il reste cinq minutes à la période de questions et observations.

Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais parler de cibles budgétaires, notamment dans l'optique des projets du gouvernement et de sa proposition en matière de dépenses. La députée croit-elle que le gouvernement devrait, à un moment donné, équilibrer le budget? Le cas échéant, quand croit-elle qu'il devrait le faire? Devrait-on limiter les dépenses du gouvernement? À partir de quel montant exactement deviennent-elles trop élevées? Si le gouvernement dépensait 600 milliards ou 700 milliards de dollars en situation déficitaire, à quel moment la députée dirait-elle que c'est trop?

L'Adresse

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Lib.): Madame la Présidente, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes déterminés à dépenser de manière responsable. Dans les faits, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas qu'à l'heure actuelle. Le coût de l'autre option possible, celle de ne pas dépenser pour appuyer les Canadiens, les petites entreprises et les familles, finirait par être beaucoup plus élevé à long terme. Rester les bras croisés n'est pas une option pour le gouvernement. Le gouvernement doit continuer à soutenir les entrepreneurs de partout au pays. Le gouvernement doit continuer à soutenir la création d'emplois et de faire ce qu'il faut pour redémarrer l'économie. Le gouvernement continuera à tenir la Chambre au courant des dépenses encourues et à agir dans l'intérêt de tous les Canadiens.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je m'inquiète à propos d'une chose. La secrétaire parlementaire a dit que le gouvernement n'est pas resté les bras croisés; toutefois, les entreprises en démarrage n'ont pu avoir accès à aucune mesure d'aide. La majorité d'entre elles n'étaient pas admissibles à recevoir l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, la Subvention salariale d'urgence du Canada ou la plupart des autres subventions. Prenons l'exemple de mon collègue le député de Cowichan—Malahat—Langford, qui est propriétaire d'une entreprise très importante nommée V2V Black Hops. Il s'agit d'une brasserie à vocation sociale qui a été mise sur pied par des anciens combattants, mais qui n'est pas admissible à la subvention salariale d'urgence en raison d'une considération d'ordre technique.

Ce sont des lacunes considérables. Le gouvernement n'a pas donné suite à ces revendications ni aux lacunes de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial même si tout le monde sait que le programme est déficient. Le gouvernement doit remédier à ces lacunes.

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, nous connaissons l'importance des entreprises en démarrage pour l'avenir de l'économie canadienne et nous sommes là pour les appuyer. En fait, il y a quelques jours à peine, nous avons annoncé un financement additionnel au titre du Fonds d'aide et de relance régionale. Comme le député le sait, ce fonds est à la disposition de toutes les petites entreprises, y compris les très petites entreprises non admissibles à un prêt dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes ou à la subvention salariale. Il est important d'aider les entrepreneurs canadiens qui triment dur et c'est précisément ce que fait le gouvernement.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais poser une question au sujet du taux d'intérêt auquel le gouvernement emprunte actuellement, qui n'a jamais été aussi bas. La banque a fixé le taux directeur à 0,25 %. Or, le gouvernement semble s'accorder le mérite de ce faible taux, même s'il ne s'applique qu'à extrêmement court terme et qu'il a été fixé par une entité qui relève de lui.

La députée ne convient-elle pas qu'il serait formidable de faire bénéficier toutes nos petites entreprises d'un financement à 0,25 %, qui les soulagerait du fardeau causé par la COVID? À l'heure actuelle, ces entreprises cherchent des solutions pour traverser la pandémie, mais ne bénéficient pas de ce taux.

L'Adresse

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, depuis des décennies, le gouvernement fixe les taux d'intérêt à des creux sans précédent parce qu'il est préférable pour la population que ce soit le trésor public qui s'endette plutôt que les familles canadiennes. Le gouvernement a agi et a dépensé pour que les Canadiens survivent à la pandémie et ne soient pas endettés pendant des décennies.

J'ajoute que les mesures d'aide destinées aux petites entreprises, notamment les prêts dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, ne portent aucun intérêt. Nous appuyons les entrepreneurs en leur consentant des prêts sans intérêt, y compris une subvention, pour leur permettre de survivre à la pandémie.

● (1020)

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec un immense plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour affirmer mon soutien au discours du Trône. Dans ce discours, le gouvernement définit les contours de ses politiques et de ses objectifs, ainsi que les moyens pour les mettre en œuvre.

Avant de commencer, j'aimerais saluer les efforts considérables que déploient les travailleurs de première ligne de ma circonscription de Richmond Hill depuis le début de la pandémie. Les employés des épiceries, le personnel soignant, les agents de police, les premiers répondants et les propriétaires de petites entreprises ont été, pendant tout ce temps, l'épine dorsale de notre collectivité. Je les remercie sincèrement de tout ce qu'ils font.

Dans cette période difficile, les habitants de ma circonscription ont décidé de s'unir pour que, tous ensemble, on puisse réussir à aplanir la courbe. Ils ont par exemple organisé des collectes d'aliments, fabriqué des masques pour des centres locaux et donné du temps et de l'argent à des organisations locales qui viennent en aide aux personnes les plus vulnérables. C'est un honneur pour moi de représenter les habitants de Richmond Hill et de continuer à défendre leurs intérêts.

C'est en pensant aux Canadiens ordinaires, dont font partie les habitants de Richmond Hill, que j'ai préparé ce discours, et plus particulièrement en pensant à ceux qui travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille, à ceux qui exploitent des entreprises locales, à ceux qui donnent en retour à la collectivité et à ceux qui dépendent des services offerts par le gouvernement pour améliorer leur sort et celui de leur famille.

Conformément aux quatre grands piliers identifiés dans le discours, le gouvernement signifie aux Canadiens qu'il a bien entendu les besoins et les opinions qui ont été exprimés. Ces quatre piliers sont: lutter contre la pandémie, accompagner les entreprises canadiennes, combler les lacunes de nos programmes sociaux et défendre ce que nous sommes en tant que Canadiens. Ces quatre piliers vont servir au gouvernement de cadre général pour venir en aide aux Canadiens et bâtir un pays plus fort et plus résilient.

La pandémie de COVID-19 nous montre bien que, lorsque les gens souffrent, le gouvernement a le devoir de s'assurer qu'ils ont les moyens et la capacité de lutter contre ce virus. Dès le début de la pandémie, le gouvernement a su prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés engendrées par la crise.

La première de ces mesures a été d'assurer la protection des Canadiens et des entreprises canadiennes. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en œuvre la Prestation canadienne d'urgence, grâce à laquelle les Canadiens n'ont pas eu à se demander s'ils allaient avoir les moyens de nourrir leur famille et de payer les factures. La

PCU était un programme temporaire qui a permis de venir en aide à près de 9 millions de Canadiens dans une période extrêmement difficile.

De plus, nous nous sommes assurés que les entreprises pourraient conserver leurs employés à leur effectif en leur offrant la Subvention salariale d'urgence, qui a permis de protéger plus de 3,5 millions d'emplois et de garder en activité nos petites entreprises.

Nous avons également décidé d'encourager la production locale en investissant dans la fabrication d'équipements de protection personnelle et en finançant la recherche et la mise au point d'un vaccin au Canada. En investissant dans les Canadiens, nous allons vaincre le virus. Comme le souligne le discours du Trône, ce soutien va se poursuivre. La Subvention salariale d'urgence va être prolongée jusqu'à l'été prochain pour que des entreprises comme Benson Lock, à Richmond Hill, puissent conserver leurs employés.

Un grand nombre d'habitants de Richmond Hill ont bénéficié de la PCU, et le programme bonifié d'assurance-emploi continuera de leur venir en aide pendant cette période. Ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi pourront, au besoin, avoir accès à la Prestation canadienne de la relance économique.

Pour relancer l'économie, il faut investir dans nos industries vulnérables. Je sais que ceux qui travaillent dans les industries du tourisme et de l'hôtellerie ont été touchés de plein fouet par la crise. Nous avons décidé de leur venir directement en aide en prolongeant le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, pour le financement des coûts fixes, et en bonifiant le Programme de crédit aux entreprises.

Nous investissons également dans les collectivités. Avec un budget de 19 milliards de dollars, le Cadre de relance sécuritaire permet d'aider les collectivités du Canada à relancer leur économie. Richmond Hill a reçu 4 millions de dollars pour financer les coûts de lancement connexes et protéger la collectivité. Grâce à ce crédit, ma circonscription a pu prendre des mesures pour assurer la sécurité et le maintien des services publics. Cet argent a aussi permis au gouvernement municipal de se préparer à ce qui est désormais une seconde vague de la pandémie.

Alors que nous aidons les municipalités à se préparer, nous devons également examiner les impacts à long terme de l'initiative et ses effets sur l'environnement. La lutte contre les changements climatiques est un volet très important de la politique du gouvernement. Après avoir consulté des militants et des organisations de ma circonscription qui luttent contre les changements climatiques, notamment Neighbours for the Planet, BlueDot et Drawdown, je comprends tout à fait l'urgence d'élaborer un plan global à ce chapitre. Le gouvernement va créer des millions d'emplois pour les Canadiens en procédant à la rénovation thermique des logements, afin de réduire la facture énergétique des familles, et en encourageant l'investissement dans les énergies renouvelables et les technologies propres.

● (1025)

Nous allons également aider nos villes à se doter de transports publics rapides. Je représente une collectivité suburbaine dynamique, dont les habitants ont le choix entre diverses options de transport commodes et abordables pour se rendre à leur travail. Avec le Fonds pour l'énergie propre, nous allons aider les collectivités à se doter de réseaux adéquats, de sorte que le Canada devienne un chef de file mondial en matière de technologies propres.

L'Adresse

De la même façon que nous devons protéger notre planète, nous devons aussi protéger les personnes les plus vulnérables de nos collectivités. C'est la raison pour laquelle nous devons absolument combler les lacunes de nos programmes de sécurité sociale. Nos aînés ont travaillé fort pour bâtir ce pays, et c'est notre devoir de leur garantir les meilleurs soins à long terme possibles. En collaboration avec les provinces et les territoires, nous allons élaborer une nouvelle norme nationale en la matière, afin de leur garantir toute l'aide dont ils ont besoin.

Nous allons également augmenter la prestation au titre de la Sécurité de la vieillesse à partir de 75 ans et bonifier la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada.

Ces initiatives bénéficieront à un grand nombre d'organisations de personnes âgées et d'établissements de soins à long terme de ma circonscription, par exemple Community and Home Assistance to Seniors, CHATS, et The Mariann Home, qui fournissent d'excellents services aux aînés de Richmond Hill.

Je tiens ensuite à souligner un autre élément du discours du Trône qui a trouvé un écho auprès des habitants de ma circonscription, moi compris. J'ai eu la chance de travailler avec des organismes qui luttent contre l'itinérance dans Richmond Hill et, à ce titre, la résolution d'éliminer l'itinérance chronique au Canada revêt une grande importance. Dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, une initiative sans précédent, le gouvernement augmentera les investissements destinés aux placements rapides en logement à court terme et il travaillera en partenariat avec des organisations sans but lucratif et des coopératives pour trouver la meilleure solution à cet enjeu. Le gouvernement s'associera par exemple à des organismes tels que 360°kids, qui offre des services de soutien aux jeunes sans-abri dans ma circonscription, plus particulièrement dans la région d'York.

Par ailleurs, nous célébrons cette semaine la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales. À ce sujet, le gouvernement est conscient que la crise de santé mentale que connaît notre pays a atteint un seuil critique. Nous devons par conséquent investir de toute urgence dans les programmes communautaires. En tant que président du caucus parlementaire de la santé mentale, j'ai d'ailleurs collaboré avec divers intervenants pour recommander qu'on investisse davantage d'argent et de ressources dans la recherche en santé mentale et dans les services de soutien à ceux qui éprouvent des difficultés. Nous investirons dans les gens comme Kathy Mochnacki, de Home on the Hill Supportive Housing, dont l'organisation offre des ressources aux personnes qui souffrent d'une maladie mentale.

Je suis en outre ravi que le gouvernement s'engage à accroître les ressources intersectionnelles en matière de mieux-être de sorte que plus de personnes puissent recevoir le soutien dont elles ont besoin. Pour unir les Canadiens, je crois qu'il est crucial d'appuyer et de reconnaître la diversité dans notre communauté à cet égard.

Le dernier point dont je veux parler est le plan du gouvernement pour lutter contre le racisme. La pandémie a mis en lumière et amplifié ce que bon nombre d'entre nous savaient déjà: il reste encore beaucoup de travail à faire pour lutter contre le racisme systémique. Je représente une circonscription extrêmement diversifiée. Parmi les habitants de Richmond Hill, 60 % s'identifient comme membres d'une minorité visible et 57,4 % sont des immigrants. La nécessité d'une stratégie globale de lutte contre le racisme s'impose depuis longtemps, et le gouvernement a prouvé qu'il agira en ce sens en continuant à combattre la haine et la discrimination, ainsi qu'en

donnant des moyens économiques aux milieux défavorisés afin que tout le monde puisse réussir. Le Fonds de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires annoncé récemment ainsi que les initiatives visant à renforcer les communautés autochtones montrent que le gouvernement est résolu à lutter contre la discrimination systémique et à renforcer l'autonomie de tous les Canadiens.

Comme les députés peuvent le constater, ce plan est ambitieux, mais il est nécessaire pour protéger et appuyer les Canadiens. Les avantages sont supérieurs aux coûts, et l'objectif le plus important du gouvernement est d'aider les Canadiens à ne pas perdre pied. Pour reprendre le discours du Trône:

Ce n'est pas une tâche facile que de bâtir un pays plus fort et plus résilient. Il faudra travailler fort.

Le gouvernement est prêt à travailler fort. J'espère que nous pourrions obtenir l'appui de tous les députés pour atteindre cet objectif et que nous collaborerons pour rebâtir notre grand pays.

● (1030)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de son discours. Il a souligné l'importance de la collaboration et de la nécessité de rebâtir le Canada sur des bases plus solides. Je suis curieux de savoir s'il pense que ce discours est cohérent avec le fait que le gouvernement libéral a prorogé le Parlement pendant six semaines. Les députés de ce côté-ci de la Chambre étaient tout à fait prêts à continuer de travailler pour la population canadienne. Pourtant, le gouvernement libéral et le premier ministre ont empêché les parlementaires de s'acquitter de leurs fonctions durant ces six semaines, au moment où les Canadiens s'attendaient à ce que leurs élus unissent leurs efforts pour faire ce qui s'imposait pour eux. Du point de vue parlementaire, il n'était assurément pas nécessaire de procéder à la soi-disant remise à zéro législative promise par les libéraux.

Le député aurait-il des observations à faire à ce sujet?

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, permettez-moi de résumer ce que j'ai fait pendant ces fameuses six semaines. Quelque 154 de mes collègues et moi-même avons tendu la main aux habitants de nos circonscriptions, aux dirigeants de petites entreprises, aux parents, aux personnes âgées, et aux organismes à but non lucratif. Nous avons organisé des consultations et des tables rondes avec ces gens et nous avons compris quelles étaient leurs préoccupations.

Nous avons fait part de ces préoccupations au gouvernement par plusieurs canaux, notamment les bureaux des ministres, les ministères ou les caucus sous-régionaux. Nous avons fait en sorte que les principales préoccupations des Canadiens soient transmises au gouvernement. Je suis heureux, comme je l'ai dit dans mon discours, que le gouvernement ait entendu les inquiétudes de la population canadienne.

Le député pourrait-il nous dire à son tour ce qu'il a fait pendant ces six semaines?

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, mon collègue a souligné que le gouvernement, dans son discours du Trône, avait entendu la voix et les intérêts des citoyennes et des citoyens.

L'Adresse

Comment explique-t-il qu'il ait fait la sourde oreille à propos de l'augmentation des transferts en santé, alors que 81 % des Québécois et 73 % des Canadiens demandent une augmentation et que tous les experts qui ont comparu en comité nous ont indiqué que le sous-financement chronique depuis 25 ans avait affaibli nos réseaux de santé devant une telle pandémie?

Est-ce cela, entendre la voix des citoyens et défendre leurs intérêts dans un discours du Trône?

[Traduction]

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, je pense le contraire de ce qu'avance le député. Le premier ministre du Canada a rencontré les premiers ministres des provinces à plusieurs reprises avant le discours du Trône. On a donc injecté 19 milliards de dollars dans les provinces dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire. Je peux assurer au député qu'une partie de cette somme s'est rendue jusqu'à sa circonscription, puisque 4 millions de dollars ont été investis dans ma circonscription. Cet argent a eu beaucoup d'effets positifs.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, le député a très rapidement mentionné les centres de soins de longue durée et la situation tragique qui s'y est déroulée. Il a aussi parlé des normes nationales. C'est évidemment un aspect important. Le problème, c'est qu'aucune des provinces ne respecte les normes déjà établies. C'est la question du financement garanti qui pose problème.

Le NPD a proposé d'intégrer les centres de soins de longue durée au système de santé du Canada et de travailler avec les provinces en vue de fournir le financement nécessaire. Le problème, c'est que nous ne pouvons pas engager les employés nécessaires dans ces centres ni les payer suffisamment. Ces gens méritent d'être mieux rémunérés. Ils doivent recevoir un meilleur salaire, sinon, on n'arrivera pas à les embaucher.

J'aimerais seulement savoir ce que pense le député de la proposition du NPD d'intégrer les centres de soins de longue durée au régime national de soins de santé.

• (1035)

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, nous croyons que la santé des aînés et le soutien aux travailleurs de la santé qui en prennent soin sont d'une importance capitale. Nous nous sommes engagés à investir 2,5 milliards de dollars de plus pour aider les aînés admissibles. Nous travaillons avec les provinces et les territoires afin de soutenir...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Calgary Forest Lawn a la parole.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Madame la Présidente, le premier ministre et le gouvernement fédéral ont présenté le discours du Trône comme une vision nécessaire et actualisée pour le pays. Avant de passer au discours lui-même, il est important de rappeler aux Canadiens que nous débattons d'un nouveau discours du Trône parce que le premier ministre a prorogé le Parlement pendant six semaines pour éviter de rendre des comptes. Tous les comités qui se consacraient à l'étude de son scandale avec le Mouvement UNIS ont été mis sur la glace et c'était là le but.

Avec une nouvelle session du Parlement, le premier ministre espère que les 7 000 mots lénifiants, mais creux, du discours du Trône détourneront l'attention des Canadiens de sa corruption et du scandale du Mouvement UNIS. Je crois que les Canadiens sont beaucoup plus intelligents que les libéraux ne le pensent. Cette ré-

initialisation, comme le gouvernement préfère la présenter, était supposément nécessaire pour réagir aux nouvelles réalités exposées par la pandémie. En réalité, le Parlement était tout à fait capable de réagir à la pandémie avant la prorogation, et les libéraux n'ont fait que perdre un temps précieux.

Les conservateurs continueront à tenir le premier ministre et le gouvernement responsables. Ils continueront à se battre pour obtenir les réponses que les Canadiens méritent.

Pour réagir aux détails du discours du Trône, je constate que le gouvernement a essayé de le vendre comme une vision audacieuse et ambitieuse pour le Canada. Cependant, le discours a complètement raté la cible et n'est qu'une preuve supplémentaire de la politique économique imprudente du gouvernement et de sa mauvaise compréhension des forces économiques du Canada.

Le gouvernement a indiqué qu'il allait s'endetter davantage, mais n'a pas encore présenté de cadre financier. Nous n'avons aucune idée de la façon dont les libéraux comptent tout rembourser. Le gouvernement ne semble pas comprendre que la dette contractée par le gouvernement est une dette contractée par les contribuables canadiens ordinaires, comme les commis d'épicerie, les infirmières et les enseignants du pays. Sans cadre financier, comment pouvons-nous être sûrs que nos enfants et les générations futures de Canadiens ne seront pas écrasés par la dette publique?

Le discours du Trône affirme que le gouvernement est « guidé par les valeurs de la viabilité et de la prudence [financière] », mais l'absence d'un cadre financier à ce jour prouve le contraire. Nous avons un gouvernement qui dépense sans compter et sans plan financier, tandis que les Canadiens composent avec les défis d'une pandémie mondiale. Les libéraux utilisent à la limite leur carte de crédit sans dire aux Canadiens comment et quand toutes ces dettes seront remboursées.

Parallèlement, le discours du Trône révèle un plan de relance économique déficient. Le Canada se trouve à un carrefour important de son évolution. Des choix très clairs s'imposent à nous en ce moment. Ces choix sont encore plus importants à la lumière de la crise économique découlant de l'arrêt causé par la COVID-19. Le gouvernement a choisi de fermer notre économie, en pratique, en limitant l'exploitation et l'exportation de ressources par des politiques économiques comme les taxes sur le carbone, le projet de loi C-69, qui empêche la construction de nouveaux pipelines, et le projet de loi C-48, qui empêche l'exportation de pétrole brut en passant par la côte Ouest et qui, de façon générale, freine les investissements dans les ressources au Canada.

Les exportations sont le moteur de l'économie canadienne. En 2018, 56 % des produits exportés par le Canada provenaient directement du secteur des ressources. Le gouvernement semble croire qu'il peut remplacer ces industries de base par de la poudre de perlimpinpin. Même s'il dit avoir à cœur la relance de l'économie, le gouvernement continue à négliger, voire à entraver, l'exploitation des ressources dans ce pays au moment où nous en aurions le plus besoin de ces ressources.

L'Adresse

C'est un peu comme si une équipe de hockey gardait sur le banc ses joueurs vedettes alors qu'elle essaie de combler un déficit de six buts. Ces industries stimulent notre économie, fournissent les emplois dont les Canadiens dépendent et procurent à l'État les recettes lui permettant de financer les réseaux de la santé et de l'éducation. Ces industries ont fait du Canada le grand pays qu'il est aujourd'hui, mais le discours du Trône ne dit pas un mot sur l'aide aux travailleurs du secteur des ressources qui éprouvent des difficultés financières et qui n'ont rien d'autre que la promesse du gouvernement de les sacrifier en faisant mourir leurs industries avec les taxes et la réglementation, notamment une double taxe sur le carbone supplémentaire déguisée en norme canadienne sur les combustibles. Les députés savent-ils ce qui est le pire? C'est que le gouvernement prend les impôts de ceux qui travaillent dur dans l'industrie du pétrole et du gaz en Alberta et les distribuent à des industries concurrentielles subventionnées qui veulent mettre fin à leur existence. Cela semble juste, n'est-ce pas?

• (1040)

Dans la réinitialisation des libéraux, le premier ministre a aussi complètement omis un très grand enjeu, soit l'aliénation de l'Ouest. Ces libéraux prennent la parole dans la Chambre jour après jour et nient complètement que quiconque dans l'Ouest canadien, en particulier en Alberta, se sente aliéné par rapport à Ottawa et au gouvernement central. Je suis ici pour dire, comme beaucoup de mes collègues l'ont fait, que le sentiment est réel et qu'il prend de l'ampleur. Les libéraux se lèvent pour dire qu'ils donnent plus d'argent à l'Alberta que l'ancien premier ministre Harper ne l'a fait. Ils nous accusent d'inventer cette crise. Nous ne pourrions pas l'inventer, même si nous essayions. L'aliénation de l'Alberta est la conséquence des politiques anti-énergie, anti-Ouest, anti-Alberta d'extrême gauche du gouvernement actuel qui divisent le pays.

Les Albertains n'ont jamais demandé l'aumône ni voulu se laisser acheter. Ils veulent seulement que le gouvernement ne leur mette pas de bâtons dans les roues. Ils veulent qu'on les laisse reprendre le travail dans ce que le Canada fait de mieux: extraire du sol des minéraux et d'autres ressources, leur ajouter une valeur exceptionnelle et les vendre dans le monde entier. Nous avons d'immenses ressources et des possibilités fantastiques dans notre pays, mais le gouvernement veut les ignorer jusqu'à ce qu'elles disparaissent parce que l'exploitation des ressources n'entre pas dans son cadre idéologique.

Beaucoup l'ont dit avant moi, mais permettez-moi d'ajouter ma voix. Les producteurs de gaz et de pétrole, les sociétés minières, les agriculteurs et, en fait, tous ceux et celles qui participent à l'économie du Canada se soucient de l'environnement. Le Canada est un chef de file mondial en ce qui concerne la durabilité environnementale. On investit énormément dans l'innovation et les technologies propres. J'ai la chance de côtoyer ceux qui ouvrent la voie à toute cette innovation, non seulement dans le secteur des sables bitumineux, mais aussi dans toutes nos industries extractives.

Le premier ministre aime parler d'équilibre, mais il n'en a trouvé aucun. Quand des centaines de milliers de personnes sont sans travail et que le nombre de suicides atteint des sommets, c'est un signe que les libéraux ne se préoccupent pas de l'aspect économique de l'équation. Il est inutile de dresser une région de ce merveilleux pays contre les autres quand nous partageons les mêmes objectifs. Une économie forte et la protection de l'environnement peuvent aller de pair, comme nous l'avons déjà vu au Canada. Je souhaite que le gouvernement cesse d'écouter l'extrême gauche op-

posée à toute exploitation des ressources et recherche un équilibre, même si des tenants de ces idées siègent au conseil des ministres.

Nous avons tellement de chance de vivre dans une région qui regorge de ressources dont le Canada et le reste du monde ont besoin pour maintenir un niveau de vie élevé. Des centaines de milliers de personnes travaillent dans l'exploitation des ressources. Ces mêmes industries emploient beaucoup de Canadiens des Premières Nations, qui représentent 6 % des effectifs dans le secteur des hydrocarbures. De plus en plus de Premières Nations prennent des participations dans de grands projets. Tous les Canadiens ont envie que ces projets aboutissent.

Malheureusement, tout ce que nous avons entendu de la part du gouvernement, c'est qu'il souhaite interdire les plastiques à usage unique. Où en serions-nous pendant cette pandémie sans les plastiques? Ils sont essentiels dans pratiquement toutes les salles d'hôpital. Les masques sont à usage unique, tout comme les gants que tellement de personnes portent quand elles sortent.

Si les libéraux sont vraiment intéressés par une approche de type Équipe Canada face à la pandémie mondiale, le gouvernement doit présenter un plan budgétaire qui garantisse une stabilité financière aux générations futures et une reprise économique qui ne laisse pas de côté l'atout fondamental que représente pour notre pays l'exploitation des ressources. Cependant, il semble que tout ce qui intéresse le premier ministre, c'est de faire chauffer la carte de crédit...

• (1045)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le premier ministre et le gouvernement se soucient beaucoup des Canadiens de toutes les régions du pays. C'est pourquoi nous avons élaboré des programmes pour aider les Canadiens tous les jours pendant cette période très difficile causée par la pandémie.

Je trouve intéressant que le député dise que nous n'en faisons pas assez pour le secteur de l'exploitation du pétrole en Alberta. Le Bloc affirme que nous en faisons trop dans les provinces comme l'Alberta dans le domaine de l'exploitation des ressources. Quand j'y pense, je me rappelle l'époque où j'étais dans l'opposition. Lorsque Stephen Harper était premier ministre, les conservateurs n'ont pas construit un seul pouce de pipeline pour transporter les ressources jusqu'aux eaux côtières. Il est important que les gens le sachent.

Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi Stephen Harper a autant échoué...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Calgary Forest Lawn a la parole.

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, je tiens à souligner que quatre pipelines ont été construits sous le gouvernement de Stephen Harper. Les paroles de mon collègue montrent clairement que l'unité est la dernière chose que veulent les libéraux au Canada. Comme nous avons entendu le député le dire dans ses propres mots, les libéraux dressent littéralement les régions les unes contre les autres.

L'Adresse

J'aimerais que le gouvernement intervienne et comprenne les frustrations des Albertains et de mes concitoyens ainsi que la nécessité d'adopter une approche de type « Équipe Canada » pour aider notre secteur des ressources en difficulté.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le discours de mon collègue. Il y a de quoi faire sourciller n'importe quel intervenant qui s'intéresse à la question environnementale.

Je pense que faire un pont entre l'environnement et les sables bitumineux, c'est non seulement bancal, mais c'est faire complètement fausse route.

Mon collègue a également parlé du sentiment d'aliénation de l'Ouest canadien, et une question m'est venue immédiatement en tête.

Mon collègue sait-il que, pour la période de 2017 à 2020, l'Ouest canadien a reçu, simplement pour le secteur des activités des sables bitumineux et de l'industrie gazière, 22 milliards de dollars, alors que, pour la même période, l'industrie forestière du Québec a reçu 827 millions de dollars?

Ce sont 22 milliards de dollars d'un côté et 827 millions de l'autre. Je me demande ce qui motive le sentiment d'aliénation de l'Ouest quand l'Alberta, en particulier, est la province qui reçoit le plus d'argent du gouvernement fédéral.

N'y aurait-il pas plutôt du chemin à faire du côté de l'industrie forestière pour égaler ce que sont les ressources du gouvernement fédéral qui sont investies dans les énergies fossiles?

[Traduction]

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, je conviens tout à fait qu'il faut aider le secteur des ressources. Je n'ai aucun doute que nous pouvons tous nous mettre d'accord là-dessus. Cependant, nier le sentiment d'aliénation éprouvé par l'Ouest, c'est tout à fait erroné. Les milliards de dollars qui ont été transférés grâce au secteur des ressources de ma province, l'Alberta, ont permis de faire en sorte que les autres provinces bénéficient des ressources, des services de santé et d'autres services bien financés. C'est grâce à l'apport du secteur pétrolier et gazier de ma province que le Québec reçoit tant de transferts en santé.

Le député croit-il qu'il est plus sensé d'importer du pétrole de pays au comportement contraire à l'éthique que d'appuyer nos propres industries canadiennes?

• (1050)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, le discours du député illustre l'importance de commencer à investir dans une transition juste. Nul besoin d'être devin pour s'apercevoir de la baisse des investissements dans le pétrole et le gaz, à l'échelle de la planète. Si nous voulons respecter les travailleurs du secteur, nous devons commencer dès maintenant à faire les bons investissements.

Les conservateurs semblent grandement se préoccuper des dépenses. Sont-ils d'avis qu'il serait préférable que les petites entreprises contractent des prêts bancaires usuraires ou que les particuliers se servent d'une carte de crédit assortie d'un taux d'intérêt de 21 %?

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, nous voulons que l'État nuise moins aux petites entreprises. Nous devons aider

davantage les petites entreprises. Tâchons de renforcer l'économie pour assurer le succès des Canadiens et pour appuyer le secteur tertiaire.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de participer au débat sur le discours du Trône et d'avoir l'occasion d'exprimer les graves réserves qu'il m'inspire.

Le discours du Trône, tout au moins dans sa version anglaise, compte près de 7 000 mots. On y trouve nombre de formules accrocheuses et de phrases creuses, mais très peu de substance.

Je voudrais aborder deux thèmes. Premièrement, j'aimerais savoir pourquoi le gouvernement a jugé nécessaire de présenter un autre discours du Trône. Deuxièmement, j'aimerais exprimer les réserves que j'ai à l'égard du discours du Trône en tant que tel.

En ce qui concerne la prorogation du Parlement, je trouve incroyable que le gouvernement ait jugé bon non seulement de le proroger, mais d'en interrompre toutes les activités. Les huit derniers mois ont déjà été particulièrement difficiles, et c'est au beau milieu de plusieurs enquêtes simultanées sur la conduite du premier ministre que celui-ci a décidé d'interrompre les activités du Parlement, c'est-à-dire les activités des comités, des députés et, véritablement, des Canadiens. S'il y a un endroit au Canada où les voix de tous les Canadiens peuvent se faire entendre, c'est dans cette vénérable enceinte. Le premier ministre a commis un flagrant abus de pouvoir en utilisant un mécanisme parlementaire légitime pour interrompre les enquêtes qui avaient été entreprises sur sa propre conduite. C'est scandaleux.

Malheureusement, mais comme l'on pouvait s'y attendre, cela a pris plusieurs mois de déni et de volte-face de la part du gouvernement avant qu'il ne reconnaisse que l'épidémie de COVID-19 était beaucoup plus grave qu'il ne l'avait initialement pensé. Il a alors décidé, je crois que c'était le 13 mars, de changer son fusil d'épaule et de présenter un premier projet de loi pour offrir une aide d'urgence à la population. Les députés de mon parti s'inquiétaient depuis un certain temps déjà que des mesures ne soient pas prises, notamment dans les aéroports, pour permettre au Canada de faire face à la menace de cette pandémie planétaire. Toutefois, au lieu de se contenter d'offrir une aide d'urgence, le gouvernement s'est livré à un flagrant abus de pouvoir, à un véritable coup de force comme je n'en ai jamais vu dans l'histoire de ce pays. Le gouvernement a voulu se donner le pouvoir de dépenser sans compter pendant plus d'un an et demi. Existe-t-il une démocratie qui accepterait qu'on propose une telle chose, et, qui plus est, qu'on la justifie, en plein milieu d'une pandémie planétaire? Lorsque les Canadiens avaient légitimement besoin d'aide, le gouvernement ne cherchait qu'à accroître son propre pouvoir. C'est incroyable.

Je voudrais souligner aux députés d'en face qui s'intéressent à certains aspects de la procédure parlementaire et qui pensent qu'on avait besoin d'un nouveau programme législatif que j'ai posé une question à un député du Parti libéral ici même à la Chambre il y a quelques minutes. Il m'a répondu que le délai de six semaines avait été nécessaire pour que les libéraux puissent consulter les Canadiens sur le contenu du discours du Trône. Il a mentionné qu'il avait entre autres organisé quelques assemblées publiques et a laissé entendre que d'autres députés ne consultaient pas les gens de leur circonscription, ce qui est insultant. Comme je n'ai pas pu lui répondre pendant la période des questions et des observations, je vais le faire maintenant.

L'Adresse

Il est incroyable et tout à fait révélateur de la mentalité élitiste des libéraux qu'ils puissent prétendre que la prorogation leur a permis de savoir, mieux que tout le monde, comment mieux orienter l'avenir du pays dans un Parlement minoritaire. Ils devraient pourtant savoir que, dans cette Chambre, toutes les voix peuvent se faire entendre, et pas seulement les voix du Parti libéral. Aux dernières élections, les conservateurs ont rassemblé plus de votes que les libéraux, dont la députation a été considérablement réduite, mais ces derniers continuent de refuser le verdict du peuple canadien et continuent de nier que le Parlement est un service essentiel.

Pour conclure sur les motifs qui ont poussé le gouvernement à présenter un autre discours du trône, je dirai qu'il préfère manifestement agir de façon précipitée et invoquer l'urgence de la situation, comme cela s'est passé avec l'adoption du projet de loi C-2.

● (1055)

Il aurait été possible de débattre de ce projet de loi pendant des semaines tout en étant en mesure de l'adopter à temps, mais le gouvernement a attendu jusqu'au dernier moment possible puis a organisé une conférence de presse. Ensuite, le leader parlementaire du Parti libéral a fait savoir dans un gazouillis qu'il y aurait un vote de confiance et qu'il fallait que le projet de loi soit adopté sans quoi il y aurait des élections et les Canadiens en pâtiraient. Cette séquence des événements a été concoctée par le gouvernement. C'est typique de l'élitisme des libéraux.

Je vais maintenant passer aux réserves plus sérieuses que j'ai à l'égard du discours du Trône à proprement parler. Aux électeurs de ma circonscription qui m'ont demandé de dire en quelques mots ce que je pensais de ce discours, j'ai répondu qu'il était vague, coûteux et emblématique de cette façon de penser selon laquelle le gouvernement fédéral sait toujours mieux que les autres.

Le discours est vague en ce qu'il comporte peu de mesures concrètes. Les libéraux ont identifié quatre piliers de la relance puis ont inclus une abondance de formules accrocheuses et de slogans. Si l'on décarnait un prix pour les formules accrocheuses et les slogans, le gouvernement le remporterait à coup sûr. Le gouvernement semble s'être inspiré de diverses autres campagnes électorales, et même de certaines campagnes électorales étrangères. Il balance ces formules accrocheuses en espérant convaincre les gens qu'ils peuvent compter sur lui pour obtenir des résultats concrets. Les députés de ce côté-ci de la Chambre savent toutefois que ce n'est pas le cas.

Il est malheureux que la plupart des aspects du discours du Trône ne soient que des promesses recyclées des libéraux. Prenons, par exemple, la promesse de planter deux milliards d'arbres. Ils l'ont faite aux dernières élections, mais un an après, pas un arbre n'a été planté. Toutefois, nous avons une entreprise des sables bitumineux qui en a planté des millions. Cela donne une idée plus générale du discours du Trône. Beaucoup de promesses ont été recyclées. Les libéraux semblent penser que faire ces belles promesses sans avoir aucun plan pour les tenir sert les intérêts des Canadiens, mais ce n'est simplement pas le cas.

Il s'agit d'un exemple parmi bien d'autres. Ce qui aurait pu être une occasion de voir de nombreuses solutions concrètes pour l'avenir de notre pays n'a pas abouti à grand-chose. C'est malheureux. C'est une belle occasion de perdue.

Qui plus est, il semble que c'était un projet qui visait à la flatter l'orgueil du premier ministre. Il a prorogé le Parlement six semaines et demandé à la gouverneure générale de lire un discours du

Trône, un élément important de notre tradition parlementaire qui détourne l'attention de la politique canadienne pour permettre à notre chef d'État d'exposer un programme. Cependant, cela ne lui suffisait pas. Il devait se montrer à la télévision pour continuer sa série lamentable de chroniques du cottage et faire un discours télévisé où il s'est contenté de se répéter.

J'ai beaucoup plus à dire, notamment sur des questions dont j'ai déjà parlé dans d'autres interventions, comme la crise qui menace l'unité de notre pays. Le fait est que six mois se sont écoulés depuis le début de l'exercice. Je connais bien des gens qui travaillent non loin d'ici, dans l'édifice Jim Flaherty, qui porte le nom de l'ancien ministre des Finances conservateur. Le ministère compte des spécialistes des finances très capables et intelligents, mais la ministre des Finances a déclaré hier qu'il ne serait pas prudent d'estimer le montant du déficit. Je sais que beaucoup de gens au ministère des Finances en ont une bonne idée. Je soupçonne qu'en réalité, les libéraux ont peur de ce que les Canadiens vont penser en découvrant le coût des dépenses du gouvernement et le peu de justifications de ces dépenses. À un moment où tous les Canadiens savent que nous devons soutenir ceux qui en ont besoin, il est très regrettable de le faire sans avoir de plan.

Enfin, la page 20 du discours du Trône donne le meilleur exemple de l'attitude paternaliste d'Ottawa. À propos d'une stratégie nationale en matière d'assurance-médicaments, les libéraux emploient un terme au sujet de l'élaboration avec les provinces d'un régime d'assurance-médicaments, dont on ne connaît aucun détail. Ils disent qu'ils ne travailleront qu'avec les provinces et les territoires qui « souhaitent » aller de l'avant.

● (1100)

En ce qui concerne le gouvernement, il est évident qu'il ne souhaite travailler qu'avec les provinces et territoires disposés à se soumettre à son idéologie et à son point de vue bornés sur ce à quoi devrait ressembler l'avenir de notre pays. Cela sème la division dans tout notre pays et nuit à la capacité des Canadiens...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons maintenant aux questions et observations.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai une question pour le député concernant les cinq premières minutes de son discours, lorsqu'il a parlé de la prorogation du Parlement.

C'est très intéressant. Le député a raison, nous devions revenir le 21 septembre. Or, plutôt que de revenir le 21, nous sommes revenus le 23 septembre. On parle donc de deux jours. Pour la première fois en plus de 30 ans, il y a eu des séances pendant l'été, nous avons siégé pendant l'été, et l'opposition a eu l'occasion de poser des questions au gouvernement, des centaines voire des milliers de questions, et c'était tout à fait justifié.

Pourquoi le député considère-t-il que le gouvernement du Canada a eu tort de proroger le Parlement, alors que c'est exactement ce que vient de faire la province du Manitoba? Est-ce que le premier ministre conservateur du Manitoba a eu tort, lui aussi, de proroger le Parlement?

L'Adresse

M. Damien Kurek: Madame la Présidente, j'aime bien quand le secrétaire parlementaire pose des questions. D'ailleurs, je trouve intéressant qu'il ait prononcé deux discours au sujet du discours du Trône. Il semble être celui qui tient le plus à défendre le bilan du gouvernement. On dirait qu'il y a très peu de députés de son parti qui sont prêts à poser des questions aux députés de ce côté-ci de la Chambre au sujet de ce bilan.

En ce qui concerne la prorogation et les nombreuses questions que nous avons pu poser, cela en dit long sur l'attitude du gouvernement. Tout est dans le contenant; il n'y a aucun contenu. Les libéraux étaient bien à l'aise avec la tenue de la période des questions, mais ils ne voulaient pas que le Parlement fasse réellement le travail le plus dur.

Quant à la prorogation, il n'est pas rare que les provinces s'en servent. La prorogation aurait simplement pu être inscrite au Feuilleton pour cette journée-là. C'est d'ailleurs de cette façon que la plupart des provinces procèdent. L'assemblée législative se réunit le matin, puis proroge le Parlement et le lieutenant-gouverneur prononce le discours du Trône l'après-midi.

[Français]

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Madame la Présidente, je voudrais féliciter mon collègue pour son discours passionné et vraiment intéressant à écouter.

J'aurais pu reprendre 80 %, voire 90 %, de son discours et le dire moi-même. J'ai donc trouvé exceptionnel de voir à quel point parfois nous arrivons à nous entendre sur certains éléments, comme le fait que les libéraux ont fermé les comités et le Parlement pour que nous ne parlions plus du fameux scandale d'UNIS, ou l'exemple d'un discours du Trône qui, au bout du compte, ne nous a rien appris, et qui n'était que la répétition des vieilles promesses libérales. Il y a eu encore une fameuse adresse à la nation où on nous a dit de nous laver les mains. Le spectacle que les libéraux essaient de nous présenter est un peu bizarre.

Cependant, j'ai décroché à cause d'une petite partie de son discours, et je voudrais le questionner sur ce sujet en particulier. Il a affirmé que certaines compagnies pétrolières en auraient fait plus pour l'environnement que le gouvernement libéral. Je suis encore d'accord avec lui là-dessus, mais serait-ce une raison pour se reposer sur les compagnies pétrolières pour ce qui est de la stratégie de lutte contre le changement climatique? Il me semble qu'avec le pétrole, il est clair que l'on va produire plus de gaz à effet de serre et que l'on ne résoudra pas le problème du changement climatique.

[Traduction]

M. Damien Kurek: Madame la Présidente, j'adore avoir l'occasion de parler d'environnement, surtout en ce qui a trait au bilan remarquable de l'Alberta à cet égard. Je suis fier d'habiter dans une circonscription où l'on produit des ressources répondant à des normes parmi les plus rigoureuses du monde au chapitre de l'environnement et de l'éthique, ce qui inclut le pétrole et le gaz.

Nous devons être fiers de nos ressources, de nos technologies d'extraction, de nos entreprises et du bilan que nous avons en tant que Canadiens, surtout quand on considère que les ressources à base de carbone, c'est-à-dire le pétrole et le gaz, demeureront dans les infrastructures énergétiques mondiales pendant plusieurs décennies encore.

Les Canadiens se trouvent maintenant devant une alternative. Soit nous optons pour les politiques proposées par le gouvernement, qui nous forceraient à importer du pétrole et du gaz d'autres pays où l'on ne se soucie ni de l'éthique, ni des droits de la personne, ni de l'environnement, soit nous optons pour le pétrole dont les méthodes de production figurent parmi les plus éthiques et écologiques qui soient: celui de l'Alberta. Il pourrait être distribué partout...

● (1105)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de London—Fanshawe a la parole.

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, je comprends la frustration du député à l'égard du discours du Trône. J'en éprouve moi aussi. Je pense que c'est à cause des paroles en l'air, des promesses creuses et du manque de mesures concrètes de la part du gouvernement. En tant que porte-parole en matière de jeunesse et d'éducation postsecondaire, j'ai remarqué qu'il n'y avait pas une seule mention des étudiants dans le discours.

Le député a parlé un peu du scandale concernant UNIS. Les néodémocrates ont fait pression pour que les 912 millions de dollars, soit près de 1 milliard de dollars, soient versés sous forme d'aide directe aux étudiants. J'aimerais que le député nous fasse part de ses frustrations à ce sujet également.

M. Damien Kurek: Madame la Présidente, je suis d'accord. Le discours du Trône démontre clairement que le gouvernement excelle dans l'art de faire des annonces, mais qu'il ne tient pas ses promesses.

L'hon. Jody Wilson-Raybould (Vancouver Granville, Ind.): Madame la Présidente, je suis heureuse de réagir au discours du Trône. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Nanaimo—Ladysmith.

Aujourd'hui, je prends la parole pour appuyer le discours du Trône, mais non sans réserves. Pour être franche, ma première réaction a été de vouloir voter contre le discours du Trône à cause des problèmes d'éthique du gouvernement.

Toutefois, je ne peux pas voter contre, car aucun électeur de ma circonscription ne m'a dit vouloir des élections pendant une pandémie; pas un seul, quelle que soit son affiliation politique.

Malgré une insatisfaction croissante quant à l'approche du gouvernement à l'égard de la gouvernance et à son manque de respect envers nos institutions, ce que les gens souhaitent actuellement, c'est une continuité et une impartialité des gouvernements alors que nous travaillons ensemble afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour maîtriser la pandémie et ses conséquences sur notre mode de vie. Le combat contre la COVID-19 doit être non partisan.

Il y a eu plus de coopération et d'entente générale sur des programmes créés pour soutenir la lutte contre la COVID-19 et, surtout, soutenir les Canadiens. Nous savons tous qu'on tiendra des élections au moment où il sera approprié et responsable de le faire. Pour l'instant, tâchons d'agir d'une manière efficace et constructive dans ce contexte de gouvernement minoritaire.

L'Adresse

Il y aura des élections, j'imagine, quelque temps après la deuxième vague de COVID et, je l'espère, seulement après qu'un vaccin aura été administré au plus grand nombre. Pour l'instant, les Canadiens veulent que nous restions tous, je dis bien tous, concentrés sur notre tâche, sur la santé publique et sur les besoins économiques immédiats, sans nous laisser aller à des conflits partisans inutiles et irréfléchis.

Nous devons tous rester vigilants. Les gouvernements ne peuvent pas tout faire. Nous devons, individuellement, nous montrer responsables et continuer de suivre tous les conseils en matière de santé publique. Notre marge d'erreur est minime. Comme tous les députés, j'écoute les citoyens de ma circonscription. Mon bureau de circonscription leur a demandé leur avis sur les questions les plus importantes pour eux pendant la pandémie, et ils se sont exprimés.

Sans surprise, faire face aux conséquences immédiates de la COVID vient en tête de leurs préoccupations. Ensuite, ce sont les finances et l'économie, suivies par l'environnement et le logement. Un des messages de mes concitoyens, en réaction à la première partie du discours du Trône, concerne la réponse aux besoins immédiats à venir. Nous devons tous nous assurer que les programmes que nous avons mis en place à la hâte fonctionnent bien, que la loi et les politiques sont efficaces et que si ces programmes se poursuivent, ils seront durables.

Ce n'est pas une question d'austérité, mais de bonne gouvernance. Nous avons également besoin de nouveaux paramètres. Si nous n'utilisons pas seulement le ratio dette-PIB, il nous faut d'autres cibles budgétaires. Parmi les questions soulevées par mes concitoyens, il y a celle de l'instauration d'un revenu universel de base, au sujet duquel ils demandent un véritable débat. Ils mentionnent également les investissements dans les aînés, les garderies et l'assurance-médicaments.

Quant au reste du discours du Trône, c'est une longue liste de politiques progressistes et de nombreuses promesses depuis longtemps répétées et toujours pas tenues. Dans le passé, j'ai fait partie d'un gouvernement qui avait bon nombre des mêmes idées sur sa longue liste. Souvent, comme les Canadiens s'y sont malheureusement habitués, les actes n'ont pas suivi les paroles quand, au bout du compte, l'opportunisme politique a pris le pas sur le progrès.

Il importe de souligner que de nombreux groupes de personnes parlent de la forme que devrait ou ne devrait pas prendre la reprise post-pandémique. Il est question de reprise verte et de reprise équitable. Il s'agit là d'importantes conversations auxquelles nous devons tous prêter l'oreille. Pour assurer une véritable reprise, qui permet plus particulièrement de relever les grands défis de notre époque, nous avons besoin que le Parlement et toutes les institutions gouvernementales améliorent leur efficacité et leur fonctionnement. Or, le discours du Trône ne prévoit rien à cette fin.

Nous avons dû unir nos efforts pour faire face à la menace de la COVID-19, ce qui nous a forcés à nous adapter. Le Parlement s'est lui aussi adapté. Si nous souhaitons vraiment rebâtir en mieux, comme il est dit dans le discours du Trône, nous devons penser aux outils dont nous disposons pour bâtir le pays que nous voulons et à la façon dont le gouvernement fonctionne. Si la COVID-19 peut nous pousser à modifier conjointement le fonctionnement de cette enceinte à l'improviste, nous pouvons sûrement entreprendre une réforme plus profonde pour rendre cette institution plus efficace et responsable et nous assurer que les voix des députés comptent.

• (1110)

Notre expérience avec la pandémie nous a aussi montré qu'il reste des problèmes profondément enracinés avec les provinces sur le partage des compétences, notamment, et depuis longtemps, en ce qui a trait aux services de santé.

Dans notre jeune pays, notre système de fédéralisme coopératif est appelé à évoluer. Le gouvernement fédéral a son rôle et les provinces et territoires ont le leur. Si nous voulons vraiment reconstruire en mieux lorsque la menace immédiate aura disparu, nous devons nous assurer de le faire sur de bonnes fondations, des fondations qui comprennent les nations autochtones et les gouvernements qui sont reconnus et constitués comme l'entendent les peuples autochtones. Nous devrions, à tout le moins, entamer une conversation sur la réforme de la gouvernance, ce qui comprend une réforme constitutionnelle, le Sénat, le Québec, les peuples autochtones, l'environnement et l'amélioration de la fédération.

En plus d'une réforme parlementaire, il faut une réforme électorale. Il y a aussi beaucoup à faire pour arriver à une vraie réconciliation avec les peuples autochtones. Il ne suffit pas d'adopter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et d'améliorer quelques programmes, même si ce sont des étapes importantes. Avec une gouvernance rigoureuse, nous serons mieux équipés pour régler les grands problèmes de notre époque, les problèmes qui seront toujours là après la COVID-19, comme les changements climatiques, la dégradation de l'ordre international fondé sur des règles, ou la richesse et l'égalité.

Une fois la pandémie passée, nous devrions commencer par nos institutions et par faire de leur amélioration une priorité. Ce sera difficile, mais les Canadiens ont toujours été forts et résilients et capables de montrer aux gouvernements la voie à suivre. Collectivement, nous sommes seulement aussi forts et résilients que les institutions qui nous soutiennent, par-delà les partis et la politique. On m'a appris quand j'étais enfant à toujours rechercher l'équilibre et à reconnaître que chacun dans la collectivité avait un rôle à jouer. À la base de ces enseignements, il y a l'importance de notre interdépendance et de notre responsabilité les uns envers les autres et envers notre environnement.

Notre mode de vie collectif, et même notre humanité, est mis à l'épreuve face à la COVID-19. Nous sommes dans une période d'apprentissage. Il y a une raison si certains groupes sont plus durement touchés que d'autres par cette pandémie. C'est parce qu'ils sont vulnérables et marginalisés. Ils sont touchés de façon disproportionnée, et c'est en partie le reflet d'injustices endurées, d'un héritage du colonialisme et du racisme systémique qui se manifestent dans toute la société et dans nos institutions.

De plus en plus, je me demande comment ce serait si, dans notre société, nous nous reconnaissons et nous aidons vraiment les uns les autres, et si nous acceptons véritablement notre unité fondamentale et notre diversité. L'idée n'est pas nouvelle. Si nous sommes capables de l'accepter et de faire quelque chose à ce sujet pendant une pandémie, alors pourquoi ne pas le faire de manière permanente? Si nous en prenons conscience, mais n'agissons pas en conséquence maintenant, quand le ferons-nous?

À l'avenir, il nous faudra plus qu'une longue liste d'idées stratégiques. Il nous faut une vision et des priorités clairement établies. Il nous faut une volonté politique et des mesures énergiques.

L'Adresse

Il nous faut aussi une meilleure façon de mesurer notre bien-être social et notre santé collective. Aujourd'hui, nous utilisons généralement le PIB pour formuler des hypothèses sur le bien-être social et les niveaux de vie. On part du principe que plus le montant par habitant est élevé, meilleur est le niveau de vie. Cependant, en tant qu'outil économique, le PIB permet seulement de formuler des hypothèses sur les niveaux de vie élémentaires, qui peuvent être différents dans tout le spectre socioéconomique d'un pays.

La COVID montre combien les niveaux de vie sont différents d'une collectivité à l'autre. En outre, d'autres facteurs influent sur notre bien-être, comme le bien-être mental, la résilience culturelle et, facteur très important, la santé environnementale. Ce sont toutes des choses dont le PIB ne tient pas compte.

Il nous faut donc des facteurs socioéconomiques à la fois meilleurs et plus inclusifs. Il nous faut des indicateurs qui nous aident à préparer des budgets qui visent à améliorer le bien-être social des Canadiens, et pas seulement les résultats économiques. Nous devons planifier en nous fondant sur nos vraies valeurs. Quand tout le potentiel humain sera maximisé, notre société sera véritablement transformée.

Voilà ce qui est au cœur des enseignements que j'ai reçus, des enseignements de mon peuple, les Kwakwas, qui survivent depuis des millénaires. Telle est la voie du redressement. Voilà comment reconstruire en mieux. *Gilakas'la*.

• (1115)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il y a eu une grande collaboration entre les partis. Au cours des huit derniers mois, des députés de toutes les allégeances se sont exprimés abondamment à la Chambre sur la meilleure façon de diriger le pays en cette période de la COVID-19. Il nous incombe également de travailler avec les autres instances, notamment les gouvernements provinciaux, les dirigeants autochtones, les organismes de bienfaisance et j'en passe. Nous avons tous un rôle à jouer dans ce dossier.

La députée pourrait-elle nous dire à quel point il est important que les autres organismes en question, surtout les organismes de bienfaisance, participent et continuent de participer aux efforts de lutte contre la COVID-19?

L'hon. Jody Wilson-Raybould: Madame la Présidente, dans ma réplique au discours du Trône, j'ai laissé entendre qu'il était important et nécessaire de reconnaître le lien d'interdépendance qui existe entre nous. Évidemment, cela comprend tous les députés et, en conséquence, je pense qu'ils ont l'obligation fondamentale de représenter les électeurs de leur circonscription, y compris les organismes de bienfaisance et les organisations religieuses. Ils doivent également établir des relations avec les représentants des provinces et des municipalités afin d'être mieux en mesure d'orienter les discussions à la Chambre et de faire en sorte que les décisions qui y sont prises soient plus équilibrées, plus efficaces et plus représentatives de l'incroyable diversité qui existe dans notre pays. J'espère que nous continuerons de travailler ensemble dans cette situation de gouvernement minoritaire...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous poursuivons les questions et observations. La députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a la parole.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

Je suis d'accord avec elle sur le fait que la lutte contre la COVID-19 doit être faite sans partisanerie. Cependant, je me demande comment elle peut faire confiance à un gouvernement qui est incapable de tenir ses promesses en matière de compréhension, de sensibilisation et de réconciliation.

Le discours du Trône promet d'accélérer les travaux en ce qui a trait au plan d'action national pour répondre à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et de mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Le premier rapport a été déposé depuis bientôt plus d'un an et demi. Pour ce qui est du rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, il a été déposé en 2015.

Je pense que ma collègue sera d'accord avec moi sur le fait que les familles, les proches et les communautés ont assez attendu. Cet été, en comité parlementaire, je n'ai obtenu aucune réponse de la part de la ministre des Affaires autochtones.

J'aimerais entendre ses commentaires à ce sujet. En matière de réconciliation, est-ce qu'elle trouve que les gens ont assez attendu?

• (1120)

[Traduction]

L'hon. Jody Wilson-Raybould: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord sur le fait que les peuples autochtones, les familles des femmes et des filles autochtones assassinées ou portées disparues et les survivants des pensionnats autochtones attendent depuis trop longtemps des mesures concrètes de la part du gouvernement. Au début de sa question, la députée a parlé de confiance. La confiance est un élément extrêmement important et une chose qui est incroyablement difficile à regagner. Probablement plus que personne ici, je peux dire que mon niveau de confiance à l'égard de la concrétisation des promesses a beaucoup faibli. C'est une question importante. Les belles paroles et les larmes ne suffisent pas. Nous devons prendre des mesures concrètes. Nous ne pouvons pas retarder la mise en œuvre des plans d'action. Nous savons ce qui doit être fait relativement aux peuples autochtones et nous devons agir sans tarder. Je suis impatiente de travailler avec tous les députés et je serais heureuse d'avoir d'autres conversations sur le sujet avec la députée d'en face.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, ma collègue de la Colombie-Britannique vient de livrer, à distance, un discours bien réfléchi. Parmi les anciens libéraux, elle est l'une des premières à reconnaître l'importance d'avoir une cible budgétaire. Pourrait-elle nous en dire un peu plus sur cette question? Le soutien accordé par le gouvernement à l'heure actuelle est essentiel, mais les conséquences budgétaires sont tout de même très inquiétantes.

L'Adresse

L'hon. Jody Wilson-Raybould: Madame la Présidente, je remercie la députée, qui vient comme moi de la Colombie-Britannique. Nous devons continuer à être très ouverts et très transparents. J'ai hâte de prendre connaissance du budget. J'espère qu'il fera ressortir la nécessité d'avoir des points d'ancrage budgétaires. Étant donné que nous ne savons pas où nous mène la baisse du ratio de la dette par rapport au PIB, nous devons être ouverts et transparents, et en discuter. Je crois fondamentalement à la responsabilité financière. Je crois également à la durabilité, au soutien des Canadiens et à la nécessité de tenir des discussions à la Chambre sur la responsabilité financière.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui sur le territoire du peuple algonquin anishinabe afin de représenter les habitants de Nanaimo—Ladysmith et les verts dans l'ensemble du Canada.

Le discours du Trône contient un certain nombre de choses qui me réjouissent. D'ailleurs, certaines sections ressemblent beaucoup au programme du Parti vert sur lequel j'ai fait campagne en 2015 et 2019. D'autres font écho à la feuille de route du Parti vert pour la reprise économique après la pandémie intitulée « Réimaginer notre avenir ». Ce qui manque dans le discours du Trône, ce sont des plans pour mettre en œuvre les mesures audacieuses énoncées dans ces documents. Pour reprendre les propos de la nouvelle chef du Parti vert, Annamie Paul, des platitudes ne constituent pas un plan.

Nous sommes confrontés à deux crises sans précédent: une pandémie mondiale et une urgence climatique. Ces deux crises exigent que nous écoutions les scientifiques et les experts. Ces deux crises exigent la prise de mesures audacieuses. Le discours du Trône ne tient pas compte de l'urgence de la situation.

On nous dit sans cesse qu'il faut se serrer les coudes, mais la pandémie a fait ressortir les inégalités au Canada. La pandémie a touché les personnes âgées, les femmes, les gens de couleur, les Autochtones, les personnes handicapées et les travailleurs à bas salaire. Pendant ce temps, les Canadiens les plus riches se sont enrichis encore davantage. Les 20 Canadiens les plus riches ont vu leur fortune augmenter de 37 milliards de dollars durant les six premiers mois de la pandémie. Il est temps d'instaurer un impôt sur la fortune. Il est temps que les riches paient leur juste part pour financer les services publics sur lesquels comptent leurs entreprises et leurs employés. Il est temps aussi que les géants d'Internet et les multinationales qui font des affaires au Canada paient leur juste part d'impôts.

Les petites et moyennes entreprises canadiennes souffrent des conséquences économiques de la pandémie. Les secteurs du voyage, du tourisme, de l'hôtellerie et du divertissement ont besoin d'aide supplémentaire pour survivre. Le secteur sans but lucratif fournit des services essentiels aux Canadiens, surtout par les temps qui courent. Ce secteur aussi a besoin d'aide ciblée additionnelle. Les petites et moyennes entreprises constituent le moteur de l'économie canadienne et elles emploient presque 90 % des travailleurs du secteur privé au pays. Ces entreprises ont besoin d'être soutenues pour traverser la deuxième vague de la pandémie.

Nous devons mieux nous occuper les uns des autres. Le Canada est le seul pays au monde doté d'un système universel de soins de santé qui n'est pas assorti d'un régime universel d'assurance-médicaments. Il est fait mention d'un tel régime dans le discours du Trône, mais ce n'est pas la première fois qu'il en est question. Pour l'instant, nous n'avons pas encore vu de plan. Un régime universel

d'assurance-médicaments ferait en sorte que les gens aient les médicaments dont ils ont besoin, ce qui réduirait de plusieurs milliards de dollars certaines dépenses imputées inutilement au système de soins de santé. En outre, il faut un programme universel de soins dentaires pour compléter notre système universel de soins de santé. Un tel programme permettrait également d'éviter des dépenses inutiles de plusieurs milliards de dollars en soins de santé. Une obturation de 90 \$ faite aujourd'hui peut éviter une intervention cardiaque de 10 000 \$ dans l'avenir.

Dans le cadre de la relance, nous devons concentrer les efforts sur l'appui aux femmes et aux familles. Le Canada a un urgent besoin d'un programme universel de garde d'enfants pour permettre à davantage de femmes de retourner au travail.

Des milliers de personnes, d'un bout à l'autre du Canada, sont sans-abri ou à risque de le devenir. Il est plus important que jamais que le gouvernement fédéral investisse dans le logement abordable, particulièrement dans des coopératives d'habitation appartenant à la collectivité. Les annonces concernant des programmes de logement sont intéressantes, mais le financement qui y est associé doit être versé sans délai.

Le Canada est aux prises avec une crise des opioïdes. À ce jour, des milliers de personnes sont mortes après avoir été empoisonnées par de la drogue. La toxicomanie est un problème sanitaire et social. Les autorités de la santé publique recommandent d'appliquer à cette crise des solutions fondées sur des données probantes. Nous devons écouter.

Le Canada a besoin d'une stratégie nationale en matière de santé mentale.

Le Parti vert réclame depuis longtemps une stratégie nationale pour les aînés, y compris des normes nationales pour les soins de longue durée et d'autres mesures de soutien pour les soins à domicile afin que les gens puissent vieillir chez eux. Les aînés méritent une bonification de leurs prestations de la Sécurité de la vieillesse et de leurs prestations du Supplément de revenu garanti pour les aider à joindre les deux bouts.

Bon nombre de personnes handicapées attendent depuis longtemps d'obtenir les prestations et les protections dont elles ont besoin. Le paiement unique pour les personnes en situation de handicap a été annoncé trois mois après le début de la pandémie de COVID-19. Presque quatre mois se sont écoulés depuis et personne n'a reçu de chèque. J'ai cru comprendre que ces chèques sont censés être envoyés à la fin du mois. Or, les personnes handicapées en ont assez d'attendre et d'être laissées pour compte.

● (1125)

En mars 2020, Anciens Combattants Canada avait un arriéré de près de 50 000 demandes de prestations d'invalidité. Avec les ressources actuelles, il faudra trois ans pour éliminer cet arriéré. Les anciens combattants méritent mieux.

Le discours du Trône ne mentionne ni les jeunes ni les étudiants. Le Parti vert préconise l'élimination des frais de scolarité afin de créer une main-d'œuvre instruite sans accabler les jeunes de dettes écrasantes. Les pays du Nord de l'Europe offrent tous la gratuité scolaire. C'est une question de priorités. Donnons la priorité aux jeunes.

L'Adresse

Dès le départ, la Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant était une très mauvaise idée, et nous connaissons la suite. Ces fonds auraient dû être investis dans le programme Emplois d'été Canada pour aider les jeunes et les organismes sans but lucratif à traverser la pandémie. Or, ce programme a été sous-financé. Rien que dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, des demandes d'une valeur de 500 000 \$ n'ont pas été financées. Il faut aligner nos programmes sociaux sur ceux des pays du Nord de l'Europe, où les habitants disposent d'un véritable filet de sécurité sociale du berceau à la tombe.

La plus grande occasion que le gouvernement a ratée dans le discours du Trône concerne le revenu minimum garanti. La mosaïque actuelle de programmes sociaux permet à trop de personnes d'être laissées pour compte. Un revenu minimum garanti créerait un seuil de revenu au-dessus duquel tous les Canadiens vivraient. Il permettrait d'éliminer la pauvreté extrême au Canada.

J'entends déjà les objections: comment paierons-nous pour tout cela? Je reviens à ce que j'ai dit au début de mon allocution. Le Canada a besoin de mettre en place un impôt sur la fortune. Nous devons mettre fin aux échappatoires fiscales qui permettent aux gens et aux entreprises d'éviter de verser des impôts au Canada et de placer leur fortune dans des paradis fiscaux. Je tiens à souligner que les coûts associés à l'inégalité sociale excèdent largement ceux liés au fait de prendre soin des gens.

Utilisons les richesses auxquelles nous avons accès pour créer un maximum d'emplois et d'avantages sociaux pour les Canadiens, en commençant par les Premières Nations et les peuples autochtones, à qui ces ressources reviennent de droit. Nous devons également appliquer la totalité des recommandations formulées par la Commission de vérité et réconciliation et dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il est en outre temps de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Qui plus est, nous avons besoin d'une réforme électorale. Ce point n'était pas mentionné dans le discours du Trône, ce qui n'a rien de surprenant.

Le discours du Trône contient de bons éléments, mais beaucoup d'autres sont absents et certains des éléments présents ont besoin d'être améliorés, mais au bout du compte, il ne renferme aucun véritable plan visant à faire notre part pour stopper nos propres pratiques destructrices qui anéantissent la biodiversité sur cette planète, qui détruisent notre climat et qui menacent l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous avons toujours les cibles climatiques établies par le gouvernement conservateur de Stephen Harper, des cibles pitoyables et inadéquates, et nous n'avons même pas de plan qui nous permettrait d'atteindre ces cibles pitoyables et inadéquates. Les gouvernements canadiens successifs ont toujours été au courant des changements climatiques depuis la première conférence de Genève en 1979. Un seul gouvernement s'est donné la peine d'établir un plan visant à atteindre les cibles convenues, et c'est celui de Paul Martin, qui a été défait par les conservateurs et les néo-démocrates avant qu'il soit possible de le mettre en œuvre.

La Grande-Bretagne a légiféré la création d'un budget carbone. Ce pays a établi des plans et respecte les cibles de ce budget carbone sans tenir compte des politiques partisanes toxiques qui dominent le système électoral. Le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 42 % sous les niveaux de 1990, tandis que le Canada a augmenté ses émissions de 21 % depuis 1990. Le Canada est passif sur le plan climatique. Je ne vais pas voter en faveur d'un discours

du Trône qui ne contient pas les cibles que la science exige et un véritable plan d'action devant nous permettre d'atteindre ces cibles et de réagir à la crise à laquelle nous sommes confrontés.

Mon rôle au Parlement n'est pas d'assurer ma réélection, d'améliorer le sort du Parti vert, ou encore de faire de la politique partisane. Mon rôle et mon travail ici consistent à faire pression sur le gouvernement au mieux de mes capacités pour qu'il fasse ce qui est juste, c'est-à-dire améliorer la vie des Canadiens et poser des gestes concrets pour lutter contre les changements climatiques. Nous ne devons pas moins à nos enfants et à nos petits-enfants que de leur assurer un avenir sécuritaire sur cette planète.

Des députés des autres partis savent que c'est la responsabilité qui nous incombe. Je veux qu'ils sachent que leur travail ici consiste à lutter pour l'existence même de l'humanité. Les chefs de parti et les grands donateurs ne sont peut-être intéressés que par les dernières sommes d'argent qu'ils peuvent encore engranger des activités de fracturation, mais ils doivent s'interroger sur leur raison d'être sur cette planète en ce moment, et en ce lieu. J'invite les députés à se remémorer ces moments de leur enfance où ils rêvaient à un monde merveilleux rempli de promesses. À la Chambre, nous avons le pouvoir de prendre des décisions importantes, des décisions qui comptent.

Il est temps de relever le grand défi de notre époque. Le discours du Trône n'est pas à la hauteur de ce défi. Il est temps de faire mieux. Voilà pourquoi je voterai non.

• (1130)

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Madame la Présidente, le député a parlé d'un régime universel d'assurance-médicaments, un important élément du discours du Trône, mais qu'il n'a pas encore vu de plan à cet effet. Je me demande s'il pourrait aborder le rapport Hoskins, qui avait été commandé par le gouvernement pour étudier la question du régime national d'assurance-médicaments, ainsi que les démarches du gouvernement pour créer une agence canadienne des médicaments et une liste des médicaments assurés. Le gouvernement fédéral s'est également engagé à financer les médicaments rares.

Le député appuie-t-il ces démarches? N'est-ce pas là un plan? Est-il en désaccord avec le rapport Hoskins?

M. Paul Manly: Madame la Présidente, je suis en accord avec le rapport Hoskins, qui énonce aussi la nécessité de mettre en place un régime d'assurance-médicaments universel à payeur unique. Le gouvernement doit mettre en œuvre ce régime. Il y a des gens dans notre pays qui doivent vivre avec des maladies rares pour lesquelles la médication est très onéreuse. Ces gens ont besoin d'aide. Il y a des aînés et des familles qui doivent assumer le coût élevé de certains médicaments. Quand les gens ne peuvent se payer les médicaments dont ils ont besoin, ils se retrouvent aux urgences, ce qui représente un coût beaucoup plus élevé pour notre système de soins de santé.

Que le gouvernement mette en œuvre la recommandation du rapport Hoskins...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le député de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest a la parole.

L'Adresse

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Madame la Présidente, le député a abordé beaucoup de sujets dans son discours. Il veut tirer parti de la richesse du secteur des ressources, pourtant le Parti vert veut étouffer le secteur canadien des hydrocarbures. Le député veut imposer l'argent déposé à l'étranger. Évidemment, les Canadiens transfèrent leur argent à l'étranger quand les impôts sont trop élevés au Canada, ce qui n'empêche pas le député de préconiser un taux d'imposition plus élevé comme solution.

Je me permets de soumettre au député quelques chiffres venant de Mark Milke. Les gens qui gagnent moins de 50 000 \$ représentent 68 % des contribuables du Canada et paient 21 % des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les gens qui gagnent de 50 000 \$ à 100 000 \$ représentent 23 % des contribuables et paient 35 % des recettes fiscales. Les gens qui gagnent entre 100 000 \$ et 150 000 \$ dollars représentent 5,8 % des contribuables et représentent 18 % des recettes. Les gens qui gagnent entre 150 000 \$ et 200 000 \$ ne représentent que 2,1 % des contribuables. Le député fait partie des gens de cette tranche de revenu; lui et les autres contribuables qui ont un revenu semblable paient 13 % des recettes fiscales. Enfin, les gens qui gagnent plus de 200 000 \$ par année représentent 1 % des contribuables et paient 21 % des recettes fiscales.

À qui le député veut-il faire payer plus d'impôt? Est-ce à tous les contribuables ou seulement à ceux qui gagnent un million de dollars par année? Il n'y en a pas beaucoup. Est-ce à ceux qui gagnent 100 000 \$ par année, comme lui? Quels contribuables seront imposés davantage pour obtenir les milliards dont il...

• (1135)

La vice-présidente adjointe (Madame Alexandra Mendès): Le député de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

M. Paul Manly: Madame la Présidente, je parle des 20 milliardaires qui ont fait 37 milliards de dollars pendant les six premiers mois de la période économique la plus catastrophique de l'histoire du Canada. Pourquoi Jim Pattison aurait-il besoin de 8 milliards de dollars? Pourquoi ces gens ont-ils besoin d'amasser de telles richesses alors que leurs employés canadiens travaillent au salaire minimum? Pourquoi?

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Nanaimo—Ladysmith de son brillant discours avec lequel je suis d'accord sur plusieurs points. J'ai une question particulière à lui poser.

Plusieurs des points qu'il a soulevés relèvent des compétences du Québec et des provinces canadiennes. Un des éléments qui me préoccupe particulièrement est le transfert en santé. Le gouvernement libéral s'est vanté de transférer 40 milliards de dollars par année en santé alors que les besoins, selon l'entente constitutionnelle, seraient autour de 91 milliards de dollars, ce qui représente un manque à gagner de 51 milliards de dollars.

J'aimerais que mon collègue se prononce sur l'importance des compétences des provinces ainsi que sur les transferts équitables.

[Traduction]

M. Paul Manly: Madame la Présidente, je crois que nous devons verser les transferts en matière de santé aux provinces afin que les citoyens puissent obtenir des soins adéquats. Nous devons élargir les services de santé pour y inclure les services de santé mentale

que prévoit la Loi canadienne sur la santé, ainsi qu'une assurance-médicaments universelle et une assurance dentaire universelle. Il faut prendre soin des Canadiens correctement. Cette responsabilité revient aux provinces, et nous devons leur transférer l'argent pour qu'elles puissent s'acquitter de leur responsabilité.

Mme Yvonne Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires du Nord, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureuse d'intervenir à distance au sujet du discours du Trône. L'an dernier, je n'aurais jamais pensé que je me brancherais à la Chambre des communes depuis mon bureau à domicile, situé à Mary's Harbour, une région rurale du Nord du Canada, dans la magnifique circonscription de Labrador, ou d'une autre collectivité, afin de prendre part à des débats parlementaires et à des votes. À cet égard, j'estime que le Parlement arrive à faire en sorte que les députés se fassent entendre et puissent apporter leur pleine contribution.

La COVID-19 a eu d'affreuses conséquences sur la vie des gens. Mais dans la foulée des événements tragiques et dévastateurs qu'elle a causés pour beaucoup de familles, un mécanisme de défense renouvelé s'est enclenché pour protéger notre santé, nos collectivités et notre pays. Nous avons tous été obligés de devenir plus autonomes et plus résilients dans la lutte contre la COVID-19. Pour beaucoup d'entre nous, celle-ci a aussi suscité un rapprochement et un mouvement d'entraide entre les Canadiens ainsi que la modernisation de leur futur.

La Chambre des communes débat aujourd'hui du discours du Trône. Certains députés sont persuadés que le gouvernement du Canada ne va pas assez loin dans ses programmes et dans l'aide qu'il offre aux Canadiens, tandis que d'autres estiment qu'il est allé beaucoup trop loin.

À mon avis, nous avons adopté une approche équitable et responsable pour prendre soin des Canadiens pendant une période où ils en avaient le plus besoin. Je suis convaincue que le gouvernement a établi des priorités qui permettront non seulement de soutenir les Canadiens aujourd'hui alors que nous traversons cette pandémie, mais aussi de le faire dans l'avenir en les aidant à aller de l'avant. En cette période d'incertitude sans précédent, il n'y a aucun modèle tout préparé pour gérer la situation actuelle au pays ni pour indiquer l'orientation à prendre pour l'avenir.

Le gouvernement a été à l'écoute des Canadiens. Nous avons écouté avec une grande attention ce que les habitants de nos circonscriptions nous disent. Nous savons qu'il faut avoir de solides mesures de défense pour protéger la santé des Canadiens et leur venir en aide, non seulement pour passer à travers la pandémie, mais aussi pour relever les défis qui les attendent par la suite.

Pour y arriver, nous offrons l'aide dont ils ont besoin maintenant et nous établissons un plan concret pour rebâtir en mieux après la pandémie. Nous savons qu'il faut réduire les écarts socioéconomiques qui ont été révélés par la crise. Pour de nombreux groupes du Canada, comme les femmes, les habitants du Nord, les Autochtones et les gens vivant en région rurale — pour ne nommer que ceux-là —, nous savons que ces écarts économiques sont flagrants. Nous savons qu'il faut en faire plus si nous voulons rebâtir en mieux et réduire ces écarts dans la société.

L'Adresse

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement, le premier ministre, le Cabinet et tous les députés soutiennent les Canadiens qui en ont le plus besoin, notamment grâce à la Prestation canadienne d'urgence. Cette aide a permis à plus de neuf millions de Canadiens de composer avec les difficultés financières liées à la pandémie. Dans les derniers mois, nombre des gens de ma propre circonscription n'auraient pas pu joindre les deux bouts ou même se loger sans la Prestation canadienne d'urgence. Je sais donc d'expérience à quel point ce programme leur a été utile.

Nous avons bonifié le financement du programme Nouveaux Horizons pour les aînés, qui a contribué à offrir des biens et services essentiels aux aînés en isolement et à améliorer leurs services communautaires. Nous l'avons fait pour améliorer le soutien aux aînés et pour que les gens restent en contact avec leurs proches dans leurs collectivités.

● (1140)

Je sais que c'est grâce au Fonds d'urgence pour l'appui communautaire que de nombreux organismes communautaires de ma circonscription, notamment la banque d'alimentation de Labrador Ouest, le refuge pour femmes et pour enfants Libra House, situé à Goose Bay, et la maison de transition à Nain, au Nunatsiavut, ont été en mesure d'obtenir le financement nécessaire pour continuer à fournir des ressources et des programmes sociaux essentiels en cette période de grands défis causés par la pandémie.

D'ailleurs, le gouvernement a offert du soutien à tous les refuges pour femmes et à toutes les banques alimentaires au Labrador, autant dans les communautés autochtones que non autochtones, car il savait que ces services étaient en demande. Le gouvernement savait qu'il y avait un écart à combler et qu'un financement du fédéral allait manifestement aider les éléments les plus vulnérables de la société. Il savait qu'il était impératif d'agir, et c'est exactement ce qu'il a fait.

Lorsqu'on se penche sur la situation de collectivités comme Nain et Hopedale, de communautés autochtones comme Natuashish et Sheshatshiu, ou de collectivités au sud du Labrador comme Cartwright et West St. Modeste, ainsi que de toutes les autres collectivités qui les entourent, on peut constater que le gouvernement a mis en place des programmes d'aide à tous ces endroits pour aider les résidents à surmonter les épreuves des sept derniers mois.

Depuis mars, le gouvernement n'a cessé d'écouter les conseils des meilleurs professionnels dans les domaines de la santé et des sciences du Canada, car nous savions qu'il était important de suivre les conseils des experts. Nous devons nous assurer que nos héroïques travailleurs de première ligne disposaient du matériel dont ils avaient besoin pour faire leur travail et fournir à tous les Canadiens les données les plus à jour sur la manière d'empêcher la propagation de la COVID-19 dans les collectivités et aider les habitants pendant cette période difficile.

En tant que pays, nous avons déjà accompli d'énormes progrès. Nous sommes déjà plus résilients en matière de fabrication d'équipement de protection individuelle et la distribution est plus efficace. Sur ces plans, la situation s'est considérablement améliorée depuis 2019. La pandémie a montré la résilience des particuliers et des entreprises et leur détermination à unir leurs efforts pour la combattre.

En tant que gouvernement, nous avons mis en œuvre des programmes économiques et sociaux sans précédent pour soutenir financièrement les Canadiens, particuliers et entreprises, partout au

pays. Nous savons que, dans de nombreuses circonscriptions, des Canadiens auraient perdu leur maison ou leur entreprise et que certains pourraient encore perdre ces biens importants qui sont essentiels à leur vie, en plus de perdre leur emploi. Toutefois, nous savons que si le gouvernement fédéral n'avait pas décuplé ses efforts pour aider les Canadiens, la situation aurait pu être bien pire. Et elle sera bien pire si le gouvernement ne continue pas sur sa lancée.

Le premier ministre a établi un contact personnel avec les Canadiens et a répondu à leurs besoins. Qu'il s'agisse de la Subvention salariale d'urgence du Canada, de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, des programmes pour les étudiants, du versement unique supplémentaire du crédit pour la TPS, du paiement unique aux personnes en situation de handicap ou des prestations additionnelles au titre du Programme de la prestation fiscale pour enfants, toutes ces mesures ont contribué à compenser les difficultés en cette période particulièrement éprouvante sur les plans financier, social et économique pour les Canadiens, dont de nombreux citoyens de ma circonscription que je connais très bien.

Le gouvernement n'a ménagé aucun effort. Nous avons collaboré avec les provinces et les territoires pour bonifier le salaire des travailleurs de première ligne. Je pense à tous les travailleurs qui sont demeurés de service pendant que nous sommes restés à la maison pour arrêter la propagation du virus. Jour après jour, en pleine pandémie, ils sont demeurés à pied d'œuvre pour assurer la continuité des services d'urgence et des soins de santé essentiels et assurer la sécurité alimentaire de ceux qui en avaient besoin. De nombreux soignants étaient aux premières lignes, notamment dans les résidences pour personnes âgées. Nous serons éternellement reconnaissants envers eux pour le travail qu'ils font et le courage dont ils font preuve en affrontant la pandémie pour assurer la prestation de services sur lesquels comptent tant de Canadiens. Je le constate dans ma propre circonscription. D'une collectivité à l'autre, je vois la détermination et la volonté des travailleurs de première ligne.

● (1145)

J'ai vu tellement de gens faire d'énormes sacrifices pour pouvoir servir leurs compatriotes et les gens de la collectivité lorsqu'ils en avaient le plus besoin. Je leur en serai éternellement reconnaissant et je ne pourrai jamais les remercier assez.

Nous parlons des aînés et de leur détermination à traverser la crise. Je tiens à les féliciter. Je sais que ce n'est pas facile, mais, avec l'aide de leur famille qui les aime et prend soin d'eux, avec l'appui de la collectivité qui tient à eux et avec l'apport de tous les fournisseurs de services, nous réussirons à traverser la crise ensemble.

La pandémie a aussi mis en évidence les écarts qui existent quant à la sécurité alimentaire et aux soins de santé dans les collectivités nordiques, inuites, métisses et autochtones et dans les communautés des Premières Nations partout au Canada. Nous avons investi des millions de dollars dans le Fonds de soutien aux communautés autochtones fondé sur les distinctions. Nous savons que, sans cette aide, de nombreuses communautés autochtones au Canada se seraient retrouvées en mauvaise posture pour lutter contre la pandémie.

L'Adresse

Nous avons investi pour la première fois dans des subventions pour aider ces communautés en ce qui concerne les coûts de chauffage, la préparation d'abris d'urgence et de plans d'intervention médicale pour répondre aux éventuelles éclosions dans les communautés autochtones des régions nordiques. Nous avons été là dès le début pour intervenir et les épauler et nous sommes toujours là. Nous ne les laisserons pas tomber.

Nous aiderons les Canadiens à traverser la pandémie, même si nous devons forcer la main à certains de nos collègues dans cette enceinte. Les Canadiens ne seront pas laissés pour compte. On leur fournira les mesures de soutien et les services dont ils ont besoin pour survivre à cette crise.

Par exemple, nous nous sommes penchés sur la situation de certains secteurs, notamment celle de l'industrie pétrolière de Terre-Neuve-et-Labrador, dans laquelle nous venons d'investir plus de 380 millions de dollars. Nous l'avons fait pour aider cette industrie, de même que pour y assurer la création et le maintien de milliers d'emplois. Nous avons aussi investi dans le secteur canadien de la pêche. Nous avons collaboré avec les gens de l'industrie qui ont essuyé des pertes financières. Nous...

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je pense que la secrétaire parlementaire avait l'intention de partager son temps de parole. Elle pourrait le confirmer si vous lui posez la question.

• (1150)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La secrétaire parlementaire peut-elle confirmer si elle a l'intention de partager son temps de parole? Dans l'affirmative, son temps de parole est écoulé.

Mme Yvonne Jones: Madame la Présidente, en concluant, je veux juste dire que nous avons tendu la main à de nombreux Canadiens. Nous rebâtirons...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La secrétaire parlementaire peut-elle confirmer qu'elle partagera son temps de parole?

Mme Yvonne Jones: Oui, madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Sud.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Mapédia, BQ): Madame la Présidente, dans le discours du Trône, il y a une belle page complète sur la réconciliation. Pourtant, il y a encore plusieurs lacunes dans les communautés en matière d'infrastructures, de logement et d'eau potable. Je vais revenir sur un sujet que j'ai abordé plus tôt.

Les familles, les proches et les communautés ont assez attendu après le gouvernement pour qu'il prenne des mesures concrètes pour la réconciliation. Je vais donc m'adresser à mon honorable collègue qui en sait peut-être plus que moi sur les fameux plans annoncés, car, nous, nous voyons des plans qui sont des pages blanches et nous ne connaissons pas les détails et les échéances.

Quand le plan d'action national en réponse à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées va-t-il être déposé?

[Traduction]

Mme Yvonne Jones: Madame la Présidente, il est important de reconnaître l'énorme travail que nous avons accompli avec les communautés autochtones du Canada.

Nous sommes déterminés à arriver à une véritable réconciliation avec les gouvernements et les communautés autochtones du Canada. Nous avons fait de grands progrès en travaillant avec les communautés et gouvernements inuits, métis et des Premières Nations et nous poursuivrons nos efforts.

Cependant, ce n'est pas le rôle du gouvernement de choisir arbitrairement l'orientation des efforts. Nous travaillons avec les communautés et les partenaires autochtones pour élaborer ensemble la feuille de route vers la réconciliation. Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est en raison du colonialisme qui existait du temps des gouvernements précédents. Le gouvernement est d'avis que les peuples autochtones doivent être les maîtres de leur destinée. Nous travaillerons avec eux pour que cela se produise.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, avant la pandémie, de nombreux Canadiens ont exprimé le besoin d'avoir des garderies abordables et accessibles. En fait, la chambre de commerce de la vallée de Comox a déclaré qu'il s'agit de son principal objectif. Les libéraux promettent des garderies depuis 20 ans, alors ce sont maintenant les enfants dont les parents avaient besoin de ces services il y a 20 ans qui les réclament pour leurs enfants. L'été dernier, les libéraux ont eu la possibilité d'investir dans les services de garde d'enfants par l'entremise des transferts aux provinces, mais ils ont refusé de faire le nécessaire dans ce dossier. Les parents, particulièrement les femmes désireuses de travailler à l'extérieur du foyer, souhaitent reprendre le travail, mais n'ont pas de garderie sûre où envoyer leurs enfants.

Le NPD réclame des services de garde d'enfants sûrs et abordables. La Colombie-Britannique a investi et continue d'investir dans ce domaine, mais il lui faut un partenaire fédéral, un chef de file. J'aimerais que la députée nous dise quand cette promesse va se concrétiser. On ne peut pas attendre encore 20 ans. La députée convient-elle qu'il ne s'agit pas uniquement d'un enjeu social, mais également d'un très important enjeu économique? On a vu le succès du programme mis en œuvre au Québec. Ce programme a fait croître le PIB et permis à 70 000 personnes, pour la plupart des femmes, de reprendre le travail. Le temps est venu de mettre en œuvre un tel programme pour nous aider à nous remettre de la pandémie.

Mme Yvonne Jones: Madame la Présidente, c'est agréable de voir le député prendre part aux débats à distance. Il a raison. Les services de garde ne constituent pas seulement un progrès social dans notre pays, mais également un progrès économique pour nous tous. Nous connaissons maintenant les répercussions que la COVID-19 a eues sur les femmes et sur les membres de notre société moins privilégiés. Je suis assurément favorable à la stratégie nationale en matière de garde d'enfants. C'est une orientation importante que notre gouvernement prend et je suis heureuse de constater que le NPD appuie le travail que nous faisons pour que toutes les familles aient accès aux services de garde dont elles ont besoin.

• (1155)

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique (Agence canadienne de l'eau), Lib.): Madame la Présidente, c'est pour moi un plaisir de participer en ligne aux débats de la Chambre ce matin, ici sur le territoire des Premières nations du Traité n° 1, la terre de la nation métisse, pour parler des nombreux engagements pris par le gouvernement pour appuyer les Canadiens dans notre lutte contre la COVID-19.

L'Adresse

Le gouvernement libéral savait qu'il fallait fournir une aide immédiate aux Canadiens, car notre pays était aux prises avec la crise de santé publique et la crise économique les plus graves de notre époque. En l'espace de quelques semaines, notre gouvernement a donc mis en place la Prestation canadienne d'urgence, la PCU, qui a fourni un revenu direct et immédiat de 2 000 \$ par mois à ceux qui avaient soudainement perdu leur emploi. La PCU a permis à plus de 277 000 Manitobains de payer leur loyer ou leur hypothèque et de mettre de la nourriture sur la table. Nous passons maintenant à autre chose, et notre gouvernement continue d'aider les Canadiens avec une prestation d'assurance-emploi améliorée qui fournit 500 \$ par semaine à ceux qui se cherchent encore du travail.

Les Canadiens ne devraient pas avoir à choisir entre leur gagne-pain et leur santé, et c'est pourquoi nous avons mis en place un programme national de congés de maladie. Nous avons également annoncé des congés pour les personnes qui doivent s'absenter du travail pour prendre soin d'un enfant ou d'un proche.

Je sais que ces congés ont été d'une importance absolument cruciale pour de nombreuses familles de ma circonscription. Je sais que de nombreux parents, et tout particulièrement des femmes, ont dû prendre des décisions difficiles qui mettaient en cause leur emploi. Les chiffres sont choquants. La participation des femmes au marché du travail a chuté à des niveaux que nous n'avions pas vus depuis les années 1980. Or, la reprise économique du Canada ne pourra pas se faire complètement sans un retour massif des femmes sur le marché du travail. À cet égard, nous nous sommes engagés à mettre en place une stratégie nationale en matière de garde d'enfants pour que les parents aient accès à des services de garde de qualité et abordables à leur retour au travail.

En ces temps difficiles, beaucoup de mes concitoyens ont utilisé le courriel, la poste ou le téléphone pour faire connaître les grandes politiques qu'ils souhaitaient entendre annoncer dans le discours du Trône. Grâce à cette précieuse information, notre gouvernement a pris des engagements fermes pour mettre en place un régime national d'assurance-médicaments, augmenter les prestations de la Sécurité de la vieillesse, appuyer la réunification des familles et réaliser de nombreux autres projets qui seront très bénéfiques ici, au Manitoba, et partout ailleurs au pays.

Je sais que tous les députés seront d'accord pour dire que, ces six derniers mois, les Canadiens se sont vraiment montrés à la hauteur et ont fait preuve d'une solidarité incroyable, et les Manitobains ne font pas exception. Je profite de cette occasion pour reconnaître le dévouement des travailleurs de la santé de première ligne du Manitoba, qui s'activent sans relâche dans des conditions intenable. Je souhaite également souligner l'apport des travailleurs essentiels, comme les chauffeurs de camions et commis d'épicerie, qui sont là quand nous en avons le plus besoin.

Je voudrais prendre un instant pour souligner tout particulièrement la contribution du personnel du Laboratoire national de microbiologie, à Winnipeg. Ce laboratoire joue un rôle de premier plan dans les travaux d'une importance capitale qui visent à protéger la santé des Canadiens. Il a notamment mis au point, le 15 janvier dernier, le premier test canadien de dépistage du coronavirus, établi des régimes de dépistage à l'intention des communautés isolées du Nord et offert un soutien essentiel à la recherche d'un vaccin et de traitements.

On dit souvent que rien n'est possible sans l'aide de tout un village. Eh bien, Winnipeg-Sud est l'incarnation même de cette

maxime depuis le début de la pandémie. Les mosquées, les églises, les temples et les organismes de ma communauté œuvrent tous de concert pour s'occuper des plus démunis.

Nous sommes bien conscients que les ravages auxquels font face nos petites entreprises représentent l'un des plus grands défis que notre pays ait eu à relever pendant cette pandémie. Les petites entreprises, qui fournissent des emplois partout au Manitoba, constituent l'épine dorsale de son économie. Le gouvernement le sait et s'est engagé à soutenir les PME grâce à un certain nombre d'initiatives. Très vite, nous avons créé la Subvention salariale d'urgence, qui couvrirait 75 % du salaire des employés, permettant ainsi aux entreprises de garder leurs employés sur leur liste de paie. Non seulement nous avons rendu ce programme plus flexible, mais en plus, nous allons le prolonger jusqu'à l'été prochain, comme nous l'avons déjà fait savoir, pour que les entreprises puissent établir des plans.

D'autres programmes d'aide fédéraux ont également été essentiels à nos entreprises, notamment le programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui offre des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 dollars aux entreprises admissibles pour les aider à survivre à la pandémie.

● (1200)

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et nos organismes de développement régional partout au Canada ont joué un rôle déterminant en nous aidant à fournir une aide directe aux PME, en particulier à celles n'ayant pas été en mesure d'accéder à ces programmes.

En mai, le gouvernement a débloqué environ 1 milliard de dollars pour le Fonds d'aide et de relance régionale, le FARR, conçu précisément pour aider les petites entreprises qui, laissées pour compte par le système, n'ont pas pu accéder à d'autres programmes destinés aux entreprises. Dans ma province natale, le Manitoba, le FARR a apporté une aide financière — à hauteur de 8,4 millions de dollars au total — à 85 entreprises différentes. Pas plus tard que la semaine dernière, la ministre du Développement économique a annoncé un investissement supplémentaire de 600 millions de dollars dans le programme d'aide et de relance régionale afin que nous puissions continuer à soutenir les petites entreprises et à les aider à traverser cette période d'incertitude économique.

C'est une période très difficile pour beaucoup, et notre priorité reste de protéger les gens et de sauver des vies. Dans le même temps, nous ne pouvons pas oublier qu'en matière de protection des personnes, une autre crise se profile à l'horizon et elle engendrera encore plus de problèmes sanitaires et économiques que la COVID-19 et c'est, bien sûr, la crise climatique. Nulle part la crise climatique ne se fait sentir plus fortement que dans les perturbations que connaissent notre cycle de l'eau et nos systèmes d'eau douce.

Des décennies de sondages d'opinion publique montrent que, pour les Canadiens, aucune ressource n'est plus importante pour leur économie, leur santé et leur bien-être que de l'eau fraîche et propre. Je suis enchanté que le gouvernement du Canada, dans le discours du Trône, ait réitéré son engagement à créer l'Agence canadienne de l'eau pour travailler avec les provinces, les territoires, les municipalités, les gouvernements autochtones et d'autres intervenants à mieux gérer et protéger nos précieuses ressources d'eau douce. Je suis particulièrement heureux et honoré que le ministre de l'Environnement et du Changement climatique m'ait demandé de diriger les efforts en ce sens.

Nous, les Canadiens, sommes chanceux d'avoir plus de deux millions de lacs et de rivières, soit environ 20 % des réserves mondiales d'eau douce. Nos cours d'eau sont précieux pour de nombreuses industries, dont la pêche, le tourisme, la marine marchande et la navigation. Ils revêtent une importance cruciale pour nos écosystèmes aquatiques et nos habitats humides, vitaux pour un grand nombre de plantes et d'animaux.

Pour protéger et bien gérer nos ressources en eau douce, il est important d'améliorer la qualité de l'eau, qui est en train de se détériorer. À cette fin, en 2017, nous avons investi 70,5 millions de dollars dans les Grands Lacs et le bassin du lac Winnipeg. En cinq ans, nous avons consacré 44,84 millions de dollars à l'initiative de protection des Grands Lacs pour nous attaquer aux problèmes environnementaux les plus graves qui touchaient les Grands Lacs, à savoir la qualité de l'eau et la santé de l'écosystème. Dans le cas du bassin du lac Winnipeg, nous avons alloué 25,8 millions de dollars pour lutter contre un problème croissant, soit la pollution des nutriments et les algues toxiques, afin de restaurer la santé du sixième lac en importance au Canada.

En ces temps d'instabilité climatique, les inondations ont eu des répercussions très importantes sur des collectivités et sur le Trésor public. Ainsi, le gouvernement a versé plus d'aide aux sinistrés au cours des 10 dernières années qu'il ne l'avait fait au cours des 40 années antérieures. Les inondations survenues au Manitoba en 2011, à elles seules, ont obligé plus de 7 000 personnes à quitter leur maison, détruit des infrastructures cruciales et amené 70 localités à déclarer l'état d'urgence, plombant l'économie manitobaine d'un milliard de dollars.

Pour s'attaquer à ces problèmes, le gouvernement du Canada s'est engagé, lors du discours du Trône, à investir dans l'Agence canadienne de l'eau ainsi que dans de grandes infrastructures hydrauliques dans le but de mieux gérer et protéger nos cours d'eau, ce qui sera bénéfique pour l'environnement, l'économie et les générations futures.

En terminant, j'aimerais dire que la pandémie de la COVID-19 a provoqué la crise sanitaire et économique la plus grave que nous ayons connue depuis des générations. Au Manitoba, comme un peu partout au pays, une collaboration extraordinaire est apparue entre les Canadiens, qui se sont épaulés pour traverser ces temps difficiles. Une collaboration sans précédent s'est également établie entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral. Les Canadiens veulent que cette collaboration se poursuive, et ils veulent que tous les partis à la Chambre travaillent ensemble pour surmonter la crise de la COVID-19 et bâtir un meilleur Canada une fois la pandémie terminée. Ne les décevons pas.

● (1205)

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NDP): Monsieur le Président, je souhaite poser une question au député à propos de l'Agence canadienne de l'eau en particulier. C'est un projet formidable. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je souhaite en apprendre davantage sur celui-ci et que j'en suivrai l'évolution.

Cela dit, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire concernant l'élaboration d'une stratégie nationale relative à l'eau douce, le projet de loi C-245. Je me demande donc si le député et le gouvernement prévoient d'appuyer ce projet de loi, puisque celui-ci semble rejoindre sensiblement les éléments qu'a soulevés le député lorsqu'il a parlé de l'Agence canadienne de l'eau.

L'Adresse

M. Terry Duguid: Monsieur le Président, je remercie la députée de l'intérêt et de la passion qu'elle cultive pour l'eau douce. Comme elle le sait, nous avons la chance de détenir 20 % des réserves mondiales d'eau douce. Il s'agit d'une ressource précieuse, pour laquelle il nous faut mettre en place une stratégie nationale. Nous voyons l'Agence canadienne de l'eau comme un dispositif qui facilitera l'adoption d'une telle stratégie. La députée sait à quel point les compétences associées à cet enjeu sont complexes, puisque les provinces, les municipalités, les territoires et le gouvernement fédéral ont tous des responsabilités à cet égard. L'Agence canadienne de l'eau transcendera les divers ordres de gouvernement pour mieux gérer et protéger nos réserves d'eau douce.

M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, je porte un intérêt particulier à l'Agence canadienne de l'eau, et je remarque que le député s'est dit responsable de ce dossier. Peut-il nous faire part de ses réflexions quant aux avantages et conséquences que cette agence aura pour les citoyens de la Colombie-Britannique?

M. Terry Duguid: Monsieur le Président, je remercie le député de l'intérêt qu'il porte à l'eau. Je sais qu'il se passionne pour le saumon, qui constitue une ressource très importante pour l'ensemble des Britanno-Colombiens, y compris les peuples autochtones de cette province. Le Conseil du bassin du Fraser, en Colombie-Britannique, est vraiment un modèle canadien pour ce qui est de la manière dont les parties intéressées, les gouvernements et les administrations autochtones parviennent à travailler ensemble afin de mieux gérer et protéger nos ressources en eau.

L'Agence canadienne de l'eau couvrira l'ensemble du pays. Elle est modelée en partie sur l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, qui a malheureusement été fermée par le gouvernement conservateur précédent. Nous, par contre, nous serons présents pour la Colombie-Britannique, pour le saumon et pour les intérêts de cette province en matière d'eau douce.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur d'intervenir à la Chambre en personne plutôt qu'à distance pour débattre du discours du Trône. Je suis très heureuse d'être ici.

Je tiens d'abord à souligner à quel point les sept derniers mois ont été sources de défis pour bien des gens. Je songe à ceux qui travaillent dans les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée et aux travailleurs de première ligne, où qu'ils soient, y compris ceux qui livrent l'épicerie. Cela fait maintenant sept mois, et les choses ne se sont pas vraiment améliorées pour bon nombre d'entre eux. Nous savons qu'ils sont épuisés et nous tenons à leur exprimer notre plus sincère gratitude pour tout ce qu'ils font. Je tiens aussi à souligner que de nombreuses personnes et entreprises sont elles aussi toujours confrontées à des défis hors du commun.

Peu importe les différends que nous pouvons avoir à la Chambre, je crois qu'il est juste d'affirmer que nous nous entendons sur le fait que nous devons faire de notre mieux pour soutenir les Canadiens pendant cette crise. En cette époque sans précédent, il est sain de tenir un débat vigoureux et, parfois, d'avoir des opinions différentes sur la meilleure voie à suivre.

L'Adresse

Il y a environ un an, nous étions en campagne électorale. Quelques semaines plus tard seulement, l'actuel gouvernement recevait un nouveau mandat des Canadiens. C'était un mandat minoritaire, parce que les Canadiens n'avaient pas eu autant confiance dans les libéraux que cela avait été le cas lors des élections précédentes. C'était un message important pour le gouvernement libéral, mais je ne suis pas certaine qu'il l'ait entendu.

Depuis lors, nous avons eu deux discours du Trône, mais aucun budget. Nous avons eu un spectacle matinal sur le porche du Bungalow Rideau pendant plus de 80 jours. Le premier ministre sortait sur son porche et annonçait des nouvelles dépenses et des nouvelles mesures extraordinaires. Toutefois, pendant ce temps, nous avons eu 14 jours de séance. Pensons-y. Le premier ministre annonçait des nouveaux programmes extraordinaires au cours d'une crise sans précédent, mais nous n'avons eu que 14 jours de séance. Bref, des milliards et des milliards de dollars ont été annoncés, qui ont fait l'objet de très peu de débats.

Voilà comment des erreurs surviennent. En court-circuitant le Parlement, les comités et le processus, les libéraux font des erreurs. C'est pourquoi des initiatives comme le programme de prêts pour les entreprises ont été un tel désastre. Les libéraux n'ont pas consulté les experts, ils n'ont pas consulté les personnes d'expérience au Parlement et ils n'ont pas pris le peu de temps supplémentaire qu'il aurait fallu prendre pour faire les choses correctement. Cette responsabilité incombe au gouvernement. Le premier ministre est apparu sur son porche pendant 80 jours et le Parlement a siégé 14 jours en tenant un minimum de débats.

J'ai relu un certain nombre de discours du Trône pour préparer ce que j'allais dire aujourd'hui. J'ai relu les discours de 2008 et de 2011, que j'ai trouvés très bons. Ils étaient ordonnés et concrets, et ils faisaient part aux Canadiens de la vision et des objectifs du gouvernement.

J'ai ensuite relu le discours du Trône de 2015 prononcé par l'actuel gouvernement libéral. On y disait que le gouvernement du Canada « favorisera la tenue de débats ouverts et le recours au vote libre. En outre, il réformera et renforcera les comités. » Actuellement, un comité se penche sur certains problèmes du gouvernement actuel, le scandale de l'organisme UNIS, mais le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour mettre fin aux travaux de ce comité.

Dans ce discours, le gouvernement a aussi dit: « Il faut également souligner ce que le gouvernement ne fera pas [...] il n'aura pas recours à des mécanismes tels que la prorogation et les projets de loi omnibus pour éviter les examens minutieux. » Qu'a fait le gouvernement libéral au beau milieu de la crise? Il a décrété la prorogation. Personne ne croit qu'il l'a fait pour une autre raison que pour éviter le scandale entourant UNIS et pour empêcher d'autres témoignages sur la façon dont le gouvernement a aidé ses amis libéraux en ces temps de crise.

J'ai trouvé absolument renversant que le gouvernement accélère l'adoption d'un projet de loi lorsque nous sommes finalement revenus, après la période de prorogation. Encore une fois, il n'y a eu aucun débat en comité. Cette promesse de 2015 ne devait-elle tenir que pour l'année 2015, quand les libéraux étaient majoritaires, ou était-ce une promesse pour ce que le gouvernement libéral voulait faire?

• (1210)

Cependant, le ministre de l'Environnement a eu le culot de dire aux médias que nous n'avions d'autre choix que d'accélérer l'adop-

tion du projet de loi pour venir en aide aux Canadiens. Je me souviens du moment où j'ai lu cette déclaration qui m'a fait réfléchir à la volonté d'adopter le projet de loi à toute vapeur. Nous avons cinq semaines pendant lesquelles nous étions prêts et disposés à tout mettre en œuvre pour que le projet de loi fasse l'objet d'un examen adéquat. Nous aurions ainsi évité de répéter les erreurs des autres projets de loi précédents, comme celui sur le programme d'aide au loyer.

Ils ont indiqué qu'ils voulaient faire confiance au gouvernement. Les libéraux ont affirmé qu'ils voulaient que les Canadiens leur fassent confiance. Je ne sais pas ce qu'en pensent les autres députés, mais, à mon avis, l'accumulation des scandales éthiques mine ce lien de confiance de nombreuses façons.

Je n'ai pas parlé de la réforme démocratique, mais je peux dire que c'était un autre engagement ferme du gouvernement.

Après la lecture du discours du Trône, j'ai peine à croire que les libéraux feront ce qu'ils se sont engagés à faire. Ils ont tendance à recycler les promesses qu'ils ne tiennent pas. Leur promesse sur les services de garde remonte à 20 ans, il y a très, très longtemps. Leur promesse sur un régime d'assurance-médicaments est dans les airs depuis un bon moment. Le discours du Trône porte un peu sur la crise actuelle et beaucoup sur le recyclage d'une longue liste de promesses non tenues.

En ce qui concerne les enjeux importants pour les Canadiens en ce moment, les libéraux ont affirmé que le premier pilier de leur plan consiste à lutter contre la pandémie et à sauver des vies. Je pense que tous les députés peuvent s'entendre sur cet objectif, mais il faut se pencher sur les mesures prises pour y arriver. Qui a envoyé tout l'équipement de protection individuelle soit à la poubelle soit en Chine? Qui ne s'est pas assuré de maintenir le niveau des stocks au Canada? Qui ne s'est pas inspiré des autres pays par rapport à l'approbation des tests rapides? Qui n'a pas fermé les frontières au moment approprié et accusé l'opposition de racisme lorsqu'elle a suggéré de le faire? C'est le gouvernement. Cela dit, il faut maintenant se tourner vers l'avenir.

Nous savons à présent que tout le monde s'attendait à ce qu'il y ait une deuxième vague. Nous savions que nous avions un certain délai pour nous y préparer. Qu'ont fait les libéraux pour lutter contre cette pandémie et sauver des vies?

Les libéraux vont établir des normes nationales pour les personnes âgées parce que ce sont elles qui ont été les plus touchées. Dans un article publié récemment dans le Journal de l'Association médicale canadienne, on abordait les différents enjeux touchant les aînées; les normes n'en faisaient pas partie. On parlait plutôt d'équipement de protection, de formation du personnel, d'inspections d'agrément et d'améliorations des immobilisations. Ce sont les choses qui permettraient d'éviter les problèmes lors d'une deuxième vague. Le gouvernement a-t-il agi? Je sais que c'est une compétence des provinces et des territoires, mais les libéraux ont-ils dit aux provinces et aux territoires qu'il y aurait une deuxième vague, qu'ils voulaient les appuyer? Leur ont-ils demandé ce qu'ils pouvaient faire pour les aider, s'il s'agissait uniquement d'argent ou s'il y avait autre chose qu'ils pouvaient faire? Si une deuxième vague frappe les foyers de personnes âgées, le gouvernement actuel en sera en partie responsable.

En ce qui a trait aux Autochtones, les libéraux ont été très précis il y a 10 mois. Ils allaient voir à ce que soient levés tous les avis à long terme d'ébullition d'eau dans les réserves d'ici 2021. Dans le discours, ils disent qu'ils vont faire des investissements supplémentaires dans la résilience. Qu'est-ce que cela veut dire? Je pense que la plupart des Premières Nations savent ce que veut dire lever tous les avis à long terme d'ébullition d'eau, mais savent-elles ce qu'on entend par investissements supplémentaires dans la résilience?

L'approche actuelle du gouvernement a de quoi inquiéter. Chose certaine, il serait très difficile pour nous, de ce côté-ci, d'appuyer ce discours du Trône.

• (1215)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée a déclaré que les attentes de la population canadienne n'étaient plus les mêmes après les dernières élections fédérales, et je suis d'accord. En effet, les Canadiens avaient des attentes bien différentes, et le gouvernement s'est montré à la hauteur en collaborant davantage avec les partis d'opposition. De fait, toutes les mesures législatives présentées à la Chambre doivent recevoir le soutien des partis d'opposition, et nous cherchons continuellement à l'obtenir. Même le discours du Trône devra recevoir l'appui d'au moins un autre parti politique pour être adopté; la même logique prévaut pour chaque projet de loi que nous présentons. La population canadienne a fait savoir au Parti conservateur qu'elle souhaitait voir davantage de collaboration au Parlement. Pourtant, ces derniers mois, les députés de l'opposition officielle ont fait preuve de tout, sauf de coopération. Ces députés semblent vouloir une Chambre des communes dysfonctionnelle.

Vendredi dernier, nous avons débattu du projet de loi C-3, la Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel. Le Parti conservateur et son ancienne chef, Rona Ambrose, se sont montrés entièrement favorables à ce projet de loi. À un moment donné, les conservateurs voulaient obtenir le consentement unanime de la Chambre, mais ont poursuivi le débat pour empêcher son adoption.

Pourquoi en est-il ainsi? Comment expliquer cette force destructrice à la Chambre des communes?

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, je trouve intéressant qu'aussi peu de libéraux soient prêts à défendre la position de leur parti. Le député avait beaucoup à dire, tandis que certains députés libéraux ont donné leur premier discours à la Chambre.

Il est temps de prendre notre travail de parlementaires au sérieux. Il y a une procédure à suivre quand on présente un projet de loi à la Chambre. Un comité entend des témoins experts, ce qui nous empêche de faire des erreurs. Quand le gouvernement libéral présente des projets de loi et persiste à vouloir les faire adopter à toute vapeur sans examen adéquat ni étude en comité, c'est à ce moment-là qu'il y a des problèmes. À quoi sert le Parlement si, tout ce que désire le gouvernement, c'est imposer sa volonté en obtenant le consentement unanime pour faire adopter à toute vapeur chaque mesure législative qu'il présente?

• (1220)

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue pour son brillant discours.

L'Adresse

J'aimerais son avis sur ce que le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement vient de lui répondre, à savoir que les partis de l'opposition s'opposeraient continuellement et bloqueraient le gouvernement. Pourtant, c'est le Parti libéral qui a imposé le bâillon, empêchant ainsi les partis de l'opposition d'apporter des amendements qui auraient amélioré certaines lois.

J'aimerais connaître l'opinion de ma collègue sur cet état de fait.

[Traduction]

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, c'est un excellent point. Je pense encore au programme d'aide pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises, au sujet duquel c'était aux propriétaires des immeubles qu'il revenait de soumettre une demande. Ce programme a été désastreux. Il a créé de graves problèmes partout au pays. Les petites entreprises avaient grandement besoin de cette aide, mais le programme a été mal conçu.

À la Chambre, il faut tenir des débats. Les libéraux ne feront pas tout correctement, et c'est la raison d'être du Parlement et des comités. Il est certainement très inapproprié que le secrétaire parlementaire affirme que l'opposition fait de l'obstruction alors que les libéraux ont fait adopter en un temps record d'importants projets de loi à la Chambre. D'ailleurs, la semaine dernière, un projet de loi de près de 50 milliards de dollars a été adopté sans examen adéquat. C'est inacceptable. Les libéraux devraient y réfléchir.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, comme tous les députés, j'ai été en communication régulière avec les petites entreprises de ma circonscription. Nous savons que leurs deux coûts fixes principaux sont la main-d'œuvre et le loyer.

Je pense à des organismes tels qu'une entreprise à vocation sociale dans ma circonscription, la brasserie V2V Black Hops, qui n'a pas pu recevoir la subvention salariale parce qu'elle était une entreprise en démarrage. Les règles d'admissibilité étaient trop restrictives. Je pense aussi à une petite entreprise qui était dans la collectivité de Duncan depuis 25 ans. Elle a fait faillite parce qu'elle avait un locateur peu coopératif et qu'elle n'était pas en mesure de recevoir de l'aide pour le loyer commercial.

La députée partage-t-elle mes préoccupations? L'aide pour le loyer n'a même pas été mentionnée dans le discours du Trône. Depuis de nombreux mois maintenant, c'est une des principales préoccupations qu'on ne cesse d'entendre, et les libéraux doivent prendre des mesures concrètes pour remédier à la situation.

Mme Cathy McLeod: Monsieur le Président, nous estimons nous aussi que le programme a été très mal conçu. Les libéraux doivent prendre des mesures à cet égard. Ils n'en ont parlé ni dans le discours du Trône ni dans leur premier projet de loi — et ils auraient pu régler le problème à ce moment-là. Même en marchant sur la rue Sparks, on peut avoir le cœur brisé en voyant les petites boutiques qui avaient pignon sur rue depuis des années. Hier, on pouvait voir dans la vitrine d'une d'entre elles que le propriétaire liquide sa marchandise.

Une entreprise dans ma circonscription a rouvert ses portes, mais le propriétaire n'est pas sûr que l'entreprise va survivre. Le programme était essentiel et les propriétaires de petites entreprises l'attendaient désespérément.

L'Adresse

[Français]

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'être présent aujourd'hui de façon virtuelle. J'en profite pour saluer mes collègues de la Chambre des communes et les gens qui suivent les travaux. J'aimerais souligner que je participe aux travaux de la Chambre aujourd'hui à partir de la ville de Lévis, qui est présentement en zone rouge. J'aimerais saluer la résilience des gens de la circonscription de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, qui subissent les contraintes du confinement.

Le but de mon intervention aujourd'hui est de signifier que je ne suis pas en mesure d'appuyer le discours du Trône qui a été prononcé le 23 septembre dernier par la gouverneure générale.

Le rôle du gouvernement et des parlementaires est d'accompagner et de soutenir les gens, d'atténuer les conséquences de la pandémie et de chercher à être des facilitateurs. Il m'est impossible d'appuyer le discours du Trône, car il y a deux éléments fondamentaux qui ne s'y retrouvent pas et qui contribueraient justement à aider les gens qui sont en zone rouge, comme à Lévis.

Il faudrait mettre en place des mesures immédiates pour faire face à la recrudescence de la pandémie, dont une accélération du dépistage et de l'analyse des résultats. Par exemple, la conjointe d'un de mes collègues, qui travaille dans le milieu scolaire, a subi un test de dépistage de la COVID-19 et attend son résultat depuis maintenant trois jours, ce qui oblige mon collègue à lui aussi attendre ce résultat. Cela paralyse donc le travail de nos organisations, malgré la possibilité de télétravailler. Cela vient freiner le rythme, sans compter que certains emplois exigent la présence sur place du personnel.

Dans notre région, il y a beaucoup d'emplois manufacturiers. Il faudrait donc des mesures immédiates pour soutenir les autorités de la santé publique afin que le dépistage soit accéléré, ce qui n'est pas clairement établi dans le discours du Trône.

L'autre mesure serait d'accompagner nos entreprises et les gens pendant la pandémie de façon raisonnable et ciblée afin que l'État demeure agile et flexible une fois cette dernière derrière nous. Malheureusement, avant même la pandémie, les libéraux s'étaient déjà engagés dans une spirale de déficits. On est loin d'améliorer notre sort présentement.

Que retrouve-t-on dans le discours du Trône? Comme l'a mentionné un peu ma collègue de la Colombie-Britannique, on s'attend normalement à retrouver une vision dans un discours du Trône.

Cette vision aurait pu expliquer comment lutter contre la pandémie et aider les gens maintenant tout en ayant un plan à moyen terme. Cependant, ni l'un ni l'autre de ces éléments ne se retrouvent dans le discours du Trône. Au contraire, on y voit une foule de promesses tous azimuts. Or, le fait d'avoir plusieurs priorités signifie en fin de compte qu'on n'en a aucune. Ce n'est qu'une cacophonie de mots. Malheureusement, cela ne répond pas aux besoins immédiats alors que nous sommes en pleine recrudescence de la pandémie et que la deuxième vague est arrivée.

Selon moi, la meilleure analyse du discours du Trône est celle qu'en a faite le directeur parlementaire du budget. C'est à travers le prisme de son analyse qu'on peut tirer la conclusion que le discours du Trône n'est pas l'ordonnance dont le Canada a besoin présentement pour faire face à la pandémie. Il faut se rappeler que le directeur du budget parlementaire est un agent indépendant et qu'il est en

quelque sorte le chien de garde du gouvernement. Il est là pour lui rappeler qu'il doit rester sur les rails s'il veut éviter que des problèmes ne surviennent un peu plus loin sur la route.

Or, nous avons reçu des signaux d'alarme. Mon ancien collègue Joe Oliver, qui était ministre des Finances, a dit avant la lecture du discours du Trône qu'il était temps que le Canada se fixe une cible budgétaire.

Nous avons bien sûr besoin de soutenir les populations. Les conservateurs l'ont fait pendant la crise de 2008 en investissant massivement en infrastructure pour stimuler l'économie. Dans ma circonscription, beaucoup de projets ont été réalisés, comme l'aréna de Lac-Etchemin, l'usine d'eau potable de Lévis ou encore le projet d'infrastructure de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland. Il s'agissait là de retombées concrètes d'investissements ciblés et les conservateurs avaient également à l'époque un plan de retour à l'équilibre budgétaire.

● (1225)

Un ancien ministre des Finances libéral, John Manley, a dit que c'était important d'avoir une cible budgétaire, car cela démontre aux marchés financiers que le Canada soutient les gens et qu'il sait où il s'en va à moyen terme. Malheureusement, le discours du Trône prouve que l'on s'en va dans la direction contraire.

Selon les perspectives économiques fournies par le directeur parlementaire du budget, il est possible de traverser la pandémie et de maintenir le cap sur des cibles budgétaires réalistes. Or cela est impossible si on se lance dans des nouvelles dépenses.

Comme l'a mentionné ma collègue de la Colombie-Britannique, les libéraux s'ingèrent dans des programmes qui relèvent des provinces. En bon québécois, « ils garrochent l'argent par les fenêtres ». Ce n'est pas la saine gestion à laquelle on s'attend. De plus, les marchés financiers sont inquiets. Des firmes comme Fitch Rating's ont décoté le Canada et des agences de cotation comme Bloomberg ou Moody's ont envoyé des signaux d'alarme au Canada pour lui dire que s'il ne cesse pas de dépenser honteusement et s'il continue à présenter des mesures mal ciblées, il s'en ira droit sur un mur.

On veut soutenir la population, mais on veut être en mesure de la faire maintenant et à long terme. Les mesures proposées par les libéraux et les dépenses extravagantes du gouvernement font que tout le filet social sera menacé à moyen terme. Cela est préoccupant. En fait, on est vraiment loin du développement durable.

Selon le directeur parlementaire du budget, il y a un risque que la trajectoire viable de la dette au PIB soit inversée. En d'autres mots, si on dépense de façon exagérée pour des mesures extravagantes et mal ciblées, on sera momentanément « dopés » par une importante injection d'argent. Or, à moyen et à long terme, il faudra payer pour les pots cassés, car il s'agit d'argent emprunté.

Il y a un autre élément qui me préoccupe. Dans le discours du Trône, on mentionne que les taux d'intérêt vont demeurer bas pendant des décennies. Bien sûr, cela n'est pas réaliste. Le taux directeur actuel de la Banque du Canada est de 0,25 %. Selon l'hypothèse mise en avant par le directeur parlementaire du budget, ce taux pourrait demeurer stable pendant les trois prochaines années. Cependant, sur un horizon de cinq ans, on peut s'attendre à ce qu'il augmente de 1 %. Cela représente cinq fois plus que le taux directeur actuel. Le taux demeurerait fixé à 1,25 %, mais cela ferait tout de même augmenter la dette de 8 milliards de dollars. Le gouvernement semble se faire des illusions relativement au crédit facile.

La troisième chose qui me préoccupe, c'est les mesures mal ciblées du gouvernement. Les gens ont reçu plus d'argent que ce qu'ils ont perdu sur le plan de leurs économies. Or il s'agit d'argent emprunté; c'est l'argent du gouvernement.

Le revenu des ménages canadiens a augmenté de 5,4 %. C'est plaisant de voir cela. Cependant, puisqu'il s'agit d'une somme d'argent empruntée, il faudra la rembourser. Le problème, c'est que le gouvernement libéral dépense mal et qu'il met en place des mesures nuisibles à l'économie. Par exemple, il n'a pas incité les gens à maintenir leur lien d'emploi ou à retourner sur le marché du travail.

Personnellement, je n'appuierai pas le discours du Trône, car il contient des dépenses extravagantes, il ne présente pas de cible budgétaire et il ne met pas en place des mesures à court terme en vue de lutter contre la pandémie.

Pour terminer, j'aimerais remercier la présidence de coordonner la session hybride. C'est la première fois que j'y participe.

Je vais maintenant laisser la parole à mes collègues, et je serai heureux de répondre à leurs questions.

• (1230)

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, j'aurais une question pour le député et pour tous les conservateurs.

Quand j'écoute la réponse des conservateurs au discours du Trône, je m'y perds. Ils répètent que le gouvernement ne dépense pas assez d'argent et qu'il doit s'occuper des problèmes que vivent des entreprises ou des gens qui ont été laissés pour compte. D'un autre côté, ils disent aussi que nous dépensons trop, donc je m'y perds.

Le caucus néo-démocrate regroupe 24 députés qui ont accompli beaucoup de choses pour les Canadiens au cours des six derniers mois. Presque toutes les prestations dont les Canadiens avaient besoin et qu'ils ont pu recevoir pendant la pandémie de COVID découlaient de propositions du NPD. Je dirais que le caucus conservateur, quant à lui, n'a rien accompli.

Je me demande si le député pourrait m'expliquer quelle est la priorité du caucus conservateur.

L'hon. Steven Blaney: C'est très simple, monsieur le Président. Les conservateurs ont pour principal objectif de soutenir les Canadiens maintenant et à l'avenir. Dernièrement, le gouvernement libéral a limité les débats et fermé le Parlement, ce qui nous a empêchés de mettre en place des mesures efficaces pour soutenir la collectivité.

L'Adresse

À titre d'exemple, j'attirerai l'attention du député sur des mesures tellement mal conçues qu'elles ont un effet contraire à celui que le gouvernement souhaitait, qui était de soutenir les entreprises. Dans ma circonscription, les travailleurs du secteur de la restauration ont du mal à trouver de l'emploi et les pharmaciens peinent à embaucher des étudiants parce que les mesures mises en place n'encourageaient pas les gens à rester sur le marché du travail. Les conservateurs souhaitent des mesures productives, ce qui veut dire que nous avons aussi besoin de cibles qui...

• (1235)

Le vice-président: Nous revenons aux questions et observations. Le député de Jonquière a la parole.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement l'allocation de mon collègue.

À plusieurs reprises, il a fait mention du directeur parlementaire du budget. Je pourrais renforcer ses dires en disant ceci: en 2013, le directeur parlementaire du budget a publié un rapport dévastateur sur le financement des soins de santé. Dans ce rapport, il indiquait que si rien n'était fait, les provinces allaient devoir éponger, année après année, les déficits que le gouvernement fédéral ne voudrait pas affronter en accumulant des surplus.

Dernièrement, j'ai posé une question à son collègue de Chicoutimi—Le Fjord. Comme son collègue de Carleton me dit qu'il faut souvent répéter lorsqu'on fait de la politique, je lui pose la question suivante. Sachant que les provinces ont demandé une hausse des transferts à 35 % et que 81 % de la population québécoise est d'accord sur cette hausse, serait-il prêt à s'engager à ce qu'un futur gouvernement conservateur hausse le financement des soins de santé à 35 %?

L'hon. Steven Blaney: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Évidemment, nous sommes en faveur des transferts fiables et prévisibles dans le domaine de la santé. Cela nous permettrait de soutenir les provinces, particulièrement en période de pandémie.

Ce que j'expliquais dans mon allocation, c'est qu'étant donné la gestion irresponsable des libéraux en matière de finances publiques, ces mêmes transferts pourraient être compromis à moyen et à long terme, comme l'ont dit plusieurs intervenants économiques, comme l'a dit le directeur parlementaire du budget et comme l'ont dit d'anciens ministres des Finances libéraux et des conseillers. C'est la raison pour laquelle nous voulons une approche responsable qui nous permettra de continuer à soutenir le domaine de la santé et les provinces, particulièrement en période de pandémie.

[Traduction]

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais demander au député de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis pourquoi le gouvernement ne pourrait pas accomplir les réalisations dont il parle tout en poursuivant les travaux du Parlement. En quoi les Canadiens seraient-ils mieux servis en faisant tomber le gouvernement pour forcer une autre élection, ce qui entraînerait l'arrêt des travaux du Parlement pendant au moins un mois, ou même plus?

L'Adresse

L'hon. Steven Blaney: Monsieur le Président, les conservateurs sont certainement des champions pour ce qui est de poursuivre les travaux du Parlement et les réunions des comités. Malheureusement, comme nous le savons, le gouvernement actuel a suspendu les travaux du Parlement. Les conservateurs considèrent que limiter à quatre heures les débats sur une injection de 50 milliards de dollars dans l'économie canadienne n'est tout simplement pas suffisant. Nous voulons un Parlement qui fonctionne à plein rendement et de manière efficace avec toutes ses procédures habituelles. Ainsi, la Chambre pourra mettre en place les bonnes mesures qui aideront les Canadiens à passer au travers de la pandémie.

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Mississauga-Est—Cookville.

Je suis honoré de prendre la parole aujourd'hui pour le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, à la deuxième session de la 43^e législature. Je veux d'abord féliciter le gouvernement pour son discours du Trône. En cette période de grands bouleversements, je crois qu'il est juste de dire que le gouvernement a fait de l'excellent travail pour trouver un équilibre entre assurer la sécurité des Canadiens et stimuler la prospérité économique.

[Français]

Selon moi, le gouvernement fédéral a fait un excellent travail pour combler les besoins spécifiques de toutes les communautés, en particulier celles d'Egmont, ma circonscription.

[Traduction]

Je suis impressionné par les quatre piliers du plan du gouvernement. Premièrement, nous devons bien sûr lutter contre la pandémie et assurer la santé et la sécurité de tous les Canadiens. Deuxièmement, nous continuons comme toujours d'appuyer les valeurs de la réconciliation, de l'égalité et de la lutte contre le racisme systémique. Troisièmement, dans l'immédiat, nous nous efforçons d'aider les Canadiens à traverser la période difficile actuelle. Comme me l'ont dit de nombreux habitants de ma circonscription, Egmont, la rapidité et l'efficacité du processus décisionnel du gouvernement sont appréciés et respectés. Le gouvernement a réagi de manière fiable et a renforcé la confiance dans le Canada. Dans ma circonscription, les particuliers et les entreprises se sentent soutenus et respectés.

● (1240)

[Français]

Je crois que les Canadiens savent que le gouvernement respecte toutes les communautés et comprend les besoins de chaque personne.

[Traduction]

Même s'il est certain que des préoccupations demeurent, on a grandement confiance dans le fait que le gouvernement fera tout ce qu'il peut pour protéger les intérêts de tous les Canadiens.

En définitive, l'objectif fondamental de créer des emplois et de continuer à appuyer la classe moyenne suscite véritablement de l'espérance. Nous avons besoin de cette espérance. Nous devons créer le cadre constructif qui favorisera les réussites futures et fournir une voie claire vers de meilleurs jours. À mon sens, le gouvernement réussit ce test de leadership. De plus, j'estime que le gouvernement a joué son rôle de leadership dans les partenariats conclus avec les particuliers et les collectivités. Nous n'avons pas travaillé selon un axe descendant, soit du haut vers le bas. Nous

avons plutôt écouté les Canadiens. Grâce au travail acharné de milliers de résidents d'Egmont, nous sommes en train de construire une économie plus forte qui profite à tout le monde. Des gens de ma collectivité estiment avoir joué un rôle dans les progrès réalisés chez eux. Ils considèrent que nous sommes tous parties prenantes et que nous partageons les défis à relever et les occasions dont il faut tirer profit.

Je veux remercier tous ceux de ma circonscription qui ont fait part d'idées claires et structurées pour faire avancer notre collectivité en cette période où nous connaissons la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans tout le sens du mot, le gouvernement a fait du bon travail au cours des cinq dernières années pour stimuler un esprit de partenariat avec les Canadiens. Selon moi, ces partenariats communautaires, qui favorisent la croissance de l'emploi grâce aux projets d'infrastructures, sont la meilleure voie à prendre pour l'avenir.

Dans Egmont, ce plan axé sur l'avenir aide à construire l'une des collectivités les plus vertes au Canada. Notre leadership en matière d'énergie renouvelable est reconnu partout au Canada. Depuis des décennies, ma circonscription, Egmont, favorise l'énergie éolienne, mais elle se tourne maintenant vers l'énergie solaire. Le gouvernement joue un rôle central à cet égard par l'expertise et les investissements qu'il fournit et qui rapportent à toute la collectivité.

Nous avons tous la possibilité de profiter des progrès environnementaux réalisés dans Egmont. Lorsque nous sortirons de la crise actuelle, nous serons extrêmement bien placés pour tirer profit des demandes en énergie nouvelle qui se font jour dans le monde. Nous sommes en train de construire une nouvelle économie, une économie plus forte et plus avisée. C'est pourquoi je suis très heureux de voir qu'on parle du projet énergétique de la boucle de l'Atlantique dans le discours du Trône. Pendant des années, le Canada atlantique a dressé des plans pour collaborer à des projets énergétiques. L'appui ainsi donné dans le discours du Trône est conforme à l'espoir que j'ai d'établir des partenariats dans l'Est qui permettront une circulation plus libre des ressources énergétiques tout en mettant en valeur les progrès technologiques durement gagnés.

Pour ce qui est des particuliers et des familles, je suis également heureux de constater que le gouvernement est plus à même de se concentrer sur les gens. Au printemps, nous étions très inquiets des conséquences que la pandémie pouvait avoir sur les établissements de soins de longue durée. Heureusement, il n'y a pas eu d'éclosion à l'Île-du-Prince-Édouard, mais tous les habitants de l'île ont partagé la douleur et la détresse vécues partout au Canada.

C'est pourquoi je suis heureux d'annoncer que le gouvernement se penchera sur des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée, qui protégeront des milliers de Canadiens et qui renforceront la confiance de la population envers les systèmes du Canada. Pour réussir à renforcer cette confiance, le gouvernement devra collaborer avec ses partenaires provinciaux et ainsi fournir les ressources nécessaires à la création d'endroits sûrs et accueillants.

De plus, je suis extrêmement ravi de voir que le gouvernement s'engagera dans une nouvelle voie dans le dossier du soutien aux personnes handicapées. Grâce à la création d'un programme qui s'inspire du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées, de nombreuses personnes dans ma collectivité se porteront nettement mieux. Je suis impatient que cet engagement se concrétise.

En quelque sorte, cette promesse me rappelle la décision du gouvernement actuel d'infirmier la décision du gouvernement précédent de faire passer l'âge d'admissibilité à la retraite à 67 ans. Je connais personnellement des gens qui ont travaillé pendant plus de 40 ans et qui attendent impatiemment de prendre leur retraite à 65 ans. C'était injuste de changer les règles du jeu comme les conservateurs l'ont fait. Je tiens à remercier encore une fois le gouvernement d'avoir annulé cette terrible décision. Ce sont ces choses qui me rendent fier de faire partie du gouvernement libéral.

Le discours du Trône ne choisit pas certaines personnes au détriment d'autres. Il ne favorise pas un groupe plutôt qu'un autre. Plutôt, nous nous adaptons aux besoins des particuliers, des familles et des communautés. Contrairement à nos prédécesseurs, nous ne faisons pas de généralisations à l'emporte-pièce. Nous nous attardons aux difficultés uniques à chacun et répondons à des besoins précis tout en saisissant les occasions.

Dans la même veine, j'aimerais féliciter le gouvernement de son intervention rapide et efficace en réponse à la COVID. Nous nous souvenons tous des jours difficiles empreints d'incertitude et d'inquiétude de mars et d'avril derniers. Le gouvernement a conçu des programmes qui ont presque immédiatement pallié les préoccupations et donné confiance aux Canadiens.

J'admets que j'étais inquiet. Je craignais que la crise soit trop grosse, que nous omettions des gens et perdions de vue certaines communautés. Or, cela n'a pas été le cas. Nous avons réussi parce que le gouvernement comprend le caractère unique de chaque personne et de chaque communauté.

En terminant, j'encourage le gouvernement à poursuivre sur cette voie ainsi qu'à demeurer vigilant à l'égard des préoccupations des Canadiens et de la nécessité de bâtir une économie nationale plus forte.

Je remercie tous les résidents de ma circonscription de leur travail assidu, ainsi que de la créativité et de la volonté dont ils font preuve dans le but de renforcer notre collectivité.

• (1245)

[Français]

Nous avons travaillé ensemble et nous bâtissons, avec l'Île-du-Prince-Édouard, un Canada plus fort.

[Traduction]

Bientôt, la crise sera chose du passé. Je suis convaincu que le Canada et les collectivités telles qu'Egmont pourront en sortir encore plus forts qu'avant.

[Français]

En tant que député libéral, je crois qu'un gouvernement peut accomplir de belles choses. Comme parlementaires, nous devons travailler ensemble pour tous les Canadiens.

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, mon collègue parle de différentes propositions présentées dans le discours du Trône.

Il parle des retraités qui décident de prendre ce moment pour changer de vie. Pourtant, dans le discours du Trône, les gens de 65 ans et plus ont été abandonnés. Les libéraux offrent seulement un supplément de revenu à partir de 75 ans.

L'Adresse

Pourquoi mon collègue pense-t-il que le gouvernement a choisi d'ignorer une partie des retraités, des personnes âgées — qui sont souvent des femmes — et des aînés qui se retrouvent seuls?

[Traduction]

M. Robert Morrissey: Monsieur le Président, une des premières mesures prises par le gouvernement à son arrivée au pouvoir a été de ramener l'âge d'admissibilité à 65 ans. En même temps, il a augmenté le Supplément de revenu garanti de 10 %. C'est parce que nous savions que la majorité des aînés qui vivent seuls sont des femmes. Nous avons agi ainsi parce que nous voulions bonifier l'aide aux aînés vivant seuls, qui sont majoritairement des femmes.

Le gouvernement continuera de soutenir les aînés dans l'avenir.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, mon collègue et moi avons siégé ensemble au comité des pêches et des océans et je sais qu'il se soucie vraiment du sort des océans. Je veux aussi le remercier d'avoir appuyé ma motion qui demandait le consentement unanime concernant la lutte contre les plastiques dans les océans. Une partie de la motion portait sur la gestion des engins de pêche fantômes et abandonnés. Nous étions heureux de voir le gouvernement avancer 8,6 millions de dollars pour l'élimination des engins de pêche fantômes et abandonnés, mais cela ne représente littéralement qu'une goûte dans l'océan. Il faudrait un modèle de pollueur-payeur comprenant des mesures de suivi, des engins marqués, des règlements, des contrôles, plus de responsabilités et une meilleure application de la réglementation pour réussir à régler ce problème. Les États de Washington et de l'Oregon ont accompli un travail remarquable. L'initiative Global Ghost Gear a fait de nombreuses recommandations au gouvernement actuel et, pourtant, le discours du Trône a à peine mentionné les océans. Il était question d'économie bleue et de protection des océans.

Le député peut-il s'engager à présenter un plan global pour régler la question des engins de pêche fantômes et abandonnés qui ne mettra pas le fardeau sur le dos des contribuables, mais bien sur celui des pollueurs qui causent ce problème nuisible aux écosystèmes et au secteur de la pêche du Canada?

• (1250)

M. Robert Morrissey: Monsieur le Président, quand notre parti a formé le gouvernement en 2015, nous avons rapidement concrétisé l'un de nos engagements en rétablissant le financement des secteurs clés de la science, de la protection des habitats et de la protection de l'industrie au sein du ministère des Pêches et des Océans.

En ce qui a trait au retrait du plastique des océans, je suis d'accord avec mon collègue: nous devrions adopter un système qui fait payer les pollueurs pour les choses qu'il a mentionnées dans sa question.

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, comme nous le savons, le gouvernement libéral devrait tripler notre dette nationale en quelques années à peine. Est-ce que le député peut expliquer ce que les libéraux comptent faire pour équilibrer notre budget ou est-il prêt à admettre qu'ils ne savent pas vraiment comment atteindre l'équilibre budgétaire?

L'Adresse

M. Robert Morrissey: Monsieur le Président, l'hypocrisie dont fait souvent preuve le Parti conservateur à la Chambre avec ses questions sur l'équilibre budgétaire est légendaire. Nous pouvons écouter le discours que nous font jour après jour mes collègues d'en face ou nous pouvons plutôt regarder les pratiques des gouvernements conservateurs. Il y en a eu deux dans le passé, dont un à la fin des années 1980, qui a enregistré un déficit sans précédent à l'époque, alors qu'il n'y avait aucune circonstance exceptionnelle. Il est donc quelque peu ironique que le Parti conservateur fasse la leçon au gouvernement sur l'équilibre budgétaire quand il l'a péniblement atteint une seule fois en 20 ans de pouvoir environ.

M. Peter Fonseca (Mississauga-Est—Cooksville, Lib.): Monsieur le Président, c'est un immense honneur et un privilège que de parler au nom des résidents et des entreprises de Mississauga-Est—Cooksville et de prendre la parole à la Chambre depuis ma magnifique circonscription par l'entremise d'Internet.

Je tiens à reconnaître que nous sommes rassemblés sur les terres ancestrales des Mississaugas de New Credit.

Je veux aussi profiter de cette occasion pour remercier tous les travailleurs de première ligne de tous les secteurs des soins de la santé et des services essentiels de ma circonscription, Mississauga-Est—Cooksville, et des circonscriptions de tous les députés, partout au pays. De tous les horizons, les voici, sans ordre particulier: les préposés aux bénéficiaires, les policiers, les chauffeurs d'autobus, le personnel militaire, les pharmaciens, les employés d'épicerie, les infirmiers, les médecins, les chauffeurs, les fonctionnaires, les préposés à la collecte des ordures, les travailleurs de la construction, les préposés au nettoyage, les gardiens de sécurité, le personnel de soutien, les travailleurs des postes, les enseignants et des milliers d'autres. Je crois parler au nom de tous les députés en affirmant que nous leur devons toute notre gratitude et que nous les remercions des sacrifices qu'ils font, des services qu'ils rendent et de leur dévouement envers les collectivités de notre grand pays.

La guerre contre cet ennemi invisible a véritablement été un effort d'équipe canadien pour assurer la santé et la sécurité des Canadiens et soutenir les travailleurs et les entreprises. Depuis le début de la pandémie, nous faisons passer les besoins des Canadiens en premier. Sous la direction du premier ministre, le gouvernement libéral a travaillé en consultation avec ses partenaires, dont les provinces, les territoires, les administrations municipales, les organisations syndicales, les entreprises, les organismes sans but lucratif, les scientifiques, les autorités de la santé publique et bien d'autres intervenants. Cette collaboration a été essentielle au succès que nous avons obtenu dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Comme il a été très clairement souligné dans le discours du Trône, le soutien aux travailleurs est d'une importance capitale pour le gouvernement libéral. Assurer la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la relance économique demeure la plus grande priorité du gouvernement.

Je dois parler d'un aspect très tragique de cette pandémie qui m'attriste profondément. La COVID-19 a révélé des lacunes particulièrement déplorables dans notre système de santé. Parmi tous les décès liés à la COVID-19 au Canada, il y en a 85 %, un pourcentage ahurissant, qui sont survenus dans les centres de soins de longue durée. Pendant la deuxième vague, nous devons en faire davantage pour protéger les plus vulnérables. Nous sommes affligés par les décès causés par ce terrible virus.

De nombreuses personnes âgées qui habitent dans ma circonscription étaient pensionnaires au centre de soins de longue durée

Camilla Care, où plus de 70 résidents sont décédés dans des circonstances tragiques liées à la pandémie de COVID-19. Les rapports ont dressé un état de lieux inacceptable: pénurie de personnel; résidents infectés au coronavirus obligés de partager la même chambre que d'autres résidents ayant reçu un résultat négatif; et soins de base déficients, notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'aide pour la toilette et l'aide pour se vêtir. Une telle situation ne doit plus jamais se reproduire. J'ai reçu des nouvelles de familles, d'amis et de proches qui m'ont rapporté ne pas avoir pu visiter leurs parents mourants, ni même leur parler. Ils devront vivre avec ces souvenirs douloureux pour toujours. Les vies perdues dans les centres de soins de longue durée à cause de la COVID-19 représentent l'une des plus grandes tragédies dans l'histoire de notre pays. Les personnes âgées vulnérables méritent de vivre dans la sécurité, le respect et la dignité.

Bien que les soins de longue durée relèvent des gouvernements provinciaux et territoriaux, le gouvernement fédéral prendra toutes les mesures nécessaires pour venir en aide aux personnes âgées tout en continuant de collaborer avec les provinces et les territoires. Les Canadiens sont avec nous et se montrent solidaires envers cette juste cause. En effet, un récent sondage a indiqué que 88 % des Canadiens conviennent de la nécessité de mettre en œuvre des programmes sociaux et de santé d'envergure, dans le but d'aider et de protéger nos personnes âgées et nos citoyens les plus vulnérables.

Le gouvernement libéral travaillera avec le Parlement pour apporter des modifications au Code criminel afin de sanctionner de manière claire les personnes qui négligent et mettent en danger les aînés dont ils prennent soin. Le gouvernement collaborera également avec les provinces et les territoires pour établir de nouvelles normes nationales en matière de soins de longue durée afin que les personnes âgées bénéficient du meilleur soutien possible. Il prendra les mesures supplémentaires qui s'imposent pour aider les personnes à rester chez elles plus longtemps. Remercions tous les membres des Forces armées canadiennes qui se sont rendus dans les centres de soins de longue durée et qui ont braqué les projecteurs sur les cas de négligence.

• (1255)

Le premier ministre a récemment déclaré qu'il ne présenterait pas d'excuses pour avoir fait tout ce qui était possible pour appuyer les aînés, parce que ceux-ci ne méritent rien de moins. Nous partageons son point de vue et nous déplorons la perte de tous ceux qui sont décédés.

Le discours du Trône cible certaines lacunes dans le système social. La pandémie a mis en évidence le lien indissociable entre la situation économique, sanitaire et sociale et le bien-être des Canadiens. Le plan de reprise du gouvernement vise à remédier aux lacunes importantes du filet de sécurité sociale et à faire en sorte que les communautés les plus vulnérables ne soient pas laissées pour compte.

Le gouvernement s'est engagé à appuyer les Canadiens et il a pris des mesures à cet égard. Il continuera de mettre en œuvre des mesures ciblées pour aider les préposés aux services de soutien à la personne, les groupes vulnérables et les personnes handicapées; il assouplira les systèmes pour joindre les gens dans leur foyer, comme la Chambre le fait virtuellement; et il accélérera la mise sur pied d'un programme universel d'assurance-médicaments. Nous appuierons les collectivités en investissant dans tous les types d'infrastructure, y compris le transport en commun, les rénovations éco-énergétiques, les initiatives vertes et le logement abordable.

L'Adresse

Le discours du Trône constitue un plan pour renforcer le Canada et le rendre plus résilient. J'affirme sans hésitation aux travailleurs de ma collectivité et de partout au Canada que s'ils ont perdu leur emploi, nous les appuierons. Depuis le 15 mars, près de neuf millions de personnes ont touché la Prestation canadienne d'urgence, également appelée PCU. Cette prestation a aidé des millions de Canadiens et leur famille à éviter des pertes de revenu catastrophiques tout en préservant l'économie. L'incertitude perdure, mais le gouvernement continuera de soutenir la population. Un grand nombre de résidents de ma région m'ont écrit, entre autres par courrier électronique, et m'ont appelé pour souligner l'importance de ces investissements concrets pour eux et me dire notamment qu'ils ont permis d'alléger la pression financière à laquelle ils étaient soumis.

Nous consolidons actuellement le système d'assurance-emploi. Le gouvernement a créé une prestation de transition pour aider les bénéficiaires de la PCU à passer à l'assurance-emploi. Le programme d'assurance-emploi sera bonifié pour inclure les travailleurs autonomes et ceux qui vivent de petits boulots. Bref, pour continuer à aider les Canadiens et leur famille, nous avons assoupli le programme qui comprendra également des congés de maladie payés et une prestation pour proches aidants.

Le gouvernement fera tout ce qu'il pourra et prendra tous les moyens financiers nécessaires pour aider les particuliers et les entreprises. Je travaille en étroite collaboration avec la chambre de commerce de Mississauga et les nombreuses entreprises qui ont été affectées par la pandémie. Je ne peux songer à rien de plus brutal, pour une entreprise, que de devoir cesser involontairement toute activité sans préavis, et de ne pas savoir quand les choses s'amélioreront ou reprendront leur cours normal.

J'ai communiqué avec de petits entrepreneurs afin de cerner leurs besoins et de leur faciliter l'accès à des programmes tels que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes ou la Subvention salariale d'urgence du Canada. Ces programmes, entre autres, ont été grandement appréciés dans ma circonscription, et le fait que le gouvernement se soit engagé à les prolonger a été perçu comme une bonne nouvelle. Le programme de subvention salariale a littéralement sauvé des dizaines de milliers d'emplois et a empêché de nombreuses entreprises de Mississauga-Est et d'ailleurs au pays de faire faillite.

Le gouvernement libéral prendra les mesures suivantes pour aider les entreprises en difficulté: il va prolonger la subvention salariale jusqu'à l'été prochain, étendre le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, améliorer le Programme de crédit aux entreprises et mettre en place des mesures d'aide pour les industries les plus durement touchées, notamment celles du voyage, du tourisme et de l'accueil.

En conclusion, le discours du Trône reflète la feuille de route du gouvernement pour gérer les effets de la pandémie de COVID-19 et le rôle du Canada dans un monde qui a probablement changé à jamais. Lorsque je songe aux millions de gestes de bonté et de bienveillance qui sont posés chaque jour dans notre pays, je sais que nous construisons déjà en mieux. Nous sommes et nous resterons plus résilients, plus innovateurs et plus dynamiques sur le plan économique, mais aussi plus généreux et enclins au partage. Pour l'instant, toutefois, nous devons demeurer alertes, contrôler le virus et sauver des vies.

• (1300)

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, le député a parlé des petites entreprises à la fin de son allocution.

Je sais que les propriétaires de petites entreprises dans ma circonscription, London—Fanshawe, ont entendu les belles paroles des libéraux. Ils ont écouté les libéraux affirmer qu'ils accordent la priorité aux Canadiens et qu'ils défendent leurs intérêts. Or, bon nombre de ces propriétaires d'entreprises ont traversé la première vague de justesse, et ils sont terrifiés à l'idée de connaître ce que la deuxième vague leur réserve. Ils ne sont pas convaincus d'y survivre.

Beaucoup de problèmes ont découlé des lacunes de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, proposée par les libéraux. La difficulté était que cette aide a été versée aux propriétaires d'immeubles et non aux locataires. Je veux que le député explique pourquoi le gouvernement a choisi de procéder de cette manière très précise, sachant que cette façon de procéder n'aiderait pas véritablement la majorité des propriétaires de petites entreprises.

M. Peter Fonseca: Monsieur le Président, les entreprises canadiennes, plus particulièrement les commerces de proximité et les petites entreprises, sont vraiment l'élément central de nos collectivités et la base de notre économie. C'est pour cette raison que, dès le départ, le gouvernement a été là à chaque instant pour aider ces entreprises, avec le programme de subvention salariale, des prêts et différents autres programmes.

Nous allons continuer de les soutenir pendant cette deuxième vague. Comme on l'a indiqué dans le discours du Trône, nous allons également aider les petites entreprises à assumer d'autres coûts fixes.

Nous parlons constamment aux propriétaires d'entreprise. Nous les consultons, écoutons ce qu'ils ont à dire pour bien comprendre leur situation afin de pouvoir leur offrir les outils dont ils ont besoin pour tenir le coup pendant cette pandémie, réussir à traverser cette période, continuer à prospérer et demeurer au cœur de nos collectivités.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, je vais reprendre les mots utilisés par mon collègue, qui rapportait les propos du premier ministre. Ce dernier aurait dit qu'il n'avait pas d'excuses à présenter pour avoir tout fait pour nos personnes âgées.

Mais a-t-on vraiment tout fait? Il y a un manque à gagner annuel de 23 milliards de dollars pour répondre à la demande unanime du Québec et des provinces pour les transferts en santé. Si l'on se base sur les ententes constitutionnelles, ce sont en fait 51 milliards de dollars qui manquent annuellement. Au mois de juillet, la pension des personnes âgées a été diminuée de 4 \$ à 5 \$ et, la semaine passée, ces personnes ont eu une belle augmentation de quelques sous.

Je demande donc à mon collègue de nous dire qui maltraite nos aînés en refusant de respecter les transferts en santé et en affaissant financièrement nos aînés avec des hausses minimales et des réductions qui sont majeures pour eux.

L'Adresse

● (1305)

[Traduction]

M. Peter Fonseca: Monsieur le Président, en matière de santé, je peux dire que l'accès universel aux soins de santé est une valeur qui me tient beaucoup à cœur, tout comme à des millions d'autres Canadiens. Le gouvernement a toujours été là, à chaque instant, collaborant avec les provinces et les territoires pour trouver des moyens d'améliorer les soins de santé. Nous l'avons fait dans le domaine des services en santé mentale et des soins à domicile dans des budgets antérieurs. Nous allons continuer.

Pendant cette pandémie, nous l'avons fait en envoyant des militaires prêter main-forte dans les établissements de soins de longue durée les plus durement touchés. Nous allons continuer. Nous voulons mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments pour la population canadienne. Nous allons continuer de préserver cette valeur canadienne en travaillant avec nos partenaires, les provinces et les territoires, et en jouant un rôle de premier plan pour veiller à ce que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays puissent obtenir le genre de soins de santé que nous voulons pour eux.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, nous avons adopté un projet de loi prévoyant plus de 50 milliards de dollars de dépenses. Le député convient-il que plus de quatre heures et demie de débat et un certain travail en comité parlementaire auraient pu permettre de véritablement améliorer le projet de loi?

M. Peter Fonseca: Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois à la députée, ce que je constate des conservateurs, c'est qu'un jour ils veulent faire des coupures et que le lendemain ils veulent dépenser plus d'argent. J'ignore dans quel camp ils se trouvent, car ils ne cessent de changer d'idée, mais ils ne peuvent pas jouer sur les deux tableaux.

Nous investissons dans le Canada. Nous investissons dans les Canadiens. Les conservateurs diront que le système de soins de santé universel est une expérience sociale. Je viens d'expliquer que c'est une valeur du Canada. Si les conservateurs d'aujourd'hui avaient été là à l'époque où nous avons mis en place le système de soins de santé universel, ils l'auraient abandonné et le système n'aurait pas été mis en place.

Les conservateurs doivent dire aux Canadiens ce qu'ils veulent retirer. Est-ce la Prestation canadienne d'urgence? Est-ce les soins de santé? Qu'est-ce que les conservateurs veulent supprimer?

[Français]

Le vice-président: Avant la reprise de débat, je ferai un bref commentaire à tous les députés qui participent virtuellement.

J'apprécie le fait que chacun regarde vers le Président pour voir un signe concernant le temps de parole. Cela aide au bon déroulement de la séance et permet de respecter le temps de parole de tous les députés.

[Traduction]

Nous reprenons le débat. Le député de Sturgeon River—Parkland a la parole.

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre encore une fois la parole à la Chambre pour représenter les bonnes gens de Sturgeon River—Parkland.

Les six derniers mois, les électeurs de ma circonscription et tous les Canadiens, en fait, ont traversé une grande épreuve. Des gens ont perdu des êtres chers, des familles ont été séparées, des entreprises ont été contraintes de fermer leurs portes à tout jamais et le gouvernement ne parvient toujours pas à élaborer un plan concret pour sortir le Canada de cette crise.

L'Alberta et les autres provinces de l'Ouest éprouvaient des difficultés avant même le début de la pandémie. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus, y compris dans ma circonscription. Les libéraux refusent d'approuver les nouveaux projets d'exploitation des ressources, ce qui empêche la création de milliers d'emplois et entraîne la perte de milliards de dollars d'investissements. La Banque de l'infrastructure des libéraux et la ministre de l'Infrastructure n'ont pas tenu leur promesse de réaliser des investissements à hauteur de milliards de dollars, ce qui a fait perdre des milliers d'emplois aux collectivités dans l'Ouest et dans de nombreuses autres régions. D'ailleurs, nous avons appris il y a quelques jours que l'Alberta sera encore durement touchée en raison de la mise à pied de milliers d'employés des usines de Suncor et TC Energy.

Les Canadiens se sont serré les coudes afin de passer au travers de la première vague de COVID-19. Au printemps, nous avons enduré un confinement qui a causé la perte de centaines de milliers d'emplois et la fermeture de douzaines de milliers d'entreprises. Oui, nous avons sauvé des vies, mais, en ce qui concerne le sacrifice des Canadiens, qu'a fait le gouvernement libéral? Il a tergiversé.

Cet été, au lieu de faire l'acquisition d'un test de dépistage rapide ou de planifier la reprise économique, le gouvernement a consacré toute son énergie à empêcher une enquête sur ses propres manquements à l'éthique. Nous n'avons toujours pas reçu tous les détails sur le scandale entourant l'organisme UNIS causé par le premier ministre libéral et, s'il n'en tenait qu'aux libéraux, les Canadiens ne connaîtraient jamais toute la vérité. Voilà pourquoi nous en sommes ici aujourd'hui, pas même un an depuis le dernier discours du Trône: au lieu de gouverner la nation en pleine crise, les libéraux ont choisi de se livrer à des jeux politiques, de prouger le Parlement et d'empêcher les enquêtes des comités sur leurs actes répréhensibles.

L'équipe des conservateurs ne baissera pas les bras. Nous obligerons le gouvernement libéral à rendre des comptes pour ses manquements à l'éthique. De ce côté-ci de la Chambre, nous voulons des voies et des jours bel et bien ensoleillés. Tandis que les Canadiens font face à la pandémie de COVID, le gouvernement fait face à un problème d'éthique. Le premier ministre se plaît à dire à l'opposition que le soleil est le meilleur désinfectant. Nous avons bien compris le message. Nous allons suivre son conseil et allons en prescrire une pleine dose.

Il y a une pandémie dont tout le monde parle dans l'Ouest, mais il ne s'agit pas de la COVID-19; il s'agit d'une pandémie de chômage. Cette maladie sévissait depuis des années lorsque la COVID-19 nous a frappés. Malheureusement, au lieu de travailler sans relâche pour sauver notre industrie énergétique en difficulté et les économies occidentales, les libéraux semblaient impatients de crier victoire et de déclarer l'effondrement de notre économie.

L'Adresse

Comment expliquer autrement le fait que presque toutes les décisions prises depuis leur arrivée au pouvoir en 2015 semblent avoir pour objectif de miner nos emplois et notre industrie énergétique, qu'il s'agisse du projet de loi antipipeline C-69, de la taxe sur le carbone ou de la nouvelle mégataxe sur le carbone déguisée en norme sur les carburants propres? Comment se fait-il qu'on accuse les députés de l'Ouest de ne représenter que des intérêts régionaux chaque fois qu'ils défendent leurs concitoyens? Lorsque le secteur automobile ou aérospatial est menacé, tous les députés canadiens sont appelés à monter aux barricades pour sauver des emplois. Pourtant, on n'entend rien lorsque le secteur énergétique est en difficulté.

Les Albertains étaient fiers de venir en aide à leurs concitoyens lors de la crise financière de 2008. Ils ont fait tourner l'économie canadienne lorsque le gouvernement fédéral a dû renflouer une entreprise automobile américaine. Ils ont été fiers d'aider leurs frères et sœurs de Terre-Neuve-et-Labrador lorsque l'industrie extracôtière de cette province était en difficulté. Lorsque l'économie de l'Atlantique tournait au ralenti, ce sont les chèques envoyés par les gens de l'Atlantique qui travaillaient dans le secteur pétrolier de l'Alberta qui ont permis aux familles de joindre les deux bouts.

Aujourd'hui, ce sont les Albertains et les Saskatchewanais qui éprouvent des difficultés. L'Ouest est aux prises avec des difficultés. Le moteur de l'économie canadienne connaît un taux de chômage record. Le gouvernement fédéral nous viendra-t-il en aide? Nous avons des projets prêts à démarrer qui pourront créer des dizaines de milliers d'emplois. En réalité, nous n'avons pas besoin d'un sauvetage par les contribuables. Il faut seulement que le gouvernement libéral cesse de nous barrer la route.

Le projet de Nova Gas Transmission, en attente de l'approbation fédérale depuis presque un an, permettrait de créer 5 500 emplois. Il s'agit de la prochaine génération de production de polypropylène dans le centre industriel de l'Alberta. Au moins 2 500 emplois sont en jeu, mais les libéraux s'entêtent à réaliser leur programme anti-plastique. Avec la taxe colossale sur le carbone des libéraux, évaluée à 350 \$ la tonne, les grandes entreprises qui produisent de l'engrais pour les fermes ou du combustible pour chauffer nos résidences risquent d'aller s'installer au sud de la frontière. Les Canadiens de l'Ouest n'ont pas besoin d'un ministre de la classe moyenne et de ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Ils ont besoin d'un ministre de la classe moyenne et de ceux qui travaillent fort pour survivre et demeurer dans la classe moyenne.

● (1310)

Les libéraux promettent beaucoup de bonbons aux Canadiens dans le discours du Trône, mais ils se contentent de répéter des promesses qu'ils ont déjà faites par le passé. Les libéraux prétendent que la situation sera différente cette fois-ci parce qu'ils travaillent avec les néo-démocrates, qui détiennent la balance du pouvoir. Nous avons déjà entendu cette histoire. Je veux faire une mise en garde à mes collègues néo-démocrates. Ils peuvent tirer de nombreuses leçons de ce qui est arrivé au Parti vert de la Colombie-Britannique et aux libéraux-démocrates du Royaume-Uni. Les partenaires subalternes ne s'en sortent jamais vraiment bien.

Le discours du Trône valorise réellement le recyclage, du moins le recyclage des vieilles rengaines libérales. Les libéraux ont promis d'instaurer un régime universel d'assurance-médicaments et un système universel de garderies. Ils ont aussi promis de créer le Fonds pour la large bande universelle. Or, ils sont au pouvoir de-

puis cinq ans, et ils n'ont toujours pas répondu aux besoins des collectivités rurales.

Tout cela se passe alors que les libéraux continuent de procéder à la hausse la plus importante des dépenses gouvernementales et du financement par emprunt dans l'histoire moderne canadienne. Le déficit fédéral s'élève à plus de 400 milliards de dollars, et c'est sans compter les centaines de milliards de dollars empruntés par des sociétés d'État indépendantes, comme la Banque du Canada, la Banque de développement du Canada, Exportation et développement Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ces centaines de milliards de dollars ne figurent pas dans les livres du gouvernement, mais ils sortiront tout de même des poches des contribuables canadiens si les choses tournent mal.

Comment, exactement, les libéraux comptent-ils financer cette nouvelle dette liée à la pandémie tout en lançant l'expansion la plus radicale de l'État-providence canadien depuis une génération? « Grâce à de faibles taux d'intérêt! », de s'écrier le premier ministre. Il pense que nous pouvons nous payer n'importe quoi, comme s'il était raisonnable de penser que nous pourrions maintenir de faibles taux d'intérêt pendant des décennies sans que cela entraîne une inflation massive, une inflation qui rongera les économies des aînés vulnérables, qui compromettra la capacité des millénariaux et de la génération Z d'acheter leur première maison et qui dévalorisera le salaire chèrement gagné des Canadiens de la classe ouvrière au profit des grandes entreprises et des créanciers.

Si le gouvernement choisit d'éviter cette voie catastrophique, il fera de deux choses l'une: ou bien il augmentera les impôts pour financer ces nouvelles dépenses, ou bien il réduira les dépenses ailleurs pour réaffecter l'argent à ces nouvelles promesses.

Les libéraux vont-ils éliminer l'Allocation canadienne pour enfants et la déduction d'impôt pour frais de garde d'enfants qu'ils offrent aux familles pour payer leur nouveau système national de garderies? Retireront-ils aux familles le choix de rester à la maison avec les jeunes enfants ou de les envoyer à la garderie? C'est exactement ce qu'ils feraient en éliminant l'Allocation canadienne pour enfants et la déduction d'impôt pour frais de garde d'enfants. Ils enlèveraient aux parents le choix d'élever leurs enfants à la maison.

Comment le gouvernement va-t-il financer ce nouveau système universel d'assurance-médicaments? Va-t-il réduire les transferts en santé comme les libéraux l'ont fait dans les années 1990? Refusera-t-il d'autoriser de nouveaux médicaments vitaux comme le Trikafta, qui a miraculeusement sauvé la vie des personnes atteintes de fibrose kystique?

S'ils ne réduisent pas les dépenses, ils devront augmenter les impôts. Le discours du Trône parle un peu de cela, et de l'augmentation des taxes payées par les géants du numérique et de la suppression des échappatoires liées aux options d'achat d'actions. Je ne suis pas nécessairement en désaccord avec cela, mais ces nouvelles taxes généreront-elles les dizaines de milliards de dollars d'argent frais nécessaires au financement d'un système universel de garderies et d'une assurance-médicaments universelle? Non.

Il ne nous reste pas beaucoup d'autres choix. Les libéraux augmenteront-ils la TPS que les conservateurs avaient fait passer de 7 à 5 %? Augmenteront-ils l'impôt sur le revenu des particuliers ou l'impôt sur les gains en capital? Augmenteront-ils l'impôt sur les sociétés avec, pour conséquence, la fuite du capital-risque et des investissements vers notre voisin du Sud, où le taux d'imposition est faible?

L'Adresse

Il est temps pour les libéraux de faire preuve d'honnêteté envers les Canadiens au sujet de leur plan financier; les Canadiens le méritent. Les libéraux vont-ils laisser une inflation massive détruire la classe moyenne? Augmenteront-ils les impôts des familles canadiennes? Réduiront-ils les dépenses et les prestations? Est-ce que ce sera une combinaison des trois? Les Canadiens méritent qu'on leur donne une vraie réponse.

• (1315)

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le député a parlé de nos voisins du Sud, de leurs finances et de leur fiscalité. Il est clair, néanmoins, que leurs déficits, leur ratio dette-PIB et leur ratio déficit-PIB sont beaucoup plus élevés.

Devrions-nous nous inspirer de ce pays pour nos taxes et nos programmes sociaux? Le député pourrait-il nous en dire un peu plus sur ce que devrait faire le Canada pour fonctionner davantage comme les États-Unis?

M. Dane Lloyd: Monsieur le Président, les États-Unis n'ont rien à voir avec le Canada. Leur monnaie est une monnaie de réserve internationale. Lorsqu'ils impriment des billets, le monde est disposé à leur prêter de l'argent.

Dans les années 1990, il y a eu une période sous un gouvernement libéral précédent où le monde refusait de prêter de l'argent aux Canadiens. Il ne s'agit pas de permettre bêtement à la Banque du Canada de continuer à imprimer de l'argent en espérant que cela va racheter la dette du pays. Il y aura des conséquences. Nous allons percuter un mur sur le plan financier. Nous allons nous retrouver avec une inflation démesurée, une hausse des impôts, des pertes d'emplois et des compressions budgétaires.

Les libéraux doivent choisir leur poison et arrêter de vivre dans ce conte de fées qu'ils sont en train d'échafauder. Il y aura des conséquences. Les libéraux doivent produire un plan, car les Canadiens méritent de connaître le plan financier du gouvernement.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de difficulté à comprendre sur quoi s'appuie mon collègue lorsqu'il dit que le gouvernement canadien a abandonné l'industrie des énergies fossiles.

Seulement pour les quatre dernières années, ce sont 22 milliards de dollars que le gouvernement a investis dans les énergies fossiles, alors que si l'on prend un secteur comparable, celui de l'industrie forestière, ce ne sont que 800 millions de dollars. C'est sans commune mesure.

Je ne sais pas si mon collègue a un peu de difficulté à accepter cette vérité toute simple: avec la chute des prix du pétrole, le secteur des sables bitumineux n'est tout simplement plus compétitif. Je demande donc à mon collègue si l'on ne devrait pas plutôt penser pour l'économie albertaine à une transition vers autre chose que les énergies fossiles et les sables bitumineux.

• (1320)

[Traduction]

M. Dane Lloyd: Monsieur le Président, je mets en doute l'affirmation du député selon laquelle le gouvernement fédéral aurait consacré 22 milliards de dollars au secteur de l'énergie, secteur qui est un contributeur net à l'économie de notre pays. Le député remarquera que, plus tôt dans mon discours, j'ai précisé que je ne demandais pas qu'on vienne à la rescousse du secteur de l'énergie.

Nous demandons au gouvernement libéral de s'enlever du chemin. Avec des projets de loi comme le C-69 et l'énorme taxe sur le carbone qui vient d'être proposée relativement à la norme sur les carburants propres, il menace la survie d'industries existantes et met en péril notre capacité à attirer de nouvelles industries au Canada.

L'Ouest est très différent du Québec. Le Québec jouit d'amples ressources d'énergie hydraulique, lesquelles n'émettent pas beaucoup de carbone. C'est formidable d'avoir de telles ressources, mais l'Alberta dépend du gaz naturel pour produire son électricité. J'espère que le député conviendra que notre économie est distincte, tout comme l'est sa province, et que pour notre croissance économique, nous devons recourir à d'autres approches.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a parlé de la norme sur les carburants propres. J'aimerais qu'il précise la position du Parti conservateur sur cette question. Des organisations comme la Canadian Canola Growers Association et la Fédération canadienne de l'agriculture sont en faveur d'un renforcement de la norme sur les carburants propres. Les producteurs de canola sont notamment pour ce renforcement, et bon nombre d'entre eux sont représentés par des conservateurs au Parlement.

Les conservateurs entendent-ils s'opposer à ce secteur vital de l'économie canadienne? En s'opposant à la norme sur les carburants propres, les conservateurs s'opposent-ils aux producteurs de leur propre circonscription?

M. Dane Lloyd: Monsieur le Président, les membres de ma famille sont producteurs de canola, alors je connais bien les défis auxquels ils doivent faire face. Dans ce cas-ci, tout est vraiment dans les détails de ce que sera la norme sur les carburants propres. Il devra y avoir beaucoup de négociations.

Les libéraux pourraient instaurer une norme sur les carburants propres vraiment nuisible, ce que nous craignons, ou ils pourraient opter pour une norme qui convient aux gens. Lorsqu'on discute avec les producteurs de canola et de blé, ils nous disent qu'un de leurs principaux intrants est l'engrais. Un important producteur d'engrais de ma circonscription, qui produit des engrais nutritifs, a affirmé qu'il ne serait plus en mesure d'être compétitif et de produire des engrais si la norme sur les carburants propres est adoptée.

Comment les agriculteurs pourront-ils produire du canola s'ils n'ont même plus accès à de l'engrais? Ils devront se tourner vers les États-Unis, ce qui entraînera encore plus de pertes d'emplois au Canada. Je ne peux pas appuyer cela.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier la gouverneure générale et à saluer tous les efforts déployés par les membres de son personnel. J'imagine qu'ils doivent faire face à des pressions encore plus vives que d'habitude.

J'aimerais également saisir cette occasion pour offrir mes meilleurs vœux aux députés qui partent à la retraite: Bill Morneau et Michael Levitt. L'organisme UNIS a promis que ses voyages internationaux pouvaient bouleverser une vie. On peut voir que c'est effectivement ce qui est arrivé dans le cas de l'ancien ministre des Finances.

Mon ami, Michael Levitt, se retire de la vie politique dans des circonstances plus honorables. J'espère que son approche très réfléchie à l'égard de nombreuses politiques étrangères, notamment l'appel qu'il a lancé en vue d'inscrire le Corps des Gardiens de la révolution islamique sur la liste des entités terroristes, aura eu une incidence positive sur ses collègues libéraux. Malheureusement, on peut voir que certains de ses travaux demeurent inachevés puisque le Corps des Gardiens de la révolution islamique ne figure toujours pas sur cette liste, mais je sais qu'il continuera de défendre les questions importantes de justice et de droits de la personne.

[Français]

La pandémie de la COVID-19 est une crise de santé publique qui a aussi causé une crise économique. Aucun gouvernement n'aurait dû être pris au dépourvu par la COVID-19. Bien que la possibilité d'une pandémie de coronavirus n'était pas à l'esprit de la plupart des Canadiens, il appartient au gouvernement de se préparer à répondre aux événements de crise.

En effet, il y a moins de 20 ans, le monde a connu une autre pandémie de coronavirus, ce qui a conduit le gouvernement de l'époque à créer une agence nationale de santé publique qui avait pour responsabilité principale la préparation d'un plan de réponse à une autre éventuelle pandémie. Or, ce gouvernement n'a pas veillé à ce que cette agence dispose de l'équipement ou du plan nécessaire.

Il est facile d'oublier, compte tenu du ton bienveillant que nous entendons parfois, que c'est ce gouvernement qui diffusait à l'origine le message anti-masques en raison de son propre échec à assurer un approvisionnement suffisant en masques.

En réponse à la COVID-19, notre ministre de la Santé a insisté sur le fait que le risque était faible et que la frontière devait rester ouverte jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Elle souhaitait faire avancer son programme d'aide médicale à mourir et supprimer les garanties vitales, plutôt que d'œuvrer à l'amélioration nécessaire à la vie assistée. Quelle priorité inverse à la logique!

Même après que le gouvernement eut annoncé des mesures de contrôle dans les aéroports, de nombreux journalistes et citoyens ont constaté que ces mesures n'avaient pas été mises en œuvre assez tôt, au moment où cela aurait eu le plus d'impact. Si nous avions eu des mesures aux frontières et un port du masque plus précoce, si nous avions adopté des tests rapides comme ceux qui sont en place en Corée du Sud depuis plus de six mois et si nous avions eu une technologie de recherche de contacts prête à l'emploi, il n'y aurait pas eu de fermeture économique. Tout cela était tellement évitable.

• (1325)

[Traduction]

En Alberta et ailleurs, les travailleurs du secteur pétrolier et gazier ainsi que leur famille doivent composer avec les terribles effets cumulatifs des multiples menaces envers leur gagne-pain. Les tenants de la gauche radicale parlent d'une transition équitable pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier. Ils les invitent à renoncer à leur emploi aujourd'hui parce qu'on leur offrira un emploi de l'avenir à un moment donné.

Si un patron disait à ses employés qu'il allait préparer une transition équitable pour eux, un tel choix de mots ne cacherait pas le fait qu'ils sont congédiés. Personne ne se laisse berné par l'expression « une transition équitable ». Dans les faits, c'est un code pour désigner la destruction planifiée de segments très productifs de l'écono-

L'Adresse

mie canadienne, qui ont, jusqu'à maintenant, produit des matières premières dont le monde a toujours désespérément besoin.

La vérité, c'est que la fabrication de produits pétroliers appartient autant au présent qu'à l'avenir. Si ces produits ne sont pas fabriqués ici, ils le seront ailleurs parce que le monde en aura besoin pendant encore longtemps.

Les députés arrivent-ils à saisir toute l'absurdité de ce raisonnement? Peuvent-ils s'imaginer comment passer au travers d'une pandémie, ou même simplement opérer un hôpital en temps normal, sans produits dérivés du pétrole? Les fanatiques anti-énergie à la Chambre devraient non seulement cesser d'utiliser l'avion ou la voiture, mais aussi s'engager à ne plus utiliser de produits en plastique. Je les mets au défi d'organiser une manifestation sans aucun produit pétrolier.

À partir de ces références au discours du Trône, j'aimerais maintenant parler de développement international et du rôle que joue le Canada dans le monde, à titre de ministre du cabinet fantôme pour le développement international et les droits de la personne. Afin d'aborder la question du développement international dans une perspective large, il est essentiel de tirer des leçons de l'histoire.

Un trop grand nombre d'interactions entre l'Ouest et les pays du Sud vers la fin du XX^e siècle ont été marquées par des relents de postcolonialisme. Les pires idées de l'Ouest étaient soutenues et infligées dans des pays du Sud par des élites locales, encouragées par des voix de l'Ouest ou de l'Europe, avec le soutien direct de certaines organisations internationales.

Des idées comme le communisme, l'athéisme imposé par l'État et la planification familiale coercitive émanaient toutes de l'Europe de l'Ouest, quoiqu'elles n'y avaient jamais véritablement été mises en œuvre, hormis pendant quelques mois fatidiques en 1993 et 1994. En général, bien qu'on évitait ces mauvaises idées chez soi, on les imposait de diverses manières et sur de longues périodes aux pauvres de ce monde en Europe centrale, en Europe de l'Est et dans diverses régions de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Ces relents de colonialisme, l'utilisation des pays en développement pour expérimenter des politiques révolutionnaires à la fois violentes et coercitives, qu'on n'avait jamais vraiment tentées chez soi, a entraîné des souffrances indicibles et des pertes de vie.

Les idées révolutionnaires de l'Occident ont attaqué la libre entreprise, la foi et la famille. Évidemment, la destruction des marchés préexistants, des traditions et de l'autonomie familiale, au nom de ce qu'on a appelé la modernisation, n'a pas vraiment rendu les gens plus heureux ni amélioré leur qualité de vie. Ces expériences se sont avérées des échecs colossaux et tragiques. En Chine, des politiques destructrices comme le Grand Bond en avant, la Révolution culturelle et la politique de l'enfant unique sont autant d'exemples des horribles répercussions de ces idées postcoloniales.

Ce qu'on a appelé le Grand Bond en avant a causé la mort de 30 à 45 millions de personnes. Lors de la Révolution culturelle, on a délibérément monté des familles les unes contre les autres en leur faisant subir un horrible et incessant simulacre de procès sur la pureté révolutionnaire. Ces événements en Chine ont valu au président Mao le titre peu enviable de personne la plus violente du XX^e siècle, mais la forme de communisme qu'il a imposée a été créée en Occident et non en Chine.

L'Adresse

La politique de l'enfant unique a mené à d'innombrables avortements forcés ainsi qu'à l'infanticide à grande échelle de fillettes qui sont mortes parce que leurs parents préféraient avoir un garçon. Selon les estimations, 100 millions de femmes et de filles disparues ont été tuées ou forcées de subir un avortement en Asie à cause des répercussions que les politiques de planification familiale coercitives ont eues sur ce sexe en particulier.

Les politiques d'oppression de la Chine ont aussi fait entrave à son développement, à un moment où ses voisins connaissaient une croissance soutenue. Leurs effets seront durables, car la Chine compte un nombre disproportionné d'hommes et s'apprête à voir son taux de natalité s'effondrer. Des acteurs du développement international soutiennent que les familles moins nombreuses apportent un dividende démographique. Toutefois, nous sommes sur le point de constater les effets sociaux dévastateurs issus du vieillissement rapide de la population, qui résulte d'une baisse marquée de la population provoquée par des politiques coercitives en matière de planification familiale.

La politique limitant les couples à un seul enfant est un crime que le gouvernement de la Chine n'a pas commis seul. Le Fonds des Nations Unies pour la population, qui prétend rejeter la planification familiale oppressive, a récompensé la Chine pour cette politique et a financé le système de collecte de données qui l'a facilitée. Le Fonds des Nations Unies pour la population n'a toujours pas reconnu sa complicité dans ce crime et ne s'en est jamais excusé.

Les conservateurs comptent prôner une politique de développement qui oblige les Nations Unies et les autres institutions multilatérales à rendre des comptes, qui tire parti de l'expertise et de la participation du Canada et qui favorise un partenariat avec l'hémisphère Sud. Plutôt que de chercher à bouleverser les structures existantes de l'entreprise privée, de la religion et de la famille, nous voulons promouvoir les partenariats qui visent à aider la libre entreprise, la pratique religieuse et la famille à s'épanouir selon leur propre nature et raison d'être. C'est ainsi que doit vraiment se faire le développement humanitaire.

Nous mettrons de nouveau en œuvre une politique étrangère fondée sur des principes. Ce faisant, nous nous rangerons du côté des pays libres et des peuples en quête de liberté, contre les gouvernements oppresseurs et les institutions internationales coercitives. Nous nous opposerons aux politiques néo-colonialistes coercitives, qui restreignent la liberté et les choix, et nous défendrons le pouvoir du libre-échange et du libre marché pour lutter contre la pauvreté. Notre politique étrangère sera empreinte de l'idée de la solidarité comme vertu individuelle et collective, et non comme prétexte pour acquérir le pouvoir de coercition.

Nous favoriserons la croissance économique en offrant de la formation et du financement aux entrepreneurs les plus pauvres du monde pour qu'ils puissent trouver des débouchés, pour eux et pour leur famille. Nous établirons des partenariats avec les pays qui le souhaitent pour renforcer les systèmes de justice, lutter contre la traite des personnes, protéger la sécurité collective et promouvoir l'éducation favorisant le pluralisme.

L'éducation propluraliste n'est ni étroitement sectaire ni relativiste. Elle célèbre plutôt les traditions et les religions présentes dans les collectivités ainsi que les droits et les contributions des gens qui appartiennent à ces différentes religions. Promouvoir l'éducation propluraliste est essentiel pour aider les sociétés à se développer harmonieusement partout dans le monde. Nous lutterons

pour rétablir le rôle historique du Canada comme défenseur de la liberté de religion et de l'harmonie intercommunautaire.

À l'époque du premier ministre Stephen Harper, le Canada investissait davantage dans le développement international. Les forces armées recevaient elles aussi davantage, et nous avons même obtenu plus de votes aux Nations unies. Les platitudes du gouvernement actuel brossent un certain portrait du Canada et du monde, mais ce que racontent les chiffres est bien différent. Le Parti libéral affirme qu'il consacrera annuellement plus de fonds au développement international, bien qu'il n'ait pas précisé s'il parle de la valeur nominale, la valeur réelle, ou le pourcentage du revenu national brut, sans compter que ses contributions sont actuellement inférieures à celles du gouvernement de Stephen Harper.

Le gouvernement actuel dépense une partie sans cesse croissante de notre aide par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux plutôt que de collaborer avec des organismes de bienfaisance canadiens qui font directement appel à des Canadiens dans la prestation d'une aide essentielle, ce qui s'avère souvent plus efficace. Voilà qui dénote un manque de confiance du gouvernement du Canada envers les organismes canadiens.

Les conservateurs ont une vision différente de l'incidence d'une politique d'aide internationale robuste sur la promotion de nos valeurs. Les conservateurs estiment en effet que notre approche par rapport au développement international doit être empreinte de respect envers les pays en développement et favoriser la collaboration avec eux plutôt que d'imposer des doctrines révolutionnaires propres au collectivisme qui ne mènent à rien.

J'espère que, dans 50 ans, le budget que le Canada consacra au développement international sera de zéro dollar, puisque ces efforts ont pour but de créer des conditions qui permettront aux nations de se développer de manière à ne plus avoir besoin de la générosité des autres pour survivre et prospérer. À voir les politiques économiques des libéraux, j'ai plutôt l'impression que le Canada devra lui-même recevoir une aide au développement dans 50 ans, mais j'espère me tromper. J'espère qu'un jour l'aide au développement n'aura plus de raison d'être, grâce aux réformes qui auront été apportées, à l'éducation et au financement offerts et au démantèlement des derniers vestiges de l'oppression autoritaire. J'espère que les peuples libres auront su prospérer grâce à leur ingéniosité, avec le soutien et l'aide de familles et de collectivités solides.

• (1330)

Si nous offrons aujourd'hui un soutien stratégique et réfléchi à un type de développement international approprié, et que ce soutien s'accompagne d'une reddition de comptes rigoureuse et d'un accent sur les résultats, ce sera un pas dans la bonne direction.

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le député a beaucoup parlé de la pandémie. Selon ce que disent les conservateurs, puisque les choses sont toujours plus faciles à prévoir après coup, il aurait fallu appliquer, dès janvier, février et mars, ce que nous savons maintenant et les mesures que nous avons maintenant en ce qui concerne les masques, la fermeture des frontières et les aéroports.

Supposons qu'une machine à remonter le temps nous permette de retourner en février et en mars. J'aimerais avoir les impressions du député à propos des résultats qu'ont obtenus les pays qui se sont concentrés avant tout sur la fermeture des frontières, comme l'Italie et les États-Unis, comparativement aux résultats qu'ont obtenus les responsables de la santé publique au Canada.

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, selon le député, les choses sont toujours plus faciles à prévoir après coup. En fait, il lui aurait suffi d'écouter ce que l'opposition conservatrice demandait à l'époque, par exemple l'imposition de mesures plus strictes à la frontière.

Il a parlé d'autres pays qui ont pris de telles mesures, comme l'Italie et les États-Unis. L'Italie et les États-Unis ne sont pas des exemples de pays qui ont pris des mesures efficaces dans ce domaine. Il devrait plutôt parler des mesures prises par la Corée du Sud, Taïwan, la République tchèque, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Ces pays ont compris qu'il fallait instaurer des mesures de contrôle efficaces aux frontières, ainsi qu'imposer le port précoce du masque.

Les données scientifiques existaient. Lorsque le gouvernement disait aux gens qu'il était inutile de porter un masque parce que cela créerait un faux sentiment de sécurité pour certains, le fait est qu'ailleurs, le port du masque était déjà une réalité. Cette mesure était efficace en République tchèque, en Corée du Sud et à Taïwan, où les taux de mortalité demeurent inférieurs aujourd'hui.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. J'admire sa capacité à parler si vite.

Je l'entends beaucoup parler de pétrole et de gaz, mais je ne sais pas pourquoi il est si outré. Si on lit le moindre mot entre les lignes du discours du Trône, on voit clairement que le gouvernement va continuer de subventionner les entreprises gazières et pétrolières.

J'aimerais l'entendre parler d'énergies vertes. On a une expertise particulière au Bas-Saint-Laurent, à Matane. Marmen, qui travaille dans l'énergie éolienne, doit licencier des centaines d'employés par manque de projets dans le domaine.

Ne pense-t-il pas qu'il est temps que le gouvernement fédéral investisse enfin dans la transition énergétique et contribue à maintenir des emplois en région?

• (1335)

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, souvent je parle vite parce que j'ai beaucoup de choses à dire.

Sur la question des énergies vertes, je pense que c'est important de reconnaître la nécessité d'inclure dans cette catégorie le gaz naturel et d'autres exemples d'énergie qui peuvent réduire les émissions de gaz.

[Traduction]

Quant aux subventions, on en parle beaucoup, mais il est plutôt rare qu'on sache exactement ce qu'est une subvention. Par exemple, je suis très favorable à des mesures comme la déduction pour amortissement accéléré pour le secteur de la fabrication au sens large. Pas seulement la fabrication d'énergie, mais aussi d'autres formes de fabrication. La déduction pour amortissement accéléré est un incitatif qui encourage les entreprises à investir en leur permettant de reporter les impôts qu'elles doivent payer, mais je sais que certains

L'Adresse

gauchistes anti-énergie cherchent à qualifier de subvention toute mesure incitative qui encourage ce genre d'investissements.

La déduction pour amortissement accéléré est importante dans ma circonscription, car elle encourage le développement de nouvelles technologies plus propres, comme le développement de polypropylène, et d'autres solutions visant à rendre les transports et le développement énergétique plus efficaces. Ce sont là de bons incitatifs qui sont utiles, non seulement dans ma région, mais aussi ailleurs au pays, et qui peuvent stimuler les secteurs de la fabrication partout au pays.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, le prix du pétrole à l'échelle mondiale est actuellement en chute libre. Par ailleurs, il est également possible, voire probable, que la production de pétrole atteigne bientôt son point maximal. Comme on le sait, les sables bitumineux sont la source de pétrole la plus chère à exploiter au monde. Alors que le monde entier est confronté à l'urgence climatique et à la transition vers des sources d'énergie propres, BlackRock, HSBC, le fonds souverain de la Norvège et Shell ont retiré leurs investissements.

À l'heure actuelle, un grand nombre de travailleurs du secteur albertain de l'énergie souhaitent une transition et une approche équitables — et en ont besoin — notamment l'organisation Iron and Earth, qui réclame des solutions à la crise climatique, des initiatives vertes, l'appui aux communautés autochtones et l'autodétermination des Premières Nations.

Le député ne convient-il pas que c'est rendre un bien mauvais service à ces travailleurs de l'énergie de ne pas préconiser des investissements records dans l'énergie propre et de ne pas presser le gouvernement de s'engager dans cette voie? Je sais qu'en Alberta, où je suis allé et où j'ai vu le début de certains progrès, l'occasion s'offre de faire de tels investissements dès maintenant en réaction à la COVID et à la chute du prix du pétrole.

Le député ne partage-t-il pas mon avis quand je dis que les conservateurs ne rendent pas service aux travailleurs du secteur de l'énergie en ne réclamant pas de tels investissements? Considère-t-il que les travailleurs qui sont membres de l'organisation Iron and Earth appartiennent à la gauche radicale?

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, le député d'en face utilise clairement le discours sur la « transition équitable ».

C'est ce à quoi je m'attends de la part du NPD. Malheureusement, le gouvernement raisonne de plus en plus comme le NPD, notamment dans le discours du Trône, ce qui me préoccupe tout particulièrement.

Pour répondre directement à la question du député, selon moi, afin d'atteindre nos objectifs environnementaux, nous devons encourager et favoriser les améliorations dans le domaine de l'exploitation des ressources énergétiques tout en reconnaissant le fait que nous continuerons à utiliser de l'énergie. Dans ma circonscription et ailleurs, le secteur de l'énergie est porteur de toutes sortes d'innovations incroyables.

Le député représente une circonscription de la Colombie-Britannique. Je soupçonne qu'il est venu ici en avion. Je soupçonne qu'il a utilisé des pancartes électorales en plastique. En tout cas, dans ma circonscription, c'est ce qu'a fait le NPD. Nous devons utiliser des produits pétroliers. Ils font partie de notre vie. Ils feront partie de notre vie pendant un certain temps encore.

L'Adresse

Le choix est simple: fabriquons-nous ces produits au Canada, ce qui nous permettra de créer des emplois ici, et trouvons-nous des procédés plus écologiques, ou envoyons-nous ces emplois et ces débouchés économiques à l'étranger? Voilà le choix qui s'offre à nous. Malheureusement, le gouvernement nuit au secteur de l'énergie en ce moment, et nous devons...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La députée de Pickering—Uxbridge a la parole.

Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Etobicoke-Centre.

Aujourd'hui, je prends la parole au sujet du discours du Trône. Je souhaite d'abord rendre hommage à toutes les personnes ayant perdu la vie à cause de la COVID-19, de même qu'à l'ensemble des familles, des parents, des amis et des collectivités ayant perdu des êtres chers. Je suis très heureuse que certains soient maintenant guéris, comme mon estimée collègue de Brampton-Ouest. Malheureusement, tant de familles ont perdu des êtres chers à cause de ce virus.

C'est précisément en raison de ces pertes et de la gravité du virus qu'il était si important de présenter ce discours du Trône. Il fallait remettre le compteur à zéro. Nous traversons la plus grave crise depuis des générations. Les législateurs doivent jouer un rôle de premier plan. Ils doivent trouver des moyens d'assurer la sécurité et la bonne santé des Canadiens et de garantir que, lorsque la pandémie prendra fin, l'économie est plus solide qu'elle l'était avant la COVID-19, lorsque près d'un million d'emplois avaient été créés. Nous souhaitons retourner à cet état des choses. Cependant, la santé et la sécurité des Canadiens passent avant tout. C'est pourquoi il était si important de présenter le discours du Trône pour répondre à bon nombre des préoccupations soulevées.

La communauté des soins de longue durée a été particulièrement touchée dans ma circonscription, Pickering—Uxbridge. Si je ne m'abuse, à lui seul, l'établissement Orchard Villa a enregistré 78 décès. Près du tiers de sa population est décédée. C'était une immense tragédie. À Uxbridge, la communauté de Reachview Village a perdu 14 de ses membres. Ces aînés comptent parmi les personnes les plus vulnérables. Je suis de tout cœur avec les familles, de même qu'avec le personnel de ces établissements qui, chaque jour, fait des pieds et des mains pour assurer la sécurité de la communauté.

La COVID-19 a fait ressortir les lacunes dans les établissements de soins de longue durée. Je suis extrêmement reconnaissante envers les membres des Forces armées canadiennes qui sont venus prêter main-forte à Orchard Villa, dans ma circonscription. Honnêtement, la publication de leur rapport a été une bonne nouvelle pour bien des familles. À peine une semaine avant la publication de ce rapport, des familles m'ont décrit par vidéoconférence ce qu'elles avaient observé au sein de l'établissement et ce que vivaient les résidents, mais elles m'ont dit que personne ne les avait écoutées.

Les familles étaient frustrées parce qu'elles ne pouvaient pas aller prendre soin des membres de leur famille, et personne n'y faisait attention. Tout le monde disait qu'il y avait des problèmes par rapport à l'équipement de protection individuelle et à la séparation des personnes infectées et des personnes non infectées, et au fait que des employés allaient dans des sections où il y avait des gens atteints de la COVID-19, puis dans des sections sans personnes atteintes de cette maladie. Or, personne n'a réagi. Lorsque les Forces armées canadiennes ont présenté ce rapport, les familles concernées ont pu se

faire entendre. Toutes leurs préoccupations ont alors été mises à l'avant-plan, et nous en avons parlé.

Lors de la présentation du discours du Trône, mes collègues et moi, qui avons étudié ce dossier, et plus particulièrement les familles des résidents, étions ravis que l'on reconnaisse la nécessité de mettre en place des normes nationales pour les centres de soins de longue durée. Elles sont absolument nécessaires. Il aurait probablement fallu les mettre en place avant la pandémie, mais celle-ci a vraiment mis en lumière certaines lacunes auxquelles il fallait remédier. La création de normes nationales est une façon de s'assurer qu'une tragédie comme celle-là ne se produira plus et de veiller à ce que l'on respecte les normes de soins aux aînés les plus vulnérables dans toutes les régions du pays.

En ce qui concerne les centres de soins de longue durée, le discours du Trône a aussi souligné l'intention de modifier le Code criminel de manière à imposer des sanctions à toute personne qui néglige les aînés. Nous avons lu des histoires horribles dans le rapport des Forces armées canadiennes. Nous avons appris notamment que, dans la résidence qui se trouve dans ma circonscription, on gardait sous clé de l'équipement de protection individuelle et des outils essentiels au sous-sol. Ce matériel aurait pu prévenir des morts s'il avait été mis à la disposition du personnel et des gens dévoués envers leur collectivité.

● (1340)

Ainsi, cette modification au Code criminel est essentielle pour veiller à ce que les personnes qui prennent soin des Canadiens les plus vulnérables soient dorénavant tenues responsables. Je pense que c'est le premier ministre qui a dit que nous devons, en tant que pays et en tant que société, nous pencher sur les raisons qui ont motivé le recours aux militaires pour prendre soin des personnes âgées pendant la crise. Je sais que c'est une question que je me pose souvent. J'espère que tous les députés à la Chambre ainsi que tous les Canadiens tiendront compte de cette situation lorsque nous prendrons des décisions dans le dossier des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée.

Le prochain élément du discours du Trône qui, selon moi, est essentiel et a pris une résonance particulière pour de nombreuses personnes, y compris pour les gens de ma collectivité et moi-même, est l'incidence de la crise sur les femmes. Les femmes sont celles qui, le plus souvent, ont été contraintes de s'absenter du travail pour prendre soin d'un être cher qui est tombé malade. Ce sont surtout les femmes qui se sont absentes du travail pour prendre soin des enfants lorsque les écoles ont fermé. Il était intéressant de constater que beaucoup de mes amies en télétravail devaient s'occuper de leurs enfants en même temps. Cette situation justifie certainement le besoin de services de garde d'enfants. Il est extrêmement important d'avoir des services de garde d'enfants fiables dans l'ensemble du pays.

L'Adresse

Je vis dans la région du Grand Toronto et les services de garde d'enfants sont incroyablement coûteux, quand il y en a. Cette reconnaissance vis-à-vis d'un programme national de garde d'enfants était absolument nécessaire avant la COVID, qui a une fois de plus fait ressortir les besoins en matière de garde d'enfants et la nécessité de faire en sorte que les femmes ne subissent pas les contrecoups des changements économiques, parce que les aidants naturels sont souvent des femmes. Il y a encore tant à faire du point de vue de l'équité salariale et pour s'assurer que les femmes soient intégrées harmonieusement à l'économie. Tout obstacle à ce moment-ci ne ferait que nuire au processus visant à garantir aux femmes un salaire égal pour un travail égal.

Afin de s'attaquer à cette question, il fallait établir un plan d'action pour les femmes dans l'économie. Nous devons comprendre toutes les conséquences à court et à long terme qu'aura eues la COVID pour garantir que les femmes puissent recommencer à contribuer à l'économie autant qu'avant, voire encore plus. Selon la statistique dont nous disposions avant la pandémie, si la participation des femmes au marché du travail était au même niveau que celle des hommes, le PIB grimperait d'environ 3 %. Voilà le genre de progrès économique qu'il nous faut au pays.

Beaucoup de choses sont mentionnées dans le discours du Trône, mais un domaine qui est particulièrement important est l'appui aux étudiants. Les étudiants ont été durement touchés, car l'été est souvent une période où ils travaillent afin de pouvoir payer leur loyer ou leurs études collégiales ou universitaires. Les étudiants font partie des gens qui n'avaient pas d'emploi, en plus d'avoir à retourner aux études et à engager des dettes d'études. Ainsi, le soutien que nous offrirons aux étudiants pour qu'ils ne soient pas énormément endettés et qu'ils aient un emploi à la fin de leurs études profitera non seulement aux étudiants, mais aussi à l'économie.

Un autre élément est le Fonds pour la large bande universelle. Ma circonscription est à la fois semi-rurale et urbaine. Bien qu'elle soit située à côté de Toronto, elle n'a pas de services à large bande adéquats. Encore une fois, il s'agit d'un problème qui existait avant l'arrivée de la COVID, mais, durant la pandémie, alors que les enfants fréquentent l'école à distance ou que les gens travaillent de la maison, la connectivité est devenue un problème majeur. Je me félicite que nous comptons remplir cet engagement plus rapidement.

Je tiens à signaler que la subvention salariale et la PCU ont vraiment aidé ma collectivité. Sans ce soutien, les entreprises auraient fermé leurs portes. À l'avenir, je sais que nous allons être là pour continuer à aider les Canadiens.

Par ailleurs, la meilleure façon de donner un coup de pouce à l'économie est de nous attaquer à la crise sanitaire. Les Canadiens savent que les députés libéraux seront là pour les aider. Nous veillerons sur leur santé et leur sécurité. Nous nous assurerons que l'économie redevient aussi forte qu'elle l'était avant la COVID-19, et même encore plus forte, car nous croyons qu'investir dans les Canadiens est le meilleur moyen de faire croître l'économie.

• (1345)

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, je conviens que la mort d'ainés dans des centres de soins de longue durée est une tragédie nationale. Toutefois, la réaction du gouvernement libéral à cette tragédie est d'établir des normes nationales dont la mise en œuvre prendra probablement des années, et c'est sans parler du fait que cet enjeu relève de la compétence provinciale.

La députée sait-elle que l'Association médicale canadienne a rédigé un rapport qui examine des recherches menées sur les différences entre les centres de soins en Ontario et en Colombie-Britannique, plus précisément ce qu'ils ont fait de bien et ce qu'ils ont fait de mal? C'est une question d'équipement de protection, de prévention des infections et de formation. Or, le discours du Trône n'offre aucune aide fédérale à court terme aux provinces, même pas d'aide financière, afin de leur permettre de prendre les mesures nécessaires pour traverser la deuxième vague. C'est bien beau de parler de normes nationales, mais le gouvernement ne prend pas de mesures concrètes, de mesures qui nous aideront à mieux composer avec la deuxième vague qui s'en vient.

• (1350)

Mme Jennifer O'Connell: Monsieur le Président, j'ai du mal à croire que pour les conservateurs, le versement de 16 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour qu'ils puissent lutter contre la COVID-19 n'est pas une mesure pratique.

En fait, nous avons été là. Nous avons été là pour les collectivités, les Canadiens, les provinces et les municipalités, tandis que les conservateurs parlaient de ne rien faire. Ils nous ont dit de ne pas intervenir et de laisser les entreprises gérer la situation.

Je peux dire à la députée que sans l'aide que nous avons offerte, les entreprises auraient fermé définitivement leurs portes. Elles n'auraient pas pu être là pour soutenir leurs employés, et les employés n'auraient pas eu assez d'argent pour nourrir leur famille. Nous créerons des normes nationales pour garantir qu'à l'avenir, tous les Canadiens, partout au pays, recevront les soins de qualité qu'ils méritent.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Je dois déplorer le fait que ce discours lance la pierre à des systèmes qui sont déjà malmenés et qui font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont.

Il y a une certaine désinformation concernant les actions prises. Il est faux de prétendre que le Québec, notamment, a attendu le rapport de l'armée avant d'agir. Le Québec a mis sur pied des formations et fait des appels aux préposés, et c'était avant la publication le fameux rapport.

Cela dit, la Chine a connu sa première vague dès octobre. Nous avons tous vu, en novembre et en décembre, les mesures qui ont été prises là-bas. Dès la fin de janvier, à la Chambre, des questions étaient posées pour savoir ce qu'il était possible de mettre en œuvre à ce moment. On ne peut pas revenir en arrière, mais on peut éviter de reproduire les erreurs du passé.

Si une telle situation survenait de nouveau, à quel moment et comment le gouvernement devrait-il agir à titre préventif?

Je rappelle qu'il manque quand même de 23 milliards à 51 milliards de dollars annuellement, et non temporairement, aux budgets de la santé du Québec et des provinces.

L'Adresse

[Traduction]

Mme Jennifer O'Connell: En fait, monsieur le Président, rien n'est reproché aux provinces et aux territoires. Cependant, la COVID-19 a révélé l'existence de problèmes systémiques dans le secteur des soins de longue durée. Si le gouvernement québécois a agi rapidement, à mon avis, c'est fantastique. Il aurait fallu que chaque province et chaque territoire prenne cette situation au sérieux.

Cependant, puisque nous avons des normes nationales pour la construction, pourquoi ne pas en avoir pour protéger nos aînés les plus vulnérables? Si les provinces et les territoires veulent en faire plus, tant mieux, mais nous devons veiller à garantir dans tout le Canada un certain niveau de soins pour les aînés les plus vulnérables.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je reprends là où nous en étions avec les deux dernières questions, qui portaient sur les normes nationales pour les soins de longue durée.

Je suis entièrement d'accord: nous avons besoin de normes nationales améliorées. Cependant, le problème que pose cette idée est que nous avons déjà en place des normes provinciales qu'aucune province ne respecte, ce qui s'explique par un financement inadéquat.

Le NPD propose d'intégrer les soins de longue durée à la Loi canadienne sur la santé, ce qui nous permettrait d'y consacrer des fonds tous les ans et ainsi rémunérer les préposés aux soins suffisamment pour qu'ils acceptent cet emploi, le conservent et fournissent les soins requis pour respecter les normes nationales établies.

Mme Jennifer O'Connell: Monsieur le Président, je suis plutôt d'accord avec mon collègue. Cependant, nous devons faire le nécessaire pour créer des normes nationales, consulter les experts pour savoir quelle est la meilleure méthode de financement, et exiger une reddition de comptes.

Si nous injectons des fonds supplémentaires dans les établissements de soins de longue durée, qui relèvent de la compétence des provinces, je veux recevoir l'assurance que ces fonds seront utilisés et qu'on me garantisse que l'équipement de protection individuelle ne sera plus gardé sous clé, contrairement à ce qui s'est passé dans ma localité, où le tiers des résidents d'un établissement sont décédés.

• (1355)

M. Yvan Baker (Etobicoke-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole pour répondre au discours du Trône.

J'aimerais d'abord offrir mes condoléances aux résidents de ma collectivité — et à tout le monde au pays, en fait — qui ont perdu des êtres chers et des amis à cause de la COVID-19.

Nous nous concentrons à juste titre sur ce qui nous attend et sur ce que nous allons faire pour prêter main-forte aux Canadiens. Toutefois, il est toujours important de ne pas perdre de vue les dommages que la pandémie a faits jusqu'ici. Le fait de garder cela à l'esprit nous incitera toujours davantage à nous assurer de poser les bons gestes pour la suite des choses.

Avant de passer au discours du Trône, j'aimerais aussi remercier d'autres groupes. Dans ma collectivité, comme partout ailleurs au Canada, des héros ont émergé. L'un de ces groupes de héros est

constitué par les travailleurs de la santé, c'est-à-dire les médecins, le personnel infirmier, les techniciens, le personnel de soutien et d'autres qui se sont mobilisés, qui ont travaillé aux premières lignes et qui ont pris des risques, surtout au début de la pandémie, pour servir les Canadiens. Je les remercie de ce qu'ils ont fait pour nous.

Je remercie aussi énormément les travailleurs essentiels de première ligne. Les députés se rappelleront qu'au début, soit en mars, avril et mai, alors qu'une grande partie de l'activité économique était paralysée, ou que les gens devaient du moins travailler à la maison, certains Canadiens devaient quand même se rendre au travail. Ces travailleurs étaient au poste pour soutenir l'économie et notre qualité de vie. Je les en remercie, particulièrement ceux de ma circonscription, Etobicoke-Centre.

Enfin, je remercie également les personnes de ma circonscription qui sont intervenues pour aider leurs concitoyens. Un nombre incalculable de gens de ma collectivité et de diverses collectivités partout au Canada ont du mal à joindre les deux bouts. Dans mon coin de pays, des gens ont répondu à l'appel, notamment en faisant du bénévolat, en faisant des dons à une banque alimentaire, en livrant de la nourriture à des aînés et en conduisant des personnes à des rendez-vous médicaux. Ces Canadiens ont aidé leurs concitoyens et je tiens à les en remercier. Je suis vraiment impressionné de la solidarité dont font preuve les gens de ma collectivité et de l'ensemble du pays.

Au début de la pandémie, je me trouvais probablement dans la même situation que de nombreux autres députés, c'est-à-dire que je recevais une multitude d'appels et de courriels de la part de concitoyens qui demandaient de l'aide, que ce soit pour avoir accès à des ressources en santé, parce qu'ils voulaient donner leur point de vue sur les démarches du gouvernement, ou parce qu'ils étaient dans une situation difficile, qu'ils avaient perdu leur emploi ou que leur revenu avait chuté ou disparu.

J'ai reçu un appel particulièrement mémorable d'une femme de ma circonscription qui demandait de l'aide. Avant d'entrer dans le vif du sujet, elle m'a demandé comment j'allais. Je lui ai dit que je recevais une multitude d'appels et de courriels et que beaucoup de gens avaient besoin d'une aide considérable. Je lui ai dit que je m'étais présenté aux élections dans le but d'aider les gens. C'est alors qu'elle m'a interrompu: elle m'a dit que c'était décidément un bon moment pour aider les gens.

Si je vous parle de cette conversation, c'est parce qu'elle met en lumière un point crucial que nous devrions tous garder à l'esprit aujourd'hui: nous nous trouvons à un moment déterminant, et nous avons tous — surtout ceux d'entre nous qui ont été élus à des postes de décision et de responsabilité — la possibilité d'agir dès maintenant. Nous nous trouvons à un moment déterminant, où les Canadiens ont besoin de nous et où nous avons la possibilité de les aider et de faire du Canada un pays plus fort.

J'espère que tous les députés saisiront la chance qui s'offre à eux. Cela dit, je reviens au discours du Trône, parce que si je pense au travail que nous avons à accomplir, je pense à aider les Canadiens, à veiller à les protéger du virus et à rebâtir le Canada sur des bases plus solides. Le discours du Trône met l'accent sur ces objectifs.

J'aimerais aborder certains éléments du discours du Trône qui, selon moi, sont particulièrement importants. Premièrement, protéger les Canadiens. De nombreuses mesures ont été prises à cet effet, par exemple limiter la propagation du virus en misant sur la distanciation sociale, en imposant des restrictions sur les voyages, en fermant les frontières, et en assurant la mise en quarantaine des personnes qui ont reçu un résultat positif et en identifiant les personnes avec qui elles ont été en contact. De plus, le gouvernement a augmenté la capacité du système de santé et consenti des sommes considérables aux provinces pour qu'elles puissent améliorer la capacité de leur système de santé respectif afin de soigner les personnes atteintes de la COVID-19. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour investir le plus possible dans les traitements, surtout la recherche sur les vaccins potentiels.

D'innombrables mesures ont été prises pour garantir la passation de marchés sur l'approvisionnement en vaccins, pour établir la capacité de fabrication de vaccins, et pour que des contrats soient en place avec les diverses personnes responsables de la recherche médicale de façon à ce que, lorsqu'un vaccin sera prêt, les Canadiens y aient accès.

Nous avons aussi investi 19 milliards de dollars dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire. Il est intéressant d'entendre les députés de l'opposition se demander ce qu'a fait le gouvernement pour soutenir les provinces et financer leurs dépenses en santé en cette période difficile. Ces 19 milliards de dollars me semblent plutôt importants, et une grande partie de ces fonds ont été consacrés à la santé. Ils ont servi au dépistage et à la recherche des contacts. Il y a également l'investissement de 2 milliards de dollars dans le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, pour aider les provinces à assurer une rentrée scolaire en toute sécurité et à protéger la santé des enfants et des familles.

Ce sont là quelques exemples des mesures qui ont été prises en santé pour protéger les Canadiens contre le virus.

• (1400)

Le vice-président: Nous passons maintenant aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, chaque jour, un Canadien sur huit a de la difficulté à acheter de la nourriture abordable et nutritive. Pendant la pandémie, cette proportion est passée à un Canadien sur sept.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement libéral fédéral a pris des mesures d'urgence pendant la pandémie. Il a lancé un fonds d'urgence de 100 millions de dollars et un programme d'achat des aliments excédentaires doté de 50 millions de dollars et a injecté 25 millions de dollars dans le programme Nutrition Nord Canada.

Dans ma circonscription, Davenport, Community Food Centres Canada se consacre à la lutte contre l'insécurité alimentaire et ses causes sous-jacentes. L'organisme accomplit un travail essentiel dans l'ensemble du Canada. Selon un rapport qu'il vient de publier, 81 % des personnes touchées par l'insécurité alimentaire disent que cela a des conséquences sur leur santé physique, 79 % disent que

Déclarations de députés

cela a des répercussions sur leur santé mentale et 53 % disent qu'à cause de cela, il leur est difficile de trouver un sens à la vie.

Les représentants de Community Food Centres m'ont fait savoir à quel point ils étaient ravis de l'engagement à combattre l'insécurité alimentaire au Canada que contient le discours du Trône. Le moment est venu de bâtir un Canada plus fort et plus équitable. Je suis impatiente de travailler avec mes collègues à la Chambre pour remplir les engagements pris par le gouvernement dans le discours du Trône et pour que tous les Canadiens puissent se procurer des aliments abordables et nutritifs.

* * *

JOCK OSLER

M. Len Webber (Calgary Confederation, PCC): Monsieur le Président, l'été dernier, la communauté de Calgary a dit au revoir à l'un de ses géants: M. Jock Osler. La majorité des personnes ont d'abord entendu parler de M. Osler lorsqu'il était journaliste au *Calgary Herald*. Il est par la suite devenu le rédacteur principal au *Financial Times*. Il était aussi une légende dans le domaine des relations publiques du secteur pétrolier en Alberta. M. Osler a aussi été l'attaché de presse de l'ancien premier ministre Joe Clark. Par la suite, Brian Mulroney lui a confié un rôle au sein de l'ambassade du Canada à Washington.

Au fil des années, M. Osler a habité à Ottawa, à Winnipeg, à Montréal et à Washington, mais c'est à Calgary qu'il se sentait chez lui. Il a été un bénévole infatigable, un collaborateur passionné de la communauté artistique, un porte-parole pour le grand spectacle du Stampede de Calgary et un admirateur tout au long de sa vie des Stampedeurs de Calgary.

Lui et moi avons eu plusieurs échanges au sujet du don d'organes. Ayant reçu une greffe du rein en 2005, il était très reconnaissant de cette transplantation qui lui avait sauvé la vie. Cela lui a permis de rester parmi nous pendant encore 15 ans. Jock Osler était adoré par sa famille, et il laisse dans le deuil son épouse, Diana, ainsi que ses enfants et nombreux petits-enfants.

* * *

[Français]

DEUX ENTREPRISES DE LAC-SAINT-JEAN

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le 28 septembre dernier, deux entreprises de ma circonscription ont causé la surprise lors de la soirée de gala virtuelle des Mercuriades en remportant quatre prix. En effet, la Coopérative forestière de Petit Paris de Saint-Ludger-de-Milot a été honorée dans la catégorie « PME santé et sécurité au travail », tandis que les Serres Toundra de Saint-Félicien ont réussi un véritable tour de force en récoltant trois prix, dont celui de PME de l'année.

Je tiens à féliciter ces deux fleurons de l'économie jeannoise, qui nous démontrent tout le talent et le savoir-faire des gens de chez nous. Je suis très fier de souligner leur réussite devant vous, monsieur le Président, car ces deux entreprises sont non seulement des exemples de résilience devant l'adversité, mais aussi la preuve qu'il est possible d'exploiter nos ressources de façon respectable et profitable, sans le concours de capitaux internationaux, et que l'on peut travailler à l'autonomie alimentaire du Québec avec succès.

Bravo à la Cooperative Forestière de Petit Paris!

Bravo aux Serres Toundra!

Déclarations de députés

Le Président: Avant de continuer, j'aimerais rappeler à tout le monde et particulièrement aux hommes que, pour prendre la parole à la Chambre, que ce soit en personne ou par vidéo, le port du veston et de la cravate est nécessaire.

Ici, je vois que le député porte la cravate, mais pas le veston. Comme l'honorable député rapportait une bonne nouvelle, je ne l'ai pas interrompu.

Nous continuons avec l'honorable député de Laval—Les Îles.

* * *

POSTES CANADA

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier du fond du cœur tous les employés de Postes Canada. Depuis le début de la pandémie, ils ont montré une détermination exemplaire à servir tous les Canadiens partout au pays. Ils ont risqué leur vie et celle de leurs familles et le font toujours en se déplaçant partout au pays afin que chacun de nous puisse recevoir son colis chez soi en toute sécurité.

• (1405)

[Traduction]

J'aimerais également remercier la Société canadienne des postes pour les efforts extraordinaires qu'elle a déployés afin de respecter les directives de Santé Canada, et ce, afin de préserver la santé et la sécurité de ses employés, un élément très important pour lutter contre la pandémie et pour les aider à continuer à travailler dans un environnement sûr.

[Français]

Je tiens à souligner leur excellent travail, leur dévouement, leur coopération et l'aide qu'ils ont apportée à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens durant ces temps difficiles.

* * *

[Traduction]

L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES NOIRS

M. Ramesh Sangha (Brampton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le quatrième pilier du discours du Trône consiste à créer un pays plus inclusif pour les Autochtones, les personnes racialisées et les Noirs. C'est un grand pas pragmatique dont nous avons bien besoin en ce moment.

Dans la circonscription de Brampton—Centre, de nombreux entrepreneurs noirs ont dû surmonter des barrières économiques considérables avant d'atteindre le succès. Durant un des entretiens que j'ai eus avec M. Robert de la station de télé nigériane FEVA, j'ai perçu une vague d'optimisme et de réjouissance à l'égard du tout premier Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, dans lequel le gouvernement a investi 221 millions de dollars avec ses partenaires. Ce programme fantastique donnera aux communautés noires les moyens économiques nécessaires pour apporter des changements transformateurs durables, non seulement dans ma circonscription, mais partout au Canada.

* * *

FÉLICITATIONS À L'OCCASION D'UN DÉPART À LA RETRAITE

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage au pasteur Ray

Matheson, qui prend sa retraite après avoir consacré sa vie à servir Jésus-Christ.

Chaque fois qu'un besoin se faisait ressentir, on pouvait s'attendre à ce que le pasteur Ray accomplisse des miracles. Ray trouvait un lit pour les nouveaux Canadiens, préparait des repas pour les personnes malades ou éplorées et offrait un lit aux sans-abri dans sa propre maison. Son sixième sens lui permettait également de bien cerner les gens. Il pouvait téléphoner à toute heure du jour pour demander de l'aide pour un étranger ou s'enquérir de ce dont on avait besoin. J'ai moi-même vécu cette expérience: il y a deux ans, le jour où ma benjamine est décédée, le pasteur Ray a su mystérieusement à minuit que quelque chose s'était produit. Il m'a appelé et m'a demandé si j'avais besoin de quoi que ce soit. Puis, à 1 heure, il s'est présenté à l'hôpital et est resté avec nous pendant des heures, jusqu'à ce que nous nous sentions mieux.

Ray est comme les pages jaunes, Uber Eats et un adjudant-chef, tout à la fois. Je souhaite à Ray et à son épouse Dee une très heureuse retraite. Même s'il recevra sa pension de retraite, nous savons que Ray restera l'ange gardien de Calgary.

* * *

LA PLANIFICATION URBAINE

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, au cours des quelques derniers mois, les résidents de Whitby m'ont dit qu'ils veulent que la reprise économique s'accompagne de mesures audacieuses en matière de lutte contre les changements climatiques. Je veux profiter de cette occasion pour souligner le travail colossal effectué par le personnel de la Ville de Whitby sur de nombreux mois afin d'élaborer une norme verte, et l'en féliciter.

La semaine dernière, le conseil municipal a adopté cette norme à l'unanimité, faisant ainsi de Whitby la première ville en dehors de Toronto à mettre en œuvre une telle norme, une norme qui rehausse les exigences pour toute nouvelle construction dans la ville. À l'échelle nationale, les bâtiments représentent 21 % de nos émissions. Dans la région du Grand Toronto et de Hamilton, c'est plus de deux fois ce taux.

Les villes canadiennes continuent de s'étendre et de grossir. Nous devons veiller à ce que la construction se fasse selon les normes du XXI^e siècle. Nous pouvons tant accomplir en optant pour les normes les plus élevées et la collaboration. Le conseil municipal de Whitby a agi en chef de file et j'espère que d'autres villes du pays s'en inspireront et feront de la durabilité un élément central de la planification et de l'aménagement urbains.

* * *

LA RÉPONSE COMMUNAUTAIRE À LA COVID-19

M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.): Monsieur le Président, je remercie sincèrement les habitants de Miramichi—Grand Lake de leur force et de leur soutien pendant la pandémie de COVID-19. Les responsables de la santé publique ont demandé aux gens qui pouvaient rester chez eux de le faire afin de minimiser la propagation du virus et je remercie tous ceux qui l'ont fait. Je remercie également les travailleurs de première ligne qui nous ont permis de traverser la pandémie.

[Français]

Je dis merci aux employés des épiceries, aux médecins et aux infirmières, aux transformateurs d'aliments, aux livreurs, aux premiers intervenants et à tous les autres citoyens qui se sont mobilisés pour nous aider à traverser cette période difficile.

• (1410)

[Traduction]

Les habitants du Nouveau-Brunswick ont uni leurs efforts et ont suivi avec diligence les lignes directrices afin de faire de leur province l'un des endroits les plus sûrs en Amérique du Nord.

* * *

LE FONDS D'ASSAINISSEMENT DU LAC SIMCOE

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, c'est incroyable. Cela fait 362 jours, soit près d'une année entière, que la vice-première ministre a annoncé le rétablissement du Fonds d'assainissement du lac Simcoe, ici, sur les rives du lac Simcoe, et nous attendons toujours. Après des années d'investissements par les conservateurs, les libéraux ont annulé le fonds d'assainissement en 2017, ce qui a mis en péril le lac Simcoe. Malheureusement, la promesse des libéraux de rétablir le fonds d'assainissement semble n'être qu'une autre promesse non tenue de la part d'un gouvernement incapable de respecter ses engagements.

Le lac a besoin d'être nettoyé dès maintenant, mais cela ne règle pas le problème. Il faut en faire davantage pour l'environnement. Les Canadiens souhaitent également que des mesures concrètes soient prises pour lutter contre les déchets plastiques. Depuis trop longtemps, le Canada expédie ses déchets à d'autres pays pour qu'ils s'en occupent. Trop souvent, ces déchets sont mal éliminés et finissent par se retrouver dans nos eaux, y compris dans des lacs comme celui-ci.

Il est temps de prendre des mesures dans le dossier du lac Simcoe et pour tous les députés d'appuyer mon projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-204, visant à interdire l'exportation de déchets de plastique.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, en 2002, je suis intervenue lors d'une conférence de presse aux côtés de l'ancien député Irwin Cotler afin de dénoncer l'enlèvement et la détention illégale du Dr Wang Bingzhang par le Parti communiste chinois.

Le Dr Bingzhang est le fondateur du Mouvement démocratique chinois à l'étranger. Ayant obtenu son doctorat de médecine à McGill, il a été inspiré par les valeurs démocratiques du Canada et a rêvé d'une Chine où elles pourraient prendre leur essor.

Le Dr Bingzhang croupit en isolement cellulaire depuis plus de 18 ans en raison de la démarche pacifique qu'il a entreprise pour mener des réformes démocratiques, à la suite d'un procès à huis clos qui a duré une demi-journée. Ce procès a servi d'avertissement pour toute personne tentée de suivre l'exemple du Dr Bingzhang. La santé de l'homme âgé de 72 ans se détériore sérieusement à la suite de plusieurs accidents vasculaires cérébraux débilissants.

Je tiens à souligner le travail remarquable effectué par le Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne et par le Wallen-

Déclarations de députés

berg Advocacy Group, qui fait partie de la Faculté de droit de l'Université McGill.

Je prie les députés de m'écouter: assez, c'est assez. J'ajoute ma voix à celles des députés des cinq partis fédéraux pour demander au Parti communiste chinois de libérer immédiatement le Dr Wang Bingzhang et de le rapatrier auprès de sa famille au Canada.

* * *

LA FÊTE DE SOUCCOTH

Mme Nelly Shin (Port Moody—Coquitlam, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour me joindre à la communauté juive de ma circonscription, du Canada et du monde entier pour célébrer Souccoth.

Vendredi soir dernier, les juifs canadiens ont marqué le début de ce joyeux festival d'une durée de huit jours. Le festival commémore les 40 ans au cours desquels les anciens Israélites ont erré dans le désert du Sinaï dans des habitations temporaires. Traditionnellement, pendant le festival, de nombreuses familles construisent des abris temporaires en plein air, des sukkahs, pour y habiter durant cette fête importante.

Malheureusement, l'antisémitisme continue de menacer la paix et la liberté du peuple juif. Au Canada, la communauté juive reste le groupe le plus touché par les crimes haineux. L'histoire nous a appris que la recherche de boucs émissaires et les propos diffamatoires envers les Juifs ont conduit à l'Holocauste, qui a entraîné le massacre de près de six millions de Juifs. Aujourd'hui et pour toujours, j'exprime ma solidarité avec le peuple juif en m'élevant contre tous les actes antisémites.

Au nom du caucus conservateur, je souhaite à tous les Canadiens juifs qui célèbrent Souccoth *chag sameach*.

* * *

L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, l'Union interparlementaire, ou UIP, est une organisation internationale de parlements nationaux. L'une de ses principales initiatives est de promouvoir la parité hommes-femmes dans les assemblées législatives. Par conséquent, j'ai applaudi quand la sénatrice Salma Atallahjan, une Canadienne forte, s'est portée candidate pour devenir présidente de l'organisation.

Or, quelque chose d'étrange est arrivé. Certains membres de l'UIP tentent d'intimider la sénatrice, la seule femme à s'être portée candidate, pour qu'elle retire sa candidature. En tant que femme parlementaire, je trouve offensant qu'une organisation internationale qui prétend défendre la participation des femmes en politique et qui reçoit beaucoup de deniers publics du Canada envisage de discuter du retrait d'une femme de la liste des candidats à sa présidence.

La sénatrice Atallahjan incarne un esprit de collaboration multilatérale dont le monde entier a grandement besoin en ce moment. J'exhorte le gouvernement du Canada à appuyer publiquement l'entreprise de la sénatrice, à dénoncer publiquement les efforts visant à empêcher une Canadienne forte de se porter candidate et à rappeler à l'UIP l'ampleur des contributions que le Canada lui verse.

Questions orales

● (1415)

LE LOGEMENT

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, la crise du logement au Canada a commencé en 1993 lorsque les libéraux ont annulé le programme national de logement abordable.

Bon an mal an, il y a 230 000 Canadiens qui se retrouvent sans logement et 1,7 million de ménages qui vivent dans des logements qui sont inabordables et en deçà des normes. Bien qu'il ait déclaré en 2017 que le logement était un droit de la personne fondamentale, le premier ministre n'a rien fait pour appuyer sa prise de position de mesures concrètes. Le plan des libéraux se limite à la construction de 150 000 logements abordables sur 10 ans, ce qui signifie dans les faits que l'on juge acceptable de laisser 100 000 Canadiens sans domicile. Dès le début, la stratégie en matière de logement était un échec planifié. Une initiative visant la construction rapide de 3 000 unités ne suffit pas lorsqu'on sait qu'à Vancouver seulement, plus de 2 000 personnes sont sans abri.

Les ratés du gouvernement ont des conséquences bien réelles. Les gens vivent dans des campements, comme à Strathcona, et des familles autochtones se voient enlever leurs enfants parce qu'elles n'ont pas accès à des logements sécuritaires et abordables.

C'en est fini du recyclage d'annonces. Idem pour les excuses. Les Canadiens ont besoin dès maintenant de vraies demeures.

* * *

[Français]

**LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES
DISPARUES ET ASSASSINÉES**

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, chaque année, le 4 octobre, des vigiles sont organisées pour commémorer de nombreuses femmes et jeunes filles autochtones assassinées ou disparues.

Chez nous, la septième vigile des Sœurs par l'esprit a eu lieu de façon virtuelle sur la page Facebook du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Le Centre a choisi de se tourner vers les arts pour commémorer leurs mémoires. Tout particulièrement, nous avons souligné celle de Joyce Echaquan, la jeune femme autochtone décédée la semaine dernière dans des circonstances inacceptables.

Durant la journée, il y a eu le lancement du livre *Elles se relèvent encore et encore*, écrit par Julie Cunningham, et aussi une projection du film *Rustic Oracle*, réalisé par Sonia Bonspille Boileau, au cinéma Capitol de Val-d'Or.

Au nom de toutes les femmes disparues et assassinées, il faut mettre en œuvre des solutions comme, par exemple, l'application immédiate des recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

* * *

[Traduction]

L'UNITÉ NATIONALE

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, notre pays est à la croisée des chemins. Nous nous retrouvons avec une sérieuse crise économique, une crise sanitaire attribuable à la pandémie, mais aussi avec une crise d'unité nationale. Le fait que des millions de Canadiens estiment ne pas être correcte-

ment représentés au Parlement signifie que quelque chose ne tourne pas rond.

Est-ce la faute du premier ministre? Pas vraiment; il ne fait qu'exploiter la situation. Il s'agit d'un problème qui est aussi vieux que la Confédération elle-même. Je demande aux Canadiens s'ils pensent que les choses iraient mieux s'il y avait moins de provinces. Croient-ils vraiment que les choses iraient mieux? La réponse est un non catégorique.

Notre pays est immense. Notre pays est magnifique. C'est un pays qui s'est amélioré grâce à ses habitants. Nous faisons l'envie du monde entier. Le Canada est un pays qui mérite qu'on le défende, et je vais toujours me battre pour lui.

* * *

LES ARTS ET LA CULTURE

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour souligner la résilience, la générosité et la créativité dont font preuve les artistes, artisans, techniciens et travailleurs du secteur culturel partout au Canada.

La pandémie de COVID-19 a complètement chamboulé le milieu culturel et, pourtant, nos artistes continuent de réinventer un univers qui nous permet de rêver et qui contribue à notre mieux-être pendant cette période difficile.

[Français]

Dans la circonscription de Châteauguay—Lacolle, les organismes, les artistes et les artisans ont fait preuve de créativité pour permettre à la population de continuer à se divertir pendant le confinement.

Je pense à la Société du Musée du Grand Châteauguay, au festival Art et bruit et au bistro culturel Cœur de village, à Saint-Isidore.

Je souhaite féliciter la peintre et sculptrice Louise Page de Sainte-Martine, première femme lauréate du prix Reynald-Piché, remis récemment par le Conseil de la culture de la MRC de Beauharnois-Salaberry.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, hier, *La Presse* rapportait que moins de 3 % des ventilateurs commandés par le gouvernement ont été livrés. Pourtant, plusieurs producteurs d'équipements locaux sont toujours en attente de leur accréditation. La compagnie Vexos a obtenu un contrat pour 10 000 respirateurs en mai. Cependant, elle vient juste de recevoir son accréditation.

Pourquoi le gouvernement se traîne-t-il les pieds pendant une pandémie?

● (1420)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je dois avouer que notre gouvernement prend la pandémie très au sérieux. C'est pour cette raison que nous avons travaillé jour et nuit pour acheter les choses qui étaient nécessaires pour lutter contre la pandémie.

Questions orales

Concernant les ventilateurs, je dois vraiment remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont travaillé très fort pour fabriquer ces ventilateurs, ici, au Canada, et dans ma circonscription.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, elle a dit « jour et nuit ».

En mai, le premier ministre a dit qu'il était important de se préparer pour la deuxième vague. En mai, le ministre de l'Industrie nous a annoncé que nous aurions des dizaines de milliers de ventilateurs d'ici à l'automne. C'est maintenant l'automne, et nous avons reçu seulement 3 % de ce qui avait été promis.

Pourquoi le gouvernement libéral échoue-t-il toujours à tenir ses promesses?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je m'excuse, mais cela n'est pas vrai.

La réalité, c'est que notre gouvernement a acheté beaucoup de ventilateurs de l'étranger et du Canada. Maintenant, on a assez de ventilateurs partout au pays pour affronter la deuxième vague. Nous continuons d'acheter des ventilateurs, des médicaments et des équipements de dépistage, afin d'être prêts à aider les Canadiens à lutter contre le coronavirus.

[Traduction]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a reçu 3 % des respirateurs qu'il a promis. Donc, il a échoué.

La semaine dernière, l'Association médicale canadienne a sonné l'alarme: les travailleurs de la santé vont manquer de blouses, de masques, de gants et d'autre ÉPI. L'auteur du rapport de la Commission sur le SRAS a déclaré que le gouvernement a mal fait les choses pendant la première vague.

Nous savons que le gouvernement a pris du retard dans le dossier des tests de dépistage rapide. Nous savons qu'il est lent à réagir et qu'il a pris du retard dans le dossier des respirateurs. Est-ce que le gouvernement va une fois de plus laisser tomber nos infirmières, nos médecins, nos préposés aux soins personnels alors qu'ils se préparent à nous aider à affronter la deuxième vague?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nos infirmières, nos médecins et nos préposés aux soins personnels ne se préparent pas seulement à nous aider; ils nous aident déjà. Ils luttent en ce moment même contre la deuxième vague du virus. C'est pourquoi je suis si reconnaissante envers tous les Canadiens qui se sont lancés dans la production et l'obtention de respirateurs.

Dans les faits, nous pouvons aborder la deuxième vague avec la certitude d'avoir les respirateurs dont nous avons besoin. En ce qui a trait aux autres types d'ÉPI, nous en avons à vrai dire tellement achetés que nous avons dû trouver de l'espace d'entreposage supplémentaire.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il y a deux semaines, le gouvernement a énoncé un programme qui fait totalement abstraction des travailleurs de l'énergie.

Hier soir, les travailleurs ont appris que la raffinerie de Come By Chance, à Terre-Neuve-et-Labrador, risque de fermer définitivement ses portes. Ce sont 500 travailleurs de l'Est de Terre-Neuve-et-Labrador et leur famille dont le gagne-pain ne tient qu'à un fil parce que le gouvernement n'accorde aucune valeur à leur emploi.

Pourquoi le gouvernement abandonne-t-il les familles de Terre-Neuve-et-Labrador?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'ai personnellement à cœur l'emploi des travailleurs de l'énergie partout au pays et je prends la situation très au sérieux. Voilà pourquoi, il y a à peine deux semaines, le gouvernement a versé 320 millions de dollars directement au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour soutenir ses efforts en vue d'aider les travailleurs de l'énergie. Ce ne sont pas simplement de belles paroles; il s'agit d'une action concrète pour soutenir les travailleurs de l'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, Come By Chance n'est que le plus récent exemple d'une longue série de ratés des libéraux pour ce qui est de soutenir les travailleurs de l'énergie.

Vendredi dernier, nous avons appris que 2 000 employés de Sunco allaient perdre leur emploi. Ce sont près de 2 500 chèques de paie qui, en moins d'une semaine, pourraient disparaître dans le secteur de l'énergie, que ce soit en Alberta ou à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce sont 2 500 travailleurs qui, en pleine pandémie, devront chercher un emploi. Ce sont 2 500 familles qui se demandent comment elles vont parvenir à se nourrir.

Quand le gouvernement produira-t-il un véritable plan pour les travailleurs de l'énergie et leur famille?

● (1425)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est tout à fait conscient du fait que le secteur de l'énergie offre un nombre important d'emplois bien rémunérés partout au pays et constitue un moteur de l'économie canadienne.

Les députés d'en face semblent penser que le gouvernement ne s'est pas préoccupé de l'Alberta et des Albertains pendant cette crise. Je veux les détromper. Depuis le début de la pandémie, plus d'un million d'Albertains ont touché la Prestation canadienne d'urgence. Sur une population de 4,3 millions, cela représente près du quart des Albertains. Par surcroît, plus de 102 000 entreprises albertaines ont bénéficié du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. La subvention salariale a permis d'aider 5,6...

Le Président: Le député de La Prairie a la parole.

Questions orales

[Français]

LA SANTÉ

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, 73 % des Canadiens disent qu'ils veulent que le fédéral mette plus d'argent en santé, 81 % des Québécois disent qu'ils veulent plus d'argent en santé, 100 % des députés de l'Assemblée nationale disent qu'ils veulent plus d'argent en santé et 100 % des premiers ministres provinciaux disent qu'ils veulent plus d'argent en santé. Pourtant, pour chaque 100 \$ qui est donné par ce gouvernement dans la pandémie, seulement 15 ¢ sont donnés en santé. Sur les 28 milliards de dollars attendus par les gouvernements provinciaux, même pas 2 % ont été donnés en santé par ce gouvernement.

Pourquoi ce gouvernement abandonne-t-il la santé en pleine pandémie?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous n'abandonnerons jamais la santé et nous n'abandonnerons jamais le Québec, les Québécois et les Québécoises.

La réalité est que, grâce à l'Accord sur la relance sécuritaire, le Québec a reçu plus de 3 milliards de dollars. De plus, 2 millions de Québécois ont reçu la PCU. C'est presque une personne sur quatre au Québec. Plus de 157 000 entreprises ont accédé au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et à la subvention salariale.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, c'est cela, la vraie question.

Pourquoi les libéraux s'opposent-ils au Québec et à toutes les provinces? Il y a un vaste consensus dans la population qui demande une hausse des transferts en santé.

Pourquoi les libéraux refusent-ils d'augmenter les transferts en santé alors que nous faisons face à la pire pandémie en un siècle?

Pourquoi font-ils la sourde oreille alors que la deuxième vague commence à remplir nos urgences?

Pourquoi?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord que la deuxième vague est arrivée et je suis d'accord que notre pays doit travailler ensemble pour lutter contre cette pandémie. C'est pour cette raison que nous avons donné aux provinces 19 milliards de dollars pour la relance sécuritaire, encore 2 milliards de dollars pour la rentrée scolaire, 500 millions de dollars au début de la pandémie et, bien sûr, chaque année, 40 milliards de dollars pour la santé.

C'est vraiment de l'appui.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, pendant cette pandémie, on sait que M. et Mme Tout-le-Monde ont fait face à de grands défis; les petites entreprises aussi. En même temps, les ultra-riches ont fait des profits records.

Ce n'est donc pas M. et Mme Tout-le-Monde qui doivent payer le prix pour la reprise. Ce sont les ultra-riches qui doivent payer le prix.

Que va faire ce gouvernement pour s'assurer que les ultra-riches paient le prix pour la reprise?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, comme nous l'avons dit dans le discours du Trône, nous allons trouver de nouveaux moyens de taxer les inégalités extrêmes sur le plan de la richesse, notamment en limitant les déductions pour l'achat des actions des gens riches des grandes entreprises et en nous attaquant à l'évitement de l'impôt sur les sociétés par les géants du numérique. Nous devons tous payer notre juste part, surtout en période de crise.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, parlant de profits, nous avons appris que des cliniques privées demandent entre 50 \$ et 250 \$ pour faire passer des tests de dépistage de la COVID-19. Cela va tout à fait à l'encontre du principe qui sous-tend notre système de soins de santé public, soit l'accès universel. Une mère de Toronto, Caroline McIsaac, a dit avoir attendu pendant quatre heures pour passer un test. On lui a demandé si elle pouvait passer le test au privé. Elle a répondu non, bien sûr que non, et que « l'accès au dépistage devrait être le même pour tout le monde ».

Qu'est-ce que le premier ministre va dire à Caroline sur ce qu'il va faire pour s'assurer que nous ayons un système de soins de santé public qui fonctionne pour tout le monde et pas seulement pour ceux qui ont les moyens de payer?

● (1430)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, c'est une excellente question.

Je voudrais dire à Mme McIsaac que je suis tout à fait d'accord avec elle. L'une des grandes forces et fiertés du Canada est l'accès universel des Canadiens au système de santé. Tout le monde est traité de la même façon.

En ce qui concerne les tests, je tiens à dire que je suis ravi que le Canada ait approuvé aujourd'hui son premier test antigénique, le Panbio d'Abbott. Nous avons conclu un accord d'achat anticipé pour 20,5 millions de ces tests. Cela s'ajoute aux tests ID Now, qui ont été annoncés la semaine dernière.

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, de nombreux travailleurs de l'industrie du tourisme, dont des serveurs, des agents de bord et des préposés au nettoyage des hôtels, craignent de perdre leur emploi. Lorsque je parle aux dirigeants de cette industrie, ils me disent qu'un test rapide et accessible au grand public pourrait réduire considérablement la période de quarantaine obligatoire pour les voyageurs et aider ces travailleurs à conserver leur emploi tout en assurant la sécurité des collectivités.

D'autres pays ont déjà pris les devants dans ce domaine. Pourquoi le premier ministre n'en a-t-il pas fait autant?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député d'en face pour dire que plus nous avons d'outils, y compris des options de dépistage, en tant que pays, plus nous avons d'options pour les employeurs et les Canadiens dans l'ensemble du pays. C'est pourquoi l'annonce d'aujourd'hui concernant le Panbio, un test antigénique de dépistage de la COVID-19 fabriqué par Abbott, constitue une bonne nouvelle pour les employeurs. Ce test correspond exactement à ce dont parlait le député d'en face.

Nous nous réjouissons de pouvoir continuer à offrir aux Canadiens diverses options de dépistage au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, il n'y a que cette ministre pour se féliciter d'un échec dans la livraison des tests, le jour même où l'Ontario se voit obligé d'envoyer ses échantillons en Californie pour qu'ils y soient analysés. Pour être honnête, je trouve cela révoltant.

Cette année, de nombreuses personnes ne seront pas en mesure de voyager ni de visiter des membres malades de leur famille, car elles n'ont pas les moyens de se placer en quarantaine. C'est la réalité vécue par de nombreuses personnes dans tout le pays, et la solution pourrait passer par l'accès aux tests rapides.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas fourni cet outil afin d'atténuer les exigences de quarantaine?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, lorsque nous siégeons dans cette enceinte, nous devons tous éviter de lancer des attaques personnelles contre nos collègues, afin de nous concentrer sur ce qui importe le plus, c'est-à-dire le soutien envers la population canadienne pendant cette période où elle en a incroyablement besoin. Voilà pourquoi, de ce côté-ci de la Chambre, nous continuons à veiller à ce que les provinces, les territoires et, bien sûr, les Canadiens disposent des outils dont ils ont besoin pour lutter contre cette pandémie.

Comme la députée d'en face le sait, nous avons donné notre approbation à la livraison de tests rapides. En fait, nous avons mis en place depuis très longtemps le test GeneXpert. Nous en avons déployé 70 au sein des communautés rurales et éloignées de tout le pays, y compris au sein de diverses communautés autochtones.

Nous allons continuer de travailler très fort de ce côté-ci de la Chambre, et nous allons demeurer concentrés sur les besoins de la population canadienne.

* * *

L'INDUSTRIE DU TRANSPORT AÉRIEN

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le 29 mai, le ministre des Transports a confirmé qu'il sait qu'il est de sa responsabilité d'aider les transporteurs aériens du Canada à survivre à la pandémie. « L'industrie aérienne est essentielle au Canada, a-t-il dit. Nous comptons sur cette industrie et nous en avons besoin. » Plus de cinq mois ont passé depuis, mais le ministre et le gouvernement continuent de négliger cette industrie essentielle dans un contexte où les tests rapides ne sont toujours pas facilement accessibles.

Ma question est simple. Le ministre a-t-il proposé au premier ministre un plan au sujet de l'industrie aérienne et, si c'est le cas, quand les parlementaires et les Canadiens en seront-ils informés?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de soulever ce sujet crucial. Je tiens aussi à lui rappeler que nous avons clairement reconstruit, dans le discours du Trône, qu'il y avait des défis à relever dans le secteur aérien. C'est exactement dans ce sens que nous travaillons actuellement.

* * *

LA SANTÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, en réalité, les Canadiens n'auront pas accès aux tests dont parlent aujourd'hui les libéraux avant la fin de l'année. Les libéraux ont eu des mois pour s'acquitter de cette tâche, mais ils ne l'ont pas fait.

À l'heure actuelle, des gens disposant d'exemptions se rendent à l'étranger ou entrent au Canada. Ne serait-il pas mieux si tout le monde avait accès au dépistage rapide? Quand le premier ministre fournira-t-il aux Canadiens l'accès au dépistage rapide pour qu'ils puissent de nouveau voir leurs proches, surtout ceux qui ne peuvent pas se permettre de se placer en quarantaine pendant 14 jours et qui doivent voir leurs proches?

• (1435)

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je crois que la députée d'en face a oublié l'annonce que nous avons faite il y a quelques jours au sujet d'une autre approche relative au dépistage rapide. Cette approche s'ajoute aux deux autres méthodes de dépistage rapide que nous avons approuvées au cours des derniers mois.

Le dépistage est l'un des éléments qui permettent de limiter et d'enrayer la propagation de la COVID-19 dans la collectivité. Nous collaborons d'ailleurs avec les provinces et les territoires pour développer les nombreux outils dont ils ont besoin, notamment du soutien pour mettre en place d'autres mesures de recherche des contacts ainsi que de l'hébergement d'isolement et des mesures d'aide pour les Canadiens qui se déplacent à l'intérieur du pays.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DU TRANSPORT AÉRIEN

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait une autre de ses vagues promesses dans son discours du Trône.

Il a déclaré que le gouvernement allait apporter plus de soutien aux industries qui ont été les plus durement touchées dans le secteur du tourisme.

Cependant, l'industrie aérienne du Canada continue d'exprimer que l'inaction du premier ministre quant à l'accès aux tests rapides place l'industrie sur une trajectoire de pertes irréversibles.

Est-ce que le ministre des Transports a présenté un plan? Est-ce que le premier ministre l'a ignoré?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue est en train de pousser sur une porte ouverte.

Questions orales

Nous avons très clairement indiqué que nous sommes en train de travailler sur un plan pour le secteur aérien, qui a été durement touché. En fait, nous l'avons mentionné dans le discours de Trône. Nous travaillons sur ce dossier important pour que les Canadiens puissent continuer de voler dans les avions de notre pays.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, 14 jours d'arrêt de travail dans un endroit qui n'est peut-être pas sûr, loin de la famille, loin des enfants dont la garde est partagée, loin des personnes qui dépendent d'autrui pour les soins: cela ne marche tout simplement pas pour la plupart des Canadiens. C'est un sacrifice que les Canadiens font en ce moment parce qu'on n'a pas encore accès à des tests rapides à cause du premier ministre. On ne les aura pas de si tôt, et le voyage devient un sacrifice que la plupart des Canadiens ne peuvent pas se permettre.

Noël approche. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas de plan pour permettre aux gens de voir leurs proches grâce à l'utilisation des tests rapides, pour assurer la sécurité de nos collectivités?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la quarantaine de 14 jours est un outil important pour réduire la transmission du virus au Canada, et je suis sûre que la députée d'en face convient que c'est un élément important pour contenir la COVID-19 dans toutes nos collectivités. Nous travaillons en étroite collaboration avec les provinces et les territoires tout en observant les autres solutions mises en place par les autres pays pour réduire la quarantaine de 14 jours.

Quelles que soient les mesures que nous prendrons pour protéger les Canadiens, nous ferons en sorte qu'ils ne risquent pas de se voir transmettre la COVID-19 à cause de l'importation de cas de cette maladie, et nous n'épargnerons aucun effort pour ce faire.

* * *

[Français]

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, déjà en mars, le Bloc québécois réclamait une aide pour les coûts fixes des entreprises. Le 11 avril, le Bloc réussissait à faire voter le gouvernement en faveur d'une motion pour une aide aux coûts fixes. Six mois plus tard, on attend toujours.

Depuis le 1^{er} octobre, il y a de nouveau confinement. Plus de 12 000 PME sont menacées. Dès le lendemain du 1^{er} octobre, Québec annonçait une aide aux coûts fixes. Pendant ce temps, c'était silence radio du côté d'Ottawa.

Après six mois, quand les libéraux vont-ils agir?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question.

Comme le député du Bloc le sait très bien, nous avons promis dans le discours de Trône un appui aux PME pour les coûts fixes. Cela est vraiment nécessaire, et c'est nécessaire plus que jamais aujourd'hui à cause de la deuxième vague.

Notre gouvernement est d'accord. C'est un programme essentiel. Nous sommes en train de travailler avec les entreprises, les provinces et les territoires pour organiser un programme.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, cela fait six mois que c'est essentiel.

Environ 12 000 PME présentement en zone rouge ont été obligées de fermer pour lutter contre la COVID-19. Pendant ce temps, les coûts fixes s'accumulent, dont, au premier chef, les loyers.

L'aide d'urgence pour le loyer commercial est un fiasco. Les propriétaires refusent de participer et les locataires n'arrivent pas à se qualifier à cause de critères trop restrictifs. En ce moment, l'aide au loyer commercial est inutilisable. Quand le gouvernement va-t-il enfin l'adapter?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, je suis d'accord avec le député du Bloc sur le fait qu'il est nécessaire aujourd'hui d'adapter le programme pour aider les PME. Nous sommes en train d'en discuter avec les provinces, incluant évidemment le Québec.

Hier, j'ai discuté de ce sujet avec le ministre des Finances du Québec, et je peux souligner que le Canada sera toujours là pour le Québec et pour les Québécois. Par exemple, presque une personne sur quatre au Québec a reçu la PCU.

* * *

● (1440)

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE

M. Michael Kram (Regina—Wascana, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, l'Alaska-Alberta Railway Development Corporation a reçu les permis requis des États-Unis pour lancer son projet. Cette initiative de 17 milliards de dollars du secteur privé constitue un réel projet d'édification nationale qui reliera le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avec le reste du Canada et créera 28 000 emplois.

Le gouvernement peut-il nous assurer qu'il appuie cette initiative de désenclavement du Nord canadien?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons la ferme intention de voir les projets durables être menés à terme au pays et nous voulons qu'ils soient évalués de façon rapide, juste et rigoureuse.

En ce qui a trait à ce projet en particulier, nous n'avons pas encore reçu de description initiale, mais, comme pour tout autre projet, lorsque nous la recevrons, nous procéderons à l'évaluation du projet.

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, nous savons que le premier ministre adore faire échouer les projets dans l'Ouest canadien. Le projet de ligne ferroviaire de l'Alaska à l'Alberta est une initiative de 17 milliards de dollars du secteur privé qui permettra aux ressources de l'Ouest canadien d'atteindre les marchés internationaux. Or, le premier ministre a déjà laissé entendre qu'il allait se servir d'une vieille connaissance, le projet de loi C-69, pour faire échouer ce projet.

Pour l'amour de l'Ouest, pour l'amour du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et pour l'amour de tous les Canadiens, le premier ministre peut-il laisser de côté sa petite idéologie personnelle et dire oui à ce projet?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je commence à manquer de façons d'expliquer la situation. Nous n'avons toujours pas reçu de description initiale de ce projet. Aussitôt que nous en aurons une, nous en ferons volontiers l'examen, comme le prévoient les processus en place.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Monsieur le Président, Suncor a annoncé une autre mise à pied de 2 000 employés dans l'industrie énergétique. Cette industrie fournit de l'énergie éthique au monde entier et crée la richesse dont dépendent les programmes sociaux du Canada. Les travailleurs en ont marre. Ils en ont marre des décisions du gouvernement qui entraînent des pertes d'emploi et qui font fuir les investisseurs, ils en ont marre des projets de loi destructeurs d'emplois, comme le projet de loi C-69 et le projet de loi C-48, et ils en ont marre des annulations de projets énergétiques.

Quand le gouvernement admettra-t-il qu'il est responsable d'avoir détruit des milliers d'emplois, d'avoir divisé le pays et d'avoir permis à des fournisseurs d'énergie étrangers de s'enrichir?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à dire que nous sommes de tout cœur avec les employés de Suncor, qui vivent maintenant dans l'incertitude et qui s'inquiètent pour leur emploi et leur avenir.

Les producteurs de pétrole et de gaz partout dans le monde sont aux prises avec deux crises: une pandémie mondiale et les contre-coups d'une guerre des prix mondiale. Les entreprises au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde ne restent pas les bras croisés. Elles transforment leurs activités, mais ce sont les travailleurs qui en paient le prix.

À la lumière de ces changements dans le secteur pétrolier, le gouvernement continue de collaborer avec les travailleurs et leurs collectivités. Nous les soutenons et continuerons de les soutenir. Les travailleurs sont au cœur de tous nos efforts.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, si la perte de 2 000 emplois à Suncor est dévastatrice, le fait que nous continuons de ne pas obtenir de réponses dignes de ce nom sur ces questions l'est tout autant. Depuis cinq ans, le gouvernement fait preuve d'indifférence envers le secteur pétrolier et gazier, un secteur qui est le cœur et l'âme du Canada depuis des dizaines d'années.

Le gouvernement doit agir. Notre industrie mérite que le gouvernement prenne des engagements concrets. Nous avons besoin d'un système de réglementation qui sert bien les Canadiens. Nous avons besoin d'un régime fiscal qui fonctionne pour l'industrie. Nous avons besoin d'un engagement à acheminer nos produits vers les marchés.

Qu'en est-il du soutien qui a été promis non pas il y a quelques heures, jours ou semaines, mais bien il y a plus de six mois?

Questions orales

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, comme Suncor l'a précisé, la triste nouvelle des mises à pied s'explique directement par « la chute sans précédent des prix du pétrole, les effets importants de la pandémie mondiale et du ralentissement économique, ainsi que la volatilité soutenue des marchés ». C'est une terrible nouvelle pour les travailleurs au Canada et partout dans le monde, mais nous ne nous sommes pas contentés de beaux discours. Nous avons pris des mesures sans précédent pour soutenir les travailleurs du secteur pétrolier et gazier par l'entremise de la Subvention salariale d'urgence, du programme visant le nettoyage des puits orphelins et inactifs de 1,7 milliard de dollars et de l'aide pour moderniser les installations extracôtées.

Nous maintiendrons le cap. Nous continuerons à soutenir les travailleurs du secteur pétrolier et gazier.

* * *

LA SANTÉ

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens vivent la pire crise sanitaire en un siècle, une crise qui ne prendra fin qu'avec un traitement ou un vaccin efficace. Pourtant, sans un régime d'assurance-médicaments public, rien ne garantit qu'ils auront un accès universel à ces médicaments qui pourraient leur sauver la vie.

Hier, le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a annoncé que le vaccin contre la COVID-19 sera offert gratuitement aux Britanno-Colombiens. Le gouvernement du Canada va-t-il faire en sorte que tous les Canadiens soient vaccinés gratuitement contre la COVID-19 une fois que le vaccin sera mis au point?

● (1445)

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, il est important que tous les Canadiens aient accès au vaccin lorsque celui-ci sera accessible. Je travaillerai avec mes homologues des provinces et des territoires pour faire en sorte que des vaccins soient mis à la disposition des Canadiens afin de vaincre la pandémie.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, tandis que le Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19 mis sur pied par le gouvernement libéral semble être aux prises avec des conflits d'intérêts en raison de ses liens avec l'industrie pharmaceutique, les Canadiens continuent de se morfondre à l'idée d'une deuxième vague encore plus grave que la première. En Colombie-Britannique, le premier ministre John Horgan s'est engagé à fournir des vaccins gratuitement une fois qu'ils seront approuvés et accessibles.

Au lieu d'aider ses copains des grandes sociétés pharmaceutiques, le gouvernement libéral va-t-il enfin séparer les profits de la pandémie et recourir à des organismes publics, comme les installations du Conseil national de recherche situées à Montréal, où il vient tout juste d'investir 44 millions de dollars, afin de commencer immédiatement la mise au point d'un vaccin contre la COVID-19 accessible au public?

Questions orales

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons laissé planer aucun doute quant à notre intention de financer et de soutenir des solutions « faites au Canada ». Le député d'en face souligne l'important investissement que nous avons fait dans les installations de l'avenue Royalmount du Conseil national de recherches du Canada. Grâce à ces améliorations, nous serons en mesure de produire jusqu'à 24 millions de doses par an.

Nous allons nous assurer de continuer à travailler avec les provinces et les territoires afin de définir la marche à suivre optimale pour faire en sorte que les Canadiens aient accès à des vaccins sécuritaires et efficaces, quand il y en aura.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, le gouvernement a annoncé un meilleur accès aux ressources en santé mentale et une stratégie de santé mentale fondée sur les distinctions. En tant que président du caucus parlementaire de la santé mentale, qui est composé de membres de tous les partis, je peux vous dire que notre priorité est de sonder les modèles de financement pour nos initiatives communautaires tout en travaillant à l'intersectionnalité des applications de mieux-être en santé mentale.

Ma question s'adresse à la ministre de la Santé. La ministre peut-elle nous en dire plus sur la distinction particulière de ce financement et sur ce qu'elle compte faire pour s'assurer de l'approche intersectionnelle à l'égard du financement afin que des communautés comme la communauté autochtone et la communauté noire ne soient pas laissées pour compte?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député du travail considérable qu'il accomplit en matière de santé mentale.

Nous savons que les Canadiens de race noire et d'autres Canadiens appartenant à une minorité raciale ont dû faire face à des problèmes particuliers importants, surtout durant la pandémie. Par le truchement de l'initiative de santé mentale à l'intention des Canadiens de race noire, nous allons investir 10 millions de dollars pour soutenir 16 projets communautaires à l'échelle du Canada. Cependant, à l'intérieur de ce financement, nous allons nous pencher avec diligence sur les projets qui visent à répondre aux besoins particuliers des populations LGBTQI+ noires du pays.

Nous espérons que ces projets permettront d'améliorer les mesures de soutien en santé mentale fondées sur la culture qui s'adressent aux populations noires, tant durant la pandémie que tout au long de la reprise.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, une personne apparemment associée à un groupe néonazi a assassiné Mohamed-Aslim Zafis devant la mosquée de l'IMO, à Toronto, il y a presque un mois déjà.

Selon certaines études, le nombre de groupes suprémacistes blancs a augmenté de plus de 300 % au Canada depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement. Des dizaines de groupes multiconfessionnels et de lutte contre la haine ont envoyé une lettre au premier ministre pour lui demander de lutter plus concrètement contre les organisations de suprémacistes blancs au Canada.

Quand ces groupes et l'ensemble des Canadiens peuvent-ils s'attendre à la prise de mesures supplémentaires par le gouvernement pour éviter que de telles attaques se reproduisent?

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je veux dire au député que j'ai eu l'occasion de parler aux dirigeants de l'IMO, non seulement pour leur transmettre nos condoléances, mais aussi pour discuter de la prise de mesures appropriées.

Tous les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement assure leur sécurité. Nous sommes tous préoccupés par la montée de l'extrême droite, de la haine, et plus particulièrement des discours haineux et violents en ligne. C'est pourquoi nous avons quadruplé le financement du programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité et nous avons communiqué avec l'IMO afin qu'elle sache que cette option s'offre à elle. Nous avons investi dans la recherche et les programmes de soutien pour...

Le Président: La députée de Kildonan—St. Paul a la parole.

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, le plan de lutte contre le racisme a été annoncé en grande pompe il y a plus d'un an. Depuis ce temps, la ministre n'a offert aucun financement aux communautés concernées, et les Noirs, les Autochtones ainsi que d'autres groupes culturels attendent toujours. Maintenant, des dizaines de groupes de lutte contre la haine et de groupes multiconfessionnels exhortent le gouvernement libéral à lutter efficacement contre des groupes haineux qui mettent la vie de Canadiens en danger.

Les libéraux se traînent les pieds lorsqu'il s'agit de financer des groupes de communautés racialisées. Voilà un autre exemple qui montre que le gouvernement ne joint pas le geste à la parole. Qu'est-ce qu'il attend?

• (1450)

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir répondre à cette question et fournir plus d'information à la Chambre et aux Canadiens. C'est le gouvernement actuel qui a proposé de nouveau une stratégie de lutte contre le racisme, mesure qui avait été oubliée et abandonnée par le gouvernement précédent.

Nous reconnaissons que la diversité fait la force du Canada, et nous devons adopter un plan. Nous avons créé le secrétariat de lutte contre le racisme, et nous sommes reconnaissants de pouvoir compter sur le leadership de Peter Flegel dans ce dossier. Il travaille avec des groupes communautaires de partout au pays.

Depuis 2018, nous soulignons officiellement la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Nous avons aussi offert 25 millions de dollars...

Le Président: Le député de Chicoutimi—Le Fjord a la parole.

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà mentionné, le protectionnisme américain frappe et frappe encore. Peu importe si ce sont les démocrates ou les républicains qui sont au pouvoir, cela ne changera rien.

Aujourd'hui, on apprend qu'un représentant américain du commerce demande une enquête pour savoir si leurs agriculteurs sont touchés par les exportations de bleuets du Canada.

J'aimerais savoir si le gouvernement va s'assurer de protéger nos travailleurs de l'industrie du bleuet ou s'il va les laisser tomber.

[Traduction]

L'hon. Mary Ng (ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement défendra toujours les producteurs, les agriculteurs et l'industrie agroalimentaire du Canada.

Le Canada est préoccupé par la décision des États-Unis d'ouvrir une enquête sur les mesures de sauvegarde globales sur les bleuets frais et surgelés qui pourrait éventuellement entraîner l'imposition de droits de douane sur les importations en provenance du Canada. Les exportations agricoles canadiennes de bleuets frais et surgelés ne sont pas en cause et ne nuisent pas au marché américain. Le Canada s'attend donc à ce que les États-Unis respectent les dispositions sur les mesures de sauvegarde de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Le Canada participera activement à l'enquête sur les mesures de sauvegarde.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, la fin de semaine dernière, des vigiles des Sœurs par l'esprit ont été organisées partout au Canada pour rendre hommage aux femmes et aux filles autochtones disparues ou assassinées. Cette terrible tragédie se poursuit.

Même si cela fait 16 mois que le gouvernement dispose du rapport final de l'enquête nationale, il n'a encore pris aucune mesure concrète. L'Association des femmes autochtones considère qu'il s'agit d'un échec retentissant. Selon elle, il n'y avait pas de plan d'action; il y avait plutôt une absence de plan d'action.

Quand pouvons-nous espérer un plan ou était-ce simplement de belles paroles?

M. Gary Anandasangaree (secrétaire parlementaire de la ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes de tout cœur avec les survivants et les familles des femmes, des filles et des personnes bispirituelles et de diverses identités de genre assassinées ou portées disparues.

En réponse à la toute première enquête nationale sur cette tragédie nationale qui fait toujours rage, le gouvernement travaille avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de consulter les dirigeants autochtones, les survivants et les familles pour établir un plan d'action national qui donnera des pistes de solution pour assurer la sécurité des femmes, des filles et des personnes bispirituelles et de diverses identités de genre.

* * *

[Français]

LES AÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, ce soir, nous voterons contre le discours du Trône, parce que nous constatons que les aînés ne font malheureusement pas partie des plans du gouvernement. C'est négligent de ne pas consentir à une hausse de la Sécurité de la vieillesse dès 65 ans pour soutenir leur pouvoir d'achat alors qu'on voudra relancer l'économie. C'est

Questions orales

négligent de ne pas octroyer au Québec les transferts en santé nécessaires pour protéger et soigner les aînés durant la deuxième vague. Le discours du Trône est censé incarner la vision d'avenir du gouvernement.

Considère-t-il que celles et ceux qui ont bâti le Québec n'y ont plus leur place?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est négligent, c'est de vouloir envoyer les Canadiens en élection. La semaine dernière, le chef du Bloc a dit qu'il avait perdu sa confiance envers le gouvernement, qu'il voulait des élections tout de suite ou, au plus tard, au printemps. Pendant ce temps, les cas augmentent, les gens perdent leur *job*, le monde est inquiet.

Le gouvernement se concentre à aider l'ensemble des Québécois et des Canadiens et les bloquistes devraient faire la même chose que nous, au lieu de penser à des élections.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, on répond à ma question sur les aînés en me parlant des élections. C'est n'importe quoi. La vraie question, c'est: pourquoi?

Pourquoi refuser d'aider le réseau de la santé au Québec à offrir les meilleurs soins possible aux aînés en augmentant les transferts? Pourquoi refuser aux 65 à 75 ans l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse, qu'ils méritent? Pourquoi créer deux classes d'aînés? Pourquoi refuser de s'engager à augmenter la pension de 110 \$ par mois?

Cela fait 45 ans que leur pouvoir d'achat diminue constamment, 45 ans!

En plein cœur d'une pandémie dont les premières victimes sont les 65 ans et plus, pourquoi le gouvernement abandonne-t-il les aînés et les laisse-t-il poiroter jusqu'à 75 ans?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement n'abandonne pas les aînés, tout au contraire. Nous avons été là pour eux depuis le début, par le truchement de différents programmes, en offrant une aide directe et en donnant appui au gouvernement du Québec. S'il y a un groupe qui abandonne les aînés, c'est le Bloc québécois.

La semaine dernière, il nous a promis qu'il déclencherait les élections cette semaine, si les autres avaient été d'accord, sinon, au mois d'avril si possible, bref au plus vite.

Ce que nous voulons, c'est aider nos aînés, aider l'ensemble des Québécois et aider l'ensemble des Canadiens.

* * *

• (1455)

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'ai demandé aujourd'hui au gouvernement ce qu'il comptait faire pour soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Alberta qui s'inquiètent de perdre leur emploi. En guise de réponse, la vice-première ministre s'est contentée de donner le nombre de personnes qui ont eu recours à la PCU dans ces deux provinces. Ce n'est pas un plan. Ces travailleurs ont besoin d'espoir. Ils veulent un plan. Ils ne veulent plus s'en remettre à la PCU.

Questions orales

Ma question s'adresse au ministre des Ressources naturelles. Je voudrais qu'il allume son micro pendant la présente séance et pendant les réunions du Cabinet fédéral. Je voudrais qu'il prenne enfin la défense des travailleurs de la péninsule Burin, d'Argentia, de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ils ont besoin d'un plan, pas de paroles en l'air.

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de répéter ce que j'ai répondu au chef de l'opposition lorsqu'il a demandé ce que nous faisons pour soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador. Je lui ai mentionné que le gouvernement était très fier d'avoir soutenu cette province au moyen d'investissements totalisant 320 millions de dollars, aide qui est en grande partie attribuable aux vaillants efforts du ministre des Ressources naturelles. En ce qui concerne l'Alberta et le secteur canadien de l'énergie, je rappellerais simplement que c'est notre gouvernement qui a fait l'achat de l'oléoduc TMX et qui mènera ce projet à terme.

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je ne comprends vraiment pas pourquoi un ministre de l'Ontario doit répondre aux questions qui s'adressent à un ministre de Terre-Neuve-et-Labrador concernant une industrie de sa propre province. La semaine dernière, le ministre des Ressources naturelles s'est présenté dans sa province pour faire une annonce qui n'était accompagnée d'aucun détail, d'aucune date de concrétisation et d'aucune mesure pour venir en aide à l'industrie pétrolière extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador. Hier soir, nous avons appris que la raffinerie de Come By Chance risque de fermer définitivement ses portes, ce qui serait catastrophique pour 500 familles de l'Est de Terre-Neuve.

Quand le ministre des Ressources naturelles réalisera-t-il que ces 500 familles ont besoin d'un plan pour l'emploi, et non de son silence ni d'une autre reconnaissance de dette d'Ottawa?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes de tout cœur avec les travailleurs de Come By Chance, qui sont frappés d'une grande incertitude. En ce qui concerne l'industrie extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador, je rappelle aux députés d'en face que le gouvernement continue de réparer les dégâts causés par les conservateurs. Je suis fier que nous ayons réduit à 90 jours le délai d'exécution des évaluations environnementales, ce qui permet au Canada de concurrencer la Norvège et le Royaume-Uni, car les conservateurs, lorsqu'ils étaient au pouvoir, l'avaient porté à 900 jours. C'était de la pure négligence. Nous ne manquerons pas au devoir qui est le nôtre de protéger l'intérêt des travailleurs de Terre-Neuve-et-Labrador.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, le Canada est le pays du G7 avec le plus haut taux de chômage. Le Canada est le pays du G7 qui a le plus de dépenses par habitant. Le Canada est le seul grand pays au monde à ne pas avoir de plan de relance économique. Les commerces ferment un peu partout. Les restaurateurs sont à bout de souffle et les entreprises ont de la difficulté à trouver de la main-d'œuvre. Selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, des centaines d'entreprises ne survivront pas et des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu au Québec.

Quand le gouvernement déposera-t-il un plan concret pour gérer ces pertes d'emplois au Québec et partout au pays?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, chaque jour, le Canada travaille pour la relance économique et pour assurer la santé des Canadiens et des Canadiennes partout au pays.

En ce qui concerne la relance économique, j'aimerais citer les Services économiques TD, qui disent que le Canada est en avance sur les États-Unis dans la course pour retrouver le niveau d'emploi qui existait avant la pandémie, ayant récupéré environ les deux tiers des emplois perdus, comparativement à 55 % pour les États-Unis. Il est donc évident que nous faisons notre travail.

* * *

● (1500)

[Traduction]

LA JUSTICE

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, il est essentiel d'appuyer les droits des femmes pour bâtir un Canada meilleur et plus prospère pour l'ensemble de la population canadienne. Les agressions sexuelles sont un crime qui touche plus souvent les femmes. En effet, il est connu que les femmes risquent quatre fois plus que les hommes d'en être victimes.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada aurait-il l'obligeance d'expliquer à la Chambre comment le projet de loi C-3 garantira que les victimes d'agressions sexuelles fassent davantage confiance au système de justice pénale?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Don Valley-Est de son souci de faire progresser les droits des femmes. Le gouvernement s'engage à s'attaquer à toute violence faite aux femmes, y compris la violence sexuelle. Le projet de loi C-3 permettra de garantir que les juges nouvellement nommés suivent une formation continue sur le droit relatif aux agressions sexuelles et sur le contexte social, tout en respectant le principe d'indépendance judiciaire. Grâce à ce projet de loi, nous renforcerons la confiance des survivantes d'agression sexuelle, et plus généralement de la population canadienne, à l'égard de notre système de justice pénale. Je suis impatient de collaborer avec l'ensemble des députés de la Chambre afin d'adopter ce projet de loi rapidement.

* * *

LES INFRASTRUCTURES

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, trois ans, 35 milliards de dollars et aucun projet terminé, voilà le bilan de la Banque libérale de l'infrastructure, et une autre annonce de financement du premier ministre s'avère aussi inutile. Ce dont les électeurs de ma circonscription ont besoin, c'est d'un accès à une large bande fiable, de meilleurs corridors commerciaux et d'une aide aux municipalités en ce qui concerne leurs priorités en matière d'infrastructures.

Quand le gouvernement libéral va-t-il supprimer cette Banque de l'infrastructure inutile et obtenir des résultats concrets pour les Canadiens?

Questions orales

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, nous avons obtenu des résultats concrets pour les Canadiens. Nous avons mené à bien des milliers de projets d'infrastructure partout au pays, tout en créant de bons emplois pour nos concitoyens, en faisant des progrès dans la lutte contre les changements climatiques et en construisant un Canada plus inclusif.

Permettez-moi de vous faire part de certains des commentaires positifs qu'a suscités l'annonce de la Banque de l'infrastructure de la semaine dernière. La Fédération canadienne des municipalités a affirmé que ce plan de croissance envoyait des signaux positifs aux collectivités rurales de tout le pays et qu'elle se réjouissait des importantes possibilités de financement visant à améliorer le service Internet à haute vitesse dans tout le pays. Selon Clean Energy Canada, le plan contribuera à construire une économie plus compétitive et résiliente tout en créant des emplois pour les Canadiens et en contribuant à la lutte contre les changements climatiques. Je pourrais continuer comme ça encore et encore...

Le Président: La députée de Battlefords—Lloydminster a la parole.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Monsieur le Président, la pandémie de COVID-19 a eu pour effet de creuser le fossé numérique qui sépare les régions rurales et les régions urbaines du Canada. En raison de la pandémie, l'accès aux services Internet et cellulaires est encore plus essentiel, que ce soit pour travailler de la maison, pour obtenir des services gouvernementaux ou même pour appeler au service Telehealth. Toutefois, les électeurs de ma circonscription qui habitent dans les régions rurales de la Saskatchewan ont été abandonnés. Par exemple, dans la région où habite David, la région d'Alcurve, à seulement quelques kilomètres de Lloydminster, il n'y a aucun réseau cellulaire.

Les libéraux ont promis de brancher tous les Canadiens. Pourquoi David continue-t-il d'entendre des promesses, mais n'a-t-il toujours pas accès à des services de téléphonie cellulaire?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais m'adresser directement à David et aux autres personnes dans la même situation que lui par votre intermédiaire.

Grâce aux investissements réalisés par le gouvernement, un million de ménages ont maintenant accès à Internet haute vitesse. En cinq ans, le gouvernement libéral a été en mesure de brancher trois fois plus de collectivités que le gouvernement conservateur, mais notre travail n'est pas terminé. Nous avons encore beaucoup à faire pour que tous les Canadiens aient accès à ce service essentiel.

[Français]

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Monsieur le Président, Mme Cindy Asselin a trois enfants. Elle vit au sixième rang de Sainte-Lucie-de-Beauregard, dans ma circonscription. C'est un super beau petit village. L'accès Internet haute vitesse ne se rend pas, malheureusement, et si les écoles devaient refermer, leur année scolaire pourrait être compromise.

À la suite de son annonce réchauffée de la semaine dernière en matière d'infrastructures, le premier ministre peut-il garantir à

Mme Asselin qu'Internet haute vitesse sera disponible dans le sixième rang de Sainte-Lucie-de-Beauregard, dans ma circonscription? Si oui, quand cela sera-t-il fait?

[Traduction]

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, les parents qui ont des enfants d'âge scolaire traversent une période particulièrement difficile. Je tiens à dire au député que, conformément à la discussion que nous avons eue, je suis déterminée à collaborer avec lui pour brancher les collectivités qu'il représente. Le Fonds pour la large bande universelle sera déployé sous peu.

Grâce au plan des libéraux, le nombre de ménages québécois qui ont été branchés au cours des cinq dernières années est cinq fois plus élevé que le nombre de ménages québécois qui ont été branchés dans le cadre du plan des conservateurs. Nous y sommes parvenus deux fois plus rapidement. Notre travail n'est pas encore terminé et j'espère qu'il nous appuiera.

* * *

● (1505)

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, cette année a été pénible pour bon nombre de mes concitoyens qui ont été séparés de leurs êtres chers à cause de la pandémie et de la fermeture des frontières. Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut-il informer la Chambre de ce que le gouvernement prévoit faire pour réunir ces personnes avec leurs êtres chers, tout en les protégeant les Canadiens de la COVID-19?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son travail remarquable.

Garder les familles unies les aidera à surmonter la pandémie. C'est pourquoi j'ai annoncé que mon ministère traiterait 49 000 demandes de parrainage familial avant la fin de l'année. C'est pourquoi nous avons annoncé vendredi dernier que nous allions assouplir les restrictions frontalières pour faciliter la réunification des familles, et pourquoi nous avons annoncé hier que, cette année et l'an prochain, les demandes de 40 000 familles seraient approuvées dans le cadre du programme de parrainage des parents et des grands-parents. Le gouvernement continuera de réunir des familles, tout en assurant la santé et la sécurité des Canadiens.

* * *

LA GARDE D'ENFANTS

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, les entreprises dirigées par des femmes comptent parmi les principaux moteurs de l'économie de London et du Canada, et les femmes possèdent plus souvent de jeunes entreprises de petite taille. Qu'il s'agisse de l'absence d'un programme universel de garde d'enfants, du manque de soutien aux petites entreprises que l'on a constaté avec le programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, ou de tous leurs discours sur le féminisme, les libéraux n'arrivent à rien. Le programme raté a disparu et les libéraux demandent aux propriétaires de petites entreprises d'attendre encore davantage. Les femmes en ont assez d'attendre que les libéraux tiennent leurs promesses.

L'Adresse

Quand offriront-ils l'aide dont les femmes qui possèdent de petites entreprises ont besoin pour pouvoir continuer de faire des affaires?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes déterminés à mettre sur pied un système national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants, qui misera sur la qualité et l'abordabilité des services pour les parents. Nous reconnaissons l'écart qui existe entre la participation des hommes et celle des femmes au marché du travail. C'est pourquoi la garde d'enfants constitue une priorité pour notre gouvernement. Nous avons créé plus de 40 000 places en garderie depuis 2015, nous nous apprêtons à investir une somme additionnelle de 7,5 milliards de dollars, et j'aimerais rappeler à la députée que la dernière fois qu'un gouvernement libéral a tenté de mettre en place un système national de garde d'enfants entièrement subventionné, le NPD s'est joint au Parti conservateur pour le torpiller.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, chaque étape de la fracturation hydraulique, des têtes de puits au traitement du gaz de schiste, en passant par le transport et la consommation finale de ce dernier, produit des émissions fugitives de méthane. Le méthane est un gaz à effet de serre 80 fois plus puissant que le CO₂ au cours des 20 premières années qui suivent son émission. Par conséquent, au cours de cette très courte période, nous devons éviter dès maintenant des changements climatiques catastrophiques. Les véritables mesures de lutte contre les changements climatiques ne fonctionneront pas tant que nous autoriserons la fracturation hydraulique au Canada.

Le gouvernement interdira-t-il la fracturation hydraulique partout au Canada?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, nous convenons certainement qu'il faut intervenir dans un avenir rapproché pour contrer les effets catastrophiques des changements climatiques.

Comme nous l'avons promis dans le discours du Trône, nous mettrons très bientôt en œuvre un plan amélioré de lutte contre les changements climatiques, qui permettra au Canada de dépasser ses cibles de 2030. Le méthane est certainement un élément important de ce plan. Comme le député le sait probablement, il y a quelques années, nous avons mis en place des règlements pour réduire les émissions de méthane, et ces derniers produisent des résultats. Bien sûr, nous devons examiner d'autres mesures pour réduire les émissions de méthane à l'avenir.

* * *

*[Français]***JOYCE ECHAQUAN**

Le Président: À la suite des discussions entre les représentants de tous les partis à la Chambre, je crois comprendre qu'il y a un consentement pour observer un moment de silence en l'honneur de Joyce Echaquan.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous marquons une pause pour pleurer la mort tragique et insensée de Joyce Echaquan.

[Français]

Sept enfants ont perdu leur mère.

[Traduction]

Que sa famille et ses amis trouvent un certain réconfort dans la peine des députés, qui souhaitent rendre hommage à Joyce Echaquan.

J'invite maintenant les députés à se lever.

*[La Chambre observe un moment de silence.]***LE DISCOURS DU TRÔNE**

• (1510)

*[Traduction]***REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE**

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

M. Yvan Baker (Etobicoke-Centre, Lib.): Monsieur le Président, juste avant la période des questions, je parlais de certains des éléments du discours du Trône qui sont particulièrement importants et qui vont avoir une incidence sur mes concitoyens. J'ai parlé des mesures qui y sont prévues pour protéger les Canadiens. À présent, je vais parler de ce que nous faisons pour soutenir les Canadiens durant la pandémie.

Nous savons tous très bien que la pandémie entraîne des difficultés financières pour un nombre incalculable de personnes au pays, notamment dans ma circonscription, Etobicoke-Centre. Bien des gens ont perdu leur emploi ou ont vu leur revenu baisser. Nous avons mis en œuvre un certain nombre de mesures et allons en adopter d'autres, mentionnées dans le discours du Trône, en réponse à ces difficultés.

La première catégorie de mesures visait à aider les travailleurs et leur famille. Ainsi, la Prestation canadienne d'urgence avait pour but de permettre aux Canadiens de continuer à payer leurs factures. Nous allons également faire la transition vers un régime d'assurance-emploi revu. Les gens y seront plus facilement admissibles, notamment les travailleurs autonomes. Nous allons lancer un certain nombre d'autres programmes sous peu pour aider les Canadiens qui en ont besoin pendant cette pandémie.

Comme l'énonce le discours du Trône, nous mettons également en place des mesures pour créer des emplois. Nous avons un plan pour créer un million d'emplois, dont l'un des aspects est la prolongation de la subvention salariale aux entreprises qui continuent à se battre pour garder leurs employés ou procéder à leur réembauche, de sorte que ces personnes puissent continuer à avoir un emploi et à bénéficier de revenus.

Le soutien aux entreprises constitue un autre aspect important de notre plan. La prolongation de la subvention salariale est effectivement un aspect important pour les entreprises qui créent des emplois au sein de ma circonscription, ainsi que dans l'ensemble du pays. De nombreuses entreprises ont pu profiter de la subvention salariale et, bien entendu, nous continuerons à la leur accorder jusqu'à l'été prochain. Nous sommes également en train d'améliorer le Programme de crédit aux entreprises, car l'octroi de crédits est l'un des principaux mécanismes par lesquels nous soutenons les entreprises qui tentent de traverser cette période difficile.

J'entends souvent des habitants de ma circonscription dire du bien de ces excellents programmes, tout en s'interrogeant sur l'état de leurs finances personnelles et sur la viabilité financière de ce plan. Le discours du Trône aborde justement cet enjeu. En effet, il s'agit évidemment de programmes coûteux, mais de je crois, à l'instar de nombreux économistes, que notre situation financière et économique aurait empiré si nous n'avions pas pris les mesures annoncées dans le discours du Trône. Il incombe aux députés d'en face qui continuent à parler de viabilité financière et de notre économie de voter en faveur...

Le Président: Je vais interrompre le député un instant pour rappeler aux autres députés que quelqu'un parle à la Chambre. Je comprends que les députés veulent respecter la distanciation sociale et que c'est pour cette raison qu'ils sont éloignés les uns des autres et qu'ils élèvent un peu la voix. Je suis convaincu qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils interrompent le député qui parle.

Le député d'Etobicoke-Centre a la parole.

M. Yvan Baker: Monsieur le Président, dans le discours du Trône, nous nous engageons aussi à poursuivre la lutte contre les changements climatiques et à mettre en place des mesures stratégiques pour y parvenir. Je me réjouis particulièrement de notre engagement à adopter une loi qui fixe des cibles juridiquement contraignantes pour atteindre un objectif de zéro émission nette d'ici 2050. C'est extrêmement important pour la génération actuelle et celle qui suivra.

Je veux aussi parler des aînés. Le discours du Trône compte un certain nombre de mesures visant à soutenir les aînés, notamment l'engagement à augmenter les prestations de la Sécurité de la vieillesse lorsqu'une personne atteint l'âge de 75 ans et l'engagement à augmenter les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada afin de permettre aux aînés de rester chez eux plus longtemps.

Je suis particulièrement fier de l'engagement du gouvernement à travailler avec les provinces et les territoires pour mettre en œuvre des normes nationales en matière de soins de longue durée. Dans Etobicoke-Centre, nous pleurons la perte de 43 résidents qui sont décédés de la COVID-19 au Eatonville Care Centre. En mai, nous avons reçu un rapport des Forces armées canadiennes qui faisait état des conditions horribles observées dans un certain nombre d'établissements de soins de longue durée au Canada, en Ontario et au Québec, dont l'Eatonville Care Centre.

Quatre de mes collègues et moi avons d'abord écrit au premier ministre et à la ministre de la Santé et d'autres collègues se sont joints à nous pour réclamer des normes nationales pour les soins de longue durée. Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à faire exactement cela.

Je préconise des normes nationales parce que je crois qu'il s'agit d'une crise qui touche toutes les provinces du Canada. Des normes

nationales sont le seul moyen de garantir que les ressources nécessaires soient investies et que des réformes soient entreprises pour que les personnes âgées reçoivent les soins de longue durée qu'elles méritent.

J'ai commencé mon intervention en parlant d'une électrice qui m'a téléphoné pour me dire qu'en tant qu'élu, j'avais la possibilité d'améliorer la situation des électeurs de ma circonscription, surtout en période de crise. Pour moi, cela signifie protéger les Canadiens, les soutenir dans cette épreuve et reconstruire un meilleur Canada dans les années à venir. Pour moi, le discours du Trône présente des politiques qui nous permettront d'atteindre ces trois objectifs. J'espère que les députés de l'opposition appuieront le discours du Trône afin que nous puissions saisir ensemble cette occasion.

• (1515)

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, ma question va porter sur une partie des commentaires du député au sujet du discours du Trône.

Il a parlé de nombreuses solutions mises en place pour la transition de la PCU vers un régime de l'assurance-emploi assoupli ou vers les trois nouvelles mesures de relance économique. Il sait comme moi que ces mesures ont un caractère temporaire puisqu'elles ne vont durer qu'un an.

Ma question est la suivante: est-ce que le gouvernement s'engage maintenant à réformer en profondeur notre régime de l'assurance-emploi, qui est le principal filet de sécurité sociale des Canadiennes et des Canadiens et qui a failli à sa tâche dans la crise qu'on a vécue?

[Traduction]

M. Yvan Baker: Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à changer le régime d'assurance-emploi afin de l'adapter aux défis auxquels les Canadiens sont confrontés et de leur permettre de payer leurs factures.

Nous avons démontré notre capacité à répondre aux besoins des Canadiens tout au long de la crise, et je suis convaincu que nous continuerons à le faire. Nous constatons déjà des améliorations grâce à certains des changements qui ont été proposés au programme d'assurance-emploi et à certains autres programmes que nous avons mis en place pour fournir aux Canadiens en difficulté un soutien au revenu. Ils peuvent être assurés que le gouvernement demeurera responsable et qu'il les soutiendra tandis qu'ils s'efforcent de traverser la crise et de survivre dans les années à venir.

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Monsieur le Président, le député a parlé des aînés et du contenu du discours du Trône et a vanté les mérites de la prestation de survivant du RPC. C'est une bonne chose, certes, mais qui ne coûte rien au gouvernement. En effet, il ne s'agit pas de son argent, mais de celui des travailleurs et des employeurs. Je ne vois pas pourquoi les libéraux veulent s'en attribuer le mérite.

Par ailleurs, les personnes âgées de 75 ans ou plus recevraient un montant plus élevé. Si une personne âgée de 68 ans reçoit le même montant d'argent de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti qu'une personne âgée de 75 ans, le député peut-il expliquer pourquoi une personne de 68 ans n'a pas besoin de la même augmentation?

L'Adresse

M. Yvan Baker: Monsieur le Président, je suis content que le député pose une question sur les soutiens au revenu des personnes âgées.

Le député se souvient peut-être que, dans une législature précédente, le gouvernement a pris des mesures en collaboration avec les provinces pour augmenter les contributions au RPC, en vue d'augmenter le montant versé aux personnes âgées. Cette mesure vise tous les prestataires du RPC, y compris ceux qui sont âgés de 68 ans auxquels le député fait allusion. De plus, dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à augmenter le montant de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et à bonifier la prestation de survivant.

Nous venons en aide à tout le monde. Nous avons déjà pris des mesures en ce sens et nous en prenons d'autres afin d'aider les personnes âgées de 75 ans et plus. Voilà qui témoigne de l'engagement du gouvernement à fournir aux aînés le soutien au revenu dont ils ont besoin.

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Madame la Présidente, j'apprécie grandement la manière dont mon collègue s'y est pris pour aider les résidents de sa circonscription à avoir accès aux nombreux programmes offerts. J'aimerais aussi le remercier pour le leadership dont il fait preuve dans le dossier des normes nationales en matière de soins de longue durée, qui sont très importantes pour aider les aînés d'un bout à l'autre du pays.

J'inviterais le député à expliquer comment, tout au long de la pandémie, il a été en mesure de faire connaître les difficultés que les résidents de sa circonscription ont eues par rapport aux programmes du gouvernement, et comment les changements ou ajustements de même que les différents projets ont aidé les citoyens de sa circonscription.

• (1520)

M. Yvan Baker: Madame la Présidente, je remercie le député pour ses bons mots. Je le remercie aussi pour son soutien, et je remercie tous les députés de ce côté-ci de la Chambre qui ont démontré leur appui au dossier des normes nationales en matière de soins de longue durée. C'est le fruit d'un vrai travail d'équipe.

Pour ce qui est de la façon dont j'ai réussi à attirer l'attention sur les difficultés, je dirais que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre ont eu la possibilité, tout au long de l'été dernier, de rencontrer les ministres, le premier ministre et d'autres décideurs afin de leur transmettre les préoccupations de nos communautés respectives. Défendre ainsi l'intérêt de nos concitoyens...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La députée de Lethbridge a la parole.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Madame la Présidente, en ce moment, les Canadiens sont à la recherche de stabilité, de sécurité et de confort. En fin de compte, ils veulent un plan. Ils méritent plus qu'un simple spectacle, ce à quoi ils ont eu droit, malheureusement. Ils cherchent des réponses, un plan solide, une voie à suivre, quelque chose d'autre que les simples platitudes qu'on leur a servies.

Au lieu de travailler en collaboration avec les partis de l'opposition pour parvenir à une solution, les libéraux ont pris la décision d'exclure ceux qui appartiennent à l'opposition. Dans le passé, lorsqu'il y avait une guerre, il était courant qu'il y ait un Cabinet de guerre. Des personnes de différents partis se réunissaient et avaient

la possibilité de contribuer par leurs réflexions et leurs idées à la politique qui ferait avancer les choses.

À cause de l'approche adoptée par l'équipe libérale, il a fallu attendre encore et encore avant que l'aide n'arrive aux Canadiens. Par surcroît, des dizaines de milliers d'entre eux ont été laissés pour compte.

Plus tôt cette année, les gouvernements provinciaux de tout le pays ont réclamé des fermetures temporaires afin de pouvoir élaborer des plans en vue de se remettre sur pied de façon très sécuritaire. Par ailleurs, le Parlement a interrompu ses travaux, les entreprises ont fermé leurs portes et les gens sont restés chez eux très longtemps. Tout le monde supposait qu'il s'agissait simplement d'une pause temporaire qui nous permettrait de mettre en place un plan visant à aller de l'avant dans un cadre sécuritaire. Des mois se sont écoulés, et il n'y a toujours pas de plan de relance économique. Force est de se poser la question suivante: pourquoi?

Le 18 août dernier, le premier ministre a demandé à la gouverneure générale de proroger le Parlement. Il a justifié cette mesure draconienne en disant qu'il prononcerait un discours du Trône, dans lequel il a déclaré qu'il mettrait en œuvre un programme audacieux pour la relance économique du Canada.

Après la prorogation du Parlement, beaucoup ont avancé que ce ne serait pas le cas et que cette mesure visait vraiment à mettre fin au scandale entourant les 912 millions de dollars versés à l'organisme UNIS, dont les amis et la famille du premier ministre ont tiré parti. C'est ce qu'on avançait. Cela dit, le contenu du discours du Trône a révélé que ces hypothèses étaient peut-être fondées en fin de compte.

Trois comités parlementaires s'apprêtaient à faire toute la lumière sur le scandale concernant l'organisme UNIS. Or, au moment où des documents compromettants pour le gouvernement étaient sur le point d'être transmis à ces comités, le premier ministre a décidé de proroger le Parlement. Simple coïncidence? J'en doute.

Un discours du Trône est l'occasion pour le gouvernement de présenter une vision et un plan, une voie à suivre pour la population canadienne. Mes collègues et moi espérons que le premier ministre en profite pour remettre le compteur à zéro. Nous espérons aussi qu'il donne la priorité à l'approbation de trousse de dépistage rapide, à l'acquisition de vaccins, ainsi qu'au soutien des communautés locales dans l'ensemble du pays. Nous nous attendions à un plan de relance économique détaillé qui soulignerait l'importance de deux moteurs économiques nécessaires à la relance de notre pays, à savoir l'énergie et l'agriculture. Nous attendions un message d'unité qui donnerait une vision globale pour mobiliser les habitants d'un océan à l'autre de ce grand pays vers l'atteinte d'un objectif commun de reprise économique.

Le gouvernement n'a pas fait preuve de leadership. Il n'a présenté aucune vision. Il n'a certainement pas présenté de plan. Le discours du Trône a été une grande déception. C'était de la poudre aux yeux, des visions d'arcs-en-ciel et des promesses chimériques. Plutôt que de présenter un véritable plan, le discours contenait des platitudes et des promesses régurgitées et recyclées d'anciens programmes libéraux. Il n'y avait rien de nouveau, seulement une réécriture de ce qui a déjà été dit. Il n'y avait pas de leadership, pas de vision, pas de plan.

L'Adresse

On peut maintenant s'attendre à ce que des millions de dollars soient dépensés. Qu'on me comprenne bien: des millions et des milliards de dollars ont déjà été dépensés. Il n'y avait pas de plan pour équilibrer le budget, mais l'argent continue de couler. D'où vient tout cet argent? Personne ne semble le savoir. Après le discours, dans son allocution aux Canadiens, le premier ministre a fait la déclaration suivante: « Je voulais éviter que vous, ou vos parents, ou vos amis, ayez à accumuler une dette que votre gouvernement peut mieux absorber. » Le fait est que l'argent ne pousse pas dans les arbres et que le gouvernement n'a qu'une seule source d'argent: les impôts, les Canadiens.

Le premier ministre dépense les chèques de paie de la prochaine génération. Il veut que nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants paient ses dépenses bien après son départ. Il y aura des compressions dans les programmes et dans les services essentiels, et les impôts vont monter en flèche.

• (1525)

Ce sont les contribuables canadiens qui hériteront de la facture. Ils devront payer la note pour les dépenses du premier ministre, dépenses qu'il n'a faites que pour marquer des points politiques et qui coûteront cher aux Canadiens.

Une fois de plus, il n'y a aucun plan à l'horizon, et l'argent continue de couler à flots.

Force est de constater que le premier ministre a prorogé le Parlement pour distraire les Canadiens de son grave manquement à l'éthique dans l'affaire UNIS. Il a tout interrompu pour se protéger. Une fois de plus, le premier ministre a prouvé qu'il tenait davantage à protéger son image qu'à contribuer au bien-être des Canadiens en leur présentant un plan concret.

Il répète sans cesse qu'il faut rebâtir en mieux. Ce qu'il veut vraiment dire, en fait, c'est qu'il prend le temps de déterminer quels secteurs méritent, selon lui, une résurrection, et lesquels méritent de disparaître. Il choisit des gagnants et des perdants en fonction de son programme idéologique, et les gens de l'Ouest sont complètement exclus. C'est scandaleux.

Le premier ministre ne porte aucune attention à l'énergie et à l'agriculture, bien que les besoins énergétiques augmentent de jour en jour et que nous ayons besoin de nourriture pour vivre. Comme ces deux industries ne sont d'aucun intérêt pour le premier ministre actuel et son programme politique, elles sont simplement abandonnées à leur sort.

Le pire dans le fait d'avoir un premier ministre militant est qu'il ne se concentre que rarement sur les choses qui sont bonnes pour tout le monde et qui unifieraient le pays. Au lieu de cela, il privilégie certains groupes d'intérêts, les projets qu'il chouchoute et les programmes qui vont dans le sens de son idéologie. Toutes ces choses ont la part du lion au détriment de régions entières du pays et des grandes responsabilités que le gouvernement doit assumer et qui sont totalement abandonnées.

Le premier ministre parle souvent de la croissance écologique et d'un avenir vert, mais il oublie de dire que l'industrie pétrolière et gazière du Canada est soumise à l'un des régimes réglementaires les plus stricts du monde. L'industrie tire parti des technologies et de l'ingéniosité canadienne pour obtenir une réduction constante des émissions de gaz à effet de serre. Nous sommes des chefs de file mondiaux au chapitre des technologies de séquestration du carbone. En punissant le secteur énergétique du Canada, le premier ministre

accroît indirectement la production des autres pays, comme l'Arabie saoudite, où les atroces violations des droits de la personne sont monnaie courante et où les protections environnementales sont inexistantes.

Le premier ministre défend ce type d'exploitation énergétique au lieu d'encourager l'industrie du Canada. C'est inacceptable. Un gouvernement responsable insisterait pour qu'on exploite l'énergie de manière éthique. Un gouvernement responsable insisterait pour qu'on prenne soin de l'environnement. Nous pouvons faire les deux ici même, au Canada.

Voici les faits. Des millions de Canadiens sont toujours sans emploi et ont hâte de retourner au travail, mais au lieu de faire preuve de leadership en proposant aux Canadiens un plan clair pour les aider à traverser la pandémie, le gouvernement actuel les abandonne. Il n'y a pas si longtemps, les pays du monde entier suivaient l'exemple du Canada pour se sortir de la récession de 2008. Ils s'inspiraient du leadership du Canada, mais maintenant que le Canada est derrière tous les pays du G7, il n'est sûrement pas pris pour modèle.

Dans les derniers mois, nous avons vu ce qui s'apparente à une pièce de théâtre où des acteurs récitent des répliques à un auditoire captif et obligé de payer. Les acteurs chevronnés qui donnent une représentation exceptionnelle sur la grande scène font de leur mieux pour plaire aux spectateurs en récitant des monologues dramatiques, dans l'espoir d'obtenir des applaudissements. Une fois que la représentation du soir est terminée et que le rideau tombe, les spectateurs se retrouvent avec une énorme facture. Certains sont époustouffés. D'autres sont déçus. D'autres encore se sentent complètement exploités. Ce spectacle n'avait rien à voir avec ce qui avait été annoncé. Pendant ce temps, les acteurs se réunissent en coulisse, ils se félicitent de leur performance, et ils vont prendre une bière. Ils ont hâte de revenir dès le lendemain sur le devant de la scène. Pendant ce temps, les spectateurs retournent chez eux et à leur lutte pour la survie.

Les Canadiens débordent d'ingéniosité, d'espoir et d'idées novatrices pour l'avenir. Ils ont la capacité de remettre le pays sur les rails. Ils ont simplement besoin d'un premier ministre qui leur donnera les moyens de le faire. Quand le premier ministre reconnaîtra-t-il que le leadership d'un pays n'est pas qu'un simple spectacle?

• (1530)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le discours du Trône contient beaucoup d'éléments qui montrent clairement les moyens que le gouvernement a pris pour lutter contre la COVID-19 et les moyens qu'il prendra pour continuer le combat jusqu'au bout, en plus de fournir les moyens aux Canadiens pour se relever, peu importe la région du pays où ils se trouvent.

La question que j'aimerais poser à la députée porte ce qu'elle a dit dans son allocution, notamment qu'il faut aider les gens et travailler ensemble. La députée veut-elle commenter le Cadre de relance sécuritaire? Il a été conçu à la suite d'une collaboration entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, et sa valeur s'élève à approximativement 19 milliards de dollars. Cela montre comment, et dans quelle mesure, le pays unit ses forces durant la pandémie qui sévit actuellement.

L'Adresse

Mme Rachael Harder: Madame la Présidente, voilà où se situe le nœud du problème. Selon sa logique, le gouvernement libéral croit qu'il ne pourra pas être accusé d'avoir mal agi et qu'il aura servi l'intérêt supérieur du pays s'il continue de signer des chèques, de débloquer des fonds et de tenter de régler le problème à coup d'argent.

Depuis quand le succès repose-t-il sur les sommes d'argent versées? Ne serait-il pas préférable de mesurer le succès en fonction des accomplissements? Le gouvernement peut bien dépenser 19 milliards de dollars, mais qu'est-ce que cela permet d'accomplir?

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

Je suis d'accord sur plusieurs pans de son énoncé, notamment sur la partie concernant les dépenses. Nous sommes effectivement rendus à un moment où il faut réfléchir à chaque dépense, et c'est important de le répéter. Or certaines dépenses peuvent être plus rentables que d'autres.

En opposition au laisser-aller des paradis fiscaux ou au laisser-aller de la taxation applicable aux géants du Web, il y a des dépenses qui sont justifiables, comme celles visant à aider davantage nos aînés. Le Bloc québécois pense qu'il faut augmenter de façon permanente les pensions de 110 \$ par mois. Ces gens n'ont pas beaucoup de revenus. Cet argent sera réinvesti dans la société. Ces gens ont besoin de cet argent pour les aider à augmenter leur qualité de vie.

J'aimerais avoir la vision de ma collègue et de son parti à ce sujet.

[Traduction]

Mme Rachael Harder: Madame la Présidente, il y a deux groupes au Canada qui ont vraiment été laissés de côté dans le plan des libéraux: nos aînés, qui vivent avec un revenu fixe et ont du mal à joindre les deux bouts ces jours-ci, et les personnes handicapées, qui ont des budgets très serrés et touchent souvent un revenu fixe qui leur est versé dans le cadre de programmes de soutien.

C'est honteux. Le gouvernement a eu des mois pour mettre en œuvre une prestation à l'intention des personnes handicapées, et il ne l'a toujours pas fait.

Ma question pour les libéraux est la suivante: pourquoi? Qu'est-ce qu'ils attendent? Pourquoi ne se soucient-ils pas des personnes qui, jour après jour, doivent vivre avec un handicap? Pourquoi n'accorde-t-on pas la priorité à ces personnes dans ce pays?

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, dans le discours du Trône, il est question du plan des libéraux en ce qui concerne les armes à feu au Canada, qui n'est absolument pas populaire d'où je viens.

La députée peut-elle dire ce qu'elle pense du plan des libéraux sur les armes à feu? Qu'en ont dit les habitants de sa circonscription?

• (1535)

Mme Rachael Harder: Madame la Présidente, en ce qui concerne la réglementation des armes à feu au Canada et les mesures du gouvernement dans ce dossier, on constate encore une fois un manque de gros bon sens.

Le premier ministre propose un plan qui relève tout simplement du spectacle. Il veut pouvoir dire aux Canadiens, en particulier aux

parents et aux personnes qui s'inquiètent de la sécurité et du bien-être des enfants et de leur communauté, qu'ils sont en sécurité, qu'ils peuvent avoir l'esprit tranquille parce qu'il prend des mesures pour eux. L'objectif est noble. Il faut absolument que les gouvernements se préoccupent de la sécurité de leur population.

Il y a toutefois un problème. Pour y arriver, le premier ministre cible les gens qui possèdent légalement une arme à feu et qui l'utilisent en toute légalité. Ils ont suivi la formation et fait l'objet de la vérification d'antécédents pour posséder un permis d'acquisition et d'utilisation d'une arme à feu et de munitions.

Les libéraux vont s'en prendre à ces personnes alors qu'ils fermeront les yeux sur les activités liées à des gangs au centre-ville de Toronto et de Vancouver, et sur les armes à feu illégales qui viennent...

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de Portneuf—Jacques-Cartier a la parole.

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Madame la Présidente, je suis content d'être de retour à la Chambre.

On démontre encore une fois que ce que nous disions au printemps est réalisable. C'est réaliste de siéger dans un Parlement adapté à la situation de la COVID-19. Évidemment, nous devons respecter les consignes de Santé publique. Les conservateurs avaient raison, encore une fois.

Dans ma circonscription, tout comme dans les 337 autres circonscriptions du Canada, les activités ont été chambardées. Je profite de l'occasion pour remercier les citoyens de Portneuf—Jacques-Cartier de leur solidarité et de leur résilience. La situation unique et particulière dans laquelle le Canada est plongé a fait jaillir l'entraide. On est en train d'écrire le livre sur les processus. Comme le dit si bien le premier ministre du Québec, on est en train de construire un avion en vol.

La deuxième session de la 43^e législature ne sera pas semblable aux autres sessions. Nous traversons une crise, et c'est important de le dire. Le 13 mars dernier, on a prorogé le Parlement. Je pense qu'il s'agissait d'une mesure normale. Nous avons adapté nos pratiques. Nous avons réagi devant l'inconnu. À mon avis, de bonnes choses ont été faites.

On a rouvert le Parlement il y a deux semaines. Cependant, le premier ministre du Canada avait décidé de proroger le Parlement alors que le Canada vivait une crise. Ainsi, tout le processus administratif et les réunions de comités, entre autres, ont été bloqués. De plus, les droits des parlementaires ont été restreints.

Je rappelle que si le premier ministre a décidé de proroger le Parlement, il y a six semaines, c'était en vue de soustraire les libéraux à une crise. Le gouvernement a servi ses propres intérêts au lieu de servir ceux des Canadiens et des Canadiennes. En effet, cet été, on parlait du mouvement UNIS. À l'époque, la conjointe du premier ministre a reçu de l'argent par l'entremise du mouvement UNIS. Or il s'agissait de deniers publics. Récemment, les libéraux ont dit qu'on ne pouvait pas faire indirectement ce qu'on ne pouvait pas faire directement.

La conjointe du premier ministre a reçu de l'argent, le frère du premier ministre a reçu de l'argent et la mère du premier ministre a reçu de l'argent. Près de 300 000 dollars sont allés dans les poches de sa famille. Cela est inacceptable. Tout cela s'est fait juste avant la prorogation du Parlement. Des voyages ont été payés par l'ancien ministre des Finances. Depuis, il a donné sa démission. Ses filles faisaient partie du mouvement UNIS, ou gravitaient autour dudit mouvement.

Selon la rumeur, le mouvement UNIS aurait participé à la rédaction des balises afin de s'assurer de pouvoir participer à l'appel d'offres du gouvernement. Ce n'est qu'une rumeur, mais il n'y a pas de fumée sans feu. Le mouvement UNIS n'a eu aucune concurrence avant d'obtenir un contrat de près de 1 milliard de dollars. De plus, on a oublié d'inclure les règles pour les francophones du Québec et pour ceux de l'ensemble du Canada. On a été obligé de donner un contrat à une entreprise bilingue qui pouvait faire des choses pour les francophones, mais qui ne pouvait pas soumissionner l'ensemble du projet. Telle était la situation.

Je rappelle que nous sommes en temps de crise. Aujourd'hui, le Québec a le plus haut taux de cas depuis le début de la pandémie. En effet, plus de 1360 cas ont été dénoncés ou ont été publiés. C'est grave. Il faut agir.

• (1540)

Les travailleurs canadiens s'arrachent le cœur à travailler. Les organismes d'entraide pour aider les gens dans le besoin sont à pied d'œuvre sur le terrain. Je les ai rencontrés dans Portneuf—Jacques-Cartier. Il faut aider les gens et les entreprises à surmonter cette situation unique et imprévisible.

Certaines mesures avaient du bon sens, je dois le reconnaître. Certaines mesures mises en place par le gouvernement étaient tout à fait logiques. Un gouvernement responsable se doit d'agir de cette façon-là, c'est-à-dire aider les gens et les entreprises. Certains programmes qui ont été mis en place étaient bons. Je n'ai pas peur de le dire.

Toutefois, un programme doit évoluer. Le problème de ce gouvernement, c'est qu'il n'a pas pu, n'a pas su et n'a pas voulu faire progresser et améliorer les programmes. Je pense entre autres à la PCU et à la PCUE. On incitait les gens à la passivité. En tant que député des citoyens de Portneuf—Jacques-Cartier, je me lève tous les matins pour que notre société soit une belle société où on valorise le travail. C'est cela, l'avenir et le potentiel d'une société. Il faut valoriser le travail et les gens qui ont du cœur au ventre. Il ne s'agit pas de niveler par le bas.

Je rappelle que nous sommes en temps de crise et que le premier ministre a décidé de fermer le Parlement. Au retour, on nous offre un discours du Trône.

Le gouvernement ayant eu six semaines pour le préparer, je m'attendais à un discours du Trône unique pour une situation unique. Je m'attendais à ce que le discours du Trône nous annonce des mesures immédiates visant à trouver des solutions pour aider les travailleurs et les travailleuses, les entreprises, les aînés, les personnes handicapées de notre pays. Il n'y a rien de tout cela, il n'y a rien de concret. On a annoncé qu'on avait donné de l'argent aux provinces pour la rentrée scolaire. Cela avait été déjà annoncé deux semaines auparavant.

Je m'attendais à ce qu'on puisse avoir un programme de déploiement des tests. Présentement, on a un problème de test. Les gens ne

L'Adresse

savent pas s'ils ont la COVID-19 et, en plus, ils ne peuvent pas avoir accès à des tests. Le premier ministre et son gouvernement sont supposément en train d'approuver les tests qui arriveront la semaine prochaine, d'après ce que j'ai entendu dire. Les tests vont arriver au Canada la semaine prochaine, mais quand seront-ils distribués?

Je me serais attendu à un plan précis de déploiement de tests, lors du discours du Trône. On a fait lire ce programme préélectoral par l'amie du premier ministre la gouverneure générale. Par la suite, puisque nous sommes en temps de crise et que la situation est grave, le premier ministre demande aux réseaux nationaux de lui donner du temps d'antenne pour s'adresser aux Canadiens et faire — je cherche le bon mot — une annonce publique très claire. Or, je n'ai rien appris malheureusement.

J'ai vu le premier ministre provoquer les provinces, ses alliées en temps de crise. Il a regardé l'écran et il a dit que, concernant les CHSLD et les aînés, il fallait que les choses changent et qu'elles allaient changer. Qu'est-ce qui a changé? Rien n'a changé depuis. Ce sont de belles paroles. C'est vide.

En ce qui a trait à la relance économique, je me serais attendu à un plan. La France, l'Allemagne, la Corée du Sud ont déposé des plans concrets. Moi, je veux être fier d'être Canadien. Je veux être un leader. Je veux sortir la tête haute de cette crise. Oui c'est une crise, oui il faut aider les gens, mais il faut se donner les moyens de se sortir le plus rapidement possible de cette crise, comme à l'époque de la crise économique où le premier ministre de l'époque, M. Harper, a mis toutes les mesures en place pour être le premier à sortir la tête de l'eau. C'est une fierté pour moi.

Je vais attendre les questions de mes collègues, mais je me serais attendu à beaucoup plus du discours du Trône.

Mon intervention laisse entendre que le vote de ce soir sera probablement teinté d'un refus de ma part.

• (1545)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, depuis le début, le gouvernement travaille avec les Canadiens, les divers ordres de gouvernement et les organismes sans but lucratif pour tenter de comprendre l'ampleur des difficultés que pose cette pandémie.

Durant les six à huit derniers mois, j'ai constaté une énorme coopération entre les personnes, les groupes et les divers ordres de gouvernement. Le programme de relance le démontre bien. Le gouvernement fédéral a travaillé en collaboration avec les provinces pour faire en sorte que les intérêts des Canadiens soient bien servis dans toutes les régions du pays. Le discours du Trône annonce des mesures claires et rigoureuses ainsi qu'une vision pour affronter la pandémie et pour en minimiser les impacts négatifs sur l'économie.

Le député a-t-il bien lu le discours du Trône? Si c'est le cas, il devrait envisager de reconsidérer certaines de ses déclarations.

[Français]

M. Joël Godin: Madame la Présidente, avant de répondre à mon collègue, l'expression que je cherchais, c'est « l'adresse à la nation » et c'est mon collègue de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup qui m'a aidé à la trouver.

L'Adresse

Oui, je l'ai lu, le discours du Trône et oui, je l'ai écoutée, l'adresse à la nation. Mon collègue libéral me dit que son gouvernement a travaillé en collaboration avec les provinces et les territoires. Je lui demande pardon, mais c'est à lui que je vais poser la question: l'a-t-il lu, le discours du Trône? Est-ce que la collaboration signifie de s'ingérer dans les compétences provinciales et territoriales, de parler d'un programme d'assurance-médicaments, de formation professionnelle et d'un programme de garderies?

De plus, lors de son adresse à la nation et dans son discours du Trône, le premier ministre a provoqué les provinces en leur disant qu'il fallait changer et qu'il allait mettre des choses en place pour protéger les aînés dans les CHSLD. Or, qu'a-t-il fait depuis ce temps-là? Nous sommes maintenant en crise.

Voilà ma réponse à mon respectueux collègue.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, à la fin de son discours, mon collègue a ouvert une petite porte en parlant de la reprise économique de 2008-2009. Or, M. Don Drummond, ex-économiste à la banque Toronto-Dominion et professeur à l'Université Queen's, disait que cela avait été pensé rapidement et que le pays n'avait tiré aucun bénéfice à long terme de cette reprise.

Devant cet état de fait, j'aimerais savoir si mon collègue a des idées pour que la reprise économique ait cette fois un effet à long terme.

M. Joël Godin: Madame la Présidente, nous sommes en temps de crise et il faut répondre rapidement. Pour répondre rapidement, il faut avoir des réponses qui seront efficaces.

À cette époque-là, même si on en conclut que cela n'a pas eu d'effet, nous avons effectivement été le premier pays du G20 à nous sortir la tête de l'eau. Maintenant, je ne comprends pas ce que ma collègue mentionne parce que lorsque nous avons quitté le pouvoir et que les libéraux l'ont pris, nous leur avons laissé un pays sans déficit. Il y avait des dettes arriérées, mais nous avons rétabli l'équilibre budgétaire en 2015. Pourquoi dire qu'il n'y a pas eu d'effets positifs de cette sortie de crise?

Un paquebot économique, c'est long. Lorsque le ministre du Patrimoine canadien est sorti de la retraite du Conseil des ministres juste avant que la Chambre ne reprenne ses travaux, j'ai été inquiet de l'entendre dire qu'il faudrait encore trois ou quatre mois avant que les libéraux n'aient un plan de relance économique, mais que cela ne l'empêcherait pas de dormir. Elle est là, la question.

• (1550)

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je suis surpris du discours de mon collègue conservateur. Il semble vouloir écarter des propositions qui visent concrètement à aider les gens, comme les nouveaux programmes sociaux et l'assurance-médicaments.

Il est député du Québec, comme moi. J'aimerais donc qu'il réponde à la CSN, à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, à la Centrale des syndicats du Québec et à l'Union des consommateurs, qui demandent tous une assurance-médicaments publique et universelle.

M. Joël Godin: Madame la Présidente, mon collègue du Québec doit comprendre que le programme d'assurance-médicaments relève effectivement des provinces et qu'il revient aux provinces d'y travailler. Le fédéral va probablement contribuer financièrement et il y aura une compensation pour le Québec.

Malheureusement, quand je discute avec les députés du NPD, je suis déçu qu'ils aient vendu leur âme aux libéraux.

[Traduction]

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de répondre au discours du Trône.

Je partagerai mon temps de parole avec ma bonne amie de Humber River—Black Creek.

Comme certains députés, j'ai discuté avec des citoyens de ma circonscription et d'autres gens. De façon générale, on commençait la conversation par déplorer l'évolution de la pandémie avant de dévier sur la façon dont nous financerons tout cela. Les programmes mis en place par le gouvernement sont généralement bien accueillis et constituent des bouées de sauvetage pour les personnes qui sont réellement au désespoir. Il est tout à fait juste d'affirmer que le gouvernement a ouvert ses livres aux citoyens canadiens. Néanmoins, le jour viendra où il faudra faire face à la réalité.

Je me consacrerai un peu à la nécessité de fixer des cibles budgétaires, mais tout d'abord, je veux attirer l'attention sur l'élément central du discours du Trône, c'est-à-dire notre obligation de tout faire en notre pouvoir pour rétablir la santé économique du pays. Il s'agit là de la grande priorité du gouvernement du Canada, et le Parlement du Canada devrait y accorder autant d'importance. Sans le rétablissement de la santé du pays, il sera tout simplement impossible de retrouver une richesse collective. Le dicton selon lequel « la santé, c'est le plus grand des biens » n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui.

En 1993, le *New York Times* avait proposé le Canada comme membre honoraire du tiers monde. Notre dette et nos déficits avaient atteint des niveaux insoutenables, vulnérables à l'inflation, à des chutes du dollar et à d'autres chocs économiques. Entre 1997 et 2006, les gouvernements Chrétien et Martin ont fait fondre la dette nationale d'environ 100 milliards de dollars, faisant ainsi passer le ratio dette-PIB de plus de 65 % à quelque chose de l'ordre de 25 %. La discipline budgétaire et une économie vigoureuse ont permis au Canada de se défaire de son statut honoraire de pays du tiers monde et de faire l'envie du G7, du G20 et d'autres pays de l'OCDE. Nous profitons de ce legs depuis.

L'arrivée de la COVID-19 a fait grimper notre ratio dette-PIB de beaucoup. Il se situe maintenant dans les 49 %. Le Bureau du directeur parlementaire du budget vient de publier une mise à jour financière. Il part de trois hypothèses qui font réfléchir: d'abord, qu'il n'y aura pas de vaccin rendu largement disponible avant 12 à 18 mois; ensuite, que les mesures d'intervention actuelles seront retirées comme prévu; enfin, que la Banque du Canada va maintenir son taux d'intérêt cible à 0,25 % jusqu'en 2023 et poursuivre son programme d'assouplissement quantitatif.

Entre décembre 2019 et juin 2020, le PIB réel du Canada s'est effondré de 13,4 %, et le directeur parlementaire du budget ne prévoit pas qu'il retrouvera son niveau de décembre 2019 avant mars 2022. Quand le PIB baisse, il en va de même pour les recettes du gouvernement.

J'apprécie la franchise du directeur parlementaire du budget et je reconnais que toutes les prévisions, qu'elles proviennent du ministère des Finances ou du directeur parlementaire du budget, sont sujettes à d'importantes réserves.

Le Canada est un pays commerçant. Cela lui procure à la fois une force et une vulnérabilité. Notre principal partenaire commercial se trouve dans une période de bouleversements depuis quatre ans. Nous pourrions espérer que les élections du 3 novembre nous apportent des relations plus stables et prévisibles, mais il ne faut pas trop y compter.

• (1555)

La Chine, notre deuxième partenaire commercial en importance, semble déterminée à faire du Canada un État vassal. Elle enlève des citoyens canadiens, prend des décisions commerciales arbitraires, privilégie la diplomatie d'intimidation et a mis en place un système de surveillance massive. Toutes ces pratiques font du Parti communiste chinois un partenaire peu fiable. La pandémie a cruellement exposé notre dépendance aux chaînes d'approvisionnement qui passent par la Chine. De plus, notre troisième partenaire commercial en importance semble encore une fois être absorbé par des discussions liées au Brexit.

Dans ce contexte morose qui se caractérise par des partenaires commerciaux peu fiables, un virus imprévisible et des dépenses insoutenables, que doit faire un ministre des Finances? Au bout du compte, la ministre des Finances devient la « ministre qui dit non ». Cependant, lorsqu'on exprime un refus, il est utile de le justifier.

Pour ma part, j'aimerais voir une déclaration commune du ministre des Finances et du Bureau du directeur parlementaire du budget, dans laquelle ils présenteraient leurs meilleures prévisions concernant le PIB du pays. De plus, j'aimerais qu'on s'efforce d'expliquer tout écart. Il serait dans l'intérêt national d'avoir une compréhension commune de notre situation financière et économique.

Deuxièmement, j'aimerais que le gouvernement ait un ou plusieurs points d'ancrage financiers, car en l'absence de point d'ancrage, le navire de l'État se mettra inévitablement à tourbillonner d'une façon étourdissante. Les points d'ancrage possibles ne manquent pas. Ainsi, l'indicateur « ratio stable de la dette sur le PIB » a l'avantage d'être largement reconnu et facile à comprendre. Il a toutefois des inconvénients à court terme: il se dégradera très vite, en effet, puisque le numérateur et le dénominateur évoluent dans des directions opposées.

L'équilibre budgétaire peut aussi servir de point d'ancrage. Ce serait toutefois un objectif irréaliste à l'heure actuelle, comme l'a reconnu implicitement le chef de l'opposition, qui convient qu'il faudra peut-être attendre plus de 10 ans avant de renouer avec des budgets équilibrés. J'en profite pour dire que j'ai été heureux de le voir à la Chambre et pour lui souhaiter de nombreuses années à la tête de l'opposition officielle de Sa Majesté.

Un autre point d'ancrage possible serait l'inflation. Certains affirment que cela devrait être notre seul point d'ancrage et que l'on devrait simplement laisser les programmes prendre de l'ampleur sinon. D'autres encore proposent de plafonner les dépenses, une méthode qui a le défaut d'être tout à fait arbitraire et de manquer de souplesse.

David Dodge, ancien sous-ministre et gouverneur de la Banque du Canada, propose d'adopter un point d'ancrage fondé sur les coûts du service de la dette nationale. Selon lui, les coûts du service de la dette ne devraient pas dépasser la barre des 10 % des recettes gouvernementales annuelles et nous devrions travailler à ramener les déficits annuels à un maximum de 1 % du PIB. M. Dodge veut également que tous les investissements et les programmes du gouvernement soient liés à une augmentation de la productivité. Or, le

L'Adresse

Canada tire de l'arrière depuis de nombreuses années en matière de productivité.

Je presse le gouvernement d'établir un ou des points d'ancrage budgétaires et de reconnaître que le gouvernement du Canada ne constitue pas l'économie du Canada. A un moment donné, Dr No doit dire non, sans quoi le navire de l'État dérivera loin de la « gestion sage et prudente ».

Le Canada est différent des États-Unis. Ceux-ci peuvent prendre des mesures fiscales imprévisibles et folles parce que le dollar américain est la devise du monde entier. Le dollar canadien est du menu fretin en comparaison. En cas d'inflation ou de chute du dollar, les présomptions concernant l'argent à bon marché prennent le bord. En ce moment, nous avons de l'argent à bon marché. Espérons que cela se poursuive, parce que plusieurs présomptions sont fondées là-dessus.

Bref, j'espère que le gouvernement s'engagera à se fixer des cibles budgétaires et que nous pourrions entamer une conversation réaliste au sujet de la gamme de programmes.

• (1600)

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député d'avoir tenu un discours étonnamment raisonnable que je ne m'attendais pas à entendre de la part d'un député ministériel.

Il a présenté de très bons arguments. Il a mentionné, à juste titre, que les gouvernements Chrétien et Martin ont fait adopter des budgets équilibrés et qu'ils ont réduit la dette du pays. Il a mentionné, à juste titre, qu'au début des années 1990, le Canada s'est retrouvé pratiquement à court d'argent lorsque des responsables des finances ont voulu trouver du crédit sur les marchés et qu'ils n'ont pas réussi à trouver une seule personne dans le monde qui était disposée à prêter ne serait-ce qu'un dollar au gouvernement du Canada, de crainte que celui-ci ne puisse pas la rembourser. À l'époque, le ratio de la dette par rapport au PIB était de 66,6 %. Il y a six mois, il se situait à 30 %. Autrement dit, nous avons une marge de manœuvre d'environ 36 % avant d'atteindre le niveau où nous aurions pu déclarer faillite.

Aujourd'hui, ce ratio se situe à 50 %. Autrement dit, le gouvernement a réduit de plus de la moitié la marge de manœuvre dont nous disposons avant d'arriver au bord du gouffre. Nous faisons donc fausse route. Le problème, lorsqu'on s'approche graduellement du gouffre, c'est que la chute peut être soudaine, et il est alors déjà trop tard.

Le député convient-il, comme la loyale opposition de Sa Majesté, qu'il faut dès maintenant bien renforcer les assises budgétaires du pays?

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, le fait d'être complimenté par le député de Carleton suscite toujours une certaine appréhension. Cela dit, les chiffres qu'il donne sont exacts, et je tentais justement de démontrer qu'il faut établir une ou des cibles budgétaires. Sans de telles cibles, nous continuerons simplement à accumuler des dettes.

Nous connaissons ce scénario. Lorsque le gouvernement Chrétien est arrivé au pouvoir en 1993, nous nous trouvions dans une situation insoutenable. Il faut revenir à un point où nous pouvons maintenir les programmes essentiels.

L'Adresse

Le gouvernement a mis, avec raison, les finances publiques au service des Canadiens désespérés. Cependant, pour reprendre les mots du grand philosophe Wayne Gretzky, il ne suffit pas de savoir où se trouve la rondelle, il est essentiel d'anticiper où elle ira.

• (1605)

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, notre collègue conservateur a soulevé un point quand même important concernant le niveau des dépenses et le besoin de commencer à réfléchir aux répercussions que vont avoir ces dépenses.

Dans son discours, notre collègue libéral énonce le fait que le gouvernement était au secours des Canadiens, notamment. Toutefois, une chose nous dérange beaucoup, au Bloc: dans le discours du Trône, on crée deux classes d'ânés et on ne veut pas augmenter les pensions à partir de 65 ans.

J'aimerais savoir si le député exerce des pressions à l'intérieur de son parti pour faire changer cela. Comment se sent-il?

Comment justifie-t-il cette position inacceptable?

Quand on parle de dépenses intelligentes, c'en est une. Les gens ont besoin de cet argent. Ils vont le dépenser pour améliorer leur qualité de vie et cela va faire rouler notre système. C'est ainsi qu'il faut dépenser.

[Traduction]

L'hon. John McKay: Madame la Présidente, j'approuve le principe général de tenter de remettre l'argent aux gens qui stimuleront le plus l'économie. Chose certaine, qu'il s'agisse des aînés ou des familles les plus démunies, ce sont très certainement les meilleures dépenses que le gouvernement puisse faire.

Ma circonscription, Scarborough—Guildwood, est la plus grande bénéficiaire de l'Allocation canadienne pour enfants. Tout cet argent sert à payer de la nourriture, des vêtements et des services de transport. Il va donc directement dans l'économie locale. Je suis en faveur de tout programme qui génère des fonds versés directement aux Canadiens les plus pauvres.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, je suis ravie de vous voir de nouveau occuper le fauteuil.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi l'allocation de mon collègue. Il a mentionné quelques problèmes financiers que le Canada va éprouver. Je souhaite parler de mes concitoyens et des Canadiens qui bénéficient des investissements du gouvernement.

Comme les députés l'ont entendu, le monde traverse une période sans précédent. La pandémie a été une véritable épreuve pour tous les Canadiens, qui ont été séparés de leurs êtres chers par les mesures de santé publique adoptées et qui ont vu leur gagne-pain être menacé par les nombreuses fermetures d'entreprises et mises à pied. Nous menons le combat de notre vie, et nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Les six derniers mois ont montré à quel point il est important d'unir nos efforts pour nous entraider lors de ces moments difficiles. Maintenant que nous sommes en pleine deuxième vague, nous devons faire tout en notre pouvoir pour aplanir la courbe et éradiquer le virus. Nous avons aplani la courbe par le passé et nous pouvons le faire de nouveau, si nous travaillons tous ensemble.

Il m'apparaît évident que les effets de la COVID-19 se feront sentir pendant des générations. Pour rebâtir un Canada plus fort et assurer la sécurité des Canadiens, nous devons nous tourner vers l'avenir et prendre des mesures ambitieuses pour protéger tout le monde.

Le discours du Trône est l'occasion, pour le gouvernement, de prendre du recul, de faire le bilan de la situation et d'établir les priorités afin que nous sortions grandis de cette épreuve. C'est l'occasion, pour les parlementaires, de discuter et de débattre du rôle et de l'orientation du gouvernement. Je sais que le gouvernement aidera les Canadiens partout au pays. Nous nous y engageons.

J'aimerais saisir l'occasion pour souligner quelques aspects du discours du Trône qui aideront manifestement les résidents de Humber River—Black Creek.

Nous savons tous que nous devons porter un masque, nous laver les mains et garder nos distances. Ce n'est pas facile, mais c'est indispensable si nous voulons survivre à cette pandémie. Surtout, nous devons faire tout en notre pouvoir pour que les Canadiens aient accès au vaccin lorsqu'il sera prêt.

Il faut tous unir nos forces pour demeurer en sécurité et combattre ce virus. Dans ma circonscription, qui, malheureusement, est un foyer épidémique, j'ai réclamé la mise en place de multiples centres de dépistage. Je suis heureuse que nous ayons pu en aménager plusieurs de façon temporaire, notamment à l'hôpital Humber River, sur la rue Church et au centre communautaire Gord and Irene Risk. Nous ne pourrions mettre fin à cette pandémie tant et aussi longtemps que nous ne ferons pas en sorte que toutes les personnes qui ont besoin de subir un test de dépistage puissent l'obtenir et connaître rapidement les résultats. La rapidité est la clé. La recherche des contacts et le dépistage sont primordiaux. Je sais que le gouvernement collabore résolument avec les municipalités et les provinces pour atteindre cet objectif. Personne ne devrait se faire refuser un test de dépistage.

Je sais que les employés de mon bureau de circonscription ont fait de l'excellent travail et qu'ils ont reçu des appels de particuliers et de propriétaires d'entreprises qui se sont dits fort reconnaissants des différents programmes mis en place par le gouvernement. Sans ces programmes, ils n'auraient pas pu joindre les deux bouts. Le programme de la PCU a apporté beaucoup d'aide et de soulagement aux gens de ma circonscription. Honnêtement, je suis très reconnaissante au gouvernement d'avoir créé ces programmes qui étaient plus que nécessaires.

Je vais donner quelques exemples.

Le personnel de mon bureau est venu en aide à une jeune mère de deux enfants de moins de cinq ans. Elle a perdu son emploi en mars en raison de la COVID-19, elle habite seule et se débrouille sans l'aide de personne. Lorsque les gens de mon bureau lui ont parlé, elle leur a dit ne pas croire que le gouvernement pourrait l'aider.

Elle a demandé la PCU et elle a attendu de recevoir la prestation. Celle-ci est arrivée juste à temps pour lui permettre de payer son loyer. Mon personnel a pu aider cette jeune femme à obtenir le versement de la PCU, une véritable réussite du moment. La dernière fois que j'ai pu parler à cette femme, elle m'a confié que cela lui avait redonné confiance au gouvernement et elle nous a remerciés de tout cœur. Elle a recommencé à travailler et elle remercie le ciel chaque jour de l'aide qu'elle a reçue de mon bureau.

L'Adresse

Il y a bien d'autres cas de gens qui avaient perdu espoir et qui n'auraient pas pu survivre sans la PCU. Tous ceux à qui je parle qui ont perdu leur emploi pendant la pandémie — ils sont très nombreux — disent qu'ils n'auraient pas su quoi faire sans cette prestation et toutes les autres prestations que le gouvernement a créées et qui continuent à soutenir les Canadiens à ce jour.

Avant de continuer à décrire d'autres avantages qu'apportent les programmes d'aide du gouvernement aux Canadiens, j'aimerais prendre un instant pour souligner le dévouement de mon personnel et du personnel du ministère des Affaires étrangères, plus particulièrement le député de Don Valley-Ouest, qui est le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères. Il est un véritable leader qui fait preuve d'une grande compassion.

• (1610)

Au début de la pandémie, c'est beaucoup grâce à sa collaboration avec mon bureau que nous avons réussi à ramener de nombreux Canadiens et des membres de leur famille de partout dans le monde au Canada. Ces efforts incroyables ne doivent pas passer inaperçus. Cela nous a tous fait beaucoup de bien de savoir que des Canadiens ont pu être rapatriés en ces temps difficiles.

Si j'en sais autant sur le processus de rapatriement des Canadiens, c'est parce que mon bureau a collaboré étroitement avec une agence de voyages locale, une entreprise qui est au cœur de ma circonscription. Lina Maturro est propriétaire de Islington Travel, une petite entreprise dans Humber River-Black Creek. Elle a connu énormément de hauts et de bas pendant la pandémie.

J'aimerais lire à la Chambre quelques extraits d'une lettre que Lina a envoyée à mon bureau. Elle dit ceci: « L'industrie du voyage a été fortement ébranlée. Nous sommes forts et résilients, certes, mais nous devons certainement composer avec de nouvelles réalités pendant une période sans précédent. Cela fait un peu plus de 43 ans que je possède et que je gère une petite agence de voyages locale et, manifestement, je n'étais pas prête à affronter la COVID-19. Même avant que le gouvernement ne déclare l'état d'urgence, notre bureau travaillait déjà sans relâche pour déplacer les vols de nos clients. Nous tentions désespérément de ramener des Canadiens au pays. Nous éprouvons des difficultés financières inimaginables. Je ne touche aucun revenu, mais j'ai toujours une foule de dépenses. L'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial a vraiment été salutaire. Sans ce programme, il aurait fallu que je ferme boutique il y a des mois. »

Les petites entreprises canadiennes, comme Islington Travel, sont tout particulièrement touchées. Nous le savons. Obligation de fermer leurs portes, capacité réduite, perturbation de la chaîne d'approvisionnement et baisse des revenus ne sont que quelques-unes des difficultés que nos infatigables petites entreprises ont eu à surmonter. Nous savons tous que les petites entreprises constituent le pilier de l'économie canadienne. Nous savons qu'il faudra du temps pour que ces entreprises retrouvent leur rentabilité d'avant la pandémie. Une fois de plus, c'est pour ces raisons que nous avons pris des mesures décisives afin de garder les petites entreprises canadiennes fonctionnelles, par exemple en prolongeant la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à l'été 2021. Nous avons élargi l'accès au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et apporté des améliorations au Programme de crédit aux entreprises. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Nous travaillons dur afin que les propriétaires de petites entreprises, comme Lina, puissent accéder facilement et rapidement à un

soutien financier utile qui leur permettra de traverser ces eaux troubles.

Tout comme plusieurs de mes collègues, je prône l'adoption de normes nationales en matière de soins de longue durée. Ce qui s'est produit à Hawthorne Place, un établissement de soins de longue durée de ma circonscription, et à bien d'autres endroits, était tout à fait consternant. De pair avec mes collègues, j'ai demandé avec insistance l'établissement de normes nationales en la matière. Nous avons des normes nationales pour tout le reste dans ce pays. Pourquoi n'aurions-nous pas des normes nationales pour quelque chose d'aussi important que la façon dont nous traitons les personnes âgées dans les établissements de soins de longue durée?

Je suis enchantée que le gouvernement, et le premier ministre plus particulièrement, aient tenu compte de cette demande dans le discours du Trône. Le premier ministre a été révolté par ce qu'il a vu et entendu tout au long du processus. Nous allons constater très rapidement la mise en œuvre de normes nationales en matière de soins de longue durée, ce qui s'impose depuis longtemps. Je parle de mise en œuvre concrète et non d'un engagement, pas uniquement des mots sur papier ou un rapport.

Je sais que des gens diront que le gouvernement fédéral n'a pas l'autorité pour intervenir dans ce domaine de compétence provinciale. Je l'ai dit moi-même, mais cela ne nous a pas empêchés, moi et mes collègues, d'aller de l'avant. Il s'agit d'une question qui touche tous les Canadiens. Des améliorations sont requises dans ce domaine, et le gouvernement va s'y mettre dès maintenant. C'est un domaine où des améliorations seront apportées sous peu avec l'entrée en vigueur de normes essentielles en matière de soins, à tous les niveaux.

Nous rebâtissons le Canada sur des bases plus solides. Comme le premier ministre l'a dit, l'heure n'est pas à l'austérité. Le gouvernement est là pour aider les Canadiens. La meilleure chose que le gouvernement peut faire pour l'économie est d'aider les Canadiens à passer au travers de cette crise sanitaire. Les Canadiens ne devraient pas avoir à choisir entre leur santé ou leur emploi. Le gouvernement va continuer d'aider les Canadiens à avoir de la nourriture dans leur assiette, à maintenir les entreprises en activités, à créer des emplois, à soutenir les femmes dans tous les secteurs économiques et à veiller à la viabilité financière de notre pays.

• (1615)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, ma collègue a dit à la fin de son discours que « l'heure n'était pas à l'austérité ».

J'essaie de comprendre comment le gouvernement définit « austérité », car, de jour en jour, de semaine en semaine, il nous annonce de nouvelles dépenses qui font sans cesse grimper le déficit. À quel moment peut-on considérer qu'on dépense trop?

Si le gouvernement poussait le déficit à 500 milliards de dollars, 600 milliards, 700 milliards, à quel moment la députée jugerait-elle qu'il faut s'arrêter un instant et ralentir la cadence des dépenses? Si on dépensait un peu moins qu'à l'heure actuelle, que le déficit était de 300 milliards de dollars, disons, au lieu de 343 milliards, est-ce que ce serait considéré comme de l'austérité? Parlerait-on d'austérité pour des dépenses qui engendrent un déficit de 250 milliards de dollars? Pour la députée, à partir de quel montant peut-on dire qu'on dépense trop ou qu'on peut parler d'austérité?

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, je suis heureuse de voir mon collègue de retour à la Chambre.

L'Adresse

D'abord, je préférerais que nous n'ayons pas à dépenser un seul cent de cet argent. Je préférerais que cette pandémie ne soit jamais arrivée, mais elle est là. Le gouvernement du Canada a vu à répondre aux besoins des Canadiens, ce dont je suis très fière. Nous n'avons pas laissé tomber les gens en leur disant que nous avions dépensé 100 000 \$ et que nous devions nous arrêter là. Personne ne tient à dépenser autant, mais si nous n'aidons pas les Canadiens dans une situation comme celle-ci, à quel moment le ferons-nous? Ils ont besoin d'un gouvernement maintenant, alors que nous sommes en pleine pandémie, et le gouvernement est là. Nous allons faire tout ce qu'il faut pour aider les Canadiens à traverser cette terrible pandémie.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je veux féliciter ma collègue de son beau discours. Je l'ai écouté nous parler des gestes qu'elle et son équipe ont posés auprès des citoyens pendant la pandémie. Je me dis que si nous avons tous fait notre travail comme il le faut, ce qu'elle décrit représente probablement ce que les 337 autres députés de la Chambre ont fait, eux aussi.

Si elle a bien écouté ses concitoyens, je présume qu'elle a appris que la PCU a effectivement aidé plusieurs personnes, mais qu'elle a aussi nui aux entreprises parce que la PCU n'encourageait pas les citoyens à retourner au travail. Les entreprises demandaient qu'on y ajoute des incitatifs. Cependant, le gouvernement n'a pas écouté les partis de l'opposition et les suggestions du Bloc québécois.

J'aimerais également parler du sujet incontournable que sont les aînés. Si ma collègue a effectivement été à l'écoute de ses concitoyens, les aînés lui ont sûrement fait part de leurs doléances. Ils lui ont sûrement dit que l'âge de 75 ans, c'est trop loin, et qu'ils ont besoin que les pensions soient ajustées dès l'âge de 65 ans. En effet, les aînés de 75 ans qui ont besoin de faire ajuster leur traitement sont déjà fragiles avant cet âge.

J'aimerais entendre ma collègue à ce sujet.

• (1620)

[Traduction]

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, permettez-moi de dire que nous avons bien sûr octroyé à toutes les personnes âgées un montant d'environ 1 500 dollars d'aide supplémentaire, dont elles avaient besoin en ces temps difficiles. Lorsque nous avons essayé de trouver un équilibre entre ce que nous pouvons faire avec une somme d'argent raisonnable, en essayant d'augmenter la pension à partir de l'âge de 65 ans d'une manière qui aiderait bon nombre de ces personnes âgées, nous avons utilisé le programme du Supplément de revenu garanti au meilleur de nos capacités. Nous avons pris un engagement. Nous savons que la situation des personnes âgées de 75 ans et plus est particulièrement difficile. Les dépenses augmentent à cet âge-là. Nous voulons nous assurer que nous les aidons dans la mesure de nos capacités.

Notre objectif est d'aider le plus grand nombre possible de Canadiens à traverser la pandémie. Nous essayons d'être là pour aider la population, tout en considérant l'aspect financier de la situation, auquel nous portons une attention particulière.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, s'agissant des positions qui doivent être prises en vue d'une norme nationale de soins, le discours de la députée ressemble à un discours que l'on prononcerait au début d'une pandémie, et non sept mois plus tard. Les députés se souviendront que les néo-démocrates

ont réclamé une telle mesure et ont été traités d'absurdes par de nombreux libéraux. Pourtant, nous voici sept mois plus tard avec 10 000 décès, dont 80 % sont survenus dans des établissements de soins de longue durée.

Pourquoi le gouvernement ne s'engage-t-il pas à renoncer à faire des profits lorsqu'est en jeu la santé des aînés qui vivent dans des établissements de soins de longue durée?

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, l'enthousiasme du député me réjouit. Je suis certaine qu'il travaillera avec nous et l'ensemble des provinces et des territoires du Canada afin d'établir le plus tôt possible une norme nationale de soins qui fera en sorte que les aînés soient traités d'une façon dont nous pouvons tous être fiers.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Saint-Hyacinthe—Bagot.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je souhaiterais rappeler à tous mes collègues que la pandémie qui nous afflige a provoqué une mise à niveau et une accentuation des études scientifiques, ainsi que la mobilisation de tous les membres de la communauté scientifique autour des liens qui existaient entre les zoonoses, la pollution, les changements climatiques et l'émergence de phénomènes pandémiques.

C'était déjà un sujet d'étude crédible et bien documenté, sur lequel plusieurs centaines de spécialistes s'étaient déjà penchés. En octobre 2019, l'Association canadienne de santé publique publiait ses recommandations concernant les conséquences des changements climatiques sur la santé humaine et l'urgence d'agir sur les changements climatiques.

La teneur des publications des derniers mois témoigne de l'accroissement du risque de pandémies avec la perte de la biodiversité. Le réchauffement climatique altère les zones tempérées. Comme pour la maladie de Lyme, d'autres zoonoses sont alors à prévoir. Protéger la biodiversité, ce n'est pas un rêve; il faut le faire. La biodiversité est la pierre angulaire d'une stratégie efficace pour s'attaquer aux conséquences des changements climatiques.

En accordant cette place importante et significative aux questions environnementales, nous allons agir concrètement pour éviter que des zoonoses ne se transforment en pandémies.

Cette introduction m'amène à souligner les éléments du discours du Trône qui touchent l'environnement, dont la section intitulée « Agir contre les risques extrêmes découlant des changements climatiques ». En tant que porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement — un dossier assez occulté depuis la mi-mars —, je rappelle qu'il est d'une importance capitale que le gouvernement comprenne qu'il est facile de faire une relance économique juste avec une relance économique verte. Sans l'ombre d'un doute, on peut combiner relance économique et protection de l'environnement. Cependant, cela ne se fera pas en investissant dans les énergies fossiles.

Nous accueillons favorablement le fait que le gouvernement reconnaisse que la pollution demande de l'action climatique — comme le dit le discours du Trône — dès maintenant. J'invite cependant les gens à lire le plan de relance du Bloc québécois pour découvrir comment on peut se mettre en route rapidement vers de l'action climatique.

L'Adresse

Selon le discours du Trône, le gouvernement « mettra immédiatement en place un plan qui permettra de surpasser les objectifs climatiques du Canada pour 2030. Le gouvernement légifèrera également sur l'objectif canadien de zéro émission nette d'ici 2050 ».

Madame la Présidente, savez-vous quel problème je vois dans cet énoncé? C'est que le Canada n'est même pas près d'atteindre ses objectifs. Les projections du ministère de l'Environnement disent qu'il y aura peut-être des réductions de gaz à effet de serre d'au plus 19,5 % pour 2030. Cela représente un manque à gagner de 77 mégatonnes. Des mesures concrètes, il va donc en falloir.

Commençons par des mesures législatives. Le Bloc québécois, par l'entremise de ma collègue d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, propose d'adopter une loi-cadre pour obliger l'État fédéral à respecter ses propres cibles. Il y a eu des promesses, il y a eu des cibles, il y a eu des projets, et on constate aussi que la communauté internationale est critique devant l'inaction climatique du Canada relativement à ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris. La posture actuelle du Canada en matière d'environnement n'a rien d'enviable. Il serait grand temps que le gouvernement s'en préoccupe.

Étant donné les décisions que le gouvernement a prises depuis 2015 et les nombreuses déréglementations qui sont survenues depuis la pandémie, il nous apparaît urgent et nécessaire que la Chambre accueille favorablement le projet de loi de ma collègue d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia.

Le discours du Trône indique que le gouvernement a pour ambition de « faire du Canada la destination la plus compétitive du monde pour les entreprises de technologies propres ». Il va manifestement falloir passer de la parole aux actes et il va falloir arrêter de détourner le regard quand il est question d'environnement.

Créer des milliers d'emplois dans la rénovation? Nous sommes pour. Investir dans la réduction des effets des catastrophes climatiques et donc aller en s'adaptant? Nous sommes pour aussi. Réduire les effets? Nous sommes d'accord. Nous comprenons qu'il nous faut un plan d'urgence en cas de catastrophe. Cela va de soi. Cependant, pourquoi ne pas commencer par reconnaître qu'il faudrait faire de la prévention?

Nous devons donc tout faire pour atténuer les changements climatiques et reconnaître les nouvelles connaissances de partout ailleurs dans le monde. Cela nous permettrait d'aller plus vite.

• (1625)

Le discours du Trône prévoit la modernisation de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. N'est-ce pas une position partagée par des centaines d'organisations, de chercheurs et de rapports depuis plusieurs années?

Les 87 recommandations figurant au rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable de 2017 procurent au ministère de l'Environnement un examen exhaustif de ce qui doit être modifié. Il ne s'agit pas d'une mince tâche. La montagne est haute, mais il faut la gravir. Il serait très mal avisé de moderniser la Loi en faisant quelques modifications superficielles sans portée réelle.

Le Bloc québécois est bien entendu favorable à cette annonce concernant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, mais nous voudrions pouvoir constater que cette mission sera vraiment prise au sérieux.

D'ailleurs, dès l'introduction de ce rapport, les auteurs indiquent clairement que, au Canada, des milliers de personnes exposées à des substances toxiques décèdent prématurément et que des millions d'autres sont atteintes de maladies évitables. Les concepts évoluent. La loi canadienne est dépassée par les réalisations scientifiques.

Vu l'avènement de la COVID-19 et les préoccupations entourant la santé humaine et les vulnérabilités au virus, j'implore tous mes collègues de reconnaître le caractère transversal de l'environnement, particulièrement en ce qui a trait à la santé humaine. Les enjeux de notre époque l'exigent.

Une autre voie possible est l'adoption d'une loi zéro émission inspirée du modèle législatif de la Californie. C'est une avenue très sérieuse qui est porteuse de réels effets positifs sur le niveau de pollution de la santé humaine par les gaz à effet de serre. Récemment, un projet de loi a été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec. Cela pourrait être un bon catalyseur pour la disponibilité de véhicules électriques pour les Canadiens. On en parle dans le discours du Trône, mais il faudrait que les compagnies se mettent au parfum et qu'elles fassent des véhicules électriques.

Dans un autre ordre d'idée, les membres de la Chambre ne seront pas surpris que je dénonce au passage les éléments du discours du Trône relatifs à l'environnement qui, dans leur formulation, sous-entendent un empiètement dans les champs de compétence du Québec et des provinces.

Le Bloc québécois dit oui à la protection de la nature et des espaces verts dans les municipalités et à la gestion des eaux. Cependant, ce sera au Québec et aux provinces de déterminer les mesures liées à ces projets. Le gouvernement fédéral doit s'occuper de ce qui relève de ses champs de compétence, pas de ceux du Québec et des provinces.

Au-delà des mesures législatives qu'il faut impérativement mettre en place avec célérité et rigueur, il y a l'incontournable question des dépenses et des coûts à entrevoir pour amorcer la transition vers un avenir zéro émission. Le discours énonce des soutiens, des programmes et des fonds fédéraux dédiés à la consolidation des objectifs climatiques. Il y a une convergence avec les éléments du plan de relance du Bloc québécois, à commencer par les incitatifs à la recherche pour perfectionner la filière électrique des véhicules lourds et commerciaux. Le Québec détient un développement sectoriel enviable et doit voir la couleur de ces aides.

Les PME du Québec ont fait preuve de génie, d'audace et de résilience quand elles se sont lancées là-dedans il y a déjà 15 ans, alors que ce secteur économique était en émergence. Maintenant, le Québec est le berceau de l'électrification des transports en Amérique du Nord. La relance verte et juste doit reconnaître les différentes expertises et forces propres aux différentes régions. On ne peut pas mettre une région en compétition avec une autre. On doit miser sur les complémentarités.

Je termine en faisant rapidement référence à l'état des finances. Il y a effectivement des déficits causés par la pandémie, parce qu'il fallait aider nos concitoyens. Or ne devient-il pas indécent de continuer la lubie du projet Trans Mountain? Qui peut prétendre que 12 milliards de dollars doivent demeurer dans ce projet? Près de 100 signataires, dont des économistes, des experts et des scientifiques canadiens, se sont adressés au gouvernement le 16 septembre dernier pour dire non.

L'Adresse

Le Bloc québécois a une tradition de solidarité envers les travailleuses et les travailleurs. Les travailleurs ont le dos large quand vient le temps d'accorder sans arrêt des aides au secteur pétrolier. Dans le plan de relance du Bloc québécois, nous proposons de prendre ces sommes et de les dédier à des projets d'énergie renouvelable en Alberta.

• (1630)

Le discours du Trône énonce des ambitions admirables, mais des contradictions également. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): J'ai deux questions, madame la Présidente.

Ma première question est la même que celle que j'ai posée il y a quelques jours au chef du parti de la députée. S'agissant du secteur pétrolier et gazier dont elle a parlé, je crois qu'elle serait d'accord avec moi pour dire que ce secteur jouera un rôle moins en moins important dans l'économie canadienne, au fur et à mesure de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Est-elle prête à reconnaître que, par rapport aux paiements de péréquation, ce secteur a profité aux Canadiens depuis l'île de Vancouver jusqu'à Terre-Neuve, et notamment aux Québécois, et qu'une grande partie des revenus provenant de l'industrie pétrolière et gazière a contribué à soutenir les Québécois?

Ma deuxième question porte sur la compétence provinciale, qui est un enjeu soulevé par la députée. Estime-t-elle que le gouvernement fédéral joue un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques ou croit-elle qu'un tel rôle convienne mieux aux provinces?

[Français]

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question qui me permet de défaire peut-être un mythe de la politique canadienne, à savoir que les rentes des pétrolières financent la péréquation, pas du tout. Ce n'est pas cela qui fait la péréquation. Cela me permet donc de défaire ce mythe. Ces revenus appartiennent aux provinces.

Pour ce qui est du gouvernement fédéral, on sait que l'environnement est une compétence partagée. Effectivement, le gouvernement fédéral a un rôle à jouer, et les provinces également.

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, la députée a parlé de Trans Mountain et des engagements pris dans le discours du Trône. Le gouvernement a subventionné les combustibles fossiles à coups de milliards de dollars. Il a acheté un pipeline au prix de 4,6 milliards de dollars et il s'est engagé à verser 12 milliards de dollars supplémentaires.

Si le gouvernement investissait dans un plan de reprise équitable et durable, où pourrait-il investir ces milliards de dollars selon elle?

[Français]

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, ma collègue ne sera pas étonnée d'entendre qu'effectivement nous pensons qu'il est temps de mettre fin à toutes les subventions aux énergies fossiles.

Ce n'est pas moi qui le dis. De tout le G20, le Canada est le champion des émissions de gaz à effet de serre par personne. Il est temps d'agir. On le voit. Il y a eu des incendies en Colombie-Britannique. On voit aussi des incendies au sud de la frontière, en Cali-

fornie. Dans d'autres coins du monde, ce sont plutôt des inondations. Les énergies fossiles doivent rester dans le sol. C'est dit et redit par la plupart des grands acteurs internationaux qui travaillent sur l'environnement et les changements climatiques.

• (1635)

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie ma chère collègue la députée de Repentigny.

Nous avons travaillé ensemble dans les COP sur les négociations concernant le changement climatique. Nous sommes absolument sur la même longueur d'onde sur la question de l'urgence du changement climatique, mais aussi sur le fait que le gouvernement, dans le discours du Trône, n'a pas pris les engagements nécessaires pour réduire les gaz à effet de serre afin d'éviter le pire qui menace notre civilisation.

J'aimerais demander à ma collègue et amie ce qu'elle pense du discours du Trône, c'est-à-dire à propos des bons mots sur le climat, mais également de l'absence d'une obligation ou d'un engagement à l'égard d'une nouvelle cible.

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je salue ma collègue et amie de la circonscription Saanich—Gulf Islands.

Effectivement, le discours du Trône y va dans des grandes idées. Il n'y a pas de plan précis. Nous demandons des plans précis. Je siége ici depuis 2015. Nous demandons depuis 2015 qu'il y ait un plan concret et qui soit également contraignant. C'est là-dessus que ma collègue d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a déposé un projet de loi pour obliger le gouvernement à respecter ses propres cibles et ses engagements en vertu de l'Accord de Paris. Sur le plan international, on le voit. Les gens ne sont pas dupes des paroles qu'on entend. Ils veulent des actions. Ils voient bien l'inaction climatique du Canada. Il y a donc toute une pente à gravir de ce côté.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, lors de son passage comme ministre fédéral de l'Industrie, le regretté Jean Lapierre a dit que l'aéronautique était au Québec ce que l'automobile était à l'Ontario. C'est vrai, parce qu'on parle de 40 000 emplois directs, de 100 000 emplois indirects, de 220 entreprises, dont 200 PME, de 18 milliards de dollars de vente, dont 80 % d'exportation. C'est le premier exportateur du Québec. Avec 12 % des exportations manufacturières, le Québec représente 50 % des emplois, 60 % des ventes, 70 % de la recherche-développement du secteur du Canada. Le secteur finance 55 % de la recherche-développement industrielle au Québec. Le Grand Montréal est le troisième pôle aéronautique de la planète après Seattle, avec Boeing, et Toulouse, avec Airbus. C'est une industrie qui est intégrée. Il n'y a que trois endroits au monde où on trouve des fournisseurs aptes à fournir toutes les composantes pour construire un avion de A à Z. Le grand Montréal en fait partie.

Si on veut continuer en matière de statistique, zéro est le nombre de fois que le mot « aérospatiale » ou « aéronautique » apparaît dans le discours du Trône. C'est une industrie qui est en difficulté. Elle l'était déjà, mais la COVID-19 l'a exacerbée. Plusieurs secteurs économiques vont être touchés plus longtemps que d'autres et vont avoir besoin d'une aide spécifique. L'aéronautique en fait partie.

Le discours du Trône mentionne la culture, le tourisme, l'agriculture. On verra le résultat. On est loin de la coupe aux lèvres. Néanmoins, c'est bien que ce soit mentionné.

L'Adresse

Or, l'industrie aéronautique est probablement un des éléments les plus importants de notre tissu industriel au Québec. Les transporteurs aériens sont les premiers clients de l'aéronautique civile et ils sont en difficulté. On sait que les avions sont cloués au sol. Il n'y a pas d'entretien, il n'y a pas de pièces de remplacement. Les carnets de commandes pour les avions neufs sont minces et cela va rester comme cela pendant plusieurs années. Les transporteurs qui ont passé des commandes tardent à prendre livraison de l'appareil pour éviter d'avoir à payer ce qui reste.

Depuis le printemps, il y a eu 4 000 emplois perdus dans l'aéronautique. L'industrie s'est résignée à nouer des liens avec l'industrie de la construction pour y envoyer des travailleurs au risque de perdre de l'expertise et de la capacité à rebondir. Cela veut dire qu'il y a aussi des PME qui risquent de mettre la clé sous la porte.

On a prôné depuis toujours l'idée d'une politique en aérospatiale. Qu'est-ce que c'est, une politique en aérospatiale?

J'interviens fréquemment, comme plusieurs de mes prédécesseurs responsables de ce dossier. On me répond qu'on a déjà aidé. Toutefois, une vraie politique, ce n'est pas de l'aide sporadique. Ce n'est pas sortir de l'argent une fois de temps en temps, aussi gros que ce soit le montant.

Je me risque à expliquer ce qu'est une véritable politique de l'aérospatiale, dans ce Parlement d'un pays qui est plutôt étranger au nationalisme économique. Il y a très peu de secteurs qui sont protégés et encadrés et qui sont l'objet d'une vraie stratégie. Celui de l'aérospatiale devrait l'être.

De tous les pays qui ont une industrie aéronautique importante, le Canada est le seul à ne pas avoir une politique pour en soutenir le développement. C'est pourquoi le Bloc québécois va d'ailleurs amener le sujet au Comité permanent de l'industrie pour dégager les défis et la vision nécessaire et forcer ensuite la main au gouvernement.

Une politique de l'aérospatiale, c'est tout d'abord une table où tous les acteurs sont assis — entreprises, travailleurs, gouvernements — pour faire connaître leurs réalités et leurs besoins. D'ailleurs, Ottawa le fait pour l'automobile. C'est aussi des programmes spécifiques adaptés à la réalité du secteur. C'est aussi un soutien prévisible qui permet aux acteurs de prévoir et de s'engager dans des projets de plus longue haleine. C'est bien entendu une vision d'ensemble qui inclut tous les maillons de la chaîne, donc une politique d'achats militaires qui permet de renforcer toute la grappe. C'est le partage des risques associés aux plus grands projets. C'est une revue des programmes de soutien à la recherche-développement, pour qu'ils soient mieux adaptés. C'est du crédit pour les acheteurs qui se procurent des aéronefs chez nous.

Maintenant, que veut-on?

Je vais avancer quelques idées qu'on peut mettre de l'avant et débattre. Toutefois, nous aurions aimé avoir un début de réflexion dans le discours du Trône.

Par exemple, il y a le recyclage. Pour diminuer le coût de maintien de ses avions en état de vol, Air Canada a retiré 80 avions de sa flotte. Ils vont être envoyés dans un cimetière d'avions dans un désert de l'Arizona. Or, on a une entreprise qui démantèle et recycle les avions à Mirabel. C'est la seule qui est certifiée en Amérique du Nord.

• (1640)

Avec le retrait accéléré des aéronefs, il y a là une occasion si Ottawa décide de conditionner son aide aux transporteurs à des critères environnementaux. Cela fait le lien avec la présentation fort à propos de ma collègue de Repentigny. Ce sont des centaines de techniciens qui pourraient continuer de travailler dans le domaine plutôt que d'aller travailler ailleurs d'ici à ce que cela redécolle.

En ce qui concerne les changements climatiques, la France a mis une condition à son plan de sauvetage de 7 milliards d'euros à Air France. On leur a dit que cette condition serait la préparation d'un plan de verdissement de sa flotte. Si Ottawa avait un programme semblable, ce serait des ventes assurées pour le A220 à Mirabel, qui est d'ailleurs l'avion le moins énergivore et le moins polluant de sa catégorie. Chez nous, le virage vert est payant.

Je parlerai aussi de l'entretien. Au fil des ans, les transporteurs aériens ont délocalisé l'essentiel de l'entretien lourd de leurs avions. La fermeture des centres d'entretien d'Air Canada à la fin des années 2000 — on se souviendra de la saga d'Aveos — a représenté 3 600 emplois perdus au Canada, dont 2 500 au Québec. Aujourd'hui, ces mêmes transporteurs frappent à la porte du gouvernement pour obtenir un plan d'aide. On pourrait en profiter pour reconstruire notre tissu industriel.

Bien sûr, il faut aussi des liquidités. On peut s'attendre à ce que les grands donneurs d'ordres ralentissent leurs activités pendant la crise, mais qu'ils arrivent quand même à passer au travers. Malheureusement, pour les 200 PME qui œuvrent dans le secteur qui les fournit en pièces et composantes, c'est beaucoup moins certain. Un fournisseur de moins, c'est une pièce qui va manquer à l'avion. Nous risquons donc de perdre cette capacité de construire un avion de A à Z, qui fait notre fierté et notre rayonnement.

Comme je le disais, il n'y a que trois endroits au monde qui ont cette capacité, et le Grand Montréal en fait partie. Le secteur est très intégré, donc seule une politique intégrée permettra de répondre à ses particularités.

Bien entendu, il faut également des prêts pour les acheteurs. Les compagnies d'aviation qui possèdent des A220 ne font voler que ces avions, ou presque. Non seulement ils sont moins énergivores, et, donc, plus économiques à faire voler, mais ils sont bien adaptés à la pandémie. Le A220 est le seul avion à pouvoir changer son air en vol. Dans les autres avions, c'est de l'air recyclé. On s'entend pour dire qu'en temps de pandémie, c'est un atout assez inestimable.

Les transporteurs n'ayant pas de liquidités ne prennent pas la livraison des avions qu'ils ont commandés pour éviter d'avoir à payer le solde. La cour à côté de l'usine de Mirabel est pleine. Il y a 16 avions stationnés qui sont prêts à être livrés parce que les acheteurs ne peuvent pas en prendre possession maintenant. Avec du crédit, il y a fort à parier qu'ils le feraient. Ce serait une solution.

Il faut par ailleurs se pencher sur le secteur militaire. Plusieurs entreprises de l'aéronautique fournissent à la fois les domaines civils et militaires tant pour la construction que pour l'entretien. Logiquement, le secteur militaire est moins dépendant des cycles économiques que bien d'autres secteurs. Il assure un revenu qui est plus stable, qui permet aux entreprises de passer au travers des crises. Ottawa s'apprête justement à remplacer ses CF-18 vieillissants. Des exigences fermes en contenu local donneraient à notre industrie un coup de pouce qui serait bien nécessaire actuellement.

L'Adresse

Parlons aussi de la recherche-développement. Le secteur aérospatial est à très forte intensité technologique. Concevoir un aéronef peut prendre de 10 à 15 ans. La dette encourue par la recherche-développement va se rembourser pendant les années où l'avion sera sur le marché. Ce modèle d'affaires fait que les revenus paient le précédent projet de recherche, mais quelle entreprise s'endette à nouveau pour préparer le prochain? Pour jouir des retombées technologiques, les PME doivent s'intégrer au projet en amont pour concevoir la pièce qu'elles vont fournir aux donneurs d'ordres quand l'aéronef va arriver sur le marché. Elles aussi doivent s'endetter pour participer.

En temps de crise, la première chose que les entreprises coupent, c'est leur centre de recherche parce que le rendement qu'il procure n'est pas immédiat. C'est une décision d'affaires tout à fait logique. Le crédit d'impôt pour la recherche-développement, c'est bien — on ne peut pas être contre la vertu — mais cela ne procure pas de liquidité en temps de crise. Cela prend une aide directe si on veut éviter que nos entreprises soient déclassées lorsque nous sortirons de la crise.

• (1645)

Il faut, bien entendu, des programmes mieux adaptés. Le crédit d'impôt pour la recherche-développement offre une aide pour développer un nouveau produit, mais il n'est pas accessible à ceux qui veulent améliorer un produit existant. Il faut aussi noter que ce crédit ne couvre pas tout. Par exemple, il ne couvre pas les frais...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je suis navrée, mais votre temps de parole est écoulé.

L'honorable député de Rosemont—La Petite-Patrie a la parole.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Depuis des années, le NPD, tout comme le Bloc québécois, plaide en faveur d'une stratégie pancanadienne relative à l'industrie aérospatiale et à l'industrie aéronautique. Je pense que mon collègue allait aborder le sujet, mais il faut comprendre que le Canada est désavantagé comparativement à plusieurs autres pays, comme la France, les États-Unis et le Brésil, où les gouvernements investissent massivement dans les industries aéronautique et aérospatiale par l'entremise des dépenses militaires. Ce n'est pas le cas pour les compagnies canadiennes. Dans ces pays, tout le processus lié à la recherche-développement passe par les dépenses militaires. Ici, nous n'avons pas une concurrence équitable, ce qui nous désavantage.

Effectivement, tous les crédits relatifs à la recherche-développement sont mal adaptés actuellement. On manque de soutien gouvernemental afin de garder ce fleuron de l'industrie québécoise et de garder les bons emplois du Québec.

J'aimerais permettre à mon collègue de continuer à parler de la recherche-développement et du soutien du gouvernement.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question, puisqu'elle me permet de poursuivre sur ma lancée. J'avais beaucoup de plaisir et il me permet de continuer à en avoir.

Dans le secteur aéronautique, les ajustements sont constants pendant tout le cycle de vie d'un aéronef. Le crédit pour la recherche-développement n'est pas adapté à cela.

Comme je le disais, le crédit pour la recherche-développement ne couvre pas tout. Par exemple, l'obtention de brevet de certification et le coût des appareils de précision nécessaires au développement des produits ne sont pas couverts. Bref, le crédit est mal adapté.

La Subvention salariale d'urgence est aussi mal adaptée. Au mois de juin, il a fallu que le ministre des Finances l'adopte par décret. Cela a été fait *in extremis*, c'est-à-dire au tout dernier moment. C'est encore une fois un signe que le programme n'est pas adapté à notre secteur.

• (1650)

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je suis désolé, mais j'ai oublié de mettre ma cravate. Si vous voulez que je la mette, je vais le faire tout de suite. Cela fera partie des *bloopers*.

En ce qui a trait à la protection des entreprises aéronautiques, il y a un enjeu qui ressort, soit la protection des entreprises en général.

Le député aimerait-il ajouter quelque chose relativement à la Loi sur Investissement Canada?

Nos entreprises sont-elles suffisamment protégées par les gestes que pose actuellement le gouvernement fédéral?

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, je remercie mon cher collègue et je lui souhaite de ne pas être la vedette d'*Infoman* cette semaine. Il avait une très belle cravate.

En ce qui concerne la Loi sur Investissement Canada, ce sera évidemment une dimension à observer de près. Elle est également plus ou moins adaptée. C'est une loi déjà en vigueur. Ainsi, lorsqu'il y a une transaction, elle a obligatoirement une certaine importance. Elle doit être observée par le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Est-ce que le seuil est insuffisant? C'est probablement le cas. Ce sera assurément à étudier. Je suis convaincu que mon collègue, qui est le porte-parole en matière d'industrie, le fera brillamment prochainement.

Il y a un modèle de politiques nationales en matière de soutien à l'aéronautique qui a fait ses preuves, qui a très bien fonctionné. Nous n'avons pas besoin de chercher loin, puisque c'est celui du Québec. Le Québec a mis en place tous les outils nécessaires au soutien...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de Peace River—Westlock a la parole.

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, le discours du Trône me contrarie énormément, tout comme le député, j'en suis sûr, puisque le Bloc ne l'appuie pas. Toutefois, ce qui m'a mis le plus en colère, c'est la prorogation du Parlement. Le choix du moment était très douteux. Lorsque j'ai lu ensuite le discours du Trône, j'ai vu qu'il ne présentait rien de nouveau.

J'ai dit aux électeurs de ma circonscription que je m'attendais à une vision audacieuse. Je ne m'attendais pas à être d'accord avec tous ses éléments, mais je m'attendais au moins à quelque chose de nouveau et d'audacieux. Le discours du Trône a déçu toutes mes attentes.

Le député peut-il nous dire ce qu'il pense de l'audace du discours du Trône et du moment choisi pour la prorogation du Parlement?

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de Saint-Hyacinthe—Bagot a la parole pour une réponse très rapide.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, une réponse rapide est un peu contraire à mon ADN, mais je veux bien essayer.

Lors d'un discours précédent la semaine dernière, j'ai eu l'occasion de dénoncer cette procédure, qui n'avait effectivement aucun bon sens. Quand on ajourne les travaux ici, on peut revenir quelques jours après et relancer la Chambre. Or nous avons attendu trois mois pour un discours du Trône vide. En fait, non, il n'était pas vide: il était rempli d'empiètements sur les champs de compétence du Québec. Sur cela, oui, il y avait du contenu. En résumé, nous nous entendons sur le fait que la procédure était inacceptable.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les affaires étrangères; le député de Saint-Hyacinthe—Bagot, L'industrie aérospatiale; le député de Vancouver Kingsway, Les aînés.

M. Andy Fillmore (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Fleetwood—Port Kells.

Ce n'est pas la première fois que je prends la parole en réponse à un discours du Trône, mais c'est certainement la première fois que je le fais d'Halifax, ma ville, l'endroit que j'adore, que je défends et où habitent les gens que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre des communes du Canada. Aujourd'hui, je suis plus fier que jamais de ma ville.

Au cours des six derniers mois, le fort sentiment d'appartenance qui favorise la réussite de notre ville depuis dix ans — les gens sont fiers de leur ville et ils sont unis autour d'un objectif commun —, a fait notre force et nous a offert du réconfort en cette période de grande incertitude.

À un moment où la pandémie de COVID-19 perturbe notre mode de vie, notre façon de travailler, les moments où nous voyons notre famille et nos amis, la façon dont nous profitons des boutiques, des restaurants, des sites récréatifs et des attraits de notre ville, l'engagement des Haligoniens les uns envers les autres a été une grande source de réconfort et d'inspiration pour moi. Les Haligoniens, qui — non pas sans sacrifices — ont tenu compte des directives des responsables de la santé publique en qui ils ont confiance ont traversé la pandémie ensemble.

Je représente à la Chambre une province dans laquelle, à divers moments du printemps, des semaines se sont écoulées sans qu'aucun nouveau cas de COVID-19 ne soit déclaré. C'est d'ailleurs ce que l'on constate aujourd'hui. À l'instar de nos voisins du Canada atlantique, nous sommes sortis de la première vague de la pandémie comme une des régions les plus sûres dans les Amériques. Nous pourrions servir de modèle pour le reste de la planète. L'élément clé de notre gestion réussie de la crise était certainement nos concitoyens: les professionnels de la santé qui ont soigné les malades, les travailleurs essentiels qui se sont exposés au danger pour que le reste de la population puisse continuer d'avoir accès aux services et aux produits de base, et les voisins qui se sontentraînés.

L'Adresse

Durant le confinement, j'ai reçu beaucoup de lettres, d'appels téléphoniques et de courriels des résidents de ma circonscription qui voulaient souligner la générosité de leurs voisins. Avec leur permission, j'aimerais partager certains de leurs messages.

Lauren Hutton a écrit ceci au sujet de son amie Ann Marie Danch:

Ann Marie a fabriqué beaucoup de masques et de bonnets de chirurgien en tissu — peut-être même plus de cent — pour les amis et la famille, dont certains travaillent au [centre des aînés] Northwood, exploitent de petites entreprises ou travaillent dans le secteur des services essentiels. Et elle en fabrique toujours!

Voici ce que Susan Smith m'a écrit au sujet de son beau-frère, Ron Griffiths:

Je prends soin de ma mère de 92 ans et j'étais très inquiète à l'idée de sortir, par crainte de l'exposer au virus de la COVID-19. Ron a fait toutes mes courses à ma place et s'est occupé de ma cour. Il a été là pour nous à 100 %.

Enfin, voici ce que Katie Ells m'a écrit au sujet de Gracielle Clarone:

Mlle Graciella m'apporte des légumes frais chaque semaine. Elle vient vérifier si je vais bien tous les deux jours, car elle sait que je vis seule et que le risque que je contracte le virus est élevé. Je sais qu'elle le fait pour beaucoup de gens. Sans Mlle G., je ne sais pas comment je survivrais à l'ordonnance de rester à la maison.

Bien sûr, notre province n'a pas été complètement épargnée par ce terrible virus. Malheureusement, nous pleurons la perte de 65 Néo-Écossais, qui ont succombé à la COVID-19. Ce chiffre est trop élevé. En effet, un seul, c'est déjà trop. Je veux que les familles de ces personnes sachent que les habitants de notre ville les gardent dans leurs pensées et dans leurs cœurs.

Nous sommes aussi conscients que nous devons améliorer le système de soins de longue durée de la Nouvelle-Écosse. Avec l'aide du gouvernement fédéral, la province cherche activement à obtenir l'équipement dont nous avons besoin pour protéger les aînés vivant dans les établissements de soins de longue durée. Après tout, de la même façon que les gouvernements comptent sur les efforts soutenus des citoyens ordinaires pour traverser cette crise, les citoyens comptent sur les gouvernements et les parlementaires pour faire preuve de leadership.

Cela m'amène au programme du gouvernement décrit dans le discours du Trône. Il est difficile de croire qu'il y a seulement 10 mois, nous étions rassemblés à la Chambre haute pour entendre le discours qui marquait l'ouverture de la première session de cette 43^e législature. Le monde a beaucoup changé depuis ce jour de décembre 2019. Il a aussi beaucoup changé depuis octobre 2019, alors que nous étions tous en campagne électorale pour demander aux Canadiens de nous accorder leur confiance. À l'issue de cette campagne, les Canadiens ont réélu le gouvernement libéral en raison de son solide bilan et de son plan pour l'avenir du pays, un plan empreint d'audace et d'espoir.

Pendant la dernière campagne électorale, les Canadiens ont regardé ce que nous avons accompli comme gouvernement: le million d'emplois que nous avons créés; notre plan de lutte contre les changements climatiques, le plus rigoureux de l'histoire du Canada; nos investissements historiques dans l'infrastructure communautaire, le transport en commun et le logement; et le travail crucial que nous accomplissons pour faire avancer la réconciliation, rétablir la place du Canada sur la scène internationale et faire progresser l'égalité des sexes dans tous les secteurs de la société.

L'Adresse

Les Canadiens ont examiné notre bilan, et ils ont réélu un gouvernement libéral. Ils ont examiné notre vision pour l'avenir, un avenir carboneutre avec des objectifs de conservation ambitieux, une assurance-médicaments nationale, des services de garde plus abordables, un soutien accru pour les aînés, des allègements d'impôt pour les technologies propres et des investissements renouvelés dans les communautés où nous vivons. Les Canadiens ont examiné notre plan, et ils ont réélu un gouvernement libéral.

Il est vrai que les temps ont changé. Les priorités ont évolué, et de nouveaux défis sont apparus, mais je veux que tous les Canadiens sachent que le gouvernement est demeuré le même. C'est ce gouvernement qui a affiché un excellent bilan et qui a proposé un plan d'avenir audacieux. C'est ce gouvernement qui a guidé le pays au plus fort de la pandémie de COVID-19. C'est aussi ce gouvernement qui aidera le pays à traverser cette crise, à assurer une relance vigoureuse et à connaître des jours meilleurs. Au début de la pandémie, en mars, nous avons promis de soutenir les Canadiens. Nous avons tenu promesse.

• (1655)

Nous avons d'abord aidé les travailleurs grâce à la Prestation canadienne d'urgence afin que les gens aient assez d'argent pour se nourrir et payer leurs factures. Nous avons aidé les petites entreprises à avoir accès rapidement à du capital grâce au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Nous avons veillé à ce que les gens puissent garder leur emploi et maintenir les activités de leur entreprise grâce à la Subvention salariale d'urgence du Canada.

Nous avons bonifié le crédit pour la TPS, la Sécurité de la vieillesse et l'Allocation canadienne pour enfants afin d'aider les Canadiens à joindre les deux bouts. Nous aidons les personnes handicapées en leur offrant un paiement spécial ponctuel. Nous avons soutenu les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif, et les organismes culturels et patrimoniaux. Nous avons fourni une aide d'urgence aux provinces et aux municipalités.

Nous sommes maintenant à un point déterminant de la pandémie et de l'histoire du pays. La suite des choses déterminera dans quelle sorte de pays nos parents passeront le reste de leur vie, et dans quelle sorte de pays nos enfants grandiront.

Nous sommes à la croisée des chemins. Le discours du Trône trace la voie vers le progrès et la prospérité du Canada. Il vise à bâtir un Canada plus juste, où personne n'est laissé pour compte ou abandonné par le système; un Canada plus résilient et durable, et lucide face aux défis posés par les changements climatiques et les mesures pour les combattre; un Canada en santé, qui protège les Canadiens et en prend soin, tandis que nous traversons une pandémie mondiale meurtrière.

Le discours du Trône jette les bases d'un virage transformateur au Canada, un virage qui ne se présente qu'une fois par génération, vers la mise en place d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada, l'établissement de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée, la création d'une nouvelle prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap, des investissements accrus dans le logement et l'élimination complète de l'itinérance chronique au Canada.

Nous investissons comme jamais auparavant au Canada pour la formation des travailleurs et nous nous engageons à créer un million d'emplois. Nous allons de l'avant avec le Fonds pour l'énergie propre, notamment avec des projets comme la boucle de l'Atlantique, qui permettra de fournir les surplus énergétiques à des com-

munautés qui délaissent le charbon. Nous allons moderniser la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Nous allons poursuivre notre lutte pour démanteler le racisme systémique au pays par des mesures comme une réforme de l'application des lois, y compris le renforcement de la surveillance civile, la modernisation de la formation et un virage vers l'approche de police communautaire. Nous promettons tout cela et plus encore, en plus de faire des investissements cruciaux dans la santé publique afin d'aider nos partenaires provinciaux à traverser la pandémie.

Comme je l'ai déjà dit, la population canadienne a fait confiance à notre bilan et à notre plan lorsqu'elle a reporté au pouvoir le gouvernement libéral en octobre dernier. Bien entendu, il est également vrai que nous avons été réélus au Parlement en tant que gouvernement minoritaire. Le message adressé à tous les partis était clair: les Canadiens veulent de la collaboration de la part de leurs députés.

J'espère que les Canadiens constateront que, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons entendu leur message haut et fort. En tant que gouvernement, nous avons travaillé respectueusement et efficacement avec les partis de l'opposition dans des domaines d'intérêt commun. Nous avons montré que nous sommes un gouvernement collaboratif et flexible qui travaille avec n'importe quel parti politique, pourvu que celui-ci place les intérêts des Canadiens avant les manœuvres politiques.

Malheureusement, l'opposition conservatrice a choisi une approche différente. Elle a décidé de promouvoir un programme qui sert ses propres intérêts et qui vise à détruire au lieu de bâtir. Elle préfère se livrer à des petits jeux et essayer de marquer des points politiques plutôt que de travailler dans l'intérêt des Canadiens. Nous avons vu le chef de l'opposition encourager des discours qui sèment la division et n'aident en rien à unir notre vaste nation en ces temps de crise. Il choisit plutôt de manquer de respect envers les Canadiens qui nous ont envoyés ici afin que nous puissions trouver un terrain d'entente, de commencer sa carrière à la tête du Parti conservateur en semant la discorde dans tout le pays et de laisser en plan les millions de Canadiens de la classe moyenne qui travaillent dur et qui ont voté pour son parti alors qu'ils appellent à l'aide. Il fait tout ceci parce qu'il est plus avantageux pour son parti de faire de la petite politique.

Ce n'est cependant pas la première fois que nous assistons à un tel cynisme, et les Canadiens ne se laisseront pas duper. Ils tireront plutôt une grande fierté à voir le gouvernement libéral travailler d'arrache-pied pour eux et accorder la priorité à leur santé, en partenariat avec les autres partis bien disposés. Nous ne ménagerons aucun effort pour maintenir les familles à flot, lutter contre les changements climatiques, répandre de nouveau la joie dans nos rues et rebâtir en mieux.

Voilà le plan que nous avons présenté dans le discours du Trône. Ce sera un privilège de voter, au nom des habitants d'Halifax, en faveur de cette vision pleine d'espoir pour notre pays.

• (1700)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, j'ai remarqué que le discours du Trône parle de l'élimination progressive d'un certain type d'emplois, plus précisément des emplois qui se trouvent dans mon coin de pays.

L'Adresse

Mon collègue peut-il nous indiquer s'il pense que les emplois des travailleurs du secteur pétrolier doivent être éliminés progressivement? Je peux assurer aux gens de ma circonscription que je travaillerai sans relâche pour éliminer progressivement tous les emplois de tous les députés libéraux.

M. Andy Fillmore: Madame la Présidente, je peux assurer au député que le gouvernement, notamment dans le discours du Trône, présente un plan pour que les Canadiens aient un emploi pendant la relance, au sortir de la pandémie, et pendant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Nous lançons la plus grande initiative de formation et de perfectionnement des travailleurs canadiens de l'histoire du pays. Personne ne sera laissé pour compte pendant la transition vers un avenir plus éclairé et plus propre.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je vais défendre les conservateurs. C'est un grand jour.

Dans son discours, mon collègue a dit que les conservateurs ne jouaient pas en équipe. Il les accusait de refuser de jouer en équipe. Je me pose des questions. Est-ce que mon collègue considère que, jouer en équipe, c'est s'approprier les champs de compétence des gens à qui le gouvernement doit plutôt remettre les sommes pour qu'ils puissent en faire la gestion eux-mêmes?

Ottawa décide de conserver les transferts en santé et de ne pas les transférer, malgré la demande répétée et le consensus du Québec et des provinces. Pour lui, est-ce cela, jouer en équipe? Je voudrais avoir des précisions sur sa notion de travail d'équipe. De ce côté-ci de la Chambre, nous la percevons mal depuis quelques jours.

• (1705)

[Traduction]

M. Andy Fillmore: Madame la Présidente, je suis vraiment désolé d'entendre mon collègue défendre les conservateurs en ce qui a trait à leur rejet du discours du Trône. Nous arriverons à le convaincre, lui et son parti, des nombreuses raisons d'appuyer le discours du Trône et d'admirer notre plan pour l'avenir.

Pour ce qui est des compétences provinciales, le premier ministre a été on ne peut plus clair à ce sujet: il compte collaborer avec les provinces dans les domaines d'intérêt mutuel pour soutenir la relance, la croissance économique et le retour des emplois, sans empiéter sur les compétences des gouvernements provinciaux. Avec le temps, je suis convaincu que l'ensemble des députés verront que nos intentions se traduiront par des gestes concrets.

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Madame la Présidente, mon collègue a répété à plusieurs reprises que personne ne sera laissé pour compte — ce que de nombreux autres libéraux ont aussi répété. J'ai un peu de difficulté avec cette affirmation parce que les personnes handicapées attendent depuis sept mois la création de prestations s'adressant particulièrement à eux. Elles ont été laissées pour compte et, pour elles aussi, le coût de la vie augmente. Cette question aurait dû être réglée en juin.

Le gouvernement libéral parle des aînés et de tout le travail qu'il a accompli, mais il entend bonifier les prestations seulement pour les personnes de 75 ans et plus. Qu'arrivera-t-il aux aînés de plus de 65 ans qui n'ont accès qu'à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti? Mon collègue peut-il nous expliquer pourquoi ces gens sont laissés pour compte?

M. Andy Fillmore: Madame la Présidente, je partage la profonde préoccupation du député pour les personnes qui vivent avec un handicap et les aînés du Canada. Je suis très fier que le discours du Trône ait annoncé une nouvelle prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap. Elle sera d'une grande aide aux Canadiens qui vivent avec un handicap.

Tout au long de la pandémie de COVID-19, nous avons aidé les aînés de diverses façons, notamment en leur versant deux paiements uniques en supplément de leurs prestations. En outre, nous avons promis de bonifier la pension de la Sécurité de la vieillesse lorsqu'une personne atteint l'âge de 75 ans. Aider les personnes qui en ont le plus besoin a toujours été et sera toujours une priorité pour le gouvernement. Voilà l'objectif du discours du Trône.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, le député d'Halifax se fait le champion des régions urbaines partout au pays. J'aimerais qu'il parle de l'incidence de l'Accord sur la relance sécuritaire sur les communautés urbaines, de sa signification pour les municipalités et de ce qu'en disent les dirigeants municipaux.

M. Andy Fillmore: Madame la Présidente, dans les milieux urbains comme dans les banlieues et les collectivités rurales, les rues principales sont dévastées par les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement est résolu à aider les entreprises, les employés et les particuliers à se remettre de ces répercussions économiques ainsi qu'à redonner aux rues principales la place de choix qui leur revient dans l'économie de nos collectivités et de nos provinces.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, le discours du Trône du gouvernement et le présent débat surviennent à un moment où les Canadiens, et certainement les résidents de Fleetwood—Port Kells, accordent une plus grande attention que d'habitude à leurs gouvernements. Évidemment, c'est attribuable au fait que nous traversons une période extrêmement inhabituelle. C'est dans ces périodes que les citoyens prennent le plus conscience du rôle que le gouvernement joue pour eux.

Il y a une cinquantaine d'années, des gens de l'Europe de l'Ouest et de la majorité des pays d'Amérique ont cherché une manière d'équilibrer les pouvoirs et la solution qu'ils ont trouvée a été de réduire la taille de l'appareil gouvernemental. Cette idée a vu le jour après la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, de longues périodes pendant lesquelles les gens ont vu les gouvernements nationaux décider à eux seuls de l'affectation des ressources humaines, matérielles et financières du pays.

Nous nous trouvons maintenant à un moment où les failles du système axé sur le libre marché et la faiblesse de la mondialisation minent la capacité des gouvernements à lutter de façon efficace contre les turbulences sociales et économiques liées à la pandémie. Ainsi, nous devons encore une fois nous tourner vers le gouvernement pour obtenir une orientation, des idées, de la volonté d'agir et de l'espoir. C'est ce que le gouvernement a essayé de faire dans le discours du Trône.

L'Adresse

Au Canada, nous jouissons de certains avantages qui nous ont aidés à relever les défis de cette année. Tout d'abord, les Canadiens, dans l'ensemble, ont tendance à croire en la puissance du bien commun. Nous sommes généralement prêts à mettre de côté nos intérêts individuels et à tenter d'agir avec altruisme pour aider nos voisins. Nous savons que, lorsque c'est nécessaire, nous fixons des limites à ne pas dépasser, et nous défendons nos valeurs, nos principes et nos idéologies parce que nous croyons sincèrement qu'ils orientent notre pays dans la meilleure voie. Cependant, nous avons aussi démontré que nous sommes assez raisonnables pour faire abstraction de tout cela quand il nous faut travailler ensemble à l'atteinte d'un objectif commun.

Nos collègues de l'opposition se sont opposés à certaines des mesures prises par le gouvernement en réponse aux dommages socio-économiques causés par la pandémie. Toutefois, lorsque cela comptait vraiment, nous avons tous uni nos efforts pour améliorer la réponse nationale à la pandémie. Quand tant d'autres pays ont été déchirés par des conflits politiques partisans, ce qui a retardé la prise de mesures servant l'intérêt public, les Canadiens ont pu compter sur une intervention rapide de notre part. Ils comprennent la nécessité d'apporter des correctifs en cours de route.

Nous avons aussi l'avantage de pouvoir tirer parti des leçons que l'histoire nous a apprises par rapport à la façon de soutenir les Canadiens dans une situation comme celle-ci. Le choc économique que nous avons vécu cette année est très semblable à l'effondrement brutal et soudain des marchés boursiers de 1929, mais nous avons réagi différemment cette fois-ci. Au début des années 1930, le premier ministre R. B. Bennett, en s'appuyant sur l'idéologie conservatrice, a décidé que l'austérité était la stratégie à adopter. Cette approche n'a fait qu'exacerber la misère que les Canadiens ont vécue pendant la période qu'il est convenu d'appeler la Grande Dépression. Mes parents l'ont traversée, et il faut me croire, ce fut une période très difficile.

En 2008, les excès sans aucun contrôle dans les marchés financiers ont mené le monde au bord de l'effondrement économique. Toutefois, à l'époque, le gouvernement canadien et le premier ministre Stephen Harper ont pris une décision à l'opposé de l'idéologie des conservateurs: ils ont enregistré un déficit pour stimuler l'économie et compenser une partie du ralentissement économique.

Il y a toutefois des leçons à tirer de cette expérience aussi. Alors que les Canadiens ont évité les grandes difficultés de leurs voisins du Sud, la situation n'était pas pour autant réglée. En effet, à l'été 2015, le Canada était en principe toujours en récession et le taux de chômage au pays demeurait très élevé. M. Harper avait retrouvé ses habitudes conservatrices et était convaincu que le retour à l'équilibre budgétaire était la grande priorité. Les mesures qu'il avait prises pour stimuler l'économie étaient insuffisantes et elles ont pris fin trop tôt.

Cette fois-ci, le gouvernement avait l'avantage d'avoir tiré des leçons du passé, et ce qu'il a appris, il l'a mis en pratique. Plus important encore, les stratégies que le gouvernement avait adoptées en 2015 ont été un atout considérable pour le Canada. Les déficits de 2015 à 2019 n'étaient pas une réponse à une urgence économique. Ils ont servi à financer des investissements et, comme tout investissement judicieux, ils ont rapporté des dividendes. Le déficit total du premier mandat s'élevait à environ 60 milliards de dollars. Le PIB du Canada a grimpé d'un peu plus de 180 milliards de dollars. Si le gouvernement le voulait, il pourrait se vanter d'avoir obtenu un taux de rendement sur l'investissement de 300 %.

Contrairement aux mesures de relance des conservateurs en 2008-2009, qui ont servi à financer des projets un peu partout au pays, les déficits de notre premier mandat ont été divisés entre le développement des infrastructures destinées à accroître la productivité du Canada et le bien-être économique des familles canadiennes.

Avec son allocation pour enfants fondée sur le revenu, le gouvernement aide les familles les plus vulnérables, les familles qui font leurs achats dans les entreprises locales et qui stimulent ainsi l'économie de leur région. Il ne faut pas négliger le soutien que l'Allocation canadienne pour enfants procure aux familles durant cette période difficile.

● (1710)

Parmi nos résultats économiques pour la période de 2015 à 2019, soulignons la création de plus d'un million d'emplois, la première augmentation réelle des salaires en au moins 10 ans, les centaines de milliers de personnes qui sont sorties de la pauvreté et l'augmentation des recettes gouvernementales, tout cela sans hausse d'impôts et sans les compressions de programmes qui ont marqué l'ère Harper.

Avec l'arrivée de la pandémie, nous avons aussi appris que, lorsqu'on fait croître l'économie et qu'on s'efforce de répartir la richesse plus équitablement, les familles et les gouvernements peuvent en faire plus. Ce que nous avons appris et démontré, avant la pandémie et lors de la mise sur pause des activités en mars, aide maintenant les Canadiens à traverser une autre période difficile. Voici donc un aperçu des leçons que nous avons tirées.

Premièrement, la réponse au krach boursier de 1929 nous a appris que l'heure n'est pas à l'austérité. Les députés se souviendront que ce point figure dans le discours du Trône. Par ailleurs, la réponse à la crise économique de 2008 nous a appris que nous devons nous engager à faire le nécessaire pour aider les Canadiens et pour mener le pays pendant la période de reprise et au-delà.

Nous avons démontré qu'un soutien qui vise à aider les familles de la classe moyenne et celles qui travaillent fort pour en faire partie apporte aux Canadiens plus de bien-être, de confiance et d'espoir que ne le font les allègements fiscaux accordés aux grandes entreprises et aux bien nantis. Quand la classe moyenne est forte, tout le monde y gagne.

Chacun d'entre nous a prouvé que lorsque le bien-être du Canada est en jeu, nous appartenons tous à l'équipe Canada, au sein de laquelle il importe peu à qui on reconnaît les bonnes idées. Le versement rapide des prestations est d'une importance critique. Nous ne devons pas chercher la perfection, car le mieux est l'ennemi du bien. Nous avons appris que même si la mondialisation a beaucoup amélioré le sort des gens dans le monde, elle ne nous est pas très utile lorsque les pays n'agissent que dans leur intérêt national et négligent les pays qui dépendent d'eux pour leur fournir des produits d'importance vitale, comme des masques, des blouses et des gants. La souveraineté implique l'autosuffisance.

Nous savions que les lacunes dans les établissements de soins de longue durée reviendraient nous hanter si nous tentions de les ignorer. Or, certaines leçons sont difficiles et sont apprises trop tard. Nous qui formons le gouvernement savons que, puisque les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, notre capacité à verser les prestations dont les Canadiens ont besoin est de loin plus forte que celle des familles qui n'auraient pas d'autre choix que de contracter des dettes sur leurs cartes de crédit.

L'Adresse

Même en tenant compte des emprunts pour financer les mesures de soutien liées à la pandémie, grâce aux faibles taux d'intérêt actuels, le service de la dette coûte plusieurs milliards de dollars de moins que ce que nous payions à l'automne dernier. Nous avons la possibilité de maintenir ces taux extrêmement bas pendant plusieurs dizaines d'années et c'est ce que nous avons choisi de faire. C'est tout à fait logique, car autrement les familles paieraient un taux d'intérêt de 19 % sur les soldes de leurs cartes de crédit.

Nous savons que, à quelques exceptions près, les Canadiens feront le nécessaire pour le bien de leurs voisins et de leur pays. Après tout, il n'y a rien de très difficile à pratiquer la distanciation sociale, à porter un masque et à s'abstenir de tout grand rassemblement.

Il y a une autre chose que nous devons savoir: nous avons aujourd'hui l'occasion de repenser notre économie, et le gouvernement croit qu'il faut en profiter. Au Canada, nous sommes trop nombreux à avoir un emploi précaire et une trop grande part de nos précieuses ressources humaines est ainsi sacrifiée à une « économie des petits boulots ». Nous pouvons faire mieux que simplement rétablir ces conditions de travail après la pandémie. Nous ne pouvons pas laisser passer une telle occasion de développer et de stimuler nombre de secteurs.

Cela signifie entre autres une économie à faibles émissions de carbone. Les grandes pétrolières l'ont compris. Dans bien des cas, elles mènent d'ailleurs la transition. Le soutien que notre gouvernement apporte au secteur de l'énergie canadien doit être fondé là-dessus afin d'assurer de bons emplois en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve et dans le nord-est de la Colombie-Britannique, mais aussi d'en limiter l'incidence sur le climat et l'avenir de notre planète. Là encore, ces éléments figurent dans le discours du Trône.

Les secteurs du tourisme et de l'hébergement recevront de l'aide. Notre engagement envers un programme national d'assurance-médicaments demeure. La réunification des familles est une priorité, et la grande incertitude du monde d'aujourd'hui la rend plus importante que jamais.

Comme tous les discours du Trône, celui que nous avons entendu la semaine dernière a fourni au pays un engagement ferme de faire face aux difficultés de l'heure et une très bonne vision quant à la voie que le pays doit prendre. Jour après jour se précisent les détails des programmes qui témoignent de notre engagement à prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé des Canadiens, des collectivités et de l'économie.

La prochaine étape consiste à s'appuyer sur les fondations que nous avons posées au cours des cinq dernières années pour tirer pleinement profit de nos avantages nationaux naturels. Si les députés avaient écouté attentivement, ils auraient perçu des signes de leadership, de créativité, de collaboration, de souplesse, de résilience et de réflexion. Ces qualités ne sont pas l'apanage du parti au pouvoir, mais celles que les Canadiens sont en droit d'attendre de nous tous.

Certes, nous aurons des idées différentes sur ce qu'il faut faire et sur l'approche à adopter pour y arriver. Les Canadiens profiteront d'un échange d'idées sain, mais les signaux que nous envoyons à la population doivent toujours leur inspirer non seulement l'espoir, mais aussi la confiance que le Parlement travaillera collectivement pour le bien commun.

• (1715)

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'ai une question très simple à poser. Le taux de chômage au Canada est trois points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Aujourd'hui, c'est le plus élevé des pays du G7 et de tous nos principaux concurrents. Le député a récité un joli monologue au sujet des dépenses, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. Pourquoi?

M. Ken Hardie: Madame la Présidente, une seule statistique ne dit pas tout. Nous avons récupéré deux tiers des emplois perdus. La plupart des emplois que nous n'avons pas récupérés faisaient partie de l'économie des petits boulots. Il s'agit d'emplois précaires, et les investissements nécessaires en ce moment permettront de transformer beaucoup d'entre eux en emplois plus enrichissants et gratifiants pour les personnes qui les occupent et pour leur famille. Nous ne voulons pas revivre la situation de janvier et de février, où des gens travaillaient à temps partiel, au salaire minimum, sans avantages sociaux ni avenir. Nous pouvons faire mieux pour ces personnes. Voilà sur quoi nous devons nous concentrer.

• (1720)

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, ma question sera simple.

Le député a dit dans une énième version du discours du Trône — avec tout mon respect — que si l'on veut être souverain, il faut être autonome. Je suis totalement d'accord avec lui. C'est pour cela qu'au Québec, nous voulons être pleinement autonomes comme nation.

Je vais donc poser une question sur la vision, ou plutôt le manque de vision, de ce discours du Trône sur la question des normes nationales dans les centres d'hébergement de soins de longue durée.

En quoi le fédéral peut-il imposer aux provinces des normes? Par exemple, est-ce au fédéral de décider le nombre d'employés soignants dans nos CHSLD? Est-ce au fédéral de dicter aux provinces comment assurer la prestation de soins? Non. À notre avis, le fédéral a pour rôle de transférer de façon durable les sommes requises en santé pour répondre à ces besoins.

[Traduction]

M. Ken Hardie: Madame la Présidente, à mon avis, la députée doit comprendre que nous sommes vraiment tous dans le même bateau. Nous sommes une nation. Nous sommes tous canadiens. En réalité, les Forces armées canadiennes sont intervenues dans les établissements de santé du Québec parce que le système s'est effondré au détriment de nombreux aînés, qui ont souffert. Nous devons collaborer. Il n'est pas simplement question de permettre à une province de prendre les mesures qu'elle souhaite prendre, puis de la laisser poursuivre son petit bonhomme de chemin. Non. Nous sommes entrés dans cette crise ensemble et nous devons en sortir ensemble. C'est la meilleure voie à suivre.

L'Adresse

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Madame la Présidente, à l'instar de beaucoup de députés de son côté de la Chambre, mon collègue a dit que personne ne devrait être laissé pour compte et les députés de ce côté-ci de la Chambre sommes tout à fait d'accord avec lui. Comme le mentionne cependant le discours du Trône, nous savons que les personnes de 75 ans et plus ont également besoin d'aide. Ce dont nous ne convenons pas, c'est que les personnes de 65 ans et plus ont les mêmes problèmes que les personnes de 75 ans et plus, mais le gouvernement souhaite les laisser pour compte. Qu'est-ce que c'est? Est-ce seulement un certain groupe qui a le droit d'être laissé pour compte? Est-ce cela que les libéraux veulent ou veulent-ils que personne ne soit laissé pour compte?

M. Ken Hardie: Madame la Présidente, j'aime cette question parce qu'elle met en évidence un défi qui est ressorti de la pandémie, à savoir qu'il existe de nombreux problèmes systémiques fondamentaux qui ont été exposés au grand jour par les souffrances qu'elle a causées. Nous avons été très tentés d'essayer de les résoudre en même temps que nous apportions de l'aide d'urgence aux gens de nombreux secteurs. Cela inclurait les aînés. Il ne fait aucun doute que nous devons faire mieux pour les aînés.

C'est ce que nous faisons ensuite. C'est quelque chose que nous ne devons pas oublier. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que les aînés souffrent, qu'ils ont besoin de plus de soutien et qu'il faut absolument faire l'investissement nécessaire pour améliorer leur sort en plus de celui de tous les Canadiens. J'invite mon collègue d'en face à collaborer avec nous sur les meilleurs moyens d'y parvenir, car il faut le faire.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Madame la Présidente, je reconnais que le gouvernement a accompli certains progrès en matière de politique étrangère. Par exemple, il a poursuivi l'opération Reassurance en Europe de l'Est, ainsi que l'opération Unifier en Ukraine, deux opérations militaires que nous soutenons. Au chapitre des échanges commerciaux, le nouvel Accord Canada—États-Unis—Mexique a certes été conclu, mais aux termes d'une négociation essentiellement défensive de notre part, puisque, comme l'a souligné l'Institut C.D. Howe, notre PIB réel baissera de 0,4 % par rapport à l'ALENA. Un accord commercial avec l'Union européenne a également été conclu, mais, il faut le dire, il a été largement négocié sous le gouvernement précédent. Le Partenariat transpacifique, lui aussi largement négocié sous le gouvernement précédent, a été conclu, mais il a failli être annulé par le premier ministre, qui n'a pas pu se présenter à une réunion de dix chefs de gouvernement lors du sommet au Vietnam en novembre 2017.

Toutefois, les pitreries embarrassantes du premier ministre au cours de son voyage de huit jours en Inde, la cinquième économie mondiale, ont enterré tout espoir d'entamer des négociations commerciales avec ce pays. Il en a été de même pour les négociations commerciales avec la Chine, que le premier ministre a entamées avec des propositions progressistes sur l'environnement, le travail et les droits des femmes, autant d'aspects qui ne tenaient pas la route pour l'interlocuteur chinois. L'accord était donc d'emblée voué à l'échec.

En règle générale, le bilan en matière de politique étrangère du gouvernement est décevant. Le discours du Trône n'y changera d'ailleurs rien.

Le gouvernement est arrivé au pouvoir avec la ferme intention de relancer les missions canadiennes de maintien de la paix.

• (1725)

[Français]

Il a envoyé au Mali des centaines de gardiens de la paix et des centaines de millions de dollars canadiens. Comme dans beaucoup d'autres cas avec ce gouvernement, ces efforts n'ont été déployés que pour une courte période, d'à peine un an. Le gouvernement a ensuite perdu sa volonté politique et son intérêt pour ce pays.

[Traduction]

Aujourd'hui, un an seulement après la fin de la mission, il y a eu un coup d'État au Mali et le gouvernement a été remplacé par une junte militaire.

Selon l'ancienne ministre des Affaires étrangères, la montée du populisme assorti d'une méfiance envers l'économie mondiale constituait un des deux grands défis en matière de politique étrangère. Elle proposait le plan économique du gouvernement comme solution. Ce gouvernement est au pouvoir depuis cinq ans; jugeons le résultat.

L'économie canadienne connaissait des difficultés avant la pandémie. La dette des ménages avait atteint un niveau sans précédent. Selon l'OCDE et le FMI, le Canada connaît une récession plus profonde et une reprise plus lente que ses pairs, ainsi que le taux de chômage le plus élevé du G7, sans compter que la classe moyenne est en moins bonne posture qu'en 2015. Sous le premier ministre actuel, le Canada est devenu moins prospère, moins uni et moins respecté sur la scène internationale.

Le gouvernement est arrivé au pouvoir en 2015, annonçant au monde que le Canada était de retour. Or, les faits disent autre chose. Le Canada n'a pas obtenu son siège au Conseil de sécurité des Nations unies en juin dernier. Il a obtenu 108 votes, soit 6 de moins qu'il y a 10 ans. Cela veut donc dire qu'il y a six pays de moins dans le monde aujourd'hui qui considèrent le Canada comme un chef de file sur la scène internationale. Ce chiffre remet en question de façon très concrète l'efficacité de la politique étrangère du gouvernement.

À son arrivée au pouvoir, le gouvernement a affirmé qu'il ferait du Canada un chef de file mondial qui aide les peuples les plus pauvres du monde. Le contraire s'est produit. Sous l'actuel gouvernement, l'aide publique au développement a diminué. Durant les 10 années de pouvoir du gouvernement conservateur précédent, l'aide publique au développement s'est chiffrée en moyenne à 0,3 % du PIB. Sous l'actuel gouvernement, la moyenne est de 0,27 %, ce qui représente une diminution de 10 %.

Dans un rapport accablant, Bob Rae dénonce l'échec du gouvernement en matière d'aide étrangère. À propos de la cible du Canada pour l'aide publique au développement, il affirme: « L'aide du Canada n'a jamais approché ce chiffre, et si notre taux cette année semble légèrement meilleur que celui de l'année dernière, c'est uniquement parce que le RNB stagne, ou est en déclin. Malgré ce bilan, les Canadiens considèrent leur pays comme généreux et profondément engagé sur le plan international. »

Pour ce qui est des changements climatiques, le bilan du gouvernement est décevant. À son arrivée au pouvoir, il a promis de faire mieux, mais les faits le contredisent. En 2016, la première année complète où le gouvernement a été au pouvoir, les émissions ont été évaluées à 708 mégatonnes. En 2018, l'année la plus récente pour laquelle nous avons des données, les émissions ont augmenté à 729 mégatonnes. Les émissions du Canada augmentent et, pourtant, le gouvernement soutient dans le discours du Trône que, non seulement il atteindra les cibles de l'Accord de Paris, mais qu'il les dépassera. Voilà, encore une fois, un écart abyssal entre les belles paroles et la réalité.

La politique étrangère du gouvernement libéral s'est révélée incohérente et changeante. À titre d'exemple, rappelons que la Chine ne s'acquitte pas de ses responsabilités à l'égard du système international fondé sur des règles. Elle fait fi de ses conditions d'accession à l'Organisation mondiale du commerce. Elle fait de l'ingérence par l'intermédiaire de ses entreprises d'État. Elle porte atteinte à la propriété intellectuelle, et elle mène une cyberguerre. Elle bafoue aussi les droits de la personne, que ce soit dans les traités internationaux ou dans sa façon de traiter les Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor, les Ouïghours et les gens de Hong Kong. Bref, elle constitue une menace pour nos intérêts et pour nos valeurs.

Dans ce contexte, il est essentiel que le gouvernement agisse de façon cohérente, mais ce n'est malheureusement pas ce qui se produit.

En juillet, le ministre des Affaires étrangères a dit à la Chambre qu'il envisageait d'imposer des sanctions à des fonctionnaires chinois. Le lendemain, le gouvernement déclarait à Reuters que cette option était exclue. Il y a à peine deux semaines, le ministre des Affaires étrangères a dit au *Globe* qu'il était hors de question d'avoir des discussions commerciales avec la Chine. Le même jour, l'ambassadeur Barton disait que le Canada devrait accroître ses échanges commerciaux avec la Chine et en faire davantage dans ce pays.

Ce ne sont là que quelques exemples.

Le gouvernement reconnaît que sa politique envers la Chine ne fonctionne plus. C'est pourquoi il doit présenter cet automne un nouveau cadre, mais je doute qu'il règle le problème, et voici pourquoi. Une politique étrangère repose sur qui nous sommes. Elle projette à l'étranger ce qui nous caractérise. Le problème, c'est que le premier ministre a affirmé que l'identité canadienne ne repose pas sur un aspect fondamental commun et que nous sommes simplement un rassemblement de différents groupes, ce qui fait du Canada le premier État postnational.

Je ne suis pas du tout d'accord. Le Canada n'est pas un simple rassemblement de différents groupes qui n'ont ni identité commune ni but commun. Nous sommes quelque 37 millions de Canadiens vivant dans la partie nord d'un vaste continent, qui ont une identité commune et un but commun, une citoyenneté enracinée dans leurs deux langues officielles, leur histoire, leurs institutions collectives et leur avenir collectif. Voilà qui nous sommes en tant que Canadiens.

C'est là le problème de la politique étrangère des libéraux: s'ils ne savent pas qui ils sont, cela se verra dans leur politique étrangère.

Pour conclure, j'aimerais dire que les affaires étrangères sont importantes. Je le sais d'expérience. Au début de la Seconde Guerre mondiale, un garçon chinois a été défendu par des soldats cana-

L'Adresse

diens à Hong Kong. La moitié d'entre eux ont été tués ou blessés. À la fin de cette guerre, une jeune Néerlandaise a été libérée par des soldats canadiens aux Pays-Bas. Quelque 7 500 de leurs camarades ne sont jamais revenus au pays; ils ont péri dans les canaux, les champs et les villages des Pays-Bas. Cette jeune Néerlandaise et ce garçon chinois étaient mes parents.

Ils sont venus au Canada, en quête d'une vie meilleure. Ils croyaient au Canada. Ils ont la conviction que, peu importe leurs croyances ou la couleur de leur peau, les Canadiens de chaque génération sauront réaliser leur ambition de bâtir un meilleur pays.

● (1730)

[Français]

Or, c'est aussi celle de millions de Canadiens qui sont venus ici au cours des dernières décennies ou dans un passé plus lointain, pour faire ce pays, la terre de nos aïeux, pour offrir une vie meilleure à leurs enfants et à eux-mêmes, pour bâtir un meilleur Canada.

[Traduction]

Les fondateurs de ce pays ont décidé de bâtir ensemble une nouvelle nation il y a seulement 150 ans. Ils ont adopté une Constitution et un système démocratique qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui, et ils ont inscrit dans la Constitution des valeurs et des principes éternels comme la démocratie, la liberté et la primauté du droit.

[Français]

Ils ont fait du Canada un pays libre, prospère et uni, qui a su combler les divisions linguistiques, religieuses et ethniques.

[Traduction]

Voilà le Canada que nous devons promouvoir ici comme à l'étranger. Voilà le Canada que le gouvernement doit promouvoir ici comme à l'étranger.

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, j'ai bien aimé écouter le discours du député, qui est toujours très réfléchi.

Le député s'est montré pessimiste quant à la possibilité que le Canada atteigne ses cibles prévues dans l'Accord de Paris. Je me demandais s'il était au courant que, selon le rapport publié cette semaine par l'Institute for Sustainable Finance de l'Université Queen's, le Canada peut atteindre ses cibles moyennant un investissement d'environ 120 milliards de dollars, dont la moitié pourrait provenir du secteur privé.

Lorsque j'ai lu cela, je me suis rappelé que le discours du Trône mentionne que le gouvernement va créer un fonds pour l'énergie propre et se servir de la Banque de l'infrastructure du Canada pour tirer profit des capitaux privés en vue de nous assurer un avenir plus vert.

Je pense que ce rapport est très encourageant et qu'il trace en partie la voie à suivre. J'aimerais entendre l'avis du député sur ce rapport.

L'Adresse

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, la lutte contre les changements climatiques est l'un des principaux défis que nous devons relever en matière de politique étrangère. J'ai bien lu le rapport publié par l'Université Queen's, mais nous sommes loin des cibles que nous nous sommes fixées dans le cadre de l'Accord de Paris. Notre cible est de 523 mégatonnes, et nous avons à peine neuf ans pour l'atteindre.

Dans l'état actuel des choses, et en tenant compte de l'ensemble des mesures mises en œuvre à ce jour, toutes les analyses démontrent que nous ne sommes pas en voie d'atteindre ces cibles. Par conséquent, je suis sceptique quand je lis dans le discours du Trône que le Canada atteindra et même dépassera les cibles de Paris. J'attends que le gouvernement présente des mesures législatives et d'autres mesures à cet égard, mais le bilan du gouvernement ne me remplit pas d'optimisme.

• (1735)

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, dans son discours, mon collègue a parlé de beaucoup d'organismes internationaux.

À moins d'avoir raté un passage, par contre, je n'ai rien entendu au sujet de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé. On sait que les États-Unis s'en sont retirés et que le Canada a reçu une demande de l'Union européenne pour augmenter sa participation à l'OMS. J'aimerais connaître la position de mon collègue et de son parti à cet égard.

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, nous appuyons l'OMS. Je pense que cette organisation est très importante dans un monde qui vit actuellement une grande pandémie.

Nous appuyons aussi le rôle de Taïwan au sein de cette organisation. J'ai parlé avec mon homologue de Taïwan, ici, à Ottawa, pour lui indiquer que les conservateurs appuient l'inclusion de Taïwan au sein de l'OMS parce que, à mon avis, Taïwan a fait un bon travail pour régler cette pandémie.

[Traduction]

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue de sa nomination comme porte-parole en matière d'affaires étrangères.

Je ne crois pas avoir entendu mon collègue se prononcer sur la relation du Canada avec l'Arabie saoudite. Il a mentionné certaines violations très graves des droits de la personne qui sont commises dans le monde. Or, l'Arabie saoudite est dirigée par une monarchie absolue. Loin d'être une démocratie, elle ne permet même pas à ses citoyens de voter. C'est un pays qui est connu pour être misogyne. Il s'ingère dans les affaires du Yémen, un pays voisin, qui est peut-être le théâtre de la plus grande catastrophe pour l'humanité dans le monde. Des enfants y meurent de faim, et des citoyens se font bombarder. Nous savons aussi que le gouvernement de l'Arabie saoudite est responsable du meurtre d'un journaliste en Europe.

Mon collègue pourrait-il préciser le point de vue de son parti sur la relation que le Canada devrait entretenir avec l'Arabie saoudite? Croit-il comme moi que nous devrions imposer des sanctions à ce pays qui enfonce si outrageusement les droits de la personne?

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, le gouvernement doit respecter ses obligations en vertu du droit interne et en vertu de la loi concernant les licences d'exportation et d'importation pour les exportations et les importations militaires, et il doit respec-

ter ses obligations internationales en vertu du traité sur les armes. Le gouvernement n'a pas respecté ces obligations de façon cohérente.

Le député a parlé de l'Arabie saoudite, mais cette semaine, il y a aussi l'exemple de la Turquie. Il y a un an, le gouvernement a interrompu les exportations d'équipements militaires vers la Turquie par crainte qu'elle ne respecte pas ses obligations en tant que membre de l'OTAN. En avril ou en mai dernier, le gouvernement a recommencé à délivrer des licences d'exportation d'équipement militaire vers la Turquie. Cet équipement est utilisé en Azerbaïdjan dans le cadre du conflit qui se déroule actuellement dans le Caucase. Puis, il y a quelques jours, le gouvernement a encore fait marche arrière et il a de nouveau mis un terme à la délivrance de licences d'exportation vers cette destination.

Il me semble que le gouvernement ne respecte pas ses obligations en vertu du droit interne et du droit international.

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, je tiens à saluer le député de Wellington—Halton Hills et à le féliciter pour son superbe discours. J'ai l'honneur de servir à ses côtés depuis plus de cinq ans maintenant.

Nous vivons une situation unique avec ce Parlement hybride. Je parle au nom de ma circonscription, Cariboo-Prince George, que je suis très très fier de représenter.

J'en aurais beaucoup à dire sur le discours du Trône. Toutefois, comme la semaine du 4 au 10 octobre est la Semaine de la sensibilisation aux maladies mentales, je pense que c'est l'occasion idéale pour parler de l'incidence de la pandémie sur les personnes atteintes de maladie mentale. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous concentrer sur la santé mentale et y accorder autant d'importance que la santé physique. Dans le contexte de la COVID-19, le discours du Trône n'est pas à la hauteur de nombreux égards.

J'aimerais revenir au 27 janvier, quand j'ai parlé de la COVID-19 pour la première fois à la Chambre et que la ministre de la Santé a balayé ma question du revers de la main. Elle m'a dit qu'il n'y avait pas de problème et que mes collègues conservateurs et moi-même tenions des propos alarmistes. Apparemment, j'ai eu tort de penser que notre pays devait en faire plus et que nous devions nous concentrer davantage sur cette question. C'est dans un esprit non partisan que nous avons demandé au gouvernement de prendre la chose au sérieux et de préparer le pays à ce qui pouvait arriver. Il y avait des signes avant-coureurs, et les députés de l'opposition les ont vus. Je me demande pourquoi ce n'est pas le cas des libéraux.

Nous savons que l'isolement prolongé et la distanciation physique ont un effet néfaste sur la santé mentale. D'après mon expérience personnelle, la pandémie a eu des conséquences extrêmement dévastatrices. Les députés de toutes allégeances, qui ont eu des conversations avec des gens partout au pays, ont entendu des histoires absolument bouleversantes. Ils se sont entretenus avec des électeurs qui ont perdu leur entreprise et qui, en plus de subir les contrecoups financiers de la crise, doivent gérer des problèmes de santé qui augmentent leur anxiété. Nous devons en faire plus.

Un problème très sérieux a été soulevé avec la COVID, et il concerne nos personnes âgées. On a diagnostiqué un cancer chez mon beau-père. Au début du mois de mai, nous l'avons transféré chez nous pour des soins palliatifs. La fin est proche pour lui. La COVID-19 s'est avérée à la fois une bénédiction et une malédiction. Nous avons la possibilité de passer plus de temps avec lui, du temps que la plupart des Canadiens n'ont pas. Cependant, le stress que subissent les Canadiens ordinaires et ce que nous avons vu dans les établissements de soins pour personnes âgées de notre pays est choquant.

Ce n'est pas le cas pour la majorité des Canadiens. Nous savons que de nombreux Canadiens n'ont pas la même chance que nous avons eue, celle de pouvoir faire venir leur beau-père chez eux. Par les médias sociaux et les nouvelles, nous avons appris que des personnes ont dû assister aux funérailles de leurs proches à distance. Ils n'ont pas eu la possibilité de passer ces derniers moments avec leurs proches qui sont logés dans des établissements de soins pour personnes âgées.

Malheureusement, nous savons que les personnes âgées de 50 ans ou plus sont à plus haut risque de contracter la COVID-19 ainsi que de souffrir de problèmes de santé mentale ou de blessures psychologiques. Les risques sont encore plus élevés chez les aînés dans la tranche des 60 à 70 ans. Nous laissons tomber cet important segment de notre population. Les conditions médicales sous-jacentes rendent les aînés plus à risque de contracter la COVID-19. Les chiffres sont très élevés: 8 décès sur 10 attribués à cette maladie sont des personnes âgées de plus de 65 ans.

Un autre segment vulnérable de notre population est celui des personnes atteintes d'une maladie mortelle comme la sclérose latérale amyotrophique. J'ai eu l'honneur de rencontrer Deane Gorsline, un résident de ma circonscription. Très jeune, Deane a joint les Forces armées canadiennes. À l'âge de 29 ans, il a été frappé par la sclérose latérale amyotrophique. Il y a quelques semaines, je l'ai rencontré avec son organisation nommée ALS Action Canada.

● (1740)

L'organisme nous a confié que les répercussions de la COVID-19 pour les personnes qui vivent avec ces maladies mortelles sont dévastatrices. Certains députés se souviendront de notre collègue Mauril Bélanger et de la vitesse à laquelle la maladie a ravagé son corps. Très vite, il n'a plus été capable de communiquer, et il nous a quittés très rapidement.

Au cours de cette pandémie, nous avons tous souffert, mais ceux qui sont aux prises avec une maladie mortelle courent un plus grand risque de souffrir physiquement et mentalement. Les troubles de santé chroniques peuvent s'aggraver s'il n'est pas possible d'obtenir des soins hospitaliers. Un changement des habitudes alimentaires et de sommeil peut nuire à la santé mentale. L'isolement, la solitude et une plus grande anxiété sont tous des facteurs qui influent sur le bien-être mental. Nous savons qu'un isolement accru et la distanciation sociale aggravent l'anxiété et le stress. En outre, ils engendrent l'abus de substances et amplifient la violence familiale et les crises suicidaires. Nous devons faire mieux.

À l'approche du discours du Trône, j'étais optimiste. Le premier ministre avait prorogé le Parlement pour une durée de six semaines. J'avais espoir qu'il s'agissait vraiment d'un nouveau départ. Malheureusement, nous avons eu droit essentiellement au même programme que la première année de la dernière session et les quatre années précédentes.

L'Adresse

Tout ce que le discours du Trône mentionne sur la santé mentale tient en deux lignes. Le gouvernement allait offrir un meilleur accès aux ressources en santé mentale pour tous les Canadiens, car s'ils reçoivent les soins dont ils ont besoin, lorsqu'ils en ont besoin, nous en sortirons tous plus forts. Il faut aussi garantir l'uniformité des soins à tous, que l'on vive à Terre-Neuve ou en Colombie-Britannique.

J'ai été stupéfait d'entendre les observations de certains ministres de la Couronne, comme la ministre de l'Emploi, qui prennent le trouble de stress post-traumatique à la légère. Cela a pour effet de minimiser et de stigmatiser ceux qui sont aux prises avec ce trouble et qui en souffrent en silence.

La deuxième mention de la santé mentale dans le discours du Trône se lit comme suit: « accélérer les travaux visant à élaborer conjointement avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation métisse une loi sur la santé des Autochtones fondée sur les distinctions, ainsi qu'une stratégie de santé mentale et de bien-être fondée sur les distinctions. » Nous devons tous veiller à sensibiliser les gens, mais nous devons aussi passer à l'action. J'ai étudié la question. Les groupes d'intervenants avec qui je me suis entretenu au cours des semaines écoulées depuis la présentation du discours du Trône s'entendent tous pour dire qu'il ne suffit pas de susciter l'espoir; il faut aussi agir. C'est ce qui manquait au discours du Trône.

C'est carrément honteux. Plus que jamais, nous avons besoin d'un plan de relance. Il n'y en a pas. Le discours du Trône — qui compte plus de 7 000 mots — ne fait que ressasser de vieux lieux communs. Je crois que les Canadiens de tout le pays s'attendaient à un plan économique et à un plan de relance, qui doit toucher nécessairement la santé mentale, enjeu plus d'actualité que jamais. Nous avons besoin d'un plan qui ne laisse pas les aînés pour compte. Nous avons besoin d'un plan qui ne marginalisera pas davantage les personnes aux prises avec une maladie mortelle.

Les libéraux sont de beaux parleurs, mais de petits faiseurs. Le discours du Trône est un échec. Des aînés comme mon beau-père seront laissés pour compte si nous ne changeons pas rapidement de cap. Qu'arrivera-t-il aux aînés qui ne peuvent pas compter sur leur famille? Qu'arrivera-t-il si une famille n'est pas en mesure d'accueillir un proche sous son toit pour qu'il puisse recevoir des soins de fin de vie? Qu'arrive-t-il si une famille n'a pas les moyens d'assumer une telle responsabilité?

Les personnes atteintes de SLA ou d'autres maladies semblables ont besoin de soins spéciaux et il faut penser à elles pour la deuxième et la troisième vague de COVID. La deuxième vague est déjà bien entamée — ou elle ne fait que commencer —, mais il faut penser à la troisième vague. Nous avons le devoir de faire mieux.

Nous savons également que, deux à trois ans après une crise majeure, telle que les incendies de forêt à Fort McMurray ou en Colombie-Britannique, on observe une incidence accrue de suicide, de violence familiale et de problèmes socioéconomiques tels que l'alcoolisme et la toxicomanie. Il nous faut un plan pour combattre cela. Nous pouvons et devons faire mieux.

L'Adresse

• (1745)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le député a parlé de l'importance des aînés, ce dont le gouvernement est parfaitement conscient parce qu'il écoute les membres du caucus libéral, les ministres, les députés de l'opposition, les gouvernements provinciaux et territoriaux, les administrations municipales et les aînés eux-mêmes. L'aide offerte est réelle et tangible: bonification de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, remboursements de TPS, sans oublier les millions de dollars versés aux organismes sans but lucratif, dont beaucoup soutiennent les aînés, notamment en s'assurant qu'ils ne restent pas enfermés chez eux.

J'aimerais que le député parle de l'importance de l'aide fournie par le gouvernement du Canada, en coopération avec ses partenaires, à ces organismes sans but lucratif qui offrent des services si essentiels aux aînés.

• (1750)

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, le gouvernement — que ce soit le gouvernement actuel ou les prochains — doit faire plus. Des aînés sont laissés pour compte. Nous devons collaborer avec nos partenaires provinciaux et nous doter d'un plan pour l'avenir. Nous n'avons pas vu cela dans le discours du Trône.

Nous n'avons aucune leçon à recevoir des libéraux pour ce qui est de planifier l'avenir ou de prendre soin des aînés et des personnes qui vivent avec une maladie grave. Nous savons que les libéraux n'étaient pas préparés. Ils n'ont pas écouté les avertissements et se sont fait prendre au dépourvu. Résultat: des gens ont perdu la vie.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NDP): Madame la Présidente, je suis très fier de représenter Hamilton-Centre. Je tiens à dire au député que son discours et ses interventions sur la santé mentale m'ont franchement beaucoup ému. Réflétant une grande compassion, ses propos étaient aussi d'un genre que je n'ai peut-être pas l'habitude d'entendre des députés du caucus conservateur lorsqu'il s'agit de la nécessité d'élargir les soins de santé.

Le député plaide en faveur d'une hausse des investissements en santé mentale. Ne pense-t-il pas que la Loi canadienne sur la santé devrait comprendre la santé mentale, que les soins dans ce domaine devraient être prévus dans des dispositions globales et fournis gratuitement à tous les Canadiens, indépendamment des avantages sociaux liés à leur emploi? Les personnes qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie de COVID-19 ont aussi perdu les avantages sociaux qui leur permettaient d'obtenir des soins de santé mentale. Il faut qu'elles puissent les obtenir dans le cadre d'un programme national de soins de santé.

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, la santé mentale est un sujet qui me tient beaucoup à cœur, tout comme à notre chef. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a créé un poste de conseiller spécial du chef, qu'il m'a confié.

Je ne sais pas combien de fois mes collègues ont assisté aux funérailles d'une personne qui s'était suicidée, un adolescent, un être cher, un premier intervenant ou un ancien combattant. Je ne sais combien de familles anéanties par le chagrin ils ont tenté de reconforter. Ce que je sais, c'est que nous devons en faire plus. Il faut accorder autant d'importance à la santé mentale qu'à la santé phy-

sique. Être en bonne santé physique n'est plus suffisant. Il faut aussi avoir une bonne santé mentale.

Le leadership part d'en haut. Il part du gouvernement fédéral. Hélas, ce n'est pas un élément que nous avons pu voir dans le discours du Trône.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je vis les mêmes émotions et j'ai les mêmes soucis que mon collègue.

Il a parlé de la santé mentale chez les aînés. J'aimerais maintenant l'entendre parler des personnes âgées de 65 à 75 ans. Ne sont-elles pas durement éprouvées par la crise et isolées? N'auraient-elles pas besoin d'un peu d'air, c'est-à-dire d'une augmentation de la pension?

Il a parlé des services en santé mentale. Il a dit que la santé mentale devait être aussi importante que la santé physique. Il a tout à fait raison, mais, parfois, dans les systèmes publics, il y a des urgences. De plus, il y a un manque de ressources important. Parfois, on a malheureusement tendance à s'occuper de l'aspect physique avant de s'occuper de l'aspect mental. L'idée, ce serait d'avoir plus de ressources. Il a mentionné très clairement qu'il s'agit d'une responsabilité du Québec et des provinces.

Ne croit-il pas que les transferts en santé devraient être augmentés?

[Traduction]

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, je pense que nous devons nous assurer que les gens aux plus hauts échelons font preuve de leadership. Nous devons nous réunir avec nos collègues provinciaux pour élaborer un plan qui s'étend d'un bout à l'autre du Canada et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte, peu importe son âge et ses antécédents socioéconomiques. Nous devons faire mieux. Cela commence par nous, les 338 députés. La santé mentale ne devrait pas être une question partisane, et nous pouvons travailler en collaboration afin de trouver une solution pour aller de l'avant. Malheureusement, le discours du Trône n'a pas répondu aux attentes à cet égard.

• (1755)

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Madame la Présidente, avant de commencer, je tiens à vous faire savoir que je partagerai mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Nord.

C'est un plaisir de pouvoir siéger au Parlement depuis Surrey, en Colombie-Britannique, en ces temps extraordinaires. Je suis honoré d'avoir l'occasion de parler du discours du Trône.

La pandémie de coronavirus a changé le monde tel que nous le connaissons. Nous avons la possibilité extraordinaire de faire de notre pays, et de notre monde, un endroit meilleur qu'auparavant. Nous avons la possibilité de rebâtir notre pays en mieux, de veiller à ce que les Canadiens disposent du soutien et des ressources dont ils ont besoin pour se sentir en sécurité et pour faire face à tout ce qui pourrait survenir dans les mois et les années à venir. En veillant à soutenir les Canadiens aujourd'hui et demain, nous assurons la réussite de notre grand pays. Les quatre piliers du discours du Trône constituent une feuille de route à cet effet.

L'Adresse

Les derniers mois ont été extrêmement difficiles à bien des égards, mais nous avons fait beaucoup de progrès depuis le début de la pandémie. Alors que nous commençons à voir des signes de la deuxième vague dans certaines régions du pays, nous devons rester vigilants. Nous devons tous apporter notre contribution en écoutant les conseils avisés des responsables de la santé publique, en maintenant de petits cercles sociaux, en nous gardant nos distances les uns des autres, en portant des masques lorsqu'il est impossible de maintenir une distance de deux mètres avec les autres et en pratiquant une bonne hygiène des mains.

Le Canada s'en est bien tiré lors de la première vague. Les hôpitaux n'ont pas été débordés et les gens ont fait ce qu'il fallait en restant chez eux. Nous avons réussi à maintenir le nombre de cas à un chiffre gérable par rapport à de nombreux autres pays. Nous en savons beaucoup plus sur la propagation du virus maintenant qu'au début de la pandémie. Nous savons à quel point le dépistage et le traçage des contacts sont importants. Mes collègues infatigables et dévoués et leurs équipes ont travaillé sans relâche pour que les Canadiens aient accès à de l'équipement de protection individuelle, à des trousseaux de dépistage et, à l'avenir, à des vaccins.

À ce jour, nous avons approuvé 36 tests de dépistage, dont deux s'effectuent au point de service, afin de contribuer à accélérer le dépistage au sein de certaines populations, notamment celles des collectivités rurales et éloignées. Le Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19 assiste le gouvernement dans l'obtention de nouveaux candidats vaccins. Pas plus tard que la semaine dernière, Santé Canada a annoncé la réception de sa première demande d'autorisation d'un vaccin contre la COVID-19.

La moitié des besoins du pays en matière d'équipement de protection individuelle sont maintenant comblés par la production canadienne alors que, il y a quelques mois, cette proportion était pratiquement nulle. Le pays abonde en exemples incroyables d'ingéniosité et d'innovation. Des brasseries et des distilleries ont modifié leurs activités d'exploitation pour fabriquer du désinfectant pour les mains, des maisons de couture fabriquent des blouses et des masques, et des usines de fabrication d'articles de sports fabriquent des écrans faciaux. Dans ma région, l'entreprise Central City Brewers and Distillers, située à Surrey, a commencé à produire du désinfectant pour les mains.

Depuis le début, nous collaborons étroitement avec les provinces et les territoires pour ce qui est de faire l'acquisition d'équipement de protection individuelle et d'offrir aux Canadiens et aux entreprises le soutien voulu pour traverser cette crise. Pendant l'été, le gouvernement a annoncé un financement fédéral de 19 milliards de dollars dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire conclu avec les provinces ainsi qu'un investissement de 2 milliards de dollars dans le cadre du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire.

Nous travaillons d'arrache-pied pour que l'emploi revienne à ce qu'il était avant la pandémie. Nous avons créé un million d'emplois auparavant et nous le referons. Néanmoins, nous savons que, malgré les bonnes nouvelles dont font état les enquêtes sur la population active et le retour de nombreux emplois, beaucoup de Canadiens sont sans emploi et continuent à éprouver des difficultés. Près de neuf millions de Canadiens ont reçu la Prestation canadienne d'urgence, et la Subvention salariale d'urgence du Canada a permis de soutenir 3,5 millions de personnes. Pour avoir parlé à bon nombre d'habitants de Surrey-Centre, je sais que les prestations et les mesures instaurées plus tôt ont été essentielles pour eux.

Pour aider les Canadiens à retourner sur le marché du travail, nous ferons des investissements directs dans le secteur social et les infrastructures, nous offrirons une formation immédiate pour permettre aux travailleurs d'acquérir rapidement des compétences et nous mettrons en place des mesures incitant les employeurs à conserver leurs travailleurs. Ces mesures seront essentielles pour les travailleurs du secteur de l'énergie pendant la transition vers une économie plus verte et plus durable afin que nous puissions répondre à nos objectifs environnementaux et ralentir les changements climatiques.

Nous savons aussi que les jeunes des quatre coins du pays ont vécu une période particulièrement difficile, car ils ont vu leurs perspectives d'emploi disparaître. Nous élargirons la portée de la Stratégie emploi jeunesse afin de créer plus d'emplois pour les jeunes.

Alors que nous travaillons pour récupérer ces emplois afin de répondre aux besoins continus des Canadiens, nous avons entamé la transition de nombreux Canadiens vers le programme d'assurance-emploi bonifié et nous avons créé trois nouvelles prestations: la Prestation canadienne de relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique.

- (1800)

Nous avons également prolongé la subvention salariale jusqu'à l'été prochain afin que les employeurs puissent garder leurs employés. Ma circonscription compte de nombreuses petites et moyennes entreprises qui comptent sur la subvention salariale, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et le Programme de crédit aux entreprises pour survivre.

Pour aider davantage les petites et moyennes entreprises, nous avons récemment annoncé 600 millions de dollars en plus des 962 millions de dollars déjà affectés au Fonds d'aide et de relance régionale. L'aide financière aidera en particulier les industries du secteur de l'événementiel et du tourisme, notamment les salles de banquet, les traiteurs et les hôtels à Surrey.

Nous continuons de travailler avec les organisations locales qui connaissent le mieux les besoins de leur région. Récemment, la chambre de commerce de Surrey a reçu 50 000 \$ de financement pour les services de relance économique des entreprises, et la Surrey Cares Community Foundation a distribué des milliers de dollars en subventions à des organisations locales au moyen du Fonds d'urgence pour l'appui communautaire.

La pandémie a exposé les inégalités au pays. Les femmes, en particulier les femmes à faible revenu et les femmes de couleur, ont été durement touchées par les pertes d'emploi. Elles ont quitté leur emploi pour s'occuper de leurs enfants ou de leurs proches, et elles sont plus susceptibles de travailler aux premières lignes dans des emplois mal rémunérés. Nous allons créer le plan d'action pour les femmes dans l'économie afin que les acquis pour lesquels les femmes se sont tant battues, socialement et politiquement, ne soient pas réduits à néant. Nous connaissons l'importance et les avantages d'une représentation égale au sein de la population active.

Depuis le début de la pandémie, nous aidons les parents à voir aux services de garde, notamment grâce à un versement supplémentaire de 300 \$ par enfant ajouté à l'Allocation canadienne pour enfants. Nous continuerons de faire en sorte que les parents aient accès à des services de garde de qualité, abordables et inclusifs. Nous savons que c'est essentiel pour que les femmes puissent retourner travailler.

L'Adresse

Il n'est plus possible de prétexter l'ignorance. Nous sommes conscients des défis auxquels les Canadiens sont confrontés, des deuils et des inquiétudes qu'ils vivent. Le gouvernement continuera d'agir pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. Il faut combler les failles actuelles du système social. Il est inacceptable qu'en 2020, des membres de nos collectivités soient encore laissés pour compte.

Nous rendrons nos collectivités plus fortes et plus résilientes qu'auparavant grâce à des investissements dans les infrastructures telles que le transport en commun, les rénovations écoénergétiques, l'énergie propre, les services à large bande dans les régions rurales et le logement abordable, particulièrement à l'intention des Autochtones et des communautés du Nord.

Pour ce qui est des aînés, nous continuerons de collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que les personnes âgées bénéficient du meilleur soutien possible. Nous travaillerons aussi avec le Parlement pour apporter des modifications au Code criminel afin de sanctionner les personnes qui maltraitent et négligent les aînés.

Le plan pour l'inclusion des personnes handicapées prévoit une nouvelle prestation qui sera inspirée du Supplément de revenu garanti. Il prévoit aussi un meilleur processus pour déterminer l'admissibilité aux programmes et aux prestations du gouvernement qui visent les personnes en situation de handicap. Le gouvernement est déterminé à mettre en place un régime national universel d'assurance-médicaments. Nous travaillerons de concert avec les provinces et les territoires pour aller de l'avant rapidement avec sa création.

Nous savons aussi que les inégalités de notre société ne sont pas toutes le résultat de la pandémie. Elles sont enracinées beaucoup plus profondément, dans le racisme et la discrimination systémiques. Les minorités visibles du Canada en souffrent depuis de nombreuses années.

Nous sommes déterminés à avancer sur la voie commune de la réconciliation avec les peuples autochtones en accélérant les travaux réalisés dans le cadre du Plan d'action national et pour donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, en plus de poursuivre les travaux visant à combler les lacunes en matière d'infrastructure dans les communautés autochtones et de collaborer avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation métisse dans le cadre d'une approche fondée sur les distinctions afin d'accélérer la réalisation de l'engagement sur 10 ans du gouvernement.

Nous continuerons d'appuyer les Canadiens racialisés. Le Caucus des parlementaires noirs a défendu leurs droits. Leur travail est reflété dans le discours du Trône. Le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires fournira à ceux qui sont confrontés au racisme et à la discrimination systémiques des outils d'autonomisation économique et contribuera à accroître la diversité dans les marchés publics. Il reste encore beaucoup de travail à faire, mais nous sommes sur la bonne voie.

Nous avons vu à quel point il est bénéfique pour les Canadiens que nous unissions nos efforts à la Chambre et dans les collectivités. La pandémie de coronavirus sévit toujours et ce n'est pas le moment de baisser la garde. Le cynisme et la peur ne nous ont pas atteints pendant la première vague et ce ne sera pas le cas non plus

pendant la deuxième. L'entraide est la seule façon de passer au travers de la crise.

Fait des plus encourageants, beaucoup d'organismes ont contribué à un effort de type « Équipe Canada » pour aider leurs voisins. Ici, à Surrey, Kiran Saluja et les bénévoles de la Sewing Army, un organisme comptant 18 aînées, ont fabriqué plus de 15 000 masques à leur domicile et les ont donnés à des organismes sans but lucratif et à des personnes dans le besoin.

De...

• (1805)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole du député est écoulé. Je suis certaine qu'il pourra en dire plus durant la période des questions et observations.

Nous passons maintenant aux questions et observations. Le député de Carleton a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Madame la Présidente, je veux parler de la résilience et du courage formidables dont ont fait preuve les entrepreneurs durant cette période difficile.

L'autre jour, je me suis rendu à Stittville, une localité dans la région d'Ottawa, où j'ai rencontré un couple qui venait tout juste d'ouvrir une pharmacie et un groupe qui a ouvert un bar où travaillent des habitants de l'endroit et que fréquentent des clients locaux. J'ai rencontré une femme qui a survécu au cancer, a lancé une entreprise et l'a perdue en raison de la COVID-19. Pas plus tard que la semaine dernière, elle a lancé une autre entreprise. C'est grâce à ce genre de courage et de prise de risque incessante que le pays se rétablira et deviendra plus fort. Cela me rappelle l'expression selon laquelle le bon bois provient d'arbres qui ont poussé à la dure — plus le vent est fort, plus le bois est solide.

Le député peut-il me faire part de son point de vue sur le rôle que joueront les entrepreneurs courageux et audacieux dans la reprise économique?

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, c'est l'esprit d'entreprise des Canadiens qui a bâti le Canada. Ce sont les propriétaires de petites et moyennes entreprises et les Canadiens qui ont redoublé d'efforts pendant cette pandémie, que ce soit en fabriquant de l'équipement de protection individuelle, en offrant leur soutien à des voisins ou en aidant des personnes en quarantaine à qui ils ont apporté les fournitures, les médicaments et les aliments dont elles avaient besoin. Des aînés qui voulaient apporter leur aide ont utilisé leur vieille machine à coudre afin de fabriquer des masques pour des organismes sans but lucratif qui n'étaient pas en mesure de s'en acheter ou de s'en procurer. Comme je l'ai mentionné, des distilleries ont interrompu leur production pour offrir un approvisionnement suffisant en désinfectant pour les mains au pays.

La résilience des entrepreneurs canadiens est bien connue dans le monde entier, et nous en avons eu un parfait exemple pendant cette pandémie. Je leur offre à tous mes remerciements aujourd'hui.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Madame la Présidente, puisque mon collègue a parlé de racisme, je vais parler des communautés autochtones. C'est bien de parler, mais il faut surtout agir.

Peut-on reconnaître le lien évident entre la propagation de la COVID-19 et les conditions sanitaires des Premières Nations? Peut-on faire adopter un projet de loi mettant en vigueur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones? Peut-on faire adopter une loi-cadre visant à remplacer la Politique sur la police des Premières Nations? Peut-on déployer des ressources afin que cela soit perpétué dans la pratique quotidienne, les langues, la culture et les traditions autochtones? Peut-on corriger le mode de fonctionnement des écoles autochtones, qui ont vécu une crise en matière d'éducation?

[Traduction]

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, il reste beaucoup de travail à faire pour les Autochtones. Nous en avons fait beaucoup dans les cinq dernières années, que ce soit par rapport à la langue ou en ce qui a trait aux avis d'ébullition de l'eau. Je pense qu'il ne reste plus que cinq avis environ, et plus de 140 ont été éliminés. Cependant, il reste encore beaucoup de travail à faire.

Je vis dans une circonscription qui compte l'une des plus importantes populations autochtones en milieu urbain de la vallée du bas Fraser. Je continue d'être témoin des difficultés auxquelles ces gens doivent faire face, y compris les traumatismes intergénérationnels causés par le système des pensionnats autochtones. Il reste beaucoup de travail à faire à cet égard. Nous avons vu récemment comment une Autochtone a été traitée pendant qu'elle attendait des soins à l'hôpital. C'est inacceptable, et j'appuierai tous les projets de loi et toutes les mesures que nous pourrions adopter pour améliorer la santé, le bien-être, le mode de vie et les conditions de vie des Autochtones.

• (1810)

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NDP): Madame la Présidente, on prononce de belles paroles au sujet de la réconciliation, mais à 45 minutes de chez moi, sur le territoire des Six Nations, des membres de la nation Haudenosaunee, des défenseurs des terres autochtones, se font criminaliser par la Police provinciale de l'Ontario et des procureurs de la Couronne.

Le député croit-il que les Autochtones qui protègent leurs terres de manière pacifique, conformément aux accords sur les revendications territoriales, sont des terroristes aux termes du projet de loi C-51?

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, je serai franc. Je n'ai pas tenté de déterminer si la loi pouvait s'appliquer à cette situation particulière. Je remercie le député d'avoir soulevé la question. Je vais certainement effectuer des recherches plus approfondies à ce sujet.

Toutefois, je suis persuadé que le ministre de la Justice et les autres intervenants dans ce dossier examinent la question et qu'ils proposeront les mesures appropriées dans ce contexte.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois rappeler au député que je devrai malheureusement l'interrompre pendant la période qui lui est accordée.

Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire de la leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, depuis le début, le premier ministre et le gouvernement ont énoncé très clairement leur priorité. Nous réalisons la gravité de la pandémie et nous avons agi concrètement pour soutenir les Cana-

L'Adresse

diens de partout au pays, qu'il s'agisse de protéger leur santé et leur bien-être ou de trouver des façons de limiter les dommages causés par la pandémie. C'est la priorité absolue du gouvernement.

Nous reconnaissons que le gouvernement du Canada ne peut pas tout faire seul, et il est très encourageant de constater que pratiquement tous les secteurs de la société ont compris l'importance d'agir et de s'unir pour atteindre un objectif commun.

Je voudrais d'abord lire quelques passages d'une lettre écrite par Brian Pallister, premier ministre progressiste-conservateur du Manitoba. Cette lettre est arrivée après qu'Ottawa eut investi 19 milliards de dollars dans l'Accord sur la relance sécuritaire conclu avec les provinces et les territoires. Je vais citer textuellement la lettre du premier ministre:

Ce financement fédéral appuiera les travaux que le gouvernement du Manitoba a déjà entrepris pour augmenter sa capacité de dépistage et faire passer le nombre de tests effectués quotidiennement de 1 000 à plus de 3 000.

Il ajoute:

Le gouvernement du Canada versera 700 millions de dollars pour renforcer la capacité des systèmes de santé à réagir à une éventuelle nouvelle vague de COVID-19. Un montant supplémentaire de 500 millions de dollars permettra de répondre aux besoins immédiats et d'éliminer certaines lacunes dans l'aide et la protection accordées aux personnes qui éprouvent des problèmes de santé mentale, de toxicomanie ou d'itinérance. Cet investissement aidera à assurer la santé et la sécurité des Canadiens et à leur fournir les soins de santé dont ils ont besoin.

Le discours du Trône met l'accent sur bon nombre des initiatives prises par le gouvernement du Canada en collaboration avec de larges pans de la société. Nous avons littéralement créé des dizaines de programmes à partir de rien. Certains des meilleurs fonctionnaires au monde ont assuré l'administration des programmes afin de nous permettre de donner aux Canadiens de toutes les régions du pays le soutien et les fonds dont ils ont besoin. Il a été fort encourageant de voir les provinces, les territoires, les dirigeants autochtones, les municipalités, les organismes sans but lucratif et les entrepreneurs travailler ensemble.

Nous avons reconnu l'apport des députés à titre individuel. Depuis huit mois, ils travaillent jour après jour pour aider les gens de leur circonscription à régler toutes sortes d'enjeux. Ils ont soumis certaines de ces questions au Cabinet, que ce soit directement par l'entremise d'un ministre ou indirectement par l'entremise de la leader adjointe à la Chambre, sans oublier toutes les autres façons d'y parvenir.

Le premier ministre souhaitait une telle participation directe. Il voulait que les députés de tous les côtés de la Chambre, et non seulement des banquettes libérales, demandent aux habitants de leur circonscription ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour établir le consensus nécessaire à la lutte contre la COVID-19. Aujourd'hui, nous devons voter sur un discours du Trône qui englobe une grande partie de ces initiatives et qui présente un plan détaillé. J'encourage tous les députés à voter pour ce...

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je ne doute pas que nous aurions tous aimé entendre la fin du discours du député. Cependant, comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ la motion dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur la motion.

L'Adresse

[Français]

Conformément à l'ordre adopté le mercredi 23 septembre, nous ne procéderons pas à un vote par oui ou par non. En conséquence, si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je demande un vote.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Convoquez les députés.

• (1935)

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n^o 8)

POUR

Députés

Alhabra	Amos
Anand	Anandasangaree
Angus	Arseneault
Arya	Ashton
Bachrach	Badawey
Bagnell	Bains
Baker	Battiste
Beech	Bendayan
Bennett	Bessette
Bibeau	Bittle
Blaikie	Blair
Blaney (North Island—Powell River)	Blois
Boulerice	Bratina
Brière	Cannings
Casey	Chagger
Chen	Collins
Cormier	Dabrusin
Damoff	Davies
Dhaliwal	Dhillon
Dong	Drouin
Dubourg	Duclos
Duguid	Duncan (Etobicoke North)
Duval	Dzerowicz
Easter	Ehsassi
El-Khoury	Ellis
Erskine-Smith	Fergus
Fillmore	Finnigan
Fisher	Fonseca
Fortier	Fragiskatos
Fraser	Freeland
Fry	Garneau
Garrison	Gazan
Gerretsen	Gould
Green	Guilbeault
Hajdu	Hardie
Harris	Holland
Housefather	Hughes
Hussen	Hutchings
Iacono	Jaczek
Johns	Joly
Jones	Jordan
Jowhari	Julian
Kelloway	Khalid
Khera	Koutrakis
Kusmierczyk	Kwan
Lalonde	Lambropoulos
Lametti	Lamoureux
Lattanzio	Lauzon
LeBlanc	Lebouthillier
Lefebvre	Lightbound
Long	Longfield
Louis (Kitchener—Conestoga)	MacAulay (Cardigan)
MacGregor	MacKinnon (Gatineau)

Maloney	Martinez Ferrada
Masse	Mathysen
May (Cambridge)	McCrimmon
McDonald	McGuinty
McKay	McKenna
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
McPherson	Mendès
Mendicino	Miller
Monsef	Morrissey
Murray	Ng
O'Connell	Oliphant
O'Regan	Petipas Taylor
Powlowski	Qaqqaq
Qualtrough	Ratansi
Regan	Robillard
Rodriguez	Rogers
Romanado	Sahota (Brampton North)
Saini	Sajjan
Samson	Sangha
Sarai	Scarpaleggia
Schieffe	Schulte
Serré	Sgro
Shanahan	Sheehan
Sidhu (Brampton East)	Sidhu (Brampton South)
Sikand	Simms
Singh	Sorbara
Spengemann	Tabbara
Tassi	Trudeau
Turnbull	Van Bynen
van Koevreden	Vandal
Vandenbeld	Vaughan
Virani	Weiler
Wilkinson	Wilson-Raybould
Yip	Young
Zahid	Zann
Zuberi — 177	

CONTRE

Députés

Aitchison	Albas
Alleslev	Allison
Arnold	Atwin
Baldinelli	Barlow
Barrett	Barsalou-Duval
Beaulieu	Benzen
Bergen	Bergeron
Berthold	Bérubé
Bezan	Blanchet
Blanchette-Joncas	Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)
Block	Boudrias
Bragdon	Brassard
Brunelle-Duceppe	Calkins
Carrie	Chabot
Champoux	Charbonneau
Chiu	Chong
Cooper	Cumming
Dalton	Dancho
Davidson	DeBellefeuille
Deltell	d'Entremont
Desbiens	Desilets
Diotte	Doherty
Dowdall	Dreeshen
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)
Fast	Findlay (South Surrey—White Rock)
Finley (Haldimand—Norfolk)	Fortin
Gallant	Gaudreau
Généreux	Genuis

Gill
 Godin
 Gray
 Harder
 Jansen
 Kelly
 Kitchen
 Kram
 Kusie
 Larouche
 Lehoux
 Lewis (Essex)
 Lobb
 MacKenzie
 Manly
 May (Saanich—Gulf Islands)
 McCauley (Edmonton West)
 McLean
 Melillo
 Moore
 Morrison
 Nater
 O'Toole
 Paul-Hus
 Perron
 Poilievre
 Redekopp
 Rempel Garner
 Rood
 Sahota (Calgary Skyview)
 Savard-Tremblay
 Seeback
 Shin
 Simard
 Soroka
 Steinley
 Strahl
 Sweet
 Therrien
 Trudel
 Van Popta
 Vidal
 Vignola
 Wagantall
 Waugh
 Williamson
 Yurdiga

Gladu
 Gourde
 Hallan
 Hoback
 Jeneroux
 Kent
 Kmiec
 Kurek
 Lake
 Lawrence
 Lemire
 Liepert
 Lukiwski
 Maguire
 Martel
 Mazier
 McColeman
 McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
 Michaud
 Morantz
 Motz
 Normandin
 Patzer
 Pauzé
 Plamondon
 Rayes
 Reid
 Richards
 Ruff
 Saroya
 Schmale
 Shields
 Shipley
 Sloan
 Stanton
 Ste-Marie
 Stubbs
 Thériault
 Tochor
 Uppal
 Vecchio
 Viersen
 Vis
 Warkentin
 Webber
 Wong
 Zimmer — 152

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que l'Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence la gouverneure générale par le Président.

(La motion est adoptée.)

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, l'Union interparlementaire, l'UIP, est un organisme international d'une importance capitale, qu'on qualifie même d'Organisation des Nations unies pour les Parlements. C'est essentiellement une organisation de législateurs qui regroupe des parlementaires du monde entier. Elle contribue grandement à

Motion d'ajournement

l'avancement de la démocratie et des droits de la personne en favorisant le dialogue entre parlementaires.

C'est avec grand plaisir que je rappelle une nouvelle que la plupart des députés connaissent probablement déjà: la sénatrice Salma Ataullahjan, qui est déléguée à l'UIP depuis très longtemps et profite de ce forum pour faire progresser des enjeux importants liés aux droits de la personne, est candidate à la présidence de l'organisation. Tous les députés conservateurs appuient sa candidature, et j'en suis ravi. Je sais qu'elle jouit aussi d'un solide appui dans les autres partis, notamment au sein du caucus libéral.

Comme le député de Beaches—East York l'a dit au *Globe and Mail*, « Bien que nous représentions des partis différents, j'ai été témoin de la diplomatie réfléchie de Salma pendant les conférences de l'Union interparlementaire. Ce serait un privilège pour le Parlement de la voir représenter le Canada sur la scène internationale. »

Le député libéral de Hull—Aylmer a abondé dans le même sens. Comme il l'a dit au *Globe and Mail*: « Salma serait excellente comme présidente de l'UIP. C'est positif pour notre pays et pour ce qu'il représente. »

Des délégués britanniques et néo-zélandais ont encouragé la sénatrice Ataullahjan à se porter candidate à la direction de l'UIP. Je sais que sa candidature jouit d'appuis substantiels de partout dans le monde. Il serait favorable pour le Canada de voir l'éminente sénatrice canadienne et ardente défenseuse des droits de la personne représenter les valeurs canadiennes sur la scène internationale, rassembler les membres de l'UIP, renforcer le travail de celle-ci et continuer à l'utiliser comme un forum pour l'avancement de questions importantes relatives à la justice et aux droits de la personne.

Le sénateur indépendant Mohamed-Iqbal Ravalia a déclaré que Mme Ataullahjan est un modèle en ce qui concerne les droits de la personne et les valeurs d'intégration et qu'elle saura, en tant que femme musulmane, rehausser l'image du Canada au sein de l'UIP.

Je veux aussi ajouter que la sénatrice Ataullahjan a beaucoup servi bénévolement dans diverses communautés. Elle a siégé au conseil d'administration de la section canadienne de la Citizens Foundation, un organisme international qui a construit plus de 700 écoles pour les enfants les plus pauvres du Pakistan. Mme Ataullahjan a été nommée au Sénat par l'ancien premier ministre Stephen Harper et est la première sénatrice canadienne d'origine pakistanaise.

La sénatrice Ataullahjan et moi avons eu l'occasion de collaborer sur la question du prélèvement forcé et du trafic d'organes. Elle a présenté le projet de loi S-240 pendant la précédente législature et le projet de loi n'a pas été adopté, faute d'avoir franchi toutes les étapes. La sénatrice a depuis présenté le projet de loi S-204 dans le cadre de la présente législature, projet de loi qui porte sur un autre enjeu d'une importance capitale en matière de droits de la personne et qui s'ajoute à la liste déjà impressionnante des réalisations de la sénatrice Ataullahjan.

Il s'agit d'une occasion en or pour le Canada de pouvoir être représenté par une sénatrice aussi solide pour un poste de direction important au sein de l'Union interparlementaire. Par conséquent, il est crucial que le gouvernement du Canada appuie cette candidature, parce que je sais que divers pays dans le monde attendent un signal de la part du gouvernement et de la diplomatie canadienne.

Motion d'ajournement

Puisque le gouvernement a manifestement mis à disposition de l'ancien ministre des Finances Bill Morneau des ressources gouvernementales pour appuyer sa candidature à un poste de l'OCDE, alors il serait normal que la sénatrice Ataullahjan obtienne aussi l'appui du gouvernement.

Bien sûr, il arrive parfois que nous soyons en désaccord en cet endroit, mais cela ne doit pas nous empêcher de travailler ensemble sur la scène internationale pour faire valoir des causes qui sont dans l'intérêt national. Les conservateurs ont fait leur possible pour soutenir la candidature du gouvernement au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous essayons de faire front commun à ces tribunes internationales. Pourtant, le gouvernement est étrangement silencieux à l'égard de la candidature de la sénatrice Ataullahjan. Le ministre a dit qu'il souhaitait attendre, qu'il rencontrera les futurs candidats plus tard.

Il est important que le ministre des Affaires étrangères envoie un message d'appui clair à l'égard de la candidature de la sénatrice Ataullahjan en vue de renforcer la voix du Canada au sein de l'Union interparlementaire. Le ministre et le secrétaire parlementaire ont l'occasion d'exprimer dès maintenant cet appui et j'estime qu'il est crucial qu'ils le fassent.

● (1940)

M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, il est très important que nous commençons par présenter certains faits.

En tant que parlementaires, nous nous retrouvons ici même dans cette enceinte ou à distance, selon le cas, afin de discuter de l'Union interparlementaire, une organisation internationale composée de parlementaires comme nous et comme vous, madame la Présidente, en provenance de 179 pays.

L'Union interparlementaire est une importante organisation internationale à laquelle j'ai adhéré lorsque je suis devenu député en 2008. Je suis très déçu que le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan n'en soit pas membre. J'ai d'ailleurs consulté la liste des membres aujourd'hui, et je me déssole grandement qu'il n'éprouve pas la même confiance envers l'Union interparlementaire que 85 personnes, sénateurs et députés confondus, ont exprimée en se joignant à cette organisation.

L'Union interparlementaire est une association interparlementaire et non intergouvernementale. Il est très important de comprendre qu'il ne s'agit pas d'une organisation gouvernementale. Depuis longtemps, l'usage veut que le gouvernement ne s'ingère pas dans les activités de nos 12 associations parlementaires. Il est en effet essentiel de préserver l'indépendance de ces institutions.

J'ai d'ailleurs coprésidé l'une de nos 12 associations pendant cinq ans, et je me suis réjoui de notre indépendance du gouvernement. Je m'en suis réjoui et, en réalité, je m'y serais attendu ou je l'aurais exigée.

Cela ne veut pas dire que le gouvernement ne souhaite pas que la campagne de la sénatrice porte ses fruits. En effet, c'est tout le contraire. Le ministre des Affaires étrangères s'est déjà entretenu avec la sénatrice au sujet de sa campagne, et il le fera de nouveau. Je connais la sénatrice Ataullahjan depuis de nombreuses années. J'ai beaucoup de respect pour elle et pour le travail qu'elle accomplit à Ottawa et dans la région du Grand Toronto, région d'où nous sommes tous les deux originaires.

Je respecte le travail qu'elle fait et les questions qu'elle soulève au sujet des droits de la personne, de l'égalité, de l'équité entre les sexes et du mouvement antiraciste. Toutefois, compte tenu de ma participation de longue date au sein de l'Union interparlementaire, je suis bien placé pour savoir qu'il n'y a aucune raison valable d'insinuer que le gouvernement prend des décisions sexistes. C'est tout à fait hors de propos.

Ce que je souhaiterais, c'est que le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan se joigne à l'Union interparlementaire, qu'il en reconnaisse l'importance en tant qu'organisme indépendant. Le gouvernement est fier des groupes interparlementaires dont le Canada est membre et du travail qu'ils accomplissent au pays et à l'étranger. Nous continuerons ce travail tout en continuant de défendre l'équité entre les sexes et de veiller à ce que les membres du Cabinet et des organisations soient traités avec le plus grand respect. Nous militerons toujours en faveur de l'égalité et de la justice.

● (1945)

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, ce reproche n'est peut-être pas complètement injustifié en ce sens que je suis tellement occupé à critiquer les politiques désastreuses du gouvernement depuis cinq ans que je n'ai tout simplement pas le temps de devenir membre de toutes les associations parlementaires dont j'aurais peut-être aimé faire partie.

Si le programme législatif du gouvernement présentait moins de lacunes et de problèmes, j'aurais peut-être du temps pour m'investir dans autre chose, mais nous nous écartons du sujet.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il serait très normal, et important à mon avis, que le ministre des Affaires étrangères envoie un signal très clair. C'est un signal que le gouvernement n'a pas hésité à envoyer dans d'autres cas, comme celui de l'ancien ministre des Finances.

J'espère qu'il ne s'agit pas de partisanerie ou de prétextes. Ce ne serait pas grand-chose pour le ministre des Affaires étrangères d'envoyer ce signal et de travailler avec nos représentants diplomatiques pour dire que nous voulons nous assurer d'avoir une bonne représentation canadienne et une voix canadienne forte sur la scène internationale.

Est-ce vraiment tant demander?

M. Robert Oliphant: Madame la Présidente, il est question de l'indépendance et de l'intégrité des parlementaires canadiens, ainsi que de l'Union interparlementaire, qui défend la démocratie et les Parlements partout dans le monde afin qu'ils puissent exercer leurs pleins droits.

Nous souhaitons bien sûr beaucoup de chance à la sénatrice Ataullahjan, qui s'est portée candidate à la présidence de l'organisation. Parallèlement, nous défendrons et respecterons l'indépendance de l'Union interparlementaire. Cette organisation est complètement différente des Nations unies ou de l'OCDE, qui sont des organismes gouvernementaux. Selon moi, le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan doit comprendre la distinction entre une organisation parlementaire et un organisme gouvernemental.

Nous mettrons tout en œuvre pour appuyer les Canadiens qui se portent candidats à un poste, quel qu'il soit. Pour autant, nous veillerons aussi à protéger l'indépendance de l'Union interparlementaire et des associations parlementaires.

[Français]

L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, j'espère que le débat d'ajournement nous permettra de clarifier certains éléments.

Tout d'abord, j'aimerais profiter de l'occasion pour saluer mes collègues qui sont présents à la Chambre — l'équipe du Bloc québécois est la plus grande équipe à la Chambre ce soir. Cela me fait plaisir de les voir ici. On dit que ce sont toujours les meilleurs qui partent en premier, mais, dans ce cas-ci, c'est faux.

Mercredi dernier, lors de la période des questions orales, j'ai posé des questions au gouvernement afin de savoir pourquoi il n'y a pas de véritable politique en la matière. Bien sûr, il y a eu des aides sporadiques, c'est-à-dire à certains moments. Un peu d'argent a été versé de manière ponctuelle. Cependant, la véritable question est la suivante. Pourquoi n'y a-t-il pas de vraie politique?

Pourquoi cette industrie n'est-elle pas mentionnée dans le discours du Trône? Il me semble que, après une pandémie, le discours du Trône devrait mentionner les industries qui éprouvent des difficultés. Malheureusement, les réponses ont été nettement insatisfaisantes. On a dit, entre autres, que l'on travaillait très fort pour les Canadiens et pour les Canadiennes. Toutefois, nous aimerions que le gouvernement prenne de véritables engagements relativement à l'industrie aérospatiale.

Je le dis bien humblement: le Canada pourrait s'inspirer du Québec en matière d'aérospatiale. En effet, le Québec pourrait être une source d'inspiration, puisqu'il a une politique aérospatiale depuis près de 20 ans. De plus, il offre une formation de la main-d'œuvre spécialisée, il fait des investissements à risques partagés relativement aux grands projets, il offre un crédit d'impôt mieux adapté au secteur que les programmes fédéraux et il offre un soutien aux PME du domaine de l'aéronautique, afin de permettre à celles-ci de s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement des donneurs d'ordres. Il s'agit d'une politique intégrée qui a permis de soutenir le développement de toute la grappe. Alors que le secteur est en grande transformation et traverse une phase critique compte tenu du démantèlement de Bombardier, le Québec est actuellement en train de réviser sa politique, et les consultations sont en cours. Il s'agit donc d'une approche proactive.

Il n'en reste pas moins qu'il y a des choses qu'une province ne peut faire seule. Ottawa doit ramer dans le même sens. C'est triste à dire, mais, pour l'instant, c'est le silence radio. Chaque fois que l'on pose une question à ce sujet, on n'obtient pas de réponses.

L'industrie aérospatiale est en difficulté, et elle mérite un réel soutien. Comme chacun le sait, il s'agit d'un véritable géant. Cette industrie est extrêmement importante, et elle compte 220 entreprises au Québec, dont 200 PME. Comme les PME sont la véritable cellule du développement économique au Québec, il faut leur donner tout le soutien nécessaire.

On a souvent parlé du contexte de la pandémie. On a mentionné plusieurs fois que les avions sont cloués au sol et qu'il n'y a pas de commandes. D'ailleurs, il n'y en aura probablement pas avant longtemps. Pendant la pandémie, 4000 emplois ont été perdus dans le secteur de l'aéronautique. Dans certains cas, on a pu voir que les soutiens fédéraux n'étaient pas adaptés à la réalité, que l'on pense au crédit d'impôt pour la recherche-développement ou à la subven-

Motion d'ajournement

tion salariale d'urgence du Canada. Évidemment, la Subvention salariale d'urgence est une idée que nous avons soutenue de A à Z.

Tout cela démontre que l'industrie aérospatiale est complètement absente de l'écran radar d'Ottawa. On tend à oublier ce secteur important, vital, quand on met sur pied des programmes qui devraient être adaptés lors d'une pandémie.

• (1950)

[Traduction]

M. Ali Ehsassi (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Innovation et Industrie), Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de répondre aux observations du député de Saint-Hyacinthe—Bagot concernant l'industrie aérospatiale.

Nous savons tous pertinemment que de grandes industries canadiennes ont été perturbées.

[Français]

Nous savons que les travailleurs et les entreprises canadiennes ont tous été confrontés à des difficultés et à des incertitudes économiques pendant la pandémie de la COVID-19.

[Traduction]

Le gouvernement reconnaît l'importance de soutenir les secteurs qui ont été le plus durement touchés par la pandémie mondiale actuelle, y compris évidemment l'industrie aérospatiale. Je souhaite profiter de l'occasion pour souligner le soutien que nous apportons à tous les secteurs.

Le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 comprend de vastes mesures pour aider les entreprises canadiennes, petites et grandes, à traverser cette tempête sans précédent. Mentionnons entre autres le Programme de crédit aux entreprises, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, la Subvention salariale d'urgence du Canada, et bien sûr, le Crédit d'urgence pour les grands employeurs.

Soyons clairs. Le gouvernement reste pleinement déterminé à soutenir à court et à long terme le secteur aérospatial et ses travailleurs.

[Français]

Nous avons toujours défendu les travailleurs de l'industrie aérospatiale au Canada, et nous allons continuer à le faire.

[Traduction]

L'industrie aérospatiale du Québec et des autres régions du Canada est une source extrêmement importante d'emplois, d'innovation et d'avancées technologiques pour le Canada. En fait, comme le député le sait fort bien, j'en suis sûr, l'aviation écologique est un domaine dans lequel le Canada est une véritable superpuissance mondiale. Plus précisément, les deux seuls aéronefs au monde à avoir été désignés comme des produits écologiques sont tous les deux assemblés ici, au Canada.

Motion d'ajournement

Nous savons que l'industrie aérospatiale est l'une des industries canadiennes les plus novatrices et les plus axées sur l'exportation. En 2018, elle a contribué pour plus de 25 milliards de dollars au produit intérieur brut et elle représentait plus de 210 000 emplois dans l'économie canadienne. L'industrie aérospatiale se classe en outre première dans le secteur de la fabrication pour ce qui est des investissements en recherche et développement, qui totalisent 1,5 milliard de dollars dans son cas, ce qui représente, je dois le préciser, environ le quart de tous les investissements en recherche et développement du secteur canadien de la fabrication. C'est une industrie qui est présente à l'échelle nationale, avec des grappes aérospatiales importantes dans chaque région du Canada. Ces grappes regroupent des entreprises d'entretien, des fournisseurs ainsi que de grands constructeurs.

Autrement dit, le Canada est un chef de file novateur de l'industrie aérospatiale dans le monde. Nous savons que les Québécois et les Canadiens de l'ensemble du pays sont énormément fiers de ce secteur, et à juste titre. Depuis 2015, le gouvernement a injecté des sommes importantes dans l'aérospatiale par l'entremise de programmes favorisant l'innovation, notamment bien sûr le Fonds stratégique pour l'innovation. Ces sommes importantes stimulent les avancées dans le secteur, alors qu'il se transforme pour être plus écologique, plus innovateur et plus concurrentiel.

Les fonds que nous avons versés ont suscité d'importants investissements du secteur privé pour mieux positionner l'industrie aérospatiale au Canada. Tout au long de ce processus, le gouvernement a mobilisé les partenaires de l'industrie et s'est montré très proactif dans la promotion du secteur aérospatial du Canada. Nous collaborons étroitement avec nos partenaires pour régler diverses questions qui ont été soulevées depuis le début de la pandémie. Nous nous réjouissons de...

• (1955)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je cède la parole à l'honorable député de Saint-Hyacinthe—Bagot.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, cette réponse confirme malheureusement ce que je craignais. On nous dit que l'aérospatiale, c'est important, mais en nous répétant à plusieurs égards des statistiques que j'ai moi-même présentées dans mon intervention. C'est apprécié et j'en remercie mon collègue. Néanmoins, la question est de savoir comment on en fait une politique.

L'honorable secrétaire parlementaire m'a répondu qu'on avait investi de l'argent et qu'il y avait des programmes généraux pour les entreprises qui en arrachaient. On le sait. Or, cette industrie mérite un programme particulier.

Pourquoi ne pas faire comme Ottawa l'a fait pour l'industrie automobile, c'est-à-dire une véritable politique, à commencer par une table où sont assis tous les acteurs — les travailleurs, les entreprises et le gouvernement du Québec, qui est un acteur et un partenaire très important? Ce serait peut-être la base pour en arriver à une vraie politique.

De plus, il y aurait beaucoup de programmes qui doivent être ciblés, il faut une vision cohérente sur cette question. Bref, il faudrait la traiter comme une vraie industrie stratégique, parce que, honnêtement, le Canada est un des seuls pays au monde à avoir une vraie industrie aérospatiale et à ne pas la traiter comme telle.

[Traduction]

M. Ali Ehsassi: Madame la Présidente, alors que le gouvernement va de l'avant avec le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, nous continuerons de travailler avec les secteurs touchés, dont l'industrie aérospatiale, pour que les entreprises et les travailleurs canadiens reçoivent le soutien dont ils ont besoin. Bien évidemment, pour réaliser une reprise économique sans heurt, il faudra un niveau de collaboration sans précédent entre les secteurs public et privé.

Le gouvernement est déterminé à soutenir le secteur aérospatial afin de créer de bons emplois à long terme pour les travailleurs canadiens et à aider les entreprises aérospatiales de calibre mondial d'ici à traverser cette crise sans précédent qu'est la pandémie de COVID-19. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour contribuer à créer un avenir meilleur pour les Québécois et, en fait, pour l'ensemble des Canadiens.

LES AÎNÉS

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, le Canada n'a pas réussi à protéger les résidents des établissements de soins de longue durée contre la première vague de la pandémie de COVID-19. Plus de 840 foyers d'infection ont été signalés dans des établissements de soins de longue durée et des maisons de retraite dans l'ensemble du Canada, ce qui représente plus de 80 % de tous les décès attribuables à la COVID-19 dans le pays. Il s'agit du pire bilan de tous les pays comparables.

La situation était si grave qu'on a dû demander aux Forces canadiennes d'intervenir dans des établissements de soins de longue durée au Québec et en Ontario. Les soldats ont découvert que les résidents de ces établissements avaient été abandonnés et qu'ils étaient sous-alimentés et effrayés. Dans certains cas, on les avait laissés pour morts seuls dans leur lit, couverts de leur urine et de leurs excréments. Ces histoires ont ébranlé notre conscience et ont remis en question l'image que nous avons de nous-mêmes en tant que société compatissante et humaine. Cependant, elles étaient tout à fait prévisibles et évitables.

Depuis de nombreuses années, des experts et des militants sonnent l'alarme à propos de l'état du secteur des soins de longue durée au Canada, mais les gouvernements fédéraux successifs n'ont rien fait. D'ailleurs, selon des décennies de recherche, des ratios employés-résidents insuffisants et des conditions de travail précaires ont mené à des soins précipités et déshumanisants, une forte rotation du personnel et une main-d'œuvre instable dans le secteur canadien des soins de longue durée.

Au début de la pandémie, le système de soins de longue durée de la Colombie-Britannique avait plusieurs avantages, puisque le gouvernement néo-démocrate de la province avait déjà fait des progrès dans ce dossier avant la pandémie, et ce, malgré l'absence de leadership à l'échelle fédérale. Il a notamment adopté des mesures pour assurer une meilleure coordination entre le système de soins de longue durée, le système de santé et les hôpitaux, augmenté le financement des soins de longue durée, réduit le nombre de chambres à plusieurs lits et imposé des inspections plus approfondies.

De plus, le premier ministre Horgan est intervenu tôt dans la pandémie pour faire en sorte que les fournisseurs de soins de longue durée ne travaillent que dans un seul établissement, de manière à prévenir la propagation de la COVID-19. Avant la pandémie, les travailleurs étaient obligés de faire des quarts de travail dans plusieurs établissements qui offraient des salaires différents et insuffisants. Cependant, le gouvernement de la Colombie-Britannique a dépensé plus de 10 millions de dollars par mois pour bonifier les salaires et les avantages sociaux des fournisseurs de soins de longue durée afin que ceux-ci touchent un salaire uniforme, peu importe l'endroit où ils travaillent. Le premier ministre Horgan s'est engagé à maintenir cette augmentation de façon permanente.

Alors que le Canada doit faire face à une deuxième vague de COVID-19 et que les éclosions se multiplient de nouveau dans les centres de soins de longue durée, les résidents demeurent extrêmement vulnérables en raison de l'inaction constante du gouvernement fédéral. Afin de prévenir une autre catastrophe, d'éminents scientifiques et universitaires du pays exhortent le gouvernement à agir immédiatement pour mettre en place des normes nationales obligatoires en matière de soins accompagnées d'un nouveau financement fédéral.

Dans son récent discours du Trône, le gouvernement s'est bien engagé à collaborer « avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée ». Toutefois, il n'a pas fixé d'échéancier, et il ne s'est pas engagé non plus à l'égard d'un nouveau financement fédéral.

Le gouvernement libéral peut-il confirmer si des normes nationales contraignantes et un financement destiné à les faire respecter seront mis en place afin de protéger les personnes vulnérables contre la deuxième vague de COVID-19?

• (2000)

M. Stéphane Lauzon (secrétaire parlementaire de la ministre des Aînés, Lib.): Madame la Présidente, je souhaite remercier mon collègue de Vancouver Kingsway de son excellente question.

[Français]

L'une des plus grandes tragédies de cette pandémie est la perte de vies dans les CHSLD. Tout comme les citoyens de ce pays, nous nous alarmons des événements qui se sont produits. Dans un pays comme le nôtre, nous ne devrions pas avoir besoin de soldats pour nous occuper des aînés, comme mon collègue l'a mentionné dans son introduction.

La pandémie a mis en évidence les défis auxquels le secteur des soins de longue durée fait face depuis de nombreuses années. Elle a également mis en évidence le travail essentiel des préposés aux soins personnels partout au pays, qui doivent être mieux reconnus pour leur contribution à notre société. Bien que les soins de longue durée soient réglés par les gouvernements provinciaux et territoriaux, le gouvernement fédéral collabore avec ces derniers pour assurer la sécurité des résidents et du personnel.

Le nouveau volet « Résilience à la COVID-19 » du programme Investir dans le Canada permet d'utiliser le financement fédéral destiné aux infrastructures pour moderniser les foyers de soins de longue durée, les rendant ainsi plus résilients pour assurer la sécurité des aînés.

Le Cadre de relance sécuritaire a investi 740 millions de dollars dans des mesures de contrôle et de prévention des infections dans

Motion d'ajournement

les foyers de soins de longue durée et chez d'autres populations vulnérables.

Nous avons publié des lignes directrices pour les établissements de soins de longue durée afin de prévenir et de contrôler les infections à la COVID-19. Nous investissons des milliards de dollars dans l'achat d'équipement de protection individuelle pour les travailleurs du secteur de la santé, y compris le personnel des centres de soins de longue durée. Nous avons fourni 3 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour augmenter les salaires des travailleurs essentiels à faible revenu, comme le personnel des centres de soins de longue durée.

Les membres des Forces armées canadiennes ont été déployés dans plus de 50 établissements de soins de longue durée au Québec et en Ontario, comme l'a mentionné mon collègue.

Dans le discours du Trône, notre gouvernement a présenté des plans ambitieux pour collaborer avec d'autres ordres de gouvernement, afin d'aider à améliorer la façon dont notre société prend soin des personnes âgées recevant des soins de longue durée.

Notre gouvernement s'engagera à travailler avec les provinces et les territoires pour établir de nouvelles normes nationales en matière de soins de longue durée. Notre gouvernement va inscrire dans le Code criminel des sanctions pour ceux qui négligent les aînés dont ils ont la charge et les mettent ainsi en danger. Notre gouvernement va également étudier d'autres mesures visant expressément les préposés aux services de soutien à la personne.

En conjonction avec d'autres mesures, tout cela peut contribuer à mieux protéger les personnes âgées et à empêcher que ce genre de tragédie ne se reproduise.

En conclusion, les aînés ont bâti notre pays et continuent d'apporter une contribution précieuse à notre économie, à nos familles et à nos collectivités. Les aînés doivent savoir qu'ils peuvent toujours compter sur notre gouvernement pour être à l'écoute de leurs besoins et travailler fort pour y répondre.

• (2005)

[Traduction]

M. Don Davies: Madame la Présidente, les familles sont extrêmement inquiètes que leurs proches en soins de longue durée ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin. Elles ne veulent pas voir davantage de disputes ou de reproches à propos du partage des compétences; elles ont besoin que de véritables mesures soient prises dès maintenant. La crise des soins de longue durée est un problème national, et le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de chef de file pour le résoudre immédiatement.

Dans les budgets précédents, lorsque le gouvernement libéral a conclu des accords de financement ciblés pour améliorer les soins à domicile et communautaires ainsi que les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie — tous de compétence provinciale, soit dit en passant —, il ne s'est pas servi de la compétence comme excuse pour ne pas agir. Les résidents de centres de soins de longue durée méritent tous les mêmes mesures de protection contre la COVID-19, quel que soit l'endroit où ils vivent au Canada. Par conséquent, quand les aînés canadiens peuvent-ils s'attendre à des mesures concrètes pour améliorer leurs soins dans ces établissements vulnérables?

Motion d'ajournement

[Français]

M. Stéphane Lauzon: Madame la Présidente, nous serons là pour soutenir les provinces et les territoires qui ont besoin d'aide pour gérer leur système de soins de longue durée.

Contrairement à ce que mon collègue d'en face dit, les communications sont bonnes avec les provinces. Nous travaillons ensemble, pour nos aînés, qu'il s'agisse de les soutenir avec l'appui des Forces armées canadiennes, d'investir dans les équipements de protection individuelle, ou d'être présents pour nos aînés qui reçoivent des soins de longue durée.

Nous avons annoncé un nouveau volet de financement, « Résilience à la COVID-19 », qui permet d'utiliser les fonds fédéraux

d'infrastructure pour améliorer les foyers de soins de longue durée en période de pandémie, afin de préserver la sécurité des aînés. Nous serons toujours là pour les aînés, en collaboration avec les provinces et les territoires.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 20 h 8.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 6 octobre 2020

Recours au Règlement

Questions orales

Mme Qualtrough 585

AFFAIRES COURANTES

Pétitions

Le saumon chinook

M. Johns 585

La sélection en fonction du sexe

M. Genuis 585

Le trafic d'organes humains

M. Genuis 585

Les droits de la personne

M. Genuis 585

La tarification du carbone

M. Serré 586

Le Falun Gong

M. Bezan 586

La péréquation

M. Kmiec 586

La sélection en fonction du sexe

M. Kmiec 586

Le sergent Tommy Prince

M. Kmiec 586

La sélection en fonction du sexe

Mme Harder 586

La bande de Gaza

M. Manly 586

Le service de traversier

M. Williamson 586

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux 587

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Genuis 587

Mme Bendayan 587

M. Johns 587

M. McLean 587

M. Jowhari 588

M. Kurek 589

M. Thériault 589

M. Cannings 590

M. Hallan 590

M. Lamoureux 591

M. Simard 592

M. MacGregor 592

M. Kurek 592

M. Lamoureux 593

M. Barsalou-Duval 594

Mme Mathysen 594

Mme Wilson-Raybould 594

M. Lamoureux 596

Mme Michaud 596

Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) 596

M. Manly 597

M. Bittle 598

M. Williamson 599

Mme Vignola 599

Mme Jones 599

Mme Michaud 601

M. Johns 601

M. Duguid 601

Mme Mathysen 603

M. McKinnon 603

Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) 603

M. Lamoureux 605

Mme Vignola 605

M. MacGregor 605

M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis) 606

M. Cannings 607

M. Simard 607

M. Bratina 607

M. Morrissey 608

Mme Charbonneau 609

M. Johns 609

M. Motz 609

M. Fonseca 610

Mme Mathysen 611

Mme Vignola 611

Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) 612

M. Lloyd 612

M. Bittle 614

M. Simard 614

M. MacGregor 614

M. Genuis 614

M. Bittle 616

Mme Michaud 617

M. Johns 617

Mme O'Connell 618

Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) 619

Mme Vignola 619

M. Cannings 620

M. Baker 620

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La sécurité alimentaire

Mme Dzerowicz 621

Jock Osler

M. Webber 621

Deux entreprises de Lac-Saint-Jean	
M. Brunelle-Duceppe	621
Postes Canada	
M. El-Khoury	622
L'entrepreneuriat chez les Noirs	
M. Sangha	622
Félicitations à l'occasion d'un départ à la retraite	
M. Kmiec	622
La planification urbaine	
M. Turnbull	622
La réponse communautaire à la COVID-19	
M. Finnigan	622
Le Fonds d'assainissement du lac Simcoe	
M. Davidson	623
Les droits de la personne	
Mme Sgro	623
La fête de Souccoth	
Mme Shin	623
L'Union interparlementaire	
Mme Rempel Garner	623
Le logement	
Mme Kwan	624
Les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	
Mme Bérubé	624
L'unité nationale	
M. Jeneroux	624
Les arts et la culture	
Mme Shanahan	624

QUESTIONS ORALES

Les services publics et l'approvisionnement	
M. O'Toole	624
Mme Freeland	624
M. O'Toole	625
Mme Freeland	625
M. O'Toole	625
Mme Freeland	625
Les ressources naturelles	
M. O'Toole	625
Mme Freeland	625
M. O'Toole	625
Mme Freeland	625
La santé	
M. Therrien	626
Mme Freeland	626
M. Thériault	626
Mme Freeland	626
La fiscalité	
M. Singh	626
Mme Freeland	626

La santé	
M. Singh	626
Mme Freeland	626
M. Baldinelli	626
Mme Hajdu	627
Mme Rempel Garner	627
Mme Hajdu	627
L'industrie du transport aérien	
Mme Kusie	627
M. Garneau	627
La santé	
Mme Rempel Garner	627
Mme Hajdu	627
L'industrie du transport aérien	
Mme Kusie	627
M. Garneau	627
La santé	
Mme Rempel Garner	628
Mme Hajdu	628
Les mesures d'urgence visant la COVID-19	
M. Savard-Tremblay	628
Mme Freeland	628
M. Savard-Tremblay	628
Mme Freeland	628
L'infrastructure	
M. Kram	628
M. Wilkinson	628
Mme Kusie	628
M. Wilkinson	629
Les ressources naturelles	
M. Kelly	629
M. O'Regan	629
M. McLean	629
M. O'Regan	629
La santé	
M. Davies	629
Mme Hajdu	629
M. Green	629
M. Bains	630
M. Jowhari	630
Mme Hajdu	630
La sécurité publique	
M. Uppal	630
M. Blair	630
Mme Dancho	630
Mme Chagger	630
Le commerce international	
M. Martel	630
Mme Ng	631
Les affaires autochtones	
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	631
M. Anandasangaree	631
Les aînés	
Mme Larouche	631
M. Rodriguez	631

Mme Larouche	631
M. Rodriguez	631
Les ressources naturelles	
M. O'Toole	631
Mme Freeland	632
M. Williamson	632
M. O'Regan	632
L'économie	
M. Rayes	632
Mme Freeland	632
La justice	
Mme Ratansi	632
M. Lametti	632
Les infrastructures	
M. Falk (Provencher)	632
Mme McKenna	633
Les télécommunications	
Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	633
Mme Monsef	633
M. Généreux	633
Mme Monsef	633
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Khalid	633
M. Mendicino	633
La garde d'enfants	
Mme Mathysen	633
M. Hussen	634
L'environnement	
M. Manly	634
M. Wilkinson	634
Joyce Echaquan	
Le Président	634

LE DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Baker	634
Mme Chabot	635
M. Duvall	635
M. Samson	636
Mme Harder	636
M. Lamoureux	637
M. Perron	638
M. Viersen	638
M. Godin	638
M. Lamoureux	639
Mme Paupé	640
M. Boulerice	640
M. McKay	640

M. Poilievre	641
M. Perron	642
Mme Sgro	642
M. Genuis	643
M. Champoux	644
M. Green	644
Mme Paupé	644
M. Blois	646
Mme Collins	646
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	646
M. Savard-Tremblay	646
M. Boulerice	648
M. Lemire	648
M. Viersen	648
M. Fillmore	649
M. Viersen	650
M. Champoux	651
M. Duvall	651
M. Blois	651
M. Hardie	651
M. Williamson	653
Mme Chabot	653
M. Duvall	654
M. Chong	654
M. Scarpaleggia	655
Mme Paupé	656
M. Davies	656
M. Doherty	656
M. Lamoureux	658
M. Green	658
M. Perron	658
M. Sarai	658
M. Poilievre	660
Mme Bérubé	660
M. Green	661
M. Lamoureux	661
Adoption de la motion	663
M. Rodriguez	663
Motion	663
Adoption de la motion	663

MOTION D'AJOURNEMENT

Les affaires étrangères	
M. Genuis	663
M. Oliphant	664
L'industrie aérospatiale	
M. Savard-Tremblay	665
M. Ehsassi	665
Les aînés	
M. Davies	666
M. Lauzon	667

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>